

AOÛT 2000

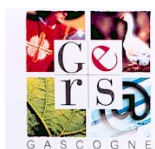
BIOTECHNOLOGIES :
FASCINATIONS... INTERPELLATION
&
ETRE DE SON TEMPS
À LA CAMPAGNE

dans le cadre du festival "jazz in Marciac"

Edité par la Mission Agrobiosciences,. La mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



La Sixième Université d'Eté de l'Innovation Rurale

est organisée par

la Charte Intercommunale
du Pays de Marciac
et la Mission d'Animation
des Agrobiosciences
(INRA - Centre de recherches de Toulouse)

en collaboration avec

le Sicoval et son Café des Sciences
et de la Société

et avec le concours financier de

Union Européenne (Programme Leader 2 Val d'Adour),
Conseil Régional de Midi-Pyrénées, Conseil Général du
Gers.

et avec le soutien de

Conseil Economique et Social Régional de Midi-Pyrénées,
Mairie de Marciac
Chambre Régionale d'Agriculture de Midi-Pyrénées,
Chambre d'Agriculture du Gers,
Association Générale des Producteurs de Maïs (AGPM),
Coopérative Producteurs Plaimont,
Coopérative Vivadour,
Pioneer Semences France – Maïs Union,
Fondation Pierre Sarazin,
Librairie La Préface - Colomiers
Jazz in Marciac

avec la participation des

Etablissements d'enseignement supérieur agro-vétérinaire
de Toulouse, membres d'AGROMIP

Producteur délégué

Thierry Gravelle, A.R.C.A « Le Rideau Vert »

COMITE SCIENTIFIQUE ET PEDAGOGIQUE

Anita BORIES, AGROMIP
Roseline FEYT, Ecole Supérieure d'Agriculture de Purpan
Anne-Marie GRANIE, Ecole Nationale de Formation
Agronomique
Jacques ABADIE, Ecole Nationale Supérieure
Agronomique, Institut National Polytechnique de Toulouse
Arnaud de CASTELBAJAC, Pioneer Semences France-
Maïs Union
Jean-Claude FLAMANT, Mission d'Animation des
Agrobiosciences
Christian GUITTARD, Chambre Régionale d'Agriculture
Midi-Pyrénées
Jean PILLEBOUE, Université de Toulouse Le Mirail,
Equipe « Dynamiques Rurales »
Daniel BORDERIES, Café des Sciences et de la Société -
Sicoval

COMITE D'ORGANISATION

Anita BORIES, AGROMIP
Francis DAGUZAN, Conseil Général du Gers
Anne-Marie GRANIE, Ecole Nationale de Formation
Agronomique
Jean BUGNICOURT, Chambre d'Agriculture du Gers
Arnaud de CASTELBAJAC, Pioneer Semences France-
Maïs Union
Jean-Claude FLAMANT, Mission d'Animation des
Agrobiosciences
Denis-René VALVERDE, Fédération Nationale des Foyers
Ruraux
Bernard WISS, Vivadour

Jazz in Marciac...

Dans un canton agricole du Gers, à plus d'une heure de voiture de Tarbes et deux heures de Toulouse et de Bordeaux, Marciac est un chef-lieu de 1 200 habitants. « Jazz in Marciac » est devenu l'un des principaux festivals de jazz en France, reconnu dans le monde artistique et musical, un rendez-vous incontournable pour les amateurs de jazz au milieu de l'été, dans une ambiance unique qui associe de manière innovante la culture du jazz et la culture rurale, l'événement culturel et le développement local. Plus de 100 000 visiteurs en une semaine !

L'Université d'Été de l'Innovation Rurale

« En plein Gers, en plein Jazz » : c'est dans cette ambiance que l'Université d'Été installe son chapiteau pour la sixième année consécutive. Désormais partie intégrante du programme de Jazz in Marciac, elle vous propose des mises au point des connaissances sur les dynamiques du monde agricole et rural, et ses rapports avec le monde urbain. Elle a également pour but d'apporter une information constante et d'engager un débat public sur les sujets qui préoccupent la Société dans le domaine des agrobiosciences, du devenir de l'agriculture et de l'alimentation.

La Mission d'Animation des Agrobiosciences

Co-organisatrice de l'Université d'Été de l'Innovation Rurale, elle est chargée de prendre en compte l'évolution des rapports entre les sciences du vivant et la Société. Axée sur deux vastes problématiques que sont « le devenir de l'alimentation » et « le futur de l'agriculture », sa fonction est d'élaborer et d'organiser un débat public.

Le Café des Sciences et de la Société

Créé à l'initiative du Sicoval, communauté de villes du Sud-est Toulousain, il est un lieu de réflexion et de débat mensuel entre philosophes, scientifiques, politiques et citoyens sur les grandes questions que pose le développement des sciences et des techniques.

Ses préoccupations

- Analyser les évolutions économiques et sociales concernant l'agriculture et les autres activités dans les espaces ruraux
- Mettre en lumière et comprendre les initiatives innovantes du développement local
- Insister sur les liens entre les territoires ruraux et les productions agricoles et agro-alimentaires
- Illustrer les caractéristiques à la fois modernes et sécurisantes de l'agriculture
- Identifier les orientations de la recherche scientifique et des innovations technologiques, et en raisonner les conséquences.

Ses participants

- L'Université d'Été de l'Innovation Rurale mobilise les meilleurs spécialistes capables de faire une mise au point magistrale sur les thèmes choisis. Elle est aussi un Forum de débat au sein duquel se retrouvent :
- les responsables politiques, professionnels ou associatifs intervenant dans les productions agricoles et agro-alimentaires, le développement local et l'aménagement du territoire en milieu rural
 - les opérateurs économiques des filières agricoles, agro-alimentaires et forestières (fournisseurs de l'agriculture, industriels et transformateurs, distributeurs, financiers...)
 - les chercheurs du secteur public ou des firmes, les universitaires et les enseignants, les étudiants
 - les journalistes de la presse économique et professionnelle.

« Biotechnologies : fascinations.....interpellations »

9 AOUT 2000

9 h 00-9 h 30 – Enregistrement et accueil des participants.

9 h 30-10 h 00 – Ouverture de l'Université d'Été, première journée

- Francis DAGUZAN, Vice-Président du Conseil Général du Gers, Président de la Charte intercommunale du Pays de Marciac
- Hervé OSSARD, Président du Centre INRA de Toulouse
- Jean-Claude FLAMANT, Responsable de la Mission d'Animation des Agrobiosciences
- Martin MALVY, Président du Conseil Régional de Midi Pyrénées

Présentation de la journée par Jean-Marie Guilloux, Mission d'Animation des Agrobiosciences (INRA Toulouse).

10 h 45-12 h 00 – Conférence

« Quand les crises alimentaires réveillent les utopies »
par Claude FISCHLER, Anthropologue, chercheur CNRS à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS).

12 h 00-12 h 30 – Conclusion

par Dominique DESJEUX, Sociologue et anthropologue, professeur à la Corbin

14 h 00-14 h 30 – Introduction de la séance de l'après-midi

Science et démocratie par Daniel Borderies, animateur du Café des Sciences et de la Société (Sicoval) et Jean-Marie Guilloux

14 h 30-15 h 30 Conférence

« Les critiques de la science »
par Alain TROUSSON, Professeur de philosophie, IUFM de Versailles, membre du Conseil National des Programmes (Ministère de l'Éducation Nationale)

Deux interventions en guise de réaction.....

« La science est-elle démocratique »
par Jean-Marc LEVY-LEBLOND, Physicien, Fondateur de la Revue Alliage

« La nature du pouvoir scientifique »
par Jean-Pierre ZALTA, Généticien, Ancien Président du Comité national de génie génétique

15 h 30-17 h 00 – Forum

« Quand la démocratie rattrape la science »

Co-organisé par le Sicoval. Animé par Daniel Borderies (Café des Sciences et de la Société – Sicoval) et Jean-Marie Guilloux (Mission d'Animation des Agrobiosciences)

17 h 10 - 18 h 00 Conclusion

par Dominique DESJEUX

« Etre de son temps à la campagne »

10 AOUT 2000

9 h 00-9 h 30 – Enregistrement et accueil des participants

9 h 30-10 h 00 – Ouverture, deuxième journée
par Jean-Claude Flamant

10 h 00-10 h 50 – Conférence

« Un regard critique sur la modernité des villes »
par Jean-Pierre ESTRAMPES, Architecte

10 h 50-11 h 20 – Forum

« Habiter de nouveau dans les campagnes »
Animé par Jacques Abadie, Sociologue, enseignant-chercheur à l'École Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse

Cinq interventions mises en débat :

- « Entre la ville et la campagne, faut-il parler de ruralité ? », Alain FILLOLA, maire de Balma
- « L'effet Duchamp aux champs » par Gérard TINE, Plasticien
- « Le patrimoine de la vie courante » par Steve BARREAU, élève au Lycée agricole d'Auch (Gers)
- « Des centaines d'emplois dans un pays qu'on croyait mort » par Jacques LAMOTHE, maire de St-Paul-de-Born
- « Un savoir-faire traditionnel qui ne répond plus qu'à un souci esthétisant a-t-il un sens ? » par Christophe SADOK, Société Mnémosyne

12 h 30-12 h 45 – Conclusion
par Dominique DESJEUX

14 h 30-15 h 30 – Table ronde

« Vivre les traditions culinaires »

Animé par Christiane Pieters, de la Chambre d'agriculture du Gers

Trois interventions mises en débat par

- « Aidons les agriculteurs à développer leur production dans le qualitatif et pas dans le quantitatif » Bernard RAMOUNEDA, restaurateur
- « Les agriculteurs ont abandonné le métier de la transformation de leurs produits au profit d'une agriculture intensive » Jean-Pierre POMA, CRITT agro-alimentaire d'Auch, Centre technique de la Viande de Rodez
- « Les appellations, une création du bassin méditerranéen pour défendre ses produits » par Jean BOYAZOGLU, Président du Comité Scientifique AOP, IGP et Attestations Spécifiques de l'Union Européenne.

15 h 30-16 h 20 – Témoignages

« Les femmes, ferments de la modernité dans les campagnes »

Animé par Anne-Marie Granié, sociologue, maître de conférence à l'École Nationale de Formation Agronomique

- « Les femmes : histoire d'une révolution silencieuse » par Marie-Thérèse LACOMBE, Agricultrice
 - « Les femmes ont la place qu'elles ont bien voulu prendre » par Martine DUBOS, Présidente du Syndicat des Cultures de Semences du Gers
 - « La femme gestionnaire, DRH, formatrice, animatrice sociale... qui inscrit dans la durée » par Alice MONIER, Agricultrice et Animatrice de la Fédération Départementale des CIVAM de l'Aveyron
- Forum

16 h 20-16 h 50 – Conclusion
par Dominique DESJEUX

16 h 50-18 h 00 – Table Ronde Finale

- Sylvie LE CALVEZ, Directrice de « Village Magazine »
- Denis-René VALVERDE, Vice-Président de la Fédération Nationale des Foyers Ruraux
- Alain MARCOUX, Inspecteur Général de l'Enseignement Agricole
- Christophe TERRAIN, Président de l'AGPM, Président de VIVADOUR
- Francis DAGUZAN, Association « Euradour »

18 h 00 – Clôture

avec Jean-Louis CHAUZY, Président du Conseil Economique et Social de Midi-Pyrénées et Jean-Claude FLAMANT, Mission d'animation des agrobiosciences

19 h 00 – Apéritif

9 AOUT « Biotechnologies et Société : fascinations... interpellations »

p. 12	OUVERTURE	Conférence par Claude FISCHLER : « Quand les crises alimentaires réveillent des utopies » ...
p. 28		Conférence par Alain TROUSSON : « Les critiques de la science »
p. 34	DEUX INTERVENTIONS	Jean-Marc LEVY-LEBLOND : « La science est-elle démocratique »
p. 37		Jean-Pierre ZALTA : « La nature du pouvoir scientifique »
p. 38	FORUM	
p. 48	CONCLUSION	

10 AOUT « Etre de son temps à la campagne »

p. 52	INTRODUCTION	Conférence par Jean-Pierre ESTRAMPES : « Un regard critique sur la modernité des villes »
p. 57	FORUM	« Habiter de nouveau dans les campagnes » animé par Jacques ABADIE Alain FILLOLA Gérard TINE Steve BARREAU Jacques LAMOTHE Christophe SADOK
p. 65	FORUM	
p. 69		« Vivre les traditions culinaires » animé par Christiane Pieters Bernard RAMOUNEDA Jean-Pierre POMA Jean BOYAZOGLU
p. 76	FORUM	
p. 79		« Les femmes, ferments de la modernité » animé par Anne-Marie Granié Marie-Thérèse LACOMBE Martine DUBOS Alice MONIER
p. 85	FORUM	
p. 90		Table ronde finale animée par Jean-Claude Flamant avec Sylvie LE CALVEZ, Denis-René VALVERDE, Alain MARCOUX, Christophe TERRAIN, Francis DAGUZAN Clôture avec Jean-Louis CHAUZY et Jean-Claude FLAMANT
p. 98	LISTE DES PARTICIPANTS	

OUVERTURE DE LA SIXIÈME UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L'INNOVATION RURALE

Francis DAGUZAN,
PRESIDENT DE LA CHARTE INTERCOMMUNALE
DU PAYS DE MARCIAC, VICE-PRESIDENT DU CONSEIL
GENERAL DU GERS

La Charte Intercommunale a souhaité continuer à apporter son soutien à cette Université d'Été de Marciac, qui constitue un événement important autour du Festival « Jazz In Marciac ». Nous allons parler aujourd'hui des biotechnologies, de choses qui touchent un peu à la ruralité, mais aussi à une foule d'événements fortement médiatisés, autour de l'agriculture, de la production agricole et de l'alimentation. C'est un vaste débat, qui sera certainement riche de toutes vos sollicitations et de vos questionnements. Sont ici présents des intervenants de qualité qui vont pouvoir répondre à vos interrogations et je suis convaincu que ces échanges feront avancer les choses.

Je tenais également personnellement à accueillir Monsieur le Président Malvy, que je remercie pour le soutien qu'il apporte à la Charte intercommunale de Marciac. Un appui non seulement financier, mais qui se manifeste également par votre présence, Monsieur Malvy, ainsi que par la participation hier, à Troncens, du premier vice-président du Conseil Régional, Alain Bénéteau, et du directeur de l'Agriculture, Alain Lesoin. Je voulais profiter de l'occasion pour vous dire que le président du Conseil général du Gers, Philippe Martin, n'a pu nous rejoindre, mais il m'a chargé de le représenter pour vous souhaiter la bienvenue.

D'autres financeurs nous permettent de réaliser cette Université d'Été avec l'Inra, notamment l'Europe, au titre du programme Leader 2, qui nous permet de concrétiser aujourd'hui le Pays du Val d'Adour, présidé par Jean Glavany. J'ajouterais que cette rencontre, aujourd'hui, permet peut-être d'imaginer ce que sera le colloque sur la sécurité des aliments qui se déroule le 19 septembre prochain à Toulouse, à l'initiative du Conseil Régional de Midi-Pyrénées.

Je terminerai en vous confiant que nous nous sommes souvent rendus compte a posteriori de la pertinence des sujets qui sont abordés dans cette enceinte, depuis la première édition. Des sujets sensibles, des sujets d'actualité dont il nous appartient de débattre aujourd'hui.

Pour toutes ces raisons, je suis heureux de vous accueillir à Marciac et vous souhaite d'y passer les deux jours à venir le plus agréablement possible. Merci.

Hervé OSSARD,
PRESIDENT DU CENTRE INRA DE TOULOUSE

Mesdames, Messieurs et chers collègues. Je soulignerai d'abord un fait nouveau. Jusqu'à présent, Jean-Claude Flamant a cumulé deux « casquettes » : Président du Centre Inra de Toulouse et animateur de ces journées. Depuis plusieurs mois, ce dernier a souhaité passer à une autre étape, en initiant un centre national d'animation, de débats, d'échanges et de diffusion d'informations : la « Mission d'animation des agrobiosciences ». Je tiens à souligner l'intérêt que porte l'Inra à cette initiative que nous soutenons sans réserve et à laquelle nous souhaitons un large appui institutionnel et professionnel. A présent, nous passons ainsi à une autre étape, ici et ailleurs : l'organisation de débats ouverts et contradictoires revêt une grande importance aux yeux de l'Inra, ainsi que pour nos partenaires scientifiques en général. Nous sommes tout à fait convaincus, notamment sur le thème qui nous réunit aujourd'hui, qu'il est absolument nécessaire de tisser des liens entre nos recherches et l'ensemble de la société.

Concrètement, la Direction Générale de l'Inra soutient fortement cette Mission et elle n'est pas la seule : le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Gouvernement, par le biais du Ministère de l'Agriculture, lui ont également accordé leur appui. Pour ma part, en tant que successeur de Jean-Claude Flamant, je me réjouis de cette démarche destinée à susciter les débats. Donc, encore une fois, merci à Jean-Claude Flamant et à toute son équipe. Merci également à ceux qui nous reçoivent ici, et à vous tous qui participez à cette Université d'Été. Je vous assure que nous abordons ces rencontres sans aucun esprit de domination ni de certitude. Nous écoutons et comprenons les interrogations. Nous sommes prêts à nous engager dans ces interpellations croisées, avec une ouverture d'esprit la plus large possible.

Jean-Claude FLAMANT,RESPONSABLE DE LA MISSION D'ANIMATION
DES AGROBIOSCIENCES

C'est la sixième Université d'Été mais c'est la première fois qu'un président du Conseil régional de Midi-Pyrénées assiste à notre Université et je tiens à saluer cette présence.

Le Conseil Régional joue un rôle important dans le déroulement de ces rencontres, non seulement par son soutien financier mais aussi par l'appui qu'il apporte aux projets qu'ensemble nous initiions actuellement à travers la Mission d'animation des agrobiosciences. Par ailleurs, en tant que scientifique, je suis très sensible, comme mon ami Hervé Ossard, Président du Centre Inra de Toulouse, au fait que le Conseil Régional de Midi-Pyrénées a choisi d'investir dans de grandes opérations toulousaines, telles que le Pôle de recherches sur la sécurité des aliments, en cohérence avec les options politiques de l'institution régionale, qui souhaite développer les produits de qualité en Midi-Pyrénées. Avant de présenter le thème de la journée, j'éprouve le besoin de vous dire quelques mots sur la manière dont cette Université d'Été est conçue et la façon dont elle a évolué.

L'esprit de l'Université de l'Innovation Rurale.

Tout d'abord, quelle est la raison d'être de cette Université d'Été de l'Innovation Rurale? Sa conception a pris naissance dans ces lieux mêmes, il y a six ans, dans le cadre d'une exposition nationale de l'Inra intitulée « Terroirs, Territoires, Lieux d'innovation ». Autour de celle-ci, nous avons organisé un mini-colloque, durant deux ou trois heures et j'ai ressenti ce jour-là que l'ambiance particulière qui régnait à Marciac pouvait être favorable au débat. Je m'en suis ouvert à Arnaud de Castelbajac qui était la cheville ouvrière de l'exposition. S'il m'avait dit « Ecoute, oublie cela, c'est une mauvaise idée », cela se serait arrêté là. Mais, il se trouve que nous étions aussi fous l'un que l'autre et qu'il m'a répondu : « Vraiment, c'est une idée intéressante ». Le lendemain, nous en avons donc parlé imprudemment à Jean-Louis Guilhaumon. Si ce dernier avait dit « Non, pour nous, c'est seulement le jazz », cela se serait encore arrêté là. Le drame est que Jean-Louis Guilhaumon a répondu : « Voilà une excellente idée. Développez cela, on vous accueillera ». Alors, nous avons été obligés de nous lancer dans cette aventure.

Je vous ai cité les « coupables », ceux qui sont à l'origine de ces rencontres. Mais de quoi voulons-nous parler dans cette Université d'Été? Les mots clés tout d'abord : agriculture, alimentation, territoire rural, biotechnologies, sciences du vivant. Et ces mots clés concernent des pans entiers de nos sociétés, de notre économie, de nos territoires qui sont aujourd'hui en mouvement, à la fois en local et à l'échelle mondiale. Ce télescopage du local et du mondial n'est pas sans conséquence. Des certitudes sont ébranlées. Le rôle moteur de la science et de la technologie ne va plus de soi, pour certains en tout cas. Or l'innovation, ce n'est pas uniquement la technologie, ce sont aussi de nouveaux modes d'organi-

sation, de nouvelles manières de vivre ensemble. Et les territoires ruraux sont justement des lieux d'expérimentation de ces nouvelles manières de s'organiser et de développer des activités.

Sur ces thématiques, les analyses sont cependant contradictoires. Nous sommes dans une situation de complexité et de paradoxe, à tel point qu'il devient impossible d'emblée d'appréhender globalement ces problématiques. D'où notre parti pris d'accepter des coups de sondes partiels. En disant que nous choisissons tel sujet précis, pour tenter de débattre de façon contradictoire, avec des points de vue différents et dans une ambiance conviviale mais sans complaisance, qui favorise cette expression. Pour cela, il faut que chacun puisse s'exprimer le plus clairement possible, à partir des interventions de plusieurs conférenciers, dont le rôle n'est pas de nous dire ce qu'il faut savoir, mais de nous stimuler dans notre propre réflexion, de nous aider à l'élaborer. Avec cette exigence forte : être lucide sur les enjeux qui sous-tendent les différents problèmes que nous abordons.

Donc, voilà la raison d'être de cette Université d'Été qui constitue un temps fort au cours de l'année.

L'Université s'inscrit dans un projet plus large...

J'ajoute que celle-ci s'intègre désormais dans un projet plus large, soutenu par l'Inra et identifié dans le cadre du Contrat de plan Etat – Région, avec des dotations importantes. Elles nous permettront de développer cette culture d'échanges et de controverses, avec une équipe de professionnels de l'animation et de l'ingénierie des débats. Nous nous appuyons également sur de nombreux collègues, chercheurs et universitaires, qui nous aident à analyser tous ces discours, ces expressions.

Qui dit Université d'Été, dit en effet aussi Recherche. C'est ainsi qu'hier, dans la petite commune de Troncens dont Francis Daguzan est le Maire, nous avons constitué une sorte de laboratoire de recherche, en réunissant une trentaine de personnes qui ont la volonté et le désir de passer ensemble une journée entière à débattre de toutes les questions que soulèvent les relations entre les biotechnologies et la société.

Ce projet que nous sommes en train de construire, et qui s'intitule provisoirement « Mission d'animation des agrobiosciences », nous lui donnons le nom de code « Saenec ». Un acronyme qui signifie Société, Animation, Echange, Controverses, sur les questions de l'agriculture et de l'alimentation. Plus que jamais donc, ce projet est attaché à l'Université d'Été de Marciac. Nous avons conscience qu'il règne ici un climat particulier qui permet à la fois de travailler avec exigence, de réfléchir, tout en bénéficiant d'une ambiance de grande convivialité. Et de même que pour le jazz, il est des productions musicales sur la base d'improvisations, nous pouvons ici, à partir d'un thème défini, improviser fortement. Car c'est souvent dans cette chaleur de la confrontation que surgissent les plus beaux chefs d'œuvre. Toutes ces actions dans lesquelles nous nous lançons, nous ne pouvons pas les réaliser sans partenariat. L'équipe de

professionnels que j'ai mentionnée, qui est en train de se constituer et qui est présente parmi nous aujourd'hui, a fortamment travaillé à cette Université d'été, mais aussi sur d'autres manifestations, telles que le Café des Sciences et de la Société, en partenariat avec son initiateur, le Sicoval. Nous bénéficions également d'autres partenaires institutionnels – le Conseil Régional de Midi-Pyrénées, le ministère de l'Agriculture, l'Inra et la Charte Intercommunale du Pays de Marciac qui assure le portage financier de l'Université d'Eté et qui joue un rôle de relais vis-à-vis des collectivités locales du Gers. C'est un point de jonction extrêmement important. S'y ajoutent des organismes économiques qui se sont associés à nous dès le début et dont la participation s'amplifie, tels que Vivadour, l'Association Générale des Producteurs de Maïs ou Pioneer Semences. Autre innovation cette année, la librairie « Préface », de Colomiers, s'est jointe à nous en réalisant une recherche d'ouvrages liée au sujet de notre Université d'été. Ouvrages qu'elle nous présente ici même et que vous pouvez donc acheter sur place.

Vous disposez également des Actes des précédentes Universités d'Eté. Ils proposent le texte intégral de nos débats passés, dont celui de l'an dernier, « L'eau des villes et l'eau des champs » et « Créer des emplois dans les campagnes ». De même, il reste encore quelques exemplaires de l'Université d'été de 1998, sur le thème « Gérer les espaces ruraux, nouveau défi pour les agriculteurs et les forestiers ». Cette année, deux thèmes ont été choisis, autour des territoires ruraux, des fonctions économiques liées à l'agriculture et à l'alimentation, de l'innovation technologique qui provoque des bouleversements et des transformations. Le premier thème est consacrée en effet à « Biotechnologie et Société, Fascination... Interpellation... ». Cette journée sera introduite et animée par Jean-Marie Guilloux. Le deuxième thème s'intitule : « Etre de son temps à la campagne ». Il souligne les rapports entre modernité et tradition dans les campagnes.

Pour terminer, nous vous demanderons de réaliser une évaluation de ces journées à l'aide du document que vous avez reçu lors de votre inscription. C'est à partir de cette évaluation que dès le mois d'octobre, nous choisirons les thèmes de l'an prochain. Je rappelle que ces thèmes ne sont pas choisis en huis clos par une équipe universitaire ou scientifique. Ce sont d'abord nos partenaires professionnels qui nous indiquent les sujets sur lesquels ils aimeraient travailler. Ensuite, le Comité scientifique construit le programme, recherche les conférenciers et les intervenants, structure la journée.

Des modifications ont été apportées par rapport à ce qui vous a été annoncé, mais je laisse le soin à chacun des animateurs de la journée de vous les faire découvrir. Je vous remercie pour votre attention et pour votre participation à cette sixième Université d'Eté ».

Martin MALVY,

PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL DE MIDI-PYRENEES

Peut-être sommes-nous venus aujourd'hui, avec Alain Bénéteau et Elysée Brugayrolas, l'un premier vice-président et l'autre chargé de la coopération décentralisée, en tant que consommateurs, pour nous enquérir d'informations qui nous intéressent au plus haut point. Je n'aurai pas la chance de rester ce soir à Marciac, ce qui me désole. En revanche, je me rends dans mon département pour dîner et déguster les « saveurs buissonnières » des produits du terroir.

Je souhaite vous dire quelques mots, simplement, l'intérêt que le Conseil Régional attache à ce type de débats.

Notre société a beaucoup changé, vous l'avez rappelé tout à l'heure. Elle évolue tous les jours et elle ne sera plus jamais ce qu'elle était hier. Et l'interrogation, l'anxiété des citoyens que nous représentons, en tant qu'élus politiques, me semble être le produit de l'évolution de la science et des technologies ainsi que des notions, apparues également aux Etats-Unis, qui se développent dans l'ensemble de l'Europe : celles du risque zéro et de la responsabilité. Notions que nous retrouvons dans tous les domaines et pas uniquement dans le domaine alimentaire. C'est incontestablement le fruit de notre époque : jamais, dans l'histoire de l'humanité, notre alimentation n'a subi autant de transformations. Nous vivons dans un environnement différent, dans lequel on ne peut plus se contenter d'écarter les critiques du citoyen : sa place doit être pleinement prise en considération. Le citoyen a un rôle majeur à jouer et nous avons, nous, collectivités, notamment au niveau d'une région, le devoir de faciliter le débat et la rencontre entre le citoyen et le scientifique. La grande difficulté, c'est que les scientifiques eux-mêmes n'ont pas la certitude. Et les connaissances scientifiques se sont affinées et complexifiées au point que lorsque des chercheurs de disciplines différentes débattent entre eux, ils ne parviennent pas toujours à se comprendre. Pour toutes ces raisons, ce temps nouveau appelle, plus que jamais, le débat démocratique qui nous importe et qu'il nous revient d'organiser.

C'est dans cet esprit que le Conseil régional a décidé d'organiser chaque année, en Midi-Pyrénées, les rencontres internationales « Agriculture, Alimentation et Société ». C'est avec plaisir que je vous annonce la première édition de ces rencontres, le 19 septembre prochain, à Toulouse-Labège, sur un thème qui rejoint totalement vos préoccupations : « La sécurité des aliments face aux enjeux de la demande sociale ». Pour la première fois, en France, nous réunissons l'ensemble des publics concernés par cette question, autour d'éminents intervenants, toutes disciplines confondues.

Je suis convaincu en effet que c'est en dressant l'état des lieux des grandes questions que pose la société face aux avancées de la science et de la technologie, dans tous les champs culturels, économiques et sociaux, que nous contribuerons, de manière forte et singulière, à restaurer la confiance et à instaurer un dialogue productif. Soyez assuré que la région Midi-Pyrénées mène sur ce point, une politique volontariste et fédératrice afin que ces mutations trouvent une issue favorable, pour le bien de tous et de la démocratie.

9 AOUT 2000

BIOTECHNOLOGIES ET SOCIÉTÉ : FASCINATIONS... INTERPELLATIONS

Jean-Marie GUILLOUX,
MISSION D'ANIMATION DES AGROBIOSCIENCES

INTRODUCTION AU THEME DE LA JOURNEE

Aujourd'hui, sur le thème « Biotechnologies et société: Interpellation, Fascination », nous avons engagé deux types de regards. Nous allons commencer avec la conférence de Claude Fischler, qui traite des problématiques de l'alimentation. Avec un angle particulier, selon lequel les « crises » alimentaires renvoient à ce que nous sommes, à des positions historiques, culturelles, des contradictions individuelles et collectives, des fantasmes... Et dans toutes ces crises, les Ogm révèlent un ensemble de positionnements de la société qui se trouve peut-être en situation de transition. C'est ce que va éclairer Claude Fischler. Ce dernier est sociologue et anthropologue. Il travaille depuis très longtemps sur ces questions et il est l'auteur de plusieurs ouvrages traitant de l'alimentation, dont « L'omnivore »⁽¹⁾ et, plus récemment « Du vin »⁽²⁾.

Puis, cet après midi, nous aurons une autre forme de regard, lié à la question des critiques formulées actuellement à la science, à travers l'intervention de Alain Trousson. Celui-ci remplace Luc Ferry qui n'a pu être présent. Tous deux travaillent ensemble, au sein du Conseil national des programmes, une structure dépendant du ministère de l'Education Nationale.

A l'issue de sa conférence, à l'initiative du Café des Sciences et de la Société qu'organise Daniel Borderies ici présent, se déroulera un forum que nous animerons tous deux et qui s'intitule: « Quand la démocratie rattrape la science ». Il sera introduit et conclu par le sociologue Dominique Desjeux qui jouera le rôle de grand témoin tout au long de cette journée.

Lors de ce forum, aux côtés d'Alain Trousson, nous aurons la présence de Jean-Marc Lévy-Leblond, responsable de la revue « Alliage », physicien, auteur de nombreux essais critiques sur la science et de Jean-Pierre Zalta, généticien, ancien président du Comité national de génie génétique.

(1) L'omnivore, éditions Odile Jacob. 1990

(2) Du Vin, éditions Odile Jacob. 1999. 203 pages.

SEANCE DU MATIN

CONFÉRENCE

Claude FISCHLER,
CHERCHEUR CNRS A L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES
EN SCIENCES SOCIALES

« Quand les crises alimentaires réveillent les utopies »

Comme l'a dit Jean-Marie Guilloux, je travaille depuis longtemps sur les questions qui ont trait à l'alimentation, à ses aspects socioculturels, aux liens entre ces aspects et les fondements biologiques de cette fonction essentielle qu'est l'acte de se nourrir.

On m'a proposé un titre pour cette conférence : « Quand les crises alimentaires réveillent les utopies ». Bien sûr, j'évoquerai ces utopies pour respecter la règle du jeu. Mais en fait, de quoi je voudrais vous parler ? Je pourrais vous dire : de la mal bouffe, des Ogm, de la crise de la vache folle, etc. Mais, que cela soit bien clair pour tout le monde, mon opinion sur les risques n'est guère plus informée et plus compétente que celle du citoyen lambda en la matière. Ce n'est pas cela, mon problème. Ce n'est pas de vous citer des chiffres, des données sur les dangers éventuels. Ce qui m'intéresse, c'est de savoir comment nous réagissons, comment nous percevons les choses. Quand je dis « nous », c'est nous autres citoyens, consommateurs. Que signifient pour nous ces crises alimentaires ? Quelles sont ces inquiétudes qui nous saisissent ? On nous dit souvent qu'elles sont rationnelles ou irrationnelles. Peut-on formuler des jugements là-dessus ? Comment cela fonctionne ? Et de quelles données précises ou empiriques dispose-t-on, de quelles études, de quelles enquêtes sur la perception de l'alimentation en général, et du danger en matière d'alimentation ?

DEUX IDÉES REÇUES

Pour commencer, il y a deux idées a priori simples qu'on trouve partout dans les médias, les débats, les conversations :

- 1) « Le public demande le risque zéro ».
- 2) « Il faut rétablir la confiance ».

En fait, concernant la deuxième idée, ce sont souvent les industriels ou les professionnels de l'agroalimentaire qui cherchent à rétablir la confiance du consommateur dans les produits alimentaires.

Ce que nie le « risque zéro »

Mais est-ce que ce ne sont pas des idées reçues ? Vous avez déjà entendu parler du fugu ? C'est un poisson très apprécié au Japon, un poisson « gonflable » si j'ose dire, dont la vessie sécrète une substance violemment toxique. Donc, si

vous voulez manger du fugu, il ne faut pas faire l'erreur de couper au mauvais endroit. Ce serait une mort presque instantanée. Dans les restaurants japonais, on le mange en sashimis et en sushis, c'est-à-dire cru. Ce qui pose un problème de sécurité : chaque année, le Japon connaît quelques dizaines de morts par empoisonnement au fugu. Ce pays a donc pris de plus en plus de précaution, en adoptant une réglementation de plus en plus sévère, en formant tout spécialement les cuisiniers. On s'entoure donc d'un luxe de précautions, au point que des amateurs de fugu se plaignaient en disant : « Mais finalement, ce n'est plus rigolo. On ne risque plus rien. »

Donc, l'idée que le consommateur recherche le risque zéro, c'est peut-être vrai, mais en tout cas, pas au Japon. Ou alors, c'est plus compliqué que cela. Car finalement, nous autres, n'avons nous pas des aliments qui nous font aussi courir quelques risques ? Par exemple, les champignons... Car je reviens au fugu : il ne faut pas croire qu'on le consomme comme on saute à l'élastique. Des familles japonaises en mangent, avec les enfants. Ils l'ont commandé par téléphone ou par Internet à un restaurant célèbre, on leur a livré et c'est une fête. Ce poisson est très cher, c'est un mets exceptionnel, très recherché, très valorisé, mais il n'est pas réservé aux machos ou aux téméraires. Maintenant, songeons à nos platées de champignons. Je ne sais pas si vous vous souvenez d'un film tiré d'un roman de Sacha Guitry : le héros était le dernier survivant d'une famille liquidée par une platée de champignons cueillis par l'oncle... Donc, oui, nous aussi avons des choses dangereuses dans notre alimentation et on ne va pas réclamer au Gouvernement de prendre des mesures de protection.

On peut même aller plus loin : l'argument du risque peut être un argument stimulant pour certains produits, comme il l'est pour le fugu. Certains secteurs de la publicité pour les produits alimentaires liquides jouent délibérément sur le risque et le danger. Par exemple, les alcools forts. Des groupes de défense antialcoolique s'en sont d'ailleurs plaints il y a quelques années. Et il y a une marque célèbre, la vodka « Absolut » vendue dans un flacon qui a fait une part importante de son succès et sur lequel est axée toute la communication : c'est une bouteille qui a exactement la forme d'un petit flacon injectable. Vous savez, ces petites bouteilles avec un bouchon en caoutchouc qu'on perce avec la seringue pour aspirer le produit à l'intérieur. Il y a une no-

tion de danger là-dedans et il y a une variation dans les thèmes de la publicité sur le mot « Absolut » et sur la forme du flacon. Il y a même une publicité qui clame « Absolut Dracula », avec une goutte de sang qui coule le long de l'étiquette. On est vraiment là dans un univers où l'on va affronter quelque chose d'un peu inquiétant, le surmonter en même temps, le faire pénétrer en soi. Et c'est mis en valeur.

Dire que le consommateur cherche le risque zéro, c'est évidemment nier ce genre de phénomènes qui sont extrêmement intéressants. Mais il reste une question : quand sommes-nous très aversifs aux risques ? Qu'est-ce qui explique ces réponses variées et différentes ?

Une méfiance première

Deuxième idée reçue : « rétablir la confiance ». Cela part d'un présupposé qui n'est nullement démontré, selon lequel la confiance du mangeur pour ses aliments serait première. En clair, il y aurait d'abord la confiance et, ensuite, il y aurait quelque chose qui viendrait perturber la confiance. Et là, on n'oserait plus manger. Mais, franchement, toutes les données dont on dispose montrent que c'est plutôt le contraire ! Ce n'est pas la confiance qui est première, mais la méfiance. Pour une raison d'ailleurs très simple à comprendre et qui relève du biologique : nous sommes des êtres omnivores. Et, qu'est-ce qu'un omnivore ? C'est un être dont l'organisme doit être extraordinairement adaptable, certes, mais aussi très prudent. Parce que toute substance dont nous allons faire un aliment est potentiellement toxique. En fait, c'est même plus compliqué que cela. Il y a certes un niveau d'anxiété dû à la néophobie, c'est-à-dire à la méfiance ou à la peur de la nouveauté. Mais on est à la fois néophobes et néophiles. C'est ce que j'appelle le « paradoxe de l'omnivore ». Celui-ci ne peut pas se nourrir d'un seul aliment pour des raisons de nutrition de base - il n'est pas capable de tirer tout ce dont il a besoin d'une seule substance. Pour compenser cette insuffisance, il doit toujours avoir toujours un minimum de variété dans son alimentation. Donc, d'une certaine manière, la variété pour un omnivore est à la fois une liberté, elle permet de s'adapter, de changer de régime, de voyager, de résister au changement écologique etc., mais c'est aussi une contrainte. Il faut absolument toujours varier un minimum. Ce qui veut dire que d'un côté, il faut varier, être capable d'essayer des choses qu'on ne connaît pas, d'innover - et en effet, on a une sorte d'appétence reconnue pour la diversité qui nous fait dire au service militaire : « Quoi ? Encore, des fayots aujourd'hui ? » Ou qui fait dire à une ménagère : « Qu'est-ce que je vais pouvoir encore leur faire à manger demain ? » Sous-entendu : « Je ne vais pas refaire la même chose qu'aujourd'hui ».

Donc, nous avons en même temps cet impératif de variété et de l'autre côté, une sorte de conservatisme alimentaire, une néophobie qui fait que nous nous méfions de tout ce qui est nouveau.

Quand je dis que la méfiance est première, biologiquement, ce n'est pas tellement parce qu'il faut se méfier de toute sub-

stance nouvelle et inconnue, mais c'est parce qu'il y a une contradiction fondamentale entre ces deux dimensions de l'omnivore. C'est-à-dire la recherche de la variété minimale

D'une certaine manière, la variété pour un omnivore est à la fois une liberté, elle permet de s'adapter, de changer de régime, de voyager, de résister au changement écologique etc., mais c'est aussi une contrainte. Il faut absolument toujours varier un minimum.

et la peur de l'inconnu. Il y a un conflit intrinsèque avec lequel nous devons compter, constamment. Deux impératifs, deux tiraillements contradictoires à gérer en même temps. Et ce tiraillement, cela paraît quand même assez naturellement « anxigène ». Cela provoque de l'anxiété et je dirais même que cette anxiété est protectrice, constructive. L'anxiété ne nous paralyse pas seulement. Elle nous fait fonctionner, elle nous rend prudent, fouineur, curieux. Donc, nous dire qu'il faut rétablir la confiance, pardonnez-moi, mais cela ne repose sur rien. Nous ne sommes pas naturellement confiants. Et l'idée que jadis existait un âge d'or, où nous vivions tous dans le Gers et où nous mangions de bonnes choses issues de la terre en toute confiance, parce que c'était notre grand-mère qui nous les servait sur une nappe à carreaux, eh bien, je dis non ! Rien ne permet de dire cela. Il y aurait l'idée que ce que nous avons mangé quand nous étions enfants, qui nous a été servi par notre grand-mère, nous a marqué pour toujours. Et que toujours, nous revenons à cela. Ce qui est implicite là dedans, c'est l'idée de l'« imprinting », de l'empreinte initiale. C'est comme l'histoire de la couvée de canard qui sort et qui prend pour sa mère la première chose qu'elle voit en sortant de l'œuf. On serait comme cela avec la nourriture. Or sur ce point, il n'y a absolument rien dans la recherche qui permet de dire que cela se passe ainsi. Toutes les études de psychobiologie des préférences alimentaires, du développement du goût etc., nous indiquent même le contraire. C'est-à-dire qu'il est beaucoup plus facile d'acquérir une aversion que d'acquérir une préférence. Il suffit d'une expérience négative pour acquérir une aversion très durable à un produit alimentaire. Dans certaines études, on interviewe des gens sur leurs aversions violentes, insurmontables. On en a tous au moins une ou deux. Et on leur demande : êtes-vous capables de la rattacher à quelque chose ? Dans plus de 80 % des cas, les gens la rattachent à une indigestion ou un événement, quelqu'un qui les a forcé dans leur enfance à manger cet aliment... Moi, c'est la betterave, par exemple. A la maternelle, j'étais à la cantine, il fallait tout manger et il y avait de la betterave trois fois par semaine. Et le goût terreur de la betterave, c'est un truc que j'ai mis 40 ans à surmonter.

En revanche, un goût, une préférence, ou bien c'est quelque chose qui nous accompagne depuis toujours. Et, à ce moment-là, nous sommes dans l'univers de la familiarité, ce n'est pas du tout l'illumination, l'éblouissement, la découverte.

Ou bien c'est quelque chose qui s'est progressivement imposé. Cela s'explique biologiquement, d'ailleurs, sur le plan de l'évolution : si vous êtes omnivore et que vous devez vous méfier de certains produits, cela paraît en effet beaucoup plus logique d'être très adaptable en cas de danger soupçonné. C'est comme en économie : le côté aversif, « aversion learning », paraît plus « logique » que le fait d'apprendre à devenir dépendant d'une substance. Puisque la grande force de l'omnivore, c'est justement cette capacité d'adaptation : il peut trouver sa nourriture partout, il peut survivre à des cataclysmes écologiques grâce à cela. Alors que si vous êtes un animal arboricole qui se nourrit exclusivement d'une variété de feuilles d'eucalyptus, et si cette variété est touchée par une maladie, vous êtes mal... Pas l'omnivore.

Donc on est beaucoup plus sensible aux aversions, aux dangers, aux risques, qu'aux préférences. C'est un premier élément de réponse : la méfiance est première, il n'y a rien à restaurer de ce côté-là. Il y a à accepter, assumer, surmonter, gérer de façon positive. Il faut vivre avec ce moteur qu'est cette pulsion anxieuse, en tout cas dans le domaine alimentaire. Quitte, dans certains cas, à rechercher la sensation de risque, comme dans l'exemple du fougou au Japon ou des champignons chez nous.

LA MEDIATISATION ET NOS INQUIETUDES SONT-ELLES A LA MESURE DES RISQUES REELS ?

Vous voyez vers quoi je me dirige : vers une réflexion, une sorte de remise à plat de notre relation aux crises et au traitement médiatique, politique, marketing des crises alimentaires. Si je raisonne en termes de rapports au risque d'un côté, et de rapports à l'inquiétude de l'autre, il me semble qu'il y a deux choses à relever :

– La première, c'est que l'expérience récente nous montre qu'il n'y a pas de relation nécessaire entre le retentissement médiatique et la gravité réelle des crises.

– Le deuxième énoncé, c'est qu'il n'y a pas de relation nécessaire entre la gravité réelle des crises – au sens usuel, la gravité d'un risque se mesure au nombre de victimes ou au tableau épidémiologique, la morbidité ou la mortalité qui est associée – et notre inquiétude. Et c'est ce que je voudrais illustrer maintenant.

Qu'est-ce qui attire les médias ?

Donc, premier énoncé : il n'y a pas de relation réelle entre le retentissement médiatique et la gravité des crises. Là, nous avons un exemple fabuleux, qui est la *Listeria*. Vous savez quelle ampleur massive ont pris les événements récents liés à cette bactérie, qu'il s'agisse de fromages, qu'il s'agisse de produits de charcuterie, la crise des rillettes... Quelle est la gravité de la crise de la *Listeria* en terme de santé publique ? En 1998, en France, il y a eu 228 cas de listériose recensés – car c'est une maladie à déclaration obligatoire. 228 cas de listériose, je n'ai pas 228 morts. Il y a des séquelles, des

choses dramatiques mais sur ces 228 cas, il y a eu en gros une trentaine de morts. Ce qu'il faut savoir, c'est que cette trentaine de morts et ces 228 cas, cela représentait une incidence qui a été divisé par deux en cinq ans. Cinq ans avant, il y en avait au moins deux fois plus. Donc, ce n'est pas en croissance. Et puis, surtout, sur ces 228 cas et ces 30 morts, il y en a 90 % qui appartiennent à des groupes à risque. C'est à dire des personnes immuno-déprimées, des personnes âgées fragilisées, des femmes enceintes.

Cela signifie qu'en fait, si 90 % sont des sujets à risque, une prévention ciblée sur ces sujets permet en grande partie de régler le problème.

Alors, qu'est-ce qui a bien pu se passer, en 1998-1999, pour que la listériose tout d'un coup prenne une ampleur aussi importante ? Vous me direz : ce sont les médias. Peut-être, mais ces derniers avant, avaient eu vent des listérioses. Par exemple, la dernière « crise » (je ne sais même pas comment il faut le dire en français parce qu'en effet, techniquement, ce n'est pas une épidémie. En anglais on dit un « out break », une poussée ou une explosion de *Listeria*) datait de 1992, avec une cinquantaine de morts, et cette affaire avait l'objet d'un traitement médiatique. Mais sans aucun rapport avec le traitement médiatique actuel, beaucoup plus important. En fait, la différence, c'est que la *Listeria* et les questions de crises alimentaires sont devenues entre-temps un enjeu politique. On s'est rendu compte, avec la conjonction des Ogm, de la vache folle, qu'il y avait là matière à faire tomber un gouvernement, à mettre en sérieuse difficulté un ministre, ou au contraire matière pour certains politiques à s'approprier un certain type de discours sanitaire, hygiéniste, en pensant que cela ferait valoir la qualité du travail accompli au gouvernement. Il y a eu des phénomènes de rivalité, des conférences de presse, des annonces qu'on pourrait qualifier d'intempêtes.

Les questions de sécurité alimentaire sont devenues un enjeu politique. Et c'est aussi pour cela qu'on est là aujourd'hui, pour cela que la recherche dans ce domaine reçoit un petit peu plus de moyens, pour cela qu'il y a des débats, des réunions. La question de la sécurité dans nos assiettes et de la perception du risque par le consommateur, par le citoyen en l'occurrence, est devenue un enjeu politique important. Et c'est une explication absolument fondamentale, une dimension importante du phénomène de médiatisation et d'appropriation par les médias.

Il faut dire que toutes les affaires qui ont du poids politique ne prennent pas une dimension médiatique. Simplement, certaines situations, certaines configurations constituent des « attracteurs » pour les médias. C'est-à-dire que les médias voient facilement le parti qu'ils peuvent en tirer, cela fonctionne bien. Donc, il n'y a pas de rapport nécessaire entre la gravité d'un événement et son retentissement médiatique.

Qu'est-ce qui nous fait peur ?

Deuxième idée, il n'y a pas non plus de relation nécessaire entre la gravité d'une crise et l'inquiétude du consommateur, du citoyen. Pour l'expliquer, il faut regarder les choses

un peu différemment, en posant cette question : qu'est-ce qui nous fait peur et pourquoi ?

D'abord, il faut que je vous donne un certain nombre d'éléments de comparaison. Je vous ai dit que pour la *Listeria*, il y a eu 228 cas, 30 morts et un traitement médiatique massif. Comparons à présent avec les accidents de la route : plus de 8 000 morts. Face à cela, le politique doit trancher : qu'est-ce qui nécessite le plus d'actions, de moyens ? Dans sa décision, l'opinion publique constitue une dimension importante. Or nous savons que l'opinion publique en matière d'accident de la route est difficile à mobiliser.

Prenons un autre exemple : ce qu'on appelle les infections nosocomiales, c'est-à-dire les infections que l'on attrape à l'hôpital. A votre avis, elles représentent combien de morts par an ? On pense que c'est très sous-évalué, mais en général, on donne comme chiffre 8 à 9 000 morts. Et pourtant, regardez le degré de mobilisation médiatique sur cette question... Concernant les implications politiques, il est évidemment plus difficile de mettre en cause le système hospitalier, les professions médicales, paramédicales, etc. Il est surtout difficile de mobiliser l'opinion publique, qui a tendance à sous-estimer certaines choses et à surestimer d'autres. Prenons Seveso par exemple, et demandons au public combien de morts cette affaire a généré. A votre avis, quelques centaines. Mais Georges Bories, qui est très informé, me répond lui : zéro. En fait, il y a un mort : le directeur de l'usine, qui a été assassiné par les Brigades Rouges.... En fait, qu'est-ce qui se passe dans nos têtes ? Le télescopage de deux événements différents : la catastrophe de Bhopal⁽¹⁾ en Inde et celle de Seveso. Pour une raison que nous ne connaissons pas vraiment, une confusion s'exerce dans nos têtes.

De même, à la question « A votre avis, est-ce que, aujourd'hui, l'alimentation est meilleure ou moins bonne que jadis ? », nous savons qu'il y a, à peu près dans toutes les enquêtes, entre 60 et 70 % des gens dans les pays développés d'Europe occidentale qui répondent : « Moins bonne, sur le plan de la santé, sur le plan du goût, etc. »

Certes, il n'y a pas de « bonnes » réponses mais quand on s'interroge sur la perception, on constate que l'opinion publique perçoit qu'il y a beaucoup de dangers liés à ces problèmes alimentaires. Et d'un autre côté, le public a conscience que l'espérance de vie s'est allongée ; peut-être cette conscience n'est pas aussi claire, d'ailleurs. Par exemple, si on regarde les chiffres, qui sont très impressionnants, il y a un paradoxe : si on mange si mal, et s'il y a un problème de santé publique si clairement associé à l'alimentation, comment se fait-il que l'espérance de vie ait augmenté autant que ça ? En 1936, l'espérance de vie se situait à 55 ans pour les hommes et à 61 ans pour les femmes. En 60 ans, elle a augmenté de 19 ans pour les hommes et de 21 ans pour les femmes. C'est incroyable. Et aujourd'hui, on nous dit qu'à la naissance, on gagne à peu près 2 ou 3 mois par an. Donc qu'il y ait des problèmes de santé publique, peut-être, mais apparemment, ils se situent ailleurs. Certains disent : « Oui, c'est la qualité de

la vie qu'il faut prendre en compte. » Sauf que les données de l'OMS nous montrent que, de ce côté-là, nous sommes bien placés en France.

Une anxiété fondamentale

Là où nous touchons au cœur du sujet, c'est quand on regarde ce qui a été fait aux Etats-Unis depuis les années 80, pour essayer de saisir comment les citoyens et les consommateurs percevaient les risques en général. Paul Slovic⁽²⁾ a publié, en 87, un article qui est devenu un classique dans la revue « Science ». Qu'a-t-il fait ? Il a pris, d'une part, des échantillons de population lambda. Et il a pris, d'autre part, un échantillon de professionnels de l'évaluation des risques, c'est-à-dire des experts dont le métier est de calculer des risques, soit pour les assurances, soit pour des objectifs scientifiques. A tous, Paul Slovic a soumis une liste de risques et leur a demandé de donner une note en fonction de la gravité qu'ils attribuaient à chaque risque. On leur demandait en gros : « Que pensez-vous du risque nucléaire, du risque de l'automobile, de l'aviation privée, etc. ? Donnez une note

Prenons Seveso par exemple, et demandons au public combien de morts cette affaire a généré. A votre avis, quelques centaines. Mais Georges Bories, qui est très informé, me répond lui : zéro. En fait, il y a un mort : le directeur de l'usine, qui a été assassiné par les Brigades Rouges.... En fait, qu'est-ce qui se passe dans nos têtes ? Le télescopage de deux événements différents : la catastrophe de Bhopal en Inde et celle de Seveso.

de 1 à 10 : plus vous pensez que le risque est important et plus vous donnez une note élevée. » Puis Slovic a calculé les moyennes et a analysé comment cela s'ordonnait.

Qu'a-t-il obtenu ? Des divergences tout à fait impressionnantes entre les experts et entre le public. En particulier à propos du nucléaire et des dangers associés à la radiologie. Les consommateurs ont classé le risque nucléaire en premier. Les experts l'ont classé, eux, au 22^e rang ! Même chose sur les rayons X : les rayons X ne préoccupaient absolument pas les consommateurs, qui ne les faisaient même pas figurer dans leur classement, alors que les experts le prenaient très au sérieux, le classant au 7^e rang, si je me souviens bien.

Il se trouve qu'on essaie de faire la même chose avec une équipe de l'Inserm sur des échantillons un peu plus ciblés. Par exemple avec un panel de médecins généralistes à travers toute la France. 1 500 médecins généralistes qui appartiennent au réseau « Sentinelle » dont se sert l'Inserm pour suivre les épidémies en France – vous pouvez d'ailleurs le

(1) Dans cette ville indienne, en décembre 1984, un réservoir de l'Union Carbide, contenant un gaz toxique, le méthylisocyanate, explose et libère dans l'atmosphère un important nuage qui causera 2 500 morts et 250 000 blessés.

consulter sur Internet, en temps réel. A cet échantillon de médecins volontaires et très motivés, on soumet régulièrement des questions pour voir comment ils évaluent différents risques.

Ce qui nous a paru intéressant, fin 1999, c'est que pour certains éléments, ces généralistes sont sur la même ligne que les experts et d'autres où ils sont absolument sur la même ligne que le grand public. Sur ce point, la divergence entre experts et non experts disparaît. En analysant plus en détail ces résultats, on constate dans un premier temps qu'ils sont bien informés, ils ont suivi des formations, des recyclages. Ils citent, par exemple, en n° 1, le cancer des voies respiratoires supérieures, les maladies coronariennes, etc. Ils placent les infections nosocomiales en 3^e ou 4^e position, donc ils savent de quoi il retourne. Et sur le même plan que les infections nosocomiales, ils mettent les maladies respiratoires associées à la pollution atmosphérique.

Et là, cela diverge avec les données qu'ils sont censés utiliser, car celles-ci, franchement, ne sont pas très nettes, les classant assez loin derrière, dans les hypothèses les plus pessimistes. Même chose avec les produits chimiques dans l'alimentation: ils les classent très haut. Alors que si vous regardez la littérature scientifique, l'épidémiologie, etc., les évaluations sont très floues. Cela indique en fait qu'il y a une méfiance très profonde et très ancrée à l'égard de l'alimentation moderne, y compris parmi des publics scientifiquement très informés comme les professionnels de la santé.

Le « tract de Villejuif »

Cela me rappelle une histoire très instructive: celle du tract de Villejuif. Dominique Desjeux, avec les histoires de rumeurs qui circulent depuis maintenant 30 ans, cela va t'intéresser... Le tract de Villejuif à l'en-tête de l'hôpital de Villejuif donnait la liste des additifs alimentaires, des colorants et autres substances qui seraient cancérigènes et toxiques. Je crois que la première observation date de 1973-74, si ce n'est avant. Eh bien, ces tracts qui circulaient et que vous avez tous vus sous des formes diverses, dénonçaient par exemple le E-330 comme le plus dangereux. E-330, si je ne me trompe, c'est de l'acide citrique. Et donc, si vous croyez au tract de Villejuif, il faut absolument arrêter de manger des agrumes. En fait, le contenu de ce document était erroné, il n'avait aucun rapport avec la réalité. Et ce qui est très intéressant pour nous, c'est qu'il a été dénoncé comme tel depuis 30 ans. Pas seulement par les industriels, mais aussi par les autorités gouvernementales et même par les associations de consommateurs. Néanmoins, Jean-Noël Kapferrer, dans les années 80, avait fait une petite enquête sur ce tract, sa diffusion, les milieux favorables à sa reproduction, etc. Et il s'était rendu compte que, là encore, dans ces milieux favorables, il y avait des gens très bien informés, des instituteurs, des ani-

mateurs socioculturels et même certains médecins généralistes qui l'affichaient dans leur salle d'attente sans trop le regarder...

Il ne s'agit pas d'une conspiration ou de concurrents jaloux. Il s'agit vraiment d'un phénomène qui traduit une anxiété fondamentale de l'opinion, particulièrement vive et aiguë dans certains milieux sociaux, qui se maintient et s'amplifie même depuis 30 ans, parce qu'il faut cela soit très résistant pour que cela continue comme cela.

LES FACTEURS ANXIOGÈNES DE L'ALIMENTATION

Sur les divergences experts – profanes, sur les phénomènes de rumeur, comment peut-on expliquer ce type de distorsion? Je passerai en revue plusieurs facteurs.

– Première série de facteurs: ceux qui sont liés à la configuration du risque. C'est-à-dire le type de situation à laquelle nous sommes confrontés, les éléments extrinsèques.

– Deuxième série de facteurs: la caractéristique du sujet, c'est-à-dire vous et moi. En d'autres mots, les éléments intrinsèques, avec des aspects psychologiques, cognitifs, etc.

– Troisièmement: le caractère tout à fait spécifique de notre rapport à l'alimentation. Vis-à-vis de l'aliment, on n'est pas tout à fait le même que devant d'autres produits de consommation.

– Quatrième aspect: des éléments qui tiennent au contexte social et culturel dans lequel on est.

Quelles sont les caractéristiques du risque ?

Commençons par les configurations de risques. On retrouve là le même courant de recherche qui a été initié par Slovic et d'autres, qui s'est développé aux Etats Unis et un peu en Angleterre. Ces chercheurs se sont attachés à répertorier, dans les crises environnementales ou alimentaires survenues, les facteurs qui entraînaient une mobilisation ou une sensibilité particulières, une inquiétude, une indignation plus vives. D'ailleurs, on les appelle « outrage factors », c'est-à-dire facteurs d'indignation. Je vais en citer quelques-uns, mais de façon non exhaustive. Bien souvent, ce sont des choses que le bon sens nous aurait indiquées.

Par exemple, il y a la dimension proximité ou distance: si le risque concerne quelque chose ou quelqu'un près de chez nous, il est évident qu'on ne réagit pas de la même façon que s'il s'agit de quelque chose d'abstrait, ou qui se situe de l'autre côté de la planète. D'ailleurs, dans les médias, les vieux journalistes blanchis sous le harnais enseignent aux nouveaux venus la loi du « mort kilomètre »: si une mobylette se casse la figure au coin de chez vous, dans les pages locales, cela fait un titre plus important que s'il y a un coup de grisou en Afrique du sud. Ensuite, il y a le caractère volontairement subi ou imposé. Si je vais faire du ski et que je fais un calcul probabiliste du risque que je cours, c'est vraiment l'une des choses les plus dangereuses qu'on puisse faire, plus dangereuse même que la voiture. Evidemment, on ne va pas se

(2) P. Slovic, « Perception of risk », Science N° 236, 1987. Pages 280-287.

scandaliser si on se casse la figure en ski. On a délibérément accepté de courir ce risque, on sait qu'on peut se casser la jambe. Ce n'est pas la même chose que si on vous impose un risque.

Troisième facteur : si en plus de subir un risque qu'on vous impose, vous prenez conscience ou vous pensez qu'il profite à quelqu'un et pas à vous, vous êtes évidemment dans une situation beaucoup plus mobilisatrice que si le risque est « gratuit » pour tout le monde. Arrivé à ce point, les gens pensent toujours aux Ogm... Avec un risque dont on ne connaît pas l'importance, qui vous est imposé parce que vous n'avez aucun contrôle sur ce que vous allez absorber et qui, en plus, profite à d'autres plutôt qu'à vous. Il n'y a même aucune promesse pour le consommateur. On ne vous dit même pas que ça va être moins cher ou meilleur. Mais : « Bouffez, nous ferons le reste. »

Ensuite, il y a la question de la maîtrise du risque, du danger réel, effectif. Ce n'est pas la même chose que la question du risque imposé ou du risque accepté. Ce que je veux dire par la maîtrise, c'est que lorsque vous demandez « Est-ce qu'il y a un risque ? », on vous répond : « Oui, il y a un risque ». Et une fois qu'il y a un risque, vous avez l'impression de pouvoir le maîtriser, parce qu'on vous a dit : « C'est facile, pour l'éviter, il faut faire ceci ou cela ». Au début de l'affaire de vache folle, par exemple, on nous disait qu'il suffisait d'éviter certains abats et les tissus nerveux. Dans un deuxième temps, la chose devient médiatique, les rumeurs circulent, on commence alors à vous dire : « Oui mais, attendez, il y a des sous-produits du bœuf et de certaines parties du bœuf qui pourraient être nocives. » On ne soupçonnait même pas qu'il y en avait dans bon nombre de produits, dans les cosmétiques, la gélatine pour les bonbons, les capsules de médicaments... Il y a même des fils chirurgicaux à base de sous-produits du bœuf. Vous commencez alors à vous dire que le risque est partout. Du coup, on ne peut plus l'éviter, comment le maîtriser ? Dans un premier temps, il y avait un sentiment de maîtrise. Dans un second temps, pas de maîtrise du tout.

Par exemple, imaginez que l'eau du robinet soit contaminée. C'est probablement la maîtrise la plus faible possible, car il est très difficile d'éviter l'eau du robinet, que ce soit pour vous laver, faire la cuisine, boire ou vous laver les dents. Donc, il y a là une sensation particulière d'indignation ou de mobilisation, un sentiment d'être particulièrement concerné par la perte de maîtrise.

Il a été noté également, mais je trouve cela beaucoup plus discutable car c'est une question d'interprétation, le point suivant : est-ce un risque d'origine humaine ou est-ce un risque naturel ? En fait, cela vient contredire d'autres études antérieures sur les catastrophes. Ce que ces chercheurs disent, c'est que le risque humain est plus mal perçu, qu'il crée donc plus d'indignations et d'inquiétudes que le risque naturel, parce qu'on incrimine quelqu'un. En réalité, dès qu'il y a un cataclysme naturel quelconque, il y a une recherche des responsabilités. Les politiques sont bien placés pour le savoir...

Car il y a un processus d'humanisation des risques naturels. « Il serait trop facile », titre la presse, « d'invoquer la fatalité ». Sous-entendu : il y a forcément des responsables, ou des coupables, ou les deux. Donc, ce lien est plus compliqué.

En revanche ce qui semble se vérifier au fil du temps, c'est l'opposition entre un risque qui est associé à une technique nouvelle et inconnue et le risque associé à une technique familière. Cela fait moins de retentissement lorsque c'est une technique familière. Il suffit de se reporter 100 ou 150 ans en arrière, au début du chemin de fer, et de lire ce qu'écrivaient des scientifiques très sérieux. Je crois qu'il y a même un texte d'Arago sur les chemins de fer qui est absolument apocalyptique et qui dit qu'à 25 ou 30 km/h, aucun être humain ne peut survivre au déplacement de l'air. Il est étouffé, c'est épouvantable, il y a les escarbilles, on va perdre le sens de l'équilibre, etc. Donc, on a tendance à être plus sensible quand il s'agit d'une technique nouvelle. Alors imaginez à pré-

Si en plus de subir un risque qu'on vous impose, vous prenez conscience ou vous pensez qu'il profite à quelqu'un et pas à vous, vous êtes évidemment dans une situation beaucoup plus mobilisatrice que si le risque est « gratuit » pour tout le monde. Arrivé à ce point, les gens pensent toujours aux Ogm...

sent que soit établie une corrélation entre une allergie et la consommation d'un produit pouvant contenir des Ogm... On est immédiatement tous mobilisés.

Le ver est dans le poisson...

Dans certaines situations, on voit donc qu'il y a un caractère plutôt anxigène et cela donne une partie des réponses à la question que je posais initialement : c'est-à-dire pourquoi nous nous inquiétons plus pour certaines choses que pour d'autres, sans que cela ait grand chose à voir avec des dangers effectifs mesurés par les experts. Même s'il est tout à fait acceptable scientifiquement de dire qu'on va mesurer le risque par le nombre de morts ou de victimes, ce n'est pas du tout comme cela que le consommateur voit les choses. Il y a un excellent exemple dans les crises alimentaires : en 1987, il y a eu en Allemagne une crise sur le poisson liée à un ver parasite, l'Anisakis. Lors d'une émission intitulée « Défense du consommateur », diffusée à une heure de grande écoute, au moment où les Allemands sont à table, un jeune homme a témoigné en disant : « Voilà, j'ai mangé des harengs et on m'a enlevé chirurgicalement 1/3 de mon tube digestif, parce que j'ai attrapé un ver parasite très dangereux qui était dans ce hareng ». Imaginez : zoom sur un microscope, où l'on voit un ver qui se tortille dans les entrailles d'un hareng, les gens sont à table, ils voient le jeune homme qui s'est fait enlever 2,50 mètres d'intestin... Face à cela, vous ne faites pas un calcul probabiliste, ce ne sont pas les mêmes mécanismes qui sont en jeu. Puis, les chercheurs des laboratoires coopératifs d'analyses sollicités par l'émission sont allés dans les supermarchés, ont acheté des bocaux de harengs et com-

mencé à les analyser. Et paf! Ils trouvent des vers dans je ne sais plus combien de bocaux. Du jour au lendemain, la consommation s'effondre, le poisson de la mer du Nord accuse une baisse des ventes de 50 ou 60 %. Evidemment, les représentants du gouvernement et des filières concernées essaient d'argumenter. Que font-ils? Eh bien, ils disent : on va faire appel au bon sens des consommateurs, on va leur dire exactement quelle est la fréquence de l'incidence, la prévalence de ce type de pathologie, combien il y a de morts, etc. Et le porte-parole déclare : « Si je compte depuis 1950 combien de repas à base de poissons ont été consommés en Allemagne, cela fait x milliards, et sur ces x milliards de repas de poissons, il y a eu 200 cas ». . . Il a évidemment l'impression d'avoir donné l'argument massue, celui qui va écraser toutes les objections. Et bien non, cela ne fait que redoubler l'inquiétude, et c'est toujours ce qui est observé dans les situations de crise. Quand vous avez des configurations de risque comme celle que j'ai évoquée auparavant, et que vous donnez les chiffres, vous obtenez un effet boomerang. Les gens pensent : « Ils se foutent de nous, ils nous prennent pour des cons, etc. » Cela fait redoubler l'indignation et vous accélèrent la crise. De toute façon, je crois qu'une fois que la crise est déclarée, n'en déplaise aux gens dont le métier consiste à vendre de la gestion de la crise, il n'y a pas grand chose à faire. Il y a un certain nombre de bêtises à éviter, mais guère plus. Finalement, ce sont les approches les plus démocratiques et les plus transparentes qui sont en amont les plus justes et les plus efficaces. Cela est vérifié par les faits. Continuons sur l'appréciation que nous faisons d'un risque, qui n'est pas forcément probabiliste, mais sur des réactions et des mécanismes qui sont autres. Par exemple, le moteur du dégoût dans la crise de la vache folle. A l'heure du dîner, on voyait des abattoirs, des cadavres hissés par des grues, on nous jetait à la figure quelque chose qu'on ne voulait pas voir. Dès que vous montrez un abattoir à l'image, vous donnez une image perçue comme négative. Voilà pour les facteurs qui induisent une configuration de risque.

Les facteurs cognitifs

En deuxième lieu, il y a une série de facteurs qui relèvent de notre psychologie ou de notre façon de fonctionner mentalement. J'ai évoqué les facteurs cognitifs. La meilleure définition que je peux vous donner de la cognition, tout le monde ne sera pas d'accord, c'est la psychologie moins les émotions. C'est le traitement logique de l'information, des signaux sensoriels, l'analyse, les mécanismes de raisonnement, etc. Si vous considérez ces phénomènes, vous remarquez trois choses.

La première, c'est que le risque est une notion statistique. La définition du risque, c'est la probabilité que se produise un événement avec des conséquences négatives. Or on sait expérimentalement que le raisonnement probabiliste est, comme on le dit dans le jargon, « contre-intuitif ». C'est-à-dire que nous ne sommes pas capables, spontanément, d'adopter un raisonnement probabiliste. Il faut une gym-

nastique mentale très importante. Par exemple, des études ont posé des petites « colles » statistiques à un très grand échantillon de population, y compris à des gens qui avaient une formation statistique. Et on voyait qu'il y avait un type de réponses erronées qui était beaucoup plus fréquent y compris chez des gens qui avaient une formation ad hoc. Cela signifie que dès que vous êtes confrontés à une discussion publique sur un problème de risque, vous ne parlez pas le même langage. Je crois que la meilleure analogie pour décrire cela, ce sont les illusions optiques. Dans tous les musées des sciences, il y a une salle où on vous montre des illusions d'optique et on est tout fait capables d'accepter que dans certaines circonstances, on ne puisse pas se fier à notre perception visuelle. On en est capable parce qu'on nous l'explique. Et bien c'est la même chose sur le plan du raisonnement, et en particulier du raisonnement probabiliste : on n'est pas vraiment bien équipé, il faut faire un gros effort. Alors, utiliser l'argument statistique dans les situations chaudes, ce n'est vraiment pas la chose à faire. En général, cela ne fait pas retomber les inquiétudes.

Deuxième chose, liée à cela : qu'est-ce que le risque ou le danger et comment nous le percevons? Nous le percevons en terme binaire, c'est-à-dire oui ou non. On dit : est-ce qu'une chose est dangereuse ou est-ce qu'elle n'est pas dangereuse? Elle ne peut pas être un tout petit peu dangereuse ou beaucoup dangereuse, cela n'a aucun sens. C'est un peu comme les aliments. Si vous demandez aux gens : « A votre avis, est-ce que tel aliment fait grossir ou ne fait pas grossir? » Ils répondent : « La pomme de terre fait grossir et le haricot vert ne fait pas grossir » Comme si vous pouviez manger 5 kg de haricots verts sans prendre un gramme et à l'inverse, comme s'il suffisait de prendre un gramme de pomme de terre pour vous faire grossir. Il y a 500 ans déjà, Paracelse disait : « la dose fait le poison ». Eh bien, cela ne rentre pas bien dans nos têtes cette idée que la dose fait le poison, que le risque est un processus graduel, probabiliste. Le risque, cela reste : oui/non. A ce propos, il y avait eu un dialogue typique entre le journaliste et l'expert scientifique, avec Jean-Pierre Elkabach et tel président de la commission des experts de Bruxelles :
– « Alors, Monsieur le président, est-ce que c'est dangereux ou non? »

– « Ecoutez, non, c'est un risque négligeable »

Il ne faut pas dire négligeable, car cela veut dire que vous êtes négligent et que vous négligez les gens. C'est évident, c'est comme cela qu'on le reçoit tous. Et en plus, « risque négligeable », cela ne veut rien dire. Donc Elkabach relance :

– « Alors, c'est dangereux. Il y a un risque. . . »

Nous raisonnons en terme binaire, comme si le danger était une caractéristique intrinsèque d'un objet ou d'une situation, comme si c'était une essence.

Troisième aspect : l'exposé médical qui démontre les liens par exemple entre le tabac et le cancer du poumon, avec une avalanche de statistiques, des séries absolument implacables, une corrélation parfaite. A ce moment-là, il y a toujours quelqu'un qui vous dit : « Mon cousin Albert fume trois paquets de cigarettes par jour, il va avoir 95 ans et il se porte

comme un charme. » C'est dire qu'il y a toujours une exception, dans notre environnement, dans notre expérience familiale, et on ne sait quoi faire de cette exception au regard des risques statistiques. Comment fait-on pour intégrer dans notre expérience, dans notre vécu, l'information statistique ? Qu'allez-vous faire de votre cousin Albert ? Eh bien, votre cousin Albert, il est dans le 0,001 %. Pourtant, l'exception proche doit avoir un sens.

Donc, vous voyez, il y a un certain nombre d'éléments qui concourent à mieux comprendre que nous ayons des approches un peu surprenantes du risque et du danger.

LA SPECIFICITE DE L'ALIMENTATION

Et puis il y a cette autre dimension qu'est le caractère absolument spécifique de la consommation alimentaire par rapport aux autres consommations et aux autres domaines de l'expérience quotidienne. Quand vous consommez un aliment, c'est littéralement la forme de consommation la plus intime que vous puissiez avoir. Et quand je dis intime, il faut le prendre au sens étymologique, « intimus » en latin, qui est le superlatif de « intérieur », ce qui est suprêmement le plus intérieur.

Et en effet, l'alimentation constitue la seule expérience où lorsque vous consommez quelque chose, vous le faites pénétrer en vous. Non seulement vous le faites pénétrer en vous, mais il y en a une bonne partie qui y reste et qui devient votre propre substance. Donc, le fait que nous ayons une sensibilité particulière à l'égard des produits que nous faisons pénétrer au plus intime de nous-mêmes, ce n'est en soi pas surprenant.

Manger magique

Ensuite, quand on regarde les données empiriques, les observations, la littérature, que constate-t-on ? Il faut que je fasse un préalable général sur ce qui s'appelle la « pensée magique », pour l'appliquer après à l'alimentation. La pensée magique, c'est quelque chose qui est observé depuis une centaine d'années par les fondateurs de l'anthropologie. Ceux-ci commencent à compiler, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, toutes les observations de voyageurs et d'explorateurs sur les coutumes particulières et étranges des populations dites « indigènes ». Ils s'intéressent beaucoup à la pensée religieuse, car c'est une période de scientisme triomphant, de positivisme montant et d'interrogation profonde sur la compatibilité entre la pensée religieuse et la pensée scientifique. Toujours est-il que ces anthropologues commencent à compiler tout cela et à essayer de formuler les lois de la pensée magique, qu'on retrouve à l'époque chez tous les peuples dits « primitifs » : ce sont l'idée de contagion et l'idée de similitude.

L'idée de contagion est la suivante : « Once in contact, always in contact ». Ce qui a été une fois en contact sera toujours en contact. Selon la pensée magique, quand on a été en contact avec certaines choses, c'est comme si on restait tou-

jours en contact avec elles, il en reste toujours une trace. C'est cela, l'idée de contagion. Par exemple, si je touche quelque chose d'impur, cet impur, d'une certaine manière, me change, me modifie, m'imprègne et il va m'être difficile, voire impossible de m'en débarrasser. Il va falloir faire des rituels, aller se plonger tous les matins dans l'eau du Gange, etc.

L'idée de similitude s'exprime, elle, sous la maxime : l'image = l'objet. C'est-à-dire que je prends une statuette, je dis qu'elle est mon ennemi et je vais la percer de flèches.

En fait, je soulignerai une idée très importante : cela ne concerne nullement les populations dites « primitives ». Nous disposons de données expérimentales récentes, qui

Il y a 500 ans déjà, Paracelse disait : « la dose fait le poison ». Eh bien, cela ne rentre pas bien dans nos têtes cette idée que la dose fait le poison, que le risque est un processus graduel, probabiliste. Le risque, cela reste : oui/non.

nous montrent qu'on fonctionne tous comme cela en partie. Deuxième point : en matière d'alimentation, ces mécanismes sont très fortement en action, très présents. Je vais illustrer ce caractère universel et tout aussi bien contemporain de la loi de contagion ou de la loi de similitude. Vous allez me dire : « En quoi cela nous concerne ? Vous ne pensez tout de même pas qu'aujourd'hui, ici et maintenant, il y a des gens qui croient que l'image égale l'objet ? Ce sont vraiment des croyances primitives ». Peut-être. Mais si je vous demande de me sortir une photo de vos enfants, que je m'assure que vous en avez un négatif ou d'autres tirages et que néanmoins, je vous demande, pour l'amour de la science, de déchirer la photo de vos enfants en public, qu'allez-vous faire ? Sincèrement, aurez-vous envie de répondre à cette injonction ? Evidemment non. On a tous une réticence presque insurmontable à déchirer la photo, l'image d'un être cher, alors même que, rationnellement, nous savons parfaitement que nous pouvons la reproduire à l'infini. Ce sont des choses que nous avons mesurées. Nous avons demandé à un vaste échantillon de population de mettre une note à l'envie qu'ils ont d'obéir. Il y a de petites différences individuelles, mais en gros, cette réticence est présente chez tous. En revanche, quand vous rompez avec quelqu'un, vous retournez la photo, vous la mettez dans un tiroir et éventuellement vous la déchirez - après vous êtes pris de remords, vous la recollez, etc. L'image égale l'objet, cette loi de similitude, elle nous concerne également.

Même chose pour la contagion. Il y a une expérience très amusante où on demande aux gens : « Si je vous demande de porter le pull-over qui appartient à votre pire ennemi, quelle envie avez-vous d'obéir ? » Eh bien, vous avez moins envie de porter le pull-over de votre pire ennemi que de porter celui de l'être le plus cher. Vous voyez tous les jours des manifestations magiques de ce type. Souvenez-vous de cette petite fille qui avait serré la main de Mme Clinton, quand elle était à Paris. Elle a déclaré à la télé : « Je ne vais

pas me laver la main pendant 15 jours ». C'est de la contagion positive.

Donc, la pensée magique en général ne concerne pas seulement les « sauvages » des confins reculés de la planète. C'est un phénomène qui nous concerne tous. Nous avons en nous une part, une dimension que vous pouvez appeler irrationnelle – mais je n'aime pas du tout ce terme-là, cette distinction rationnel/irrationnel, mais c'est un autre débat. Ce qui est intéressant, c'est de saisir là où elle se trouve, comment on la gère, ce qu'on peut en faire de positif et de négatif, est-ce que cela nous gêne, et dans quelle condition nous sommes capables de la surmonter.

Le principe d'incorporation

En quoi cela s'applique particulièrement à l'alimentation ? Je vous propose une hypothèse : en matière d'alimentation, il y a ce que j'appelle l'idée d'« incorporation ». Elle désigne la croyance profondément ancrée en nous selon laquelle si je mange quelque chose, ce quelque chose va me transformer de l'intérieur. Je vais ressembler à ce que je mange. Vous retrouvez cela sous la forme de proverbes dans presque toutes les langues. Vous en trouvez l'illustration dans les discours publicitaires, dans les expressions – « Tiens, tu as bouffé du lion ce matin ». C'est la barre Lion qui vous fait rugir, ou l'eau d'Evian qui vous donne ce que la montagne lui a apporté : la pureté des glaciers, éternelle, millénaire, près du ciel. Ou alors c'est l'eau de Volvic qui vient des profondeurs des volcans, l'énergie tellurique. Incorporer quelque chose, c'est s'incorporer du même coup ses vertus ou ses défauts. C'est un moteur absolument fondamental de la communication publicitaire.

De quoi se compose cette idée d'incorporation ? Du télescopage, de la similitude et de la contagion. La contagion, parce qu'avaler quelque chose, le faire devenir partie intégrante de soi, c'est là encore le contact le plus intime que vous puissiez avoir avec un objet. Donc la contagion s'exerce au maximum. Ensuite, la similitude, c'est l'idée que les caractéristiques liées à l'objet absorbé, y compris celles de son image, de son nom, des vertus qui lui sont associées, vous sont communiquées. Par exemple, en Nouvelle Guinée, dans tel groupe, on conseille aux adolescents de manger des plantes à pousse rapide : « je suis ce que je mange », j'observe des plantes qui poussent rapidement, donc je vais pousser rapidement. De même, au XIX^e siècle, un proverbe français disait : « Celui qui mange de la cervelle d'ours se prendra pour un ours. » Appliquez-le à la vache, et là, cela commence à être inquiétant...

La pensée magique, vous le voyez, nous donne une clef qui me paraît décisive pour mieux comprendre la manière que nous avons de surévaluer, ou, de donner une importance particulière aux crises et aux incertitudes alimentaires : si je suis ce que je mange, il est très important pour moi de savoir ce que je mange. Et je pourrais vous citer plusieurs « verbatim ». Nous menons en effet des entretiens approfondis avec les gens et la formule qu'on retrouve le plus souvent, lorsqu'on leur demande ce qu'ils pensent de l'alimentation moderne,

est la suivante : « On ne sait pas ce qu'on mange » ou « On ne sait plus ce qu'on mange ».

L'un de mes collègues qui, il y a 35 ans, travaillait dans le Sud Finistère sur une grande enquête ethnologique, a gardé ses carnets de l'époque. Où il avait notamment retranscrit un dialogue entre des paysans de cette région bretonne, en 1965, sur le pâté de porc en boîte, où ils disaient ceci :

– « On ne sait pas ce qu'ont mangé les porcs. Peut-être du tourteau. »

– « Les tourteaux, cela donne le cancer »

– « Oui, c'est parce qu'on donne maintenant du tourteau aux bêtes qu'il y a plus de cancers. Rien ne vaut le naturel. Là, au moins, on sait ce qu'on mange. »

La recherche du naturel, la méfiance pour les produits transformés par l'industrie, la mise en cause de certains aspects techniques, ne datent pas d'aujourd'hui. C'est aussi vieux, finalement, que les transformations des filières du système alimentaire. Il y a eu la critique des poulets aux hormones, puis celle des colorants, dans les années 70. Du coup, les fabricants ont commercialisé des sirops sans colorant dont les consommateurs n'ont pas voulu : les sirops de fraise ou de menthe étaient incolores, ce qui nous déstabilisait un peu. C'était de la dissonance cognitive, en terme savant. Ce qui fait qu'on est retourné aux colorants.

Qui suis-je ?

Donc savoir ce qu'on mange est un impératif, une exigence fondamentale. Et on comprend très bien alors le malaise du mangeur contemporain. On a interrogé des dizaines et des dizaines de gens sur la crise de la vache folle et sur les Ogm, chez lesquels l'idée selon laquelle « On ne sait pas ce qu'on mange » revient sans arrêt. Ce qui veut dire, « si je suis ce que je mange et que je ne sais pas ce que je mange », ergo, « je ne sais pas ce que je suis, qui je suis ». C'est-à-dire que j'ai perdu la maîtrise sur moi-même que me confère l'alimentation. Car dans toutes les civilisations humaines, le contrôle et la maîtrise de l'aliment constituent la première médecine, la première modalité d'intervention sur le corps et même sur l'esprit.

L'implication des religions dans l'alimentation le montre bien. Ce n'est pas seulement une histoire de santé, c'est aussi une histoire de morale ou de spiritualité. Rares sont les religions qui n'ont pas de prescriptions et de prohibitions alimentaires. Le Christianisme, délibérément, se distingue des autres en annonçant : « nous autres, nous n'en avons pas ». Pour des raisons historiques d'ailleurs, à une période où il doit se distinguer du Judaïsme et gérer explicitement l'abandon des prohibitions du Lévitique, de l'ancien testament. Mais d'un autre côté, il gère quand même énormément l'alimentation. Sous l'ancien régime, vous aviez jusqu'à presque 200 jours dans l'année où vous deviez faire maigre ou jeûner⁽³⁾. Donc, il y a un contrôle très étroit sur la façon de gérer l'alimentation, de manger, ce qu'on doit manger ou pas. Parce que le gras et le maigre, c'est quand même une distinction entre certaines substances alimentaires et d'autres, en dépit de tout ce que disent les théologiens ou l'Eglise.

La question n'est donc pas de décider si l'exigence de savoir ce qu'on mange est légitime ou pas. Cette exigence est absolument compréhensible étant donné ce que nous sommes.

Je veux savoir ce que je mange parce que contrôler ce que je mange ou contrôler ce que mangent mes proches, c'est, finalement, la faculté d'intervention la plus importante que j'ai sur leur santé, leur spiritualité, leur être, ce qu'ils sont et qu'ils vont devenir. En revanche, si je suis dans une situation où je peux dire « je ne sais pas ce que je mange », je suis dans un état vraiment très critique.

Dans la manière dont nous percevons, subjectivement et objectivement les produits qu'on nous propose, la question n'est pas de savoir s'ils sont sains ou malsains : nous sommes incapables de mettre en évidence biologiquement, toxicologiquement, un effet quelconque, négatif ou positif de l'alimentation moderne. On peut formuler des jugements gastronomiques – « ça manque de goût, ça n'a pas de saveur »... – mais, sur le plan proprement de la santé, cela relève de l'indécidable.

Nous avons une perception négative de l'alimentation moderne, parce qu'objectivement, les produits que nous consommons sont des « Objets comestibles non identifiés » : ce ne sont pas des Ovm, mais des « Ocm ». ... Depuis que les filières de l'agro-alimentaire se sont étendues, complexifiées, depuis qu'il y a une transformation agro-alimentaire croissante aux deux bouts de la chaîne, nous ne savons plus d'où viennent ces produits. L'aire de production a tendance à s'éloigner de plus en plus ; nous ne savons pas quelles transformations, quels processus ils ont subis. On ne sait pas qui les a traités, qui les a touchés. Et devant ce mystère fondamental de nos aliments, nous avons une interrogation tout aussi fondamentale sur ce qu'ils vont faire de nous.

CES UTOPIES QUI RE-IDENTIFIENT L'ALIMENT

Face à cette situation, nous avons des réponses, des réactions magiques ou rationnelles, peu importe, pour essayer de ré-identifier ces produits de plusieurs manières. Et là, j'en arrive enfin à la question des utopies.

Une utopie, c'est un idéal imaginaire d'organisation sociale, où il n'y a pas de jugement de valeur. On pourrait très facilement dire que l'utopie conduit au totalitarisme. Ce dernier a, en effet, une dimension utopique très importante, car l'utopie tend à régir, prédire, programmer le destin et la vie quotidienne d'une population. C'est aussi, sur le versant positif, ce qui fait rêver, ce qui nous mobilise, ce qui nous aspire dans l'avenir, d'une certaine manière.

Dans les réponses que nous pouvons élaborer face à la désidentification de nos aliments, on peut déceler deux sortes d'utopie.

– Premier type de réponses : vous pouvez exiger de savoir ce qu'il y a dans les aliments à travers l'étiquetage informatif qui mentionne tous leurs ingrédients. Mais il y a derrière

cela des conséquences en chaîne, sur lesquelles je vais revenir.

– La deuxième façon de ré-identifier vos aliments, c'est de

On a interrogé des dizaines et des dizaines de gens sur la crise de la vache folle et sur les Ogm, chez lesquels l'idée selon laquelle « On ne sait pas ce qu'on mange » revient sans arrêt. Ce qui veut dire, « si je suis ce que je mange et que je ne sais pas ce que je mange », ergo, « je ne sais pas ce que je suis, qui je suis ». C'est-à-dire que j'ai perdu la maîtrise sur moi-même que me confère l'alimentation.

demander à savoir d'où ils viennent.

La composition des produits : l'utopie américaine

Donc ces réponses concernent la recette et/ou l'histoire, les deux n'étant pas forcément compatibles. La recette d'abord : il ne s'agit pas tant de recette culinaire, mais de l'idée qu'on va vous dire tout ce qu'il y a dans le produit, jusqu'à la dernière molécule, pour ne pas dire jusqu'au dernier atome. C'est l'utopie américaine. Les américains ont en effet les mêmes problèmes que nous, sachant qu'en plus, ils n'ont pas de culture culinaire structurée qui, finalement, gouverne les choix des individus de façon assez reposante (quand on sait comment cuisiner tel aliment, parce que c'est comme cela que tout le monde fait et qu'on a toujours fait ainsi, c'est quand même plus reposant quand il faut décider, à chaque instant, ce qu'on va choisir). L'utopie américaine que vous pouvez trouver dans d'autres pays, est une utopie scientifique, positiviste mais qui repose sur une conception politique implicite. Comment cela marche aux Etats-Unis ? D'un côté, c'est l'empire du néolibéralisme et de la libre entreprise, avec très peu de réglementation. Mais de l'autre, ils sont extraordinairement interventionnistes dans le domaine de la santé et de l'alimentation, avec de nombreuses directives ou des indications nutritionnelles à l'usage de la population, publiées par le Département de l'agriculture sous la forme d'une pyramide. En haut de la pyramide, ce sont les aliments que vous ne consommez jamais ou très rarement ; et en bas de la pyramide, c'est le fondement de votre alimentation, des aliments que vous mangez tous les jours. C'est, en clair, une sorte de politique générale à l'usage des citoyens et de leur alimentation.

Qu'est-ce que cela donne, en effet ? En bas, figurent les céréales, le pain, les sucres lents, etc. Puis, plus haut, les légumes et les fruits frais et, enfin, au sommet, la viande, le sucre, les graisses.

Par ailleurs, la Food and Drug Administration (FDA) « prescrit » un étiquetage informatif extraordinairement détaillé, avec notamment les « Recommended Daily Allowances »,

(3) Voir l'ouvrage « Histoire de l'alimentation », sous la direction de Jean-Louis Flandrin, Edition Fayard, 1996. 650 pages

c'est-à-dire les apports nutritionnels journaliers conseillés, qui sont indiqués en terme de pourcentages par rapport à des besoins quotidiens. Et déjà, l'utopie se dessine... D'un côté la pyramide (cela fait très bien, dans l'utopie, cela évoque la pyramide maçonnique avec l'œil au milieu, l'univers du moral), avec des directives, des grands principes généraux. De l'autre, l'information spécifique. Or le modèle implicite de tout cela est aussi une utopie politique. En tout cas, un modèle politique très clair, inscrit dans la Constitution, qui dit que les États-Unis ne sont pas une nation, mais un peuple, composé d'individus qui sont des citoyens libres et égaux en droits. Dans ce cadre, l'État a pour rôle de leur apporter l'information fiable, car dans cette logique protestante, les individus sont responsables de leurs agissements, de leur corps et de leur santé. Et l'information, comment vous l'obtenez ? Par la science, parce que c'est la seule façon d'avoir une information fiable. Comme il y a aussi des lobbies – les industries, les producteurs, les agriculteurs, les éleveurs... – ce sont les scientifiques qui vont être les arbitres de ces divisions entre lobbies. Le produit de cette négociation, c'est la pyramide nutritionnelle. Et je peux vous dire qu'il y a des bagarres très sérieuses pour savoir si le sucre ou la viande doivent être en haut de la pyramide ou un peu plus bas, voire pas du tout. C'est présenté comme un consensus scientifique, mais c'est en fait un consensus politico-économico-scientifique.

Pour la FDA, c'est pareil. Les citoyens et les individus libres et égaux en droit sont responsables de leurs choix, on doit donc leur donner toute l'information, sans chercher à les influencer d'une manière quelconque. Les textes disent même dans quel ordre les ingrédients doivent ou ne doivent pas être présentés. Imaginez le consommateur américain, responsable de son corps, de sa santé, de sa nutrition, confronté à l'utilisation des informations, des indications et des directives qu'on lui donne. Il arrive dans un supermarché, il prend une boîte, il regarde sur l'étiquette et il voit que ce produit contient 123 % des apports recommandés journaliers de telle et telle vitamine, 254 % de telle autre, 53 % de glucides, 74 % de lipides... Il n'a plus qu'à sortir son ordinateur pour calculer, avec les autres produits qu'il va acheter et qu'il va cuisiner, à combien il en est de son pourcentage de « Recommended Daily Allowances » et si c'est conforme aux « Nutritional Guide Lines »... Là vraiment, je suis responsable. Cela repose sur le présupposé implicite selon lequel se nourrir est un acte individuel qui résulte d'une décision rationnelle. Un dessin humoristique tiré de la presse américaine résume très bien tout cela. On y voit deux nutritionnistes ou deux agents gouvernementaux de la santé publique, dans un bureau. Ils ont à la main des listes de statistiques d'obésités et de problèmes nutritionnels, ils regardent par la fenêtre et voient passer dans la rue des gens qui font 200 kg, qui bouffent des ice-cream, etc. Et l'un dit à l'autre : « Je comprends comment cela peut s'expliquer : plus on leur donne de l'information nutritionnelle et plus ils deviennent obèses ». Car le problème est là : pourquoi les Américains deviennent-ils obèses en dépit de toute l'information nutritionnelle qu'on leur dispense ? Parce qu'ils sont dans un système alimentaire dé-

structuré où on peut manger n'importe quoi à n'importe quelle heure de la journée. La notion d'acte alimentaire comme acte en soi, sui generis, n'existe plus guère que dans certaines couches sociales et dans certaines circonstances. C'est-à-dire dire qu'en gros, vous faites un repas structuré quand vous invitez une fille au restaurant. Alors là, vous avez une bouteille de vin, un menu, et vous commandez du poisson et de la salade si vous avez bien lu les informations nutritionnelles, ce qui est le cas de certaines couches sociales : les classes moyennes urbaines, les yuppies, etc.

Cette utopie repose sur une conception erronée de la nature humaine. Et, à l'occasion, sur une conception erronée du rapport à l'alimentation. La plupart des utopies qui ont conduit au totalitarisme reposaient sur l'idée fondamentalement erronée que l'homme est une tabula rasa, une table rase ou une cire vierge qu'on peut modeler comme on veut si on a le bon modèle. Eh bien, là, c'est un peu la même chose. L'idée selon laquelle on prend des décisions rationnelles et raisonnées en matière d'alimentation, est fautive. Elle est fautive, parce qu'elle ne repose sur aucun élément empirique dans la connaissance actuelle. L'observation montre que personne ne mange comme cela. Mieux, quand on est plongé dans une situation de ce type, on développe même toutes sortes de pathologies et on vit dans une sorte de déstructuration totale. Voilà la première utopie sur la « recette ».

Les origines contrôlées : l'utopie française

Deuxième utopie, l'histoire du produit. Là, il s'agit du label ou de l'Aoc dont parlait Jean-Pierre Poulain hier, à Tronçais, lors de la « Conversation de Marcillac ». Le label repose sur l'idée que la meilleure réponse à la méconnaissance de ce que je mange, c'est de savoir d'où vient le produit, quelle est son histoire, qui sont les hommes qui l'ont fait, quels traitements il a subi, etc. Et si je peux faire confiance aux hommes qui l'ont fait, alors là, oui, je peux instaurer une confiance dans le produit. En tout cas, je peux positiver l'idée que je suis ce que je mange, car si je sais qui a fait le produit, d'une certaine manière, je mange le terroir. Je mange le mode de vie, je mange la personne qui a fait le produit et qui m'est sympathique. J'absorbe tout cela, je le fais devenir une partie de moi et, finalement, je construis une relation positive à l'aliment. C'est le modèle qui a la préférence en France, où l'on a inventé les Aoc. Au passage, je rappelle que celles-ci concernent plus le producteur que le consommateur. Parce que l'information qu'elles représentent pour le consommateur – le terroir, les cépages etc. – est plutôt problématique. Cela demande discussion... Et cela implique que nous ayons une conscience de notre identité qui nous rattache à la terre. C'est le cas en France : beaucoup d'entre nous considère que nous avons quelque part des attaches terriennes, qu'il nous reste des attaches locales paysannes, que c'est la part en nous de l'authentique, du réel. Tout le reste, c'est de l'artificiel et, en somme, ce n'est plus l'aliment qui n'est pas naturel, c'est nous.

Ces attaches terriennes, c'est la base de cette utopie. Qu'est-ce qui « cloche » ici ? Le fait que l'image de la terre, de l'agri-

culture, de la paysannerie, ne correspond plus à la réalité, ou très peu. Et quand il y a une crise, cela devient très problématique car cela remet en cause cette image terrienne.

D'un côté, on ne mange pas par une suite de décisions conscientes et rationnelles. Et donc on ne peut pas faire une utopie à l'Américaine, scientifique, positiviste. De l'autre côté, notre manière de manger, effectivement, s'explique par notre appartenance à une culture. C'est le principal déterminant. Nous ne sommes pas seulement gouvernés en la matière par nos décisions individuelles, mais par ce qu'on appelle des usages, des coutumes, des traditions... Ce qu'en anthropologie on appelle la culture.

Mais si l'alimentation est un élément culturel, il faut faire très attention quand on veut la manipuler. Car on manipule alors des choses qui dépassent la simple nutrition, la physico-chimie ou le biologique. Elles impliquent quelque chose de beaucoup plus large : le mode de vie, la culture, le patrimoine, tout ce que vous voulez. C'est cela qui est ébranlé par les « Objets comestibles non identifiés », en même temps que les consciences ou les inconscients.

Donc le problème, ce n'est pas de rétablir la confiance ou d'obtenir le risque zéro. C'est de faire en sorte que le mangeur puisse se réapproprier ses aliments d'une manière qui ne soit pas totalement utopique. Sur la manière de procéder, je crois que la discussion est ouverte...

CONCLUSION

Dominique DESJEUX,
SOCIOLOGUE ET ANTHROPOLOGUE

« La bonne angoisse et le besoin de maîtrise »

Il est très compliqué de prendre la parole après Claude Fischler, car ce dernier a fait une très bonne démonstration empirique de la manière dont le discours peut gérer à la fois le magique et le scientifique. Ses propos sur le « cousin Albert » en constituent un très bon exemple. Je me suis dit : au fond, il vient de gérer là, non pas le paradoxe de l'« omnivore » – qui est sa plus grande découverte et qui est très importante dans le domaine alimentaire, mais aussi dans le domaine des innovations en général –, mais le paradoxe entre la gestion du rationnel et la gestion de l'imaginaire ou du symbolique. Et, finalement, n'y a-t-il pas un paradoxe dans cette conférence ? Car nous sommes tour à tour le « cousin Albert » d'un côté, et le chercheur scientifique de l'autre. Or nous demandons à Claude Fischler de nous réassurer en termes scientifiques par rapport aux Ogm ou aux risques alimentaires. Celui-ci prononce un discours scientifique extrêmement vivant et fondé, mais que je ne peux pas entendre parce qu'en tant que « Albert », je connais toujours quelqu'un qui n'a pas le cancer alors qu'il a fumé toute sa vie. Et puis, qu'est-ce qu'il me dit là ? N'y a-t-il pas, quelque part, une tension entre la partie scientifique de son discours et ma demande de réassurance ? Gère-t-il bien mon angoisse ?

Oui, je pense que Claude Fischler gère bien notre angoisse et notre anxiété.

Cela dit, réfléchissons à ce paradoxe fondamental qu'est celui de l'angoisse. J'avais trouvé une jolie image d'angoisse, semi-agricole, semi-scientifique. C'est ce que j'appelle le « camembert de l'angoisse ». Un camembert au sens statistique. Et ce que rappelle très bien Claude Fischler, c'est que l'angoisse, l'anxiété, c'est parfaitement normal. C'est un des

Mais si l'alimentation est un élément culturel, il faut faire très attention quand on veut la manipuler. Car on manipule alors des choses qui dépassent la simple nutrition, la physico-chimie ou le biologique. Elles impliquent quelque chose de beaucoup plus large : le mode de vie, la culture, le patrimoine...

grands mécanismes des fonctionnements humains. S'il n'y avait pas d'angoisse, il ne se passerait rien. Et cela fonctionne un peu comme un camembert : tout à gauche, s'il n'y a pas d'angoisse, il ne se passe rien, encéphalogramme plat, il n'y a pas d'innovation. « La bonne angoisse » est située au milieu du camembert. Mais si, tout d'un coup, le taux d'angoisse augmente, le curseur se déplace vers la droite, et on

va vers l'inhibition. C'est cela que nous avons à gérer.

Il y a plusieurs années, Claude Fischler a travaillé avec Edgar Morin sur la rumeur. Qu'est-ce que la rumeur ? C'est le symétrique inversé de la publicité. Vous allez voir où je veux en venir. Cela a été également démontré par Kapferrer : quand il y a une rumeur, par exemple sur les Ogm, on ne sait pas comment l'arrêter. Car on va d'abord démentir, donner des chiffres et hop ! En fait, on augmente encore l'angoisse. Et si vous cherchez à faire de la publicité ou à donner de l'information, pour que les gens prennent conscience de certaines choses, cela ne marche pas. Ce qu'il faut bien comprendre, à travers cette symétrie entre la rumeur et les journaux ou la publicité, c'est qu'il existe une sorte de mystère de la communication qui s'inscrit sur de l'angoisse. Ce mystère est le suivant : quand je veux persuader les gens de faire quelque chose, je n'y arrive pas. Et quand je ne veux pas qu'ils y croient, ils y croient quand même. Ce qui, d'un certain côté, me rassure en terme de manipulation, notamment par rapport à la télévision. De même, en tant qu'enseignant, toute ressemblance entre ce que j'ai pu dire en cours et ce qu'il y a dans les copies est souvent purement fortuit... Il y a, en général, un grand écart entre les deux. Je vois parfois aussi autre chose, et ce n'est pas rare : ce sont des copies meilleures que ce que j'ai raconté... Je me sens très bon, dans ces cas-là, voyez-vous ! Et finalement, c'est très rassurant. Cela veut dire que le lien entre ce qu'on émet, la manière dont c'est reçu et les effets que cela a, demeure extrêmement mystérieux. On ne le maîtrise pas. Or, je me suis donné une grande leçon dans ma vie, que j'applique rarement, comme toutes les leçons, c'est de ne pas trop chercher à tout maîtriser. J'ai bien envie de maîtriser. Mais quelque part, j'accepte des zones d'incertitudes, et j'essaie plutôt d'augmenter ma capacité à accepter les risques ou l'incertain que ma capacité à maîtriser ou à aller vers le risque zéro. C'est peut-être lié à l'âge. J'imagine qu'on devient un peu plus « con », c'est vrai, mais en même temps, on acquiert des compensations. Cette compensation, c'est l'idée de légèrement freiner le besoin de maîtrise face à l'incertain.

SEANCE DE L'APRES-MIDI

EN INTRODUCTION

Science et démocratie

Daniel BORDERIES,

ANIMATEUR DU CAFÉ DES SCIENCES ET DE LA SOCIÉTÉ

Je participe à cette Université d'Été de l'Innovation Rurale pour la première fois, au titre d'animateur du Café des Sciences et de la Société qui se tient à Ramonville. Il s'agit d'une création du Sicoval, communauté de villes du Sud-Est toulousain qui regroupe 34 communes, depuis les limites de Toulouse jusqu'aux collines du Lauragais. Donc une collectivité qui regroupe à la fois des zones urbaines et des zones rurales. De ce point de vue, déjà, nous avons des questions à nous poser sur l'innovation rurale.

Mais cette communauté de villes connaît une autre particularité. Elle jouxte en effet le campus universitaire de Ranguel, qui abrite un très grand nombre de laboratoires de recherches, ainsi que le Cnes. Sur son propre territoire, elle compte également la présence de l'Inra, de l'Ensa, de l'Enfa et bien d'autres organismes tournés vers l'agriculture et l'agronomie.

Pour ceux qui ne le savent pas, une communauté de villes est un lieu où se met en commun la richesse. En l'occurrence, le Sicoval compte 15 000 emplois sur 50 000 habitants, et il redistribue à l'ensemble des habitants cette ressource que constitue la taxe professionnelle, quel que soit le nombre d'entreprises accueillies par leur commune. Cette péréquation de la taxe professionnelle est une première caractéristique du Sicoval qui a été l'une des communautés fondatrices en la matière, avant que cette mesure ne soit généralisée par la loi.

Par ailleurs, le Sicoval a considéré que la mise en commun des valeurs ne se limitait pas à ces ressources financières. La valeur, cela peut aussi être la culture, la connaissance produite sur un territoire. Or, le territoire du Sicoval comprend un très grand nombre de chercheurs et d'ingénieurs. Depuis 2 ans, on m'a demandé de m'occuper de cette question : de savoir comment cette valeur culturelle, produite sur le territoire, pouvait être redistribuée vers les habitants, comme la taxe professionnelle.

Dans cet esprit, nous avons mené un certain nombre d'actions avec des partenaires, des centres de loisirs, des écoles, mais aussi la Mission d'animation des Agrobiosciences dont Jean-Claude Flamant a parlé ce matin. Cette collaboration a donné lieu à la mise en place du Café des Sciences et de la Société, à Ramonville. Pourquoi dans un tel lieu ? Parce que ce n'est pas un milieu bardé de certitudes - il y en a certes comme partout -, mais c'est un milieu riche de grands questionnements. Le développement des connaissances pose des questions à ceux qui sont chargés de faire avancer ces dernières. Et comme le public est intéressé par ces questions, qu'il y a une demande à ce niveau là, nous avons mis en

place un réunion mensuelle du Café des Sciences et de la Société, qui est un lieu de débats. Notre intention n'est pas de faire de la vulgarisation scientifique - d'autres lieux y sont consacrés - mais de mettre en perspective les enjeux de la science, avec ses acteurs et avec tout un chacun, citoyen de ce territoire, des étudiants aux habitants de la ville, y compris de Toulouse.

Mettre en jeu un débat suppose un certain nombre de choses. Il nous fallait éviter certains pièges. Le premier, c'est que les gens viennent là pour se « montrer ». Comme nous n'étions pas très connus, cela a été vite réglé. Le deuxième, ce sont les gens qui viennent pour parler à leurs pairs, on peut dire que c'est l'académisme. Et, là aussi, comme c'est un café, qu'on y mange, qu'on y boit, cela sortait du cadre universitaire, nous permettait d'avoir une meilleure relation, plus conviviale et informelle. Et pour que tout le monde puisse s'exprimer, il n'y a, au fond, que quelques règles simples à poser. J'aimerais qu'aujourd'hui, nous acceptions ces mêmes règles. La première règle, c'est que chacun s'efforce de ne pas monopoliser la parole, de se contenter d'une ou deux interventions. Deuxième règle : on peut exprimer des opinions, des points de vue contradictoires, mais dans le respect de la personne. J'ajoute à cela qu'il n'y a pas d'applaudimètre. Donc il ne sert à rien d'applaudir celui qui vient de parler pour montrer bruyamment qu'on est d'accord avec lui, de sorte que le suivant va trouver ses amis pour savoir s'il va être lui-même applaudi. Nous ne sommes pas à un match de rugby. Enfin, je précise, que Jean-Marie Guilloux et moi-même, avons une particularité, c'est de ne pas parler. Nous introduisons le débat, puis nous vous laissons la parole. On nous demande parfois de cadrer le débat, d'animer... Mais nous faisons confiance à l'intelligence de l'audience pour alimenter un débat sans passer du coq-à-l'âne, sans revenir sans arrêt sur une même idée qui a déjà été répétée. Si nous arrivons à échanger, alors, nous sortirons de là en ayant été intéressés par le point de vue de l'autre, qui aura peut-être nourri un questionnement un peu différent.

JEAN-MARIE GUILLOUX,

MISSION D'ANIMATION DES AGROBIOSCIENCES

Le thème de ce débat porte sur « Science et Démocratie ». Une question fondamentale par rapport à ce que nous vivons aujourd'hui et ce que vivront nos enfants demain, au regard du développement des sciences et des difficultés que connaît le politique et le citoyen à exercer un contrôle sur ces questions.

Nous commencerons par une intervention d'Alain Trousson, professeur de philosophie, également membre du Conseil National des Programmes, qui se consacre aux contenus de l'enseignement de philosophie de l'Éducation Nationale. Nous avons demandé à Alain Trousson de nous faire part de son analyse sur les critiques actuellement portées sur la science. Nous avons intitulé son intervention : « Quand la démocratie ratrape la science ». Nous verrons s'il s'agit d'un intitulé malheureux ou heureux. Nous avons également choisi comme référents dans le débat, pour apporter la contradiction ou la complémentarité, d'une part Jean-Marc Lévy-Leblond, qui est professeur de physique à Nice et directeur de collection scientifique au Seuil. Il est lui-même auteur de nombreux ouvrages critiques sur la science, le prochain à paraître s'intitulant « Impasience : petites mythologies de la science ordinaire » (Bayard). D'autre part, le biologiste Jean Pierre Zalta, professeur à l'Université Paul-Sabatier (Toulouse), ancien président du Comité National du Génie Génétique (Cnrs). Enfin, Dominique Desjeux, qui est anthropologue, professeur à la Sorbonne et directeur de collection aux PUF, jouera le rôle, comme ce matin, de grand témoin et conclura ce forum.

CONFÉRENCE

Alain TROUSSON,

PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE, UFM DE VERSAILLES.

« Les critiques de la science »

J'ai choisi de faire un exposé sur les critiques de la science. Très exactement sur deux modèles philosophiques qui me paraissent être actuellement mobilisés dans les articles et dans la littérature contemporaine.

D'abord, deux remarques portant sur les sujets qui nous réunissent pour illustrer les attaques que subit la science aujourd'hui.

J'ai lu l'un des derniers numéros d'une publication nationale, « Manière de voir », éditée par « le Monde Diplomatique » et dont je vous conseille la lecture. C'est assez distrayant. Ce numéro s'appelle « Soulager la planète ». Lorsque vous le lisez, vous avez envie de vous enfuir en Polynésie ou de construire un abri antiatomique que vous aller remplir de provisions. Je vous livre quelques titres des articles écrits par des journalistes mais aussi des scientifiques : « Les savants fous de l'alimentaire ». Ou encore, « Le complexe génético-industriel nous menace ».

Dernière remarque : actuellement, la science est attaquée, à la fois pour ses échecs – elle est accusée d'incompétence –, mais aussi pour ses réussites.

Accusée pour ses incompétences, elle est en effet prise en défaut dans l'affaire de la « vache folle ». On reproche à la science de ne pas avoir su prévoir ce qui se passerait si on abaissait la température de chauffage du complément nutritif apporté aux animaux. Elle n'a pas su prévoir qu'un prion allait se balader, puis infecter des tissus et nous menacer. Elle a donc donné son feu vert aux industriels britanniques pour abaisser la température de chauffage des farines animales. Manque de savoir qui n'a pas empêché, malgré tout, de prendre une telle décision.

Deuxième exemple : les Ogm. Ceux-ci se présentent comme une incontestable réussite scientifique et technique. Pour parvenir à mettre au point la technique de la transgénèse, il faut que s'accumule une somme de connaissances très sophistiquées concernant la structure du génome et son fonctionnement, de façon à pouvoir prélever un gène et le transférer dans un autre génome. Le problème, c'est que cela fait peur. La critique qu'on adresse alors à la science a,

peut être, à voir avec les réactions « normales » que nous avons vis-à-vis de l'innovation et dont parlait Claude Fischler ce matin. Mais il y a là une réaction plus forte d'hostilité ou tout au moins de défiance.

Dans le premier cas, celui de la vache folle, bon nombre de citoyens ont découvert, à cette occasion, que les herbivores étaient un peu carnivores, du fait des compléments nutritifs apportés sous forme de farines animales, elles-mêmes élaborées à partir de carcasses d'animaux. Non seulement ces animaux sont donc un peu carnivores, mais ils sont même un peu homophages. Car il n'y avait pas que des carcasses de moutons, il y avait aussi des carcasses de bovins. Je pense que sur ce sujet, Claude Fischler pourrait nous dire des choses extrêmement intéressantes sur les résonances que cela peut déclencher dans le domaine de l'imaginaire.

Personnellement, j'en tire cette idée : dans le cas de la vache folle, on a l'impression qu'il y a une double transgression de l'ordre naturel. Les vaches doivent manger de l'herbe. Elles ne doivent surtout pas manger des farines animales fabriquées à partir de carcasses de bovins. Cela évoque l'anthropophagie.

Dans le cas des Ogm, aussi, il y a une transgression de l'ordre naturel. Et à ce propos, le titre du livre d'Arnaud Apoteker est magnifiquement choisi : « Du poisson dans les fraises ». Je ne sais pas si cela suffit à faire passer les cent mille exemplaires – Claude dit que non – mais ce titre évoque le fait d'aller prélever un gène dans un organisme animal et de le transférer dans un organisme végétal. Cela ne se passe pas simplement d'un génome à un autre génome, mais on transgresse la barrière des espèces, et même des règnes.

Toute cette littérature se réfère à deux modèles de critique de la science, qui sont réactivés, remobilisés et qui font même l'objet, parfois, de recombinaisons étonnantes. Le premier est le modèle marxiste de critique de la science, que je n'emprunterai pas seulement à Marx, puisqu'il a été approfondi par les philosophes de l'« Ecole de Francfort », dont l'héritier le plus connu aujourd'hui s'appelle Jürgen Habermas. Le deuxième est le modèle heideggerien, qui est peut-être celui qui fait l'objet de plus d'emprunts, à l'heure actuelle, de la part des critiques de la techno-science.

LA CRITIQUE MARXISTE : LA SCIENCE COMME PSEUDO-RATIONALITÉ.

Commençons par le premier modèle : la critique de la science telle qu'on peut en trouver les soubassements chez Marx et les prolongements chez Max Horkheimer et Théodor Adorno, puis chez J. Habermas ou chez Herbert Marcuse, grand auteur des années 60-70, tête pensante des étudiants

américains, allemands et français.

On trouve chez Marx, me semble-t-il, une critique de la science et de la technique comme « pseudo-rationalité ». Chez Marx et ses disciples même lointains, la critique de la science est intégrée dans une critique globale qui est celle du monde capitaliste. Pourquoi la science est-elle critiquable ? Elle est une manifestation de la raison, or cette capacité rationnelle des hommes à connaître le monde est domestiquée par la société dans laquelle elle s'exerce. Imaginons les trois étages : un mode de production capitaliste. Celui-ci suppose la prévalence des intérêts privés, animés par la recherche du profit. Par ailleurs, ce monde capitaliste suppose que la société au sein de laquelle il fonctionne est divisée en classes. Bref, il y a ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui ne possèdent rien d'autre que leurs bras et leur cerveau. Enfin, il y a l'étage politique – l'État – qui n'est que l'expression de cette domination des intérêts privés. Dans cette perspective, l'activité scientifique est forcément prise dans un système antagonique, fonctionnant au service des intérêts les plus puissants, c'est-à-dire des multinationales. Un exemple : j'ai cité tout à l'heure le titre d'un article, « Le complexe génético-industriel ». Il est clair qu'il évoque une alliance de la science et des intérêts privés des multinationales. De même, si on ouvre le livre de José Bové et de François Dufour ⁽¹⁾, on trouve ces propos : « Le monde actuel, c'est le marché assisté par la science, contre les hommes et les territoires (...). La recherche publique a toujours été au service du modèle dominant » (p. 126). « L'outil scientifique (Inra) passe au service de l'industrie agro-alimentaire et s'éloigne des intérêts des paysans (p. 128) ». La recherche privée est forcément au service des intérêts privés, cela on le savait, mais la recherche publique aussi, par le biais de contrats avec des entreprises privées. La recherche publique a toujours été, nous dit-on, au service du modèle dominant. Dans cet esprit, l'outil scientifique Inra, par exemple, est au service de l'industrie agro-alimentaire qui est dominée par les multinationales. Par conséquent, l'Inra est un « ramassis de vendus » qui ont probablement l'impression de faire des recherches de façon désintéressée, mais soit ils mentent, soit ils sont tout à fait inconscients du développement des multinationales qui cherchent à dominer le monde : ils n'ont le choix qu'entre le cynisme et la naïveté.

La base de cette critique se trouve chez Marx, dans « Le Manifeste communiste » ou « Le Capital » ainsi que chez Engels. Cette critique a été approfondie par les leaders de l'École de Francfort, dont Max Horkheimer est le fondateur. Tous ces gens vont développer cette critique dans un sens qui permet d'opérer des passages et des recombinaisons efficaces entre le courant marxiste et le courant heideggerien. Dans l'École de Francfort, la science et la technique sont critiquées de façon très spécifique, alors que chez Marx, elles font partie d'une critique globale, elles sont un élément d'un ensemble. Ce qui est critiqué par ces philosophes dans l'activité scientifique, c'est ce que Max Weber appelait la « raison instrumentale ». C'est-à-dire une activité rationnelle qui ne s'intéresse qu'aux moyens et non aux fins et à l'optimisation de ces moyens. Ce qui l'anime, c'est la recherche de l'efficacité, qui peut prendre évidemment la forme de la recherche de la rentabilité. Horkheimer et Adorno vont jusqu'à décrire l'histoire de la raison. Ils lui donnent un nom, c'est le titre d'un de leurs livres les plus célèbres : « Dialectique des lumières ». Pourquoi dialectique ? Parce que c'est un mouvement qui se renverse en son contraire, qui produit son

propre contraire, qui se détruit lui-même. Et ce que ces auteurs nous décrivent, c'est l'idée selon laquelle la raison universelle, celle qu'on trouve chez Descartes et qui se prolonge dans le mouvement des Lumières, se donnait pour projet, par le biais de la connaissance scientifique et technique du monde, de rendre les hommes plus heureux et plus libres. Or, ce mouvement de la raison aurait produit le contraire de ce qu'il visait : la raison est devenue tyrannique, oppressive. Elle s'est transformée en raison instrumentale, dominatrice, quasi-totalitaire.

D'où la critique que font Horkheimer et Adorno du monde moderne en tant que « monde administré ». Le monde administré, quadrillé par la raison instrumentale dont la substance est constituée par l'activité scientifique et technique au service des intérêts privés. Une petite remarque pour bien comprendre à la fois la proximité des deux modèles critiques, marxiste et heideggerien, et leurs différences fondamentales. Dans la perspective marxiste, la raison instrumentale est critiquée au nom de la raison. Si le capitalisme est critiqué, c'est parce qu'il est un mode de production irrationnel, contradictoire, qui divise les hommes en classes, qui crée un conflit permanent, d'où les crises de toutes sortes, économiques et sociales. L'homme n'y est pas en harmonie avec lui-même ni avec la nature, qu'il utilise de façon inconsidérée, brutale. Il ne faut jamais oublier que cette critique du monde capitaliste s'opère au nom d'une raison objective qu'il s'agit de réaliser. Pourquoi détruire le capitalisme ? Pour réaliser une société parfaitement rationnelle, une société sans classe au sein de laquelle aura lieu la réconciliation entre les hommes et avec la nature. Cette histoire n'a pas connu un franc succès, mais bon...

LA CRITIQUE HEIDEGGERIENNE : LA RAISON COMME PUISSANCE D'ARRAISONNEMENT DU MONDE.

Le second modèle, est le modèle heideggerien. Celui-ci est peut-être plus présent à vos mémoires parce qu'il est utilisé de façon assez fréquente par des gens que vous connaissez mieux que Heidegger, tel que Alain Finkielkraut, par exemple. La critique heideggerienne de la science est inséparable de la caractérisation du monde moderne comme monde de la technique. Et ce que Heidegger entend par là, c'est ce qui correspond – je prends mon élan – à l'achèvement de la « métaphysique de la subjectivité ». Cela paraît compliqué, mais vous allez voir, c'est au fond très simple. La métaphysique de la subjectivité correspond pour Heidegger à quelque

chose qui a été inauguré par Descartes, et qui est – à ses yeux – fondamentalement et intrinsèquement pervers : cela consiste à installer le sujet humain, défini comme conscience et comme volonté, en position de fondement. Autrement dit, dans l'univers moderne qui commence avec Descartes, l'homme en tant que sujet se trouve au centre de l'univers tel que les hommes se le représentent. Ce qu'il y a de nouveau et de véritablement pervers pour Heidegger, et qui nous est aujourd'hui encore tout à fait néfaste, dont nous sommes les pauvres produits, c'est précisément cette position de l'homme qui est installé en position de fondement : il est source de la connaissance, des normes morales, des valeurs et de l'action qui va s'exercer sur le monde. Heidegger analyse cette position de fondement sous ses deux aspects, qui correspondent aux deux aspects traditionnels de l'interrogation philosophique : le plan théorique - celui de la connaissance -, et le plan de l'action. Donc d'un côté la science et de l'autre côté la technique. Et vous allez voir que l'une va s'assimiler à l'autre. Sur le plan théorique, que fait Descartes ? Il donne un gigantesque coup de balai. Il débarrasse complètement la nature de tout ce qui constituait sa substance dans les représentations qui persistent jusqu'à la Renaissance. La nature était conçue comme une espèce de grand être vivant, animé par des forces obscures. A partir de Descartes, elle est conçue en termes géométriques, mathématiques. Elle est décrite en termes de matière et de mouvement. Le mouvement est relatif, on le repère à l'aide de coordonnées spatiales, temporelles, il n'est plus absolu comme dans l'ancienne conception. Et une autre chose capitale pour Heidegger, c'est la formulation par Descartes du principe d'inertie. Il est fondamental parce que cela correspond à la formulation physique du principe de raison suffisante : dans cet effort théorique pour s'emparer du monde, le monde est simplement défini comme conforme aux exigences de la raison subjective. C'est cela le pari. On nous a tous appris, à l'école, que Galilée disait que le monde est écrit en langage géométrique. C'est un pari formidable ! Cela veut dire qu'on va pouvoir se mettre à connaître le monde naturel de façon véritablement objective, dès lors qu'on s'en donne les moyens. Par exemple, on va supposer que l'ensemble des phénomènes que sont les solides en mouvement, sont conformes à nos exigences rationnelles subjectives. Cela va aboutir chez Leibniz à ce fameux principe de « raison suffisante » qui est pour nous, aujourd'hui, une espèce d'évidence : « Rien n'est sans raison ». On peut le formuler de façon positive : « Tout a une raison ». C'est ce qui anime la recherche scientifique. Chaque fois que nous sommes confrontés à un phénomène, nous allons chercher des raisons et nous donner les moyens d'en trouver. Une fois en possession de ces raisons, nous allons considérer ces rai-

sons comme des effets et nous allons nous mettre en à chercher la cause, etc.

Ce que Heidegger voit dans ce mouvement qui se dessine à partir de Descartes, c'est la définition du réel et notamment de la nature, mais aussi des activités humaines. Et la sociologie, la psychologie, toutes les sciences humaines vont se mettre également à utiliser le principe de raison, à toujours chercher des raisons ; des raisons aux comportements, des raisons aux crises économiques, des raisons. Voilà pour le plan théorique.

Maintenant, vous allez me dire : cela ne suffit pas à expliquer la domination de la raison instrumentale. Non, effectivement. Il faut qu'interviennent également les effets de l'installation du sujet humain comme fondement, en termes

Si le capitalisme est critiqué, c'est parce qu'il est un mode de production irrationnel, contradictoire, qui divise les hommes en classes, qui crée un conflit permanent, d'où les crises de toutes sortes, économiques et sociales. L'homme n'y est pas en harmonie avec lui-même ni avec la nature, qu'il utilise de façon inconsidérée, brutale.

d'action, c'est-à-dire qu'on passe au plan pratique. Et là c'est intéressant, parce que pour Descartes et ses successeurs, le réel, la nature et les hommes, l'ensemble de ce qui « est », est non seulement conçu comme conforme en droit, sinon en fait, au principe de raison suffisante, mais il est également conçu comme objet pour la volonté. Autrement dit, à partir de Descartes, la nature est débarrassée de toutes les formes obscures ; on en finit avec l'animisme du Moyen Age et on va pouvoir non seulement connaître cette nature mais l'instrumentaliser, se servir d'elle, la soumettre à la question. S'élabore alors une conception de la nature qui va aboutir à en faire un véritable « stock pour l'usure », selon l'expression de Heidegger. La nature n'est plus conçue autrement que comme un stock de matériaux pour notre usage et notre usure : « La nature n'est plus qu'une réserve de bois, la montagne n'est plus qu'une carrière de pierres, la rivière est une force hydraulique ». Et Heidegger ajoute que la véritable nature, « la nature qui croît et qui vit, demeure cachée », car elle est recouverte par l'instrumentalisation rationnelle qui la déforme, qui la considère comme indéfiniment manipulable. Pour Heidegger, il ne s'agit pas d'une dialectique de l'histoire. Il remarque que chez Descartes et les hommes des Lumières, il y avait encore ce projet généreux de libérer les hommes et de les rendre plus heureux. La raison était encore animée ou articulée à des fins universelles qui étaient le bonheur et la libération des hommes. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Dans le monde moderne, dans le monde de la technique, la raison est devenue une simple « puissance d'arrondissement » du monde. C'est un jeu de mots d'Heidegger, qui emprunte le verbe arraisonner à la technique militaire maritime... Autrement dit, la raison n'a plus pour but que de soumettre ce pauvre monde naturel et humain à ses intérêts et à ceux de cette volonté déchaînée de la subjecti-

(1) « Le monde n'est pas une marchandise », de J. Bové, F. Dufour et G. Luneau. La Découverte, 2000. 228 pages.

tivité. Elle est bien « achèvement de la métaphysique ».

Je l'ai dit tout à l'heure, la critique marxiste est une critique rationnelle, émise au nom de la raison. Chez Heidegger, il ne s'agit pas de cela du tout. Et c'est là que cela nous intéresse pour la mobilisation ou la réactivation que l'on peut constater aujourd'hui. Chez Heidegger, la raison est, par nature, instrumentale et dominatrice. Si la science est donc devenue technique ou techno-science, ce n'est pas un hasard, cela correspond à la nature même de la raison, à partir du moment où l'homme est installé en position de fondement.

Par conséquent, ce n'est pas du tout dans un surcroît de rationalité que l'on peut trouver la solution. Il ne s'agit pas de critiquer la science, la technique et le monde moderne, le « monde administré », pour reprendre l'expression d'Horkheimer, le monde de la raison instrumentale, il ne s'agit pas de le critiquer au nom d'une raison objective, qui est tout autant condamnable et critiquable aux yeux de Heidegger. J'évoquerai la question tout à l'heure. Donc, contrairement à Marx et aux marxistes, Heidegger critique la science non pas comme « pseudo-rationalité », mais précisément parce qu'elle est rationnelle.

LES POINTS COMMUNS DES DEUX MODELES CRITIQUES

A présent que j'ai présenté les deux modèles, je voudrais insister sur leurs points communs. Ils sont faciles à trouver. Dans les deux cas – mais pas pour les mêmes raisons – il s'opère une dénonciation radicale de la raison instrumentale et de son caractère quasiment totalitaire. José Bové, par exemple, dénonce la technique des OGM en tant que « technique de domination » : « La technique vide peu à peu de sens tous les actes de la vie (...). Les gens vivent « hors sol » (...). Le paysan est transformé en producteur de molécules » (même ouvrage, pp 80 et suiv.).

Deuxième point commun : ce sont deux critiques de la démocratie. Chez Marx, la démocratie est critiquée en tant que régime politique hypocrite, parce que fondée sur l'universalité des Droits de l'Homme. Or, de même que la science est critiquée comme pseudo-rationalité au nom d'une raison à produire, cette universalité des Droits de l'Homme est critiquée comme pseudo-universalité au nom d'une véritable universalité à produire. Les Droits de l'Homme sont les droits du bourgeois, dit Marx. Ce ne sont pas les droits de tous les hommes. Ce en quoi, entre parenthèses, Marx n'a pas été particulièrement perspicace. Car il se trouve que c'est précisément au nom des Droits de l'Homme que tous les dissidents soviétiques ou chinois ont mené leurs actions de contestation au sein des régimes dans lesquels ils se trouvaient opprimés. Donc selon Marx, la démocratie est le meilleur régime pour le pouvoir capitaliste. Elle ne peut pas être le régime politique adapté à la recherche de solutions politiques pour améliorer le sort des gens ou pour contrecarrer les méfaits de la technique et de la science. Dans ce contexte-là, capitaliste sur un plan économique, démocratique sur un plan

politique, il est bien évident qu'aucune solution satisfaisante ne peut être trouvée. Par conséquent, la solution se situe dans un au-delà.

Pour Heidegger, la démocratie est critiquée tout simplement parce que ce régime politique repose sur les mêmes valeurs que la science et la technique. La valeur centrale du régime démocratique est la valeur d'autonomie du sujet, le sujet qui s'affirme constamment et qui réclame constamment. Or, il a suffisamment montré aux yeux de Heidegger de quoi il était capable : il a produit ce monde ravagé par la science et la technique. Par conséquent, aucune solution ne peut venir du régime démocratique.

Enfin, c'est le troisième point commun, dans un cas comme dans l'autre, c'est dans un dépassement du monde moderne, capitaliste ou technique, et dans un dépassement de la démocratie que la solution peut être trouvée. Les deux modèles dont je viens de parler sont des critiques radicales au sens propre du terme. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de demi-mesure à envisager. Il ne s'agit pas d'améliorer chez Marx le capitalisme, et au sein du capitalisme la science et la technique, ou d'améliorer le fonctionnement démocratique. Et il ne s'agit pas de considérer, du côté de Heidegger, qu'au fond la science et la technique, ce n'est pas si mal. Qu'il suffirait de quelques ajustements, d'une prise de conscience d'un certain nombre de choses pour rétablir la raison dans ces droits objectifs, de façon à faire face aux défis du monde moderne.

D'où les sympathies avérées de Heidegger pour les Nazis, que les heideggeriens français ont cherché à cacher pendant des années. Il est clair aujourd'hui que Heidegger a cru voir dans le nazisme le principe d'une réaction anti-moderne, qui permettrait de faire face aux défis imposés par la technique et la science. De nombreux textes témoignent de ce que Heidegger a nommé de façon pudique sa « grosse bêtise », c'est-à-dire son adhésion au nazisme qui a été plus durable qu'on ne l'a cru puisqu'il n'a pas rendu sa carte et a continué scrupuleusement à payer ses cotisations jusqu'à la fin de la guerre.

Mais il existe d'autres sortes de sympathies. Il y a un personnage par exemple dont vous connaissez peut-être le nom, c'est Hans Jonas, le grand philosophe de référence des mouvements écologistes. Jonas représente assez bien cette espèce d'hybridation qui s'est opérée dans la critique du monde moderne entre une inspiration marxiste, et une inspiration heideggerienne. Jonas affichait en effet assez clairement ses sympathies, non pas pour le nazisme, mais pour les systèmes totalitaires de l'Est. Il y a une expression de Jonas d'ailleurs, assez amusante si l'on veut, qui dit que seuls ces régimes totalitaires sont capables d'imposer à leurs sujets (je suis obligé de dire « sujets » parce que « citoyens » ne paraît pas très adapté) une consommation modérée de façon à les engager « à une saine frugalité ». Sans commentaire.

Dans le même ordre d'idées, on trouve dans l'éditorial de « Manière de Voir » (N° 50, mars-avril 2000) déjà cité, cette remarque pleine de bon sens : « Si tous les êtres humains avaient le niveau de vie des citoyens européens, la planète pourrait à peine subvenir aux besoins de 700 millions de

personnes. Si, au contraire, ils acceptaient de vivre comme les paysans du Mali, de 18 à 20 milliards de personnes pourraient subsister ». Mais qu'attend-on pour les y contraindre ? Comprenez-moi bien, je ne suis pas en train de dire qu'il ne faut pas s'intéresser à Marx, Horkheimer ou Heidegger : Heidegger est probablement un des plus grands philosophes de ce siècle qui s'achève. Mais lorsqu'on critique la modernité, l'activité scientifique, etc., il ne faut pas perdre de vue que l'important n'est pas tellement de déterminer ce que l'on critique. Parce que si on y réfléchit bien, on sera tous d'accord pour reconnaître que la science dans son développement et la technique qui lui est de plus en plus liée, produisent quantité d'effets pervers qui nous désolent : personne n'est pour la pollution, ni pour la dégradation de l'environnement, et nous sommes tous méfiants à l'égard du clonage. Donc l'important n'est pas de savoir ce que l'on critique, mais de savoir au nom de quoi on le critique. C'est cela qui me paraît être un peu oublié dans la réactivation de ces modèles critiques de la science : au nom de quoi ces critiques radicales s'expriment ? Jamais vous ne trouverez chez Heidegger, une concession, une petite positivité qui serait attribuée au progrès des sciences et des techniques. Tout est négatif. Et c'est la même chose dans le contexte marxiste. A partir du moment où l'industrie est en place, les choses se meuvent en leur contraire. Et, du coup, cette structure économique et politique devient un obstacle épouvantable.

Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de deux critiques externes, émises au nom d'un extérieur, d'un au-delà, ou d'un en deçà, si on pense à Heidegger. Car ce qu'il a en tête, c'est de revenir à l'univers pré-moderne de la tradition. Et ce que Marx a dans l'esprit, c'est qu'il faut réaliser enfin le paradis des harmonies sociales et économiques.

NE PLUS AVOIR A CHOISIR SON CAMP

Aujourd'hui, ce sera ma conclusion, les deux modèles politiques, à l'instar des deux totalitarismes du siècle, sont largement dévalués. Heureusement, ajouterai-je à titre personnel.

Pour le nazisme, c'est tellement évident que ce n'est pas la peine d'en parler. Pour le socialisme réel, c'est relativement récent. Et puis les mouvements qui lui étaient proches nous ont toujours paru plus sympathiques, animés d'une intention généreuse, ce qu'on ne peut pas dire pour le national-socialisme... Par conséquent, peut-être avons-nous du mal à faire notre deuil de la disparition de cette utopie, utopie scientifique puisqu'elle prétendait se fonder sur une intelligibilité du mouvement de l'histoire.

Devons-nous nous désoler de cette disparition ? Devons-nous nous attrister en disant : « C'est embêtant, parce que pour l'instant, au-delà du capitalisme et de la démocratie, on ne voit rien et c'est catastrophique parce qu'on n'en peut plus, etc. » ? A mon avis, pas du tout. Il me semble que la dis-

parition de ces idéaux, de ces modèles qui se présentaient chez Heidegger et chez Marx comme des solutions aux défis du monde de la technique, nous ouvre enfin la voie à une pratique politique complètement débarrassée de religiosité. Une pratique politique enfin véritablement laïque.

Il fut un temps, pas si éloigné d'ailleurs, où l'on discutait de tout : de la démocratisation de l'enseignement, d'économie, des investissements dans la recherche scientifique, des mérites respectifs de l'inné et de l'acquis, etc. Et l'important n'était pas de savoir de quoi on parlait, l'important était de « choisir son camp ». Par exemple, être du côté de l'inné, c'était être de droite. Si l'on voulait être de gauche, il fallait se situer du côté de l'acquis. Il se trouve que les progrès de la génétique commencent à nous faire comprendre un certain nombre de choses. Ils nous apprennent que c'est plus compliqué que cela. Par ailleurs, je crois qu'aujourd'hui, nous avons la possibilité de commencer par nous renseigner, nous informer, nous former avant de débattre, plutôt que de choisir notre camp.

Je terminerai donc en disant que la constitution de l'espace démocratique me paraît être celle d'un espace infini pour la réflexion et pour l'action. Ne sous-estimons pas la puissance

Et l'important n'était pas de savoir de quoi on parlait, l'important était de « choisir son camp ». Par exemple, être du côté de l'inné, c'était être de droite. Si l'on voulait être de gauche, il fallait se situer du côté de l'acquis. Il se trouve que les progrès de la génétique commencent à nous faire comprendre un certain nombre de choses. Ils nous apprennent que c'est plus compliqué que cela.

en terme de critiques et de réformes que comportent ces régimes démocratiques. Car si on réfléchit, d'où sortent ces critiques, y compris les plus féroces, les plus violentes à l'égard de la démocratie et du monde de la technique ? Elles viennent du monde démocratique lui-même. Elles sont engendrées, ré-alimentées constamment par ce monde démocratique et capitaliste qui, par ailleurs, n'est pas rose, mais qui a l'immense avantage d'être indéfiniment réformable. Dans les années qui viennent, nous avons l'occasion de nous élever enfin à la hauteur de la devise qui était celle des Lumières : « Aie le courage de te servir de ton propre entendement ». Pratiquons enfin une politique conforme avec l'espace culturel qui est le nôtre, celui de la laïcité. Je vous remercie.

BIBLIOGRAPHIE

Cet exposé doit beaucoup aux idées de **Luc Ferry** :

« Heidegger et les Modernes » (en coll. Avec A. Renaut), Grasset. 1988.

« Le nouvel ordre écologique », Grasset. 1992.

Pour les deux modèles :

« Théorie critique », **M. Horkheimer**, Trad. Payot, 1978.

« Théorie traditionnelle et théorie critique », **M. Horkheimer**, Trad. Gallimard, 1974.

« La dialectique des Lumières », **M. Horkheimer et T. Adorno**, Trad. Gallimard, 1974.

« La question de la technique », in « Essais et Conférences », **M. Heidegger**, Gallimard, 1958.

« Introduction à la métaphysique », **M. Heidegger**, Gallimard. 1952.

DEUX INTERVENTIONS EN GUISE DE RÉACTION

La science est-elle démocratique ?

Jean-Marc LEVY-LEBLOND,

PHYSICIEN ET ESSAYISTE

J'ai trouvé quelque peu optimiste la conclusion de mon prédécesseur quant à l'ouverture de l'espace démocratique. Je ne suis pas persuadé de ce qu'il a appelé la « réformabilité indéfinie » du système actuel, et voudrais discuter plus précisément les problèmes politiques posés par la science aujourd'hui à notre société. Alain Trousson a très bien montré le rapport qui existait chez Marx et ses successeurs, ainsi que chez Heidegger, entre une critique de la science d'un côté et une critique de la démocratie de l'autre. Mais il ne faudrait pas en conclure pour autant que l'apologie de la démocratie conduit à une apologie de la science. Il ne suffit pas de revitaliser l'espoir démocratique immédiat, en abandonnant la perspective utopique d'un futur radieux, pour éviter de se poser un certain nombre de questions sur ce qu'est la science contemporaine, et sur sa « solubilité » dans l'idéal démocratique.

LE SUCCÈS MEME DE LA SCIENCE LUI A FAIT PERDRE SA CHARGE CRITIQUE

Plutôt que de faire un long discours théorique, permettez-moi de m'appuyer sur quelques citations qui vous montreront à quel point, au cours des deux trois siècles de modernité qui nous précèdent, la question du rapport entre science et démocratie a changé de nature.

Commençons par nos grands prédécesseurs des Lumières, chez qui l'apologie de la raison est libératrice. Il s'agit pour eux de débarrasser l'humanité de ce qui fait obstacle à sa libération à la fois intellectuelle et matérielle. Mais cette noble ambition est formulée dans des termes qui nous paraissent aujourd'hui, avec tout le respect dû à ces gigantesques esprits, quelque peu naïfs. Ouvrez l'Encyclopédie à l'article « Géomètre », et souvenez-vous que, dans l'acception d'époque, « géomètre » veut simplement dire mathématicien. D'Alembert y écrit :

« On n'a peut-être pas encore prêté assez d'attention [à] l'utilité dont cette étude [de la Géométrie] peut être pour préparer comme insensiblement les voies à l'esprit philosophique, et pour disposer toute une nation à recevoir la lumière que cet esprit peut y répandre. C'est peut-être le seul moyen de faire secouer peu à peu à certaines contrées de l'Europe le joug de l'oppression et de l'ignorance sous laquelle elles gémissent [...]. Faites naître, s'il est possible, des géomètres parmi ces peuples ; c'est une semence qui produira des philosophes avec le temps, et presque sans qu'on s'en aperçoive [...]. Bientôt l'étude de la Géométrie conduira [...] à la vraie Philosophie qui par la lumière générale et prompte qu'elle répandra, sera bientôt plus puissante que tous les ef-

forts de la superstition. »⁽¹⁾

Il ne s'agit évidemment pas de tourner en ridicule D'Alembert, mais simplement de montrer ce qui a changé en deux siècles. Nous ne pouvons plus penser en ces termes-là ; d'ailleurs, pour rebondir sur une partie de la discussion précédente, l'Union Soviétique qui était tout sauf démocratique, a eu d'admirables « géomètres », et a permis le développement d'écoles mathématiques formidables. L'idée encore répandue aujourd'hui, selon laquelle le développement scientifique serait par essence une école de liberté, d'esprit critique, et donc de démocratie, cette idée mérite pour le moins examen. On voit bien, d'ailleurs, à quel point la conception du rapport entre science et esprit démocratique se transforme, si l'on relit, à peu près un siècle après D'Alembert, ce qu'écrit Ernest Renan dans *L'avenir de la science*, livre fameux qui a marqué son époque : « Organiser scientifiquement l'humanité, tel est donc le dernier mot de la science moderne, telle est son audacieuse et légitime prétention. » Il explicite sa pensée un peu plus tard dans ses *Dialogues philosophiques*, qu'il écrit comme par hasard en 1871 pendant la Commune – que Renan passe à Versailles, bien entendu :

« [...] Les pays où il y a des classes marquées sont les meilleurs pour les savants ; car, dans de tels pays, ils n'ont ni devoirs politiques, ni devoirs de société, rien ne les fausse. [...] Si l'on veut imaginer quelque chose de solide, il faut concevoir un petit nombre de sages tenant l'humanité par des moyens qui seraient leur secret et dont la masse ne pourrait se servir, parce qu'ils supposeraient une trop forte dose de science abstraite. »⁽²⁾

On voit à la fois la filiation et le dérapage par rapport aux espoirs de D'Alembert. Ces textes montrent bien une trajectoire historique où la science est, au XVIII^e siècle, une puissance libératrice, qui lutte contre les supports idéologiques du pouvoir, c'est-à-dire un certain nombre de superstitions et de dogmes. La science aide alors l'esprit philosophique, dirait D'Alembert, et plus généralement l'esprit démocratique, à s'insurger. Mais une analyse dialectique s'impose : le succès même de la science, sa montée en puissance, son accession au pouvoir, y compris au pouvoir institutionnel, tout au long du XIX^e siècle, va l'amener à perdre, en très grande partie, sa charge critique, pour se ranger désormais du côté des puissances effectives d'organisation et d'administration de la société. En témoigne un épisode anec-

(1). L'Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des Sciences, des Arts et des Métiers (3^e éd.), Neufchâtel, 1779, xvi, p. 41.

(2). Ernest Renan, *Dialogues philosophiques*, in *Œuvres complètes*, op. cit., t. 1, 1947, p. 596-597 et 599.

dotique, mais extrêmement révélateur, qui date de 1992. Il s'agit de l'Inde, où un grand conflit oppose le système de castes encore très puissant au projet démocratique. On présente toujours l'Inde que comme la plus grande démocratie du monde. On y vote, d'accord, mais il y a quand même une bonne partie de population qui est totalement exclue. Dans certaines phases plutôt positives de la politique indienne, on a tenté d'instaurer ce qui s'appelle aux Etats-Unis la « discrimination positive », c'est-à-dire des quotas favorables à l'accès de gens des basses castes à un certain nombre de fonctions politiques, juridiques et scientifiques. Ce contre quoi certains se sont insurgés au nom même de la démocratie, car il ne serait guère démocratique d'exiger qu'une couche de la société soit automatiquement sur-représentée par rapport à d'autres. Dans ce contexte, je vous livre donc l'information :

« New Delhi. Une cour d'appel indienne a jugé que réserver des postes aux castes inférieures dans les emplois publics et les programmes universitaires de science et de technologie était illégal et contraire à la Constitution indienne. Cette décision de la Haute Cour de l'Utar Pradesh, le plus grand État de l'Inde, renverse la politique qui réservait [au moins] 22 % des postes et des admissions à l'université aux candidats des basses castes [jusqu'à présent exclus de fait]. Le juge déclare que la science n'a ni religion ni caste et "qu'il ne peut donc y avoir aucune politique de quota admissible dans le domaine de la science et de la technologie". »

On voit bien à quel point l'idée de l'autonomie du fonctionnement de la raison, qui n'est certes pas fautive, peut se transformer en son exact inverse. Car l'intérêt de la science va prendre le dessus sur la volonté de libération. « Le temps est venu », concluait le juge, « d'affirmer clairement et courageusement qu'il ne peut y avoir de compromis dans le champ de la technique et de la science ». Autrement dit, le champ de la technique et de la science doit garder son autonomie par rapport au politique, et, éventuellement, revendiquer son extraterritorialité par rapport aux règles démocratiques communes.

Encore faut-il savoir que, d'une certaine façon, cette demande n'a jamais cessé d'être formulée. On trouve cette problématique dès le début de la science moderne, chez Galilée. L'affaire Galilée est en fait une affaire politique, beaucoup plus que religieuse. Elle repose essentiellement sur une erreur politique fondamentale de Galilée, la même d'ailleurs que certains de ses successeurs tels Oppenheimer (physicien américain, « père » de la bombe atomique), et qu'on a vu à l'œuvre dans l'épisode indien appelé ci-dessus. De fait, les scientifiques souvent croient tellement à l'autonomie et à la supériorité de la science, que du coup, ils se remettent pieds et poings liés entre les mains du pouvoir politique. Ainsi, Galilée est au début du XVII^e siècle professeur à Padoue, dans la République de Venise. Il travaille pour un assez maigre salaire, en tant que professeur à l'université, et il trouve que ses charges d'enseignement sont trop lourdes, car il veut développer ses recherches. Il écrit alors à l'un de ses collègues, en 1609 :

« Obtenir d'une République, bien qu'elle soit resplendissante et généreuse, un salaire sans servir le public, cela n'est pas habituel. Car pour retirer un profit du public, il faut satisfaire le public et non pas un seul particulier. Et aussi longtemps que je suis capable de faire cours et de servir, aucun homme d'une République ne peut m'exempter de cette charge en me laissant mes émoluments. En somme, je ne peux espérer une pareille commodité de personne d'autre que d'un prince absolu ».

Un peu plus tard, il écrira dans une autre lettre : « J'ai de grands et plus admirables projets, mais ils ne peuvent servir, ou, pour mieux dire, être mis en œuvre que par des princes ». Que fait alors Galilée en 1610 ? Il quitte Padoue et va à Florence, où il devient mathématicien du grand Duc. Et de fait, alors que la République de Venise l'aurait protégé contre les emprises de l'Inquisition, il se lie au grand Duché de Florence qui, quelques années après, le livrera à Rome. C'est bien une erreur essentiellement politique, que reproduiront beaucoup de ses collègues dans les années à venir.

« EN MECONNAISSANCE DE CAUSE »

En vérité, et contrairement à une série d'idées trop facilement reçues, il n'y a pas de lien consubstantiel entre l'esprit scientifique et l'esprit démocratique. Pourquoi ? Parce que la science n'est pas démocratique ! Quand vous voulez démontrer un théorème, vous ne votez pas pour savoir s'il est juste ou faux. Les vérités scientifiques s'établissent par une argumentation qui se termine par un consensus, mais ce consensus est bien plutôt totalitaire que majoritaire. A un moment donné, à tort ou à raison, la collectivité scientifique se range à une certaine vérité. Or l'esprit démocratique est tout le contraire. C'est le moyen que nous nous sommes donnés pour prendre des décisions collectives, quand nous ne connaissons pas et que nous n'avons pas les moyens de connaître la solution.

Les problèmes auxquels nous avons à faire face, dont nous discutons ici – les Ogm, la vache folle – ne sont pas des problèmes uniquement scientifiques. Sinon, ils ne seraient pas trop difficiles à résoudre. Ils sont scientifiques, économiques, idéologiques, politiques. Aucune expertise spécifique ne peut apporter une réponse suffisamment convaincante, d'où la démocratie. C'est quoi, finalement, la démocratie ? C'est le meilleur système (le moins pire en tout cas, comme disait Churchill) que nous avons trouvé jusqu'à présent pour décider en relative « méconnaissance de cause ». Si nous pouvions décider en toute connaissance de cause, nous n'aurions certainement pas besoin du système démocratique. Il suffirait alors d'avoir de vrais experts, des prix Nobel : puisque ce sont les meilleurs et qu'ils savent, faisons-leur confiance... Sauf que nous savons, nous, aujourd'hui, que le savoir de ces experts est toujours parcellaire, limité, insuffisant. C'est précisément pour cela que nous ne leur remettons pas notre capacité de décision, que nous préférons décider par nous-mêmes, au risque de nous tromper. Et nous nous

trompons souvent en démocratie, c'est un régime qui n'a aucune garantie de réussite, et peut même, démocratiquement, se suicider.

La communauté scientifique – cela n'est pas une critique, mais un constat – ne fonctionne pas sur un mode démocratique. Elle ne peut donc servir en aucun cas de modèle, ou de garant d'un fonctionnement démocratique. D'où cette question fondamentale qui n'est toujours pas réglée : comment articuler un fonctionnement démocratique nouveau avec la continuation de l'entreprise scientifique ? Ce qui, à mon avis, complique terriblement la situation et qui me rend relativement pessimiste, c'est que bien des termes de la discussion sont en train de se transformer, de perdre leur pertinence. De ce point de vue, on ne peut pas s'empêcher de penser quand même que Heidegger et Marx, pour des raisons différentes, ont mis le doigt sur un aspect qui n'a fait que s'amplifier, à savoir la puissance de la technique. Elle aboutit aujourd'hui à ceci, que personne n'avait prévu, que la technique devient tellement puissante qu'elle reflue sur la science qui lui a donné naissance.

VERS UNE TECHNOSCIENCE

Car, si on approfondit la question des rapports entre science et technique, ils se révèlent plus complexes qu'on ne le dit souvent. La science, au sens moderne du terme, naît au début du xvii^e siècle. Pendant environ deux siècles, son projet de nous rendre « comme maîtres et possesseurs de la nature », ainsi que le dit Descartes, n'est qu'un horizon. Il ne connaît pas la moindre ombre de réalisation. Ni le xvii^e siècle, ni le xviii^e siècle, pour l'essentiel, n'utiliseront leurs connaissances scientifiques à quelques fins techniques, industrielles, pratiques, économiques que ce soient. Il faudra attendre l'extrême fin du xviii^e et le début du xix^e pour commencer à voir les découvertes scientifiques des deux précédents siècles s'investir dans la technique. Même la machine à vapeur n'est en rien le fruit de la science, c'est tout le contraire : c'est la thermodynamique qui est la fille de la machine à vapeur. En revanche, la situation va changer radicalement avec le développement de l'électromagnétisme, de la chimie industrielle, de l'électronique, du nucléaire et des technologies biologiques. Là, effectivement, ces technologies ont été fécondées par la science. Mais, nouveau rebond inattendu, c'est que l'efficacité du couplage entre science et technique est devenue si forte que la technique, au sens industriel du terme, est en train de refluer sur la science. Autrement dit, la capacité de la science à engendrer des applications techniques pour le développement industriel est telle qu'on lui passe aujourd'hui des commandes à très court terme, commandes qui ont pour résultat de la transformer elle-même, dans ses objectifs comme dans son fonctionnement. D'où ce terme que j'utilise volontiers, de « technoscience ».

La science est en train de se techniciser. Mais ce qui a fait sa grandeur pendant un siècle et demi, c'est le développement cohérent de deux projets différents, celui de comprendre le

monde, celui de le transformer - projets qui, pendant une bonne partie de l'histoire de l'humanité, ont été totalement indépendants. Dans la cité grecque, par exemple, il y a des gens qui font profession de comprendre le monde, les philosophes, et puis des artisans, esclaves souvent, qui, modestement, le transforment. Il fut très nouveau de voir aux xix^e et xx^e siècles, ces deux mouvements aller de pair.

Mais, à mon avis en tout cas, cette alliance entre la compréhension et la transformation du monde, quels que soient ses aspects positifs ou négatifs, est en train de se dissoudre, au sens où la transformation prend le pas sur la compréhension. Il me serait facile, en tant que physicien, de vous montrer à quel point la physique dite moderne est en train de perdre une bonne partie de sa capacité à se comprendre elle-même. Elle est de plus en plus apte à manipuler le monde, de créer des artefacts, des molécules aux lasers, mais sa faculté d'intellection est en rapide perte de vitesse.

Il n'est pas dit que notre aventure scientifique d'environ quatre siècles perdue dans les siècles à venir, ce qui, évidemment, ne fait que compliquer encore le problème déjà difficile des rapports entre science et démocratie.

BIBLIOGRAPHIE

Jean-Marc Lévy-Leblond, « L'esprit de sel » (science, culture, politique), Seuil 1991 ; « La pierre de touche » (la science à l'épreuve...), Gallimard, 1996 ; « Impasciences », Bayard, 2000.

Revue *Alliage* (culture, science, technique), trimestrielle, depuis 1989, ANAIS, Nice.

« La nature du pouvoir scientifique »

Jean-Pierre ZALTA,
GENETICIEN

Après tout ce qui a été dit, je vais tenter, en quelques mots seulement, d'illustrer ces propos pour analyser le pouvoir scientifique. Y a-t-il un pouvoir scientifique ? En fait, après la conclusion de Jean-Marc Lévy-Leblond, peut-on dire que le scientifique est un instrument innocent du formidable développement de la production de la connaissance et de son utilisation technologique ? Je pense qu'il existe un pouvoir scientifique et qu'il n'est pas innocent. Par rapport aux problèmes concrets qui se posent à nous aujourd'hui, ce sont des notions qu'il faut avoir à l'esprit.

De quelle nature est le pouvoir scientifique ? Tant que la recherche a tendu à constituer un corpus de connaissances et d'évaluations, le scientifique avait un peu l'image d'un sage. Pour autant, il édictait un certain nombre de principes. Beaucoup de scientifiques au XIX^e siècle étaient encore ce qu'on appelle des « maîtres » en matière de diffusion du savoir.

Il s'est passé deux phénomènes. Le premier, c'est l'accélération fantastique des applications scientifiques, d'abord en physique au début de ce siècle, l'électricité, ses applications électroniques, etc. Cela a été un bouleversement. Et ce qui s'est passé avec la révolution physique au début de ce siècle est en train de se passer avec la révolution biologique.

Quelle est la situation du scientifique dans cette affaire ? Il n'est plus l'image tutélaire du savant qui explique au bon peuple comment la nature fonctionne. Il est impliqué de différentes façons :

Premièrement, il est impliqué dans l'évaluation des applications de ses découvertes. Dans ce cas, il peut être à la fois juge et partie, mais l'évaluation de ses propres découvertes est faite au profit du pouvoir politique. D'ailleurs, le pouvoir politique devrait décider en fonction de l'analyse et de l'évaluation. A tel point qu'à présent, nous parlons d'agences de sécurité : agences de sécurité du médicament, agences de sécurité des aliments, etc.

Deuxièmement, le chercheur est également impliqué dans le pouvoir industriel, technologique, car il développe une recherche nettement dirigée.

Troisièmement, il est impliqué en tant que citoyen. Et là, il se trouve que beaucoup de scientifiques, à mon avis, pratiquent ce que j'appelle le « délit d'opinion ». Ici, depuis ce matin, vous n'avez pas entendu un seul scientifique faire un délit d'opinion. Mais sachez que le scientifique a le défaut, et je suis gentil en disant le défaut, de dire : « J'ai le savoir, je vous le dis, j'ai raison ». D'autre part, les conclusions strictement scientifiques d'une analyse, qui devraient être la base de l'évaluation, sont généralement violées par le scientifique lui-même qui les utilise sous forme d'opinion.

Aux yeux du public, ces trois aspects du pouvoir scientifique sont confondus. Et ce sont les scientifiques qui, en grande partie, en sont la cause. Par conséquent, la situation

des scientifiques, qui ont constitué durant ces trente dernières années un pouvoir dans le système culturel, est actuellement l'objet d'une critique violente. Bien avant, les chercheurs n'étaient pas des professionnels. La professionnalisation du scientifique a complètement changé la situation. Je voudrais vous donner comme exemple, une attitude scientifique saine, objective, relative aux biotechnologies. C'est un petit livre du généticien Bernard Jordan – je ne suis pas payé par l'éditeur pour vous dire cela – intitulé « Les Imposteurs de la génétique », au Seuil. Ce scientifique y fait la critique de sa propre situation dans le système scientifique. A lire !

FORUM

« DELIT D'OPINION »

Monsieur Ravier, Université de Toulouse II

Je vais revenir à un exercice tout à fait bénéfique du point de vue pédagogique qui s'appelle l'explication de texte, mais non sans quelques remarques préalables. D'abord je salue l'exploit tout à fait remarquable de Alain Trousson, qui nous montre qu'une analyse philosophique très limpide et très savamment conduite peut nous amener à une foule d'interrogations, et même nous amener directement à l'angoisse. Tout de même, essayer d'une manière plus ou moins subreptice de faire porter à José Bové ou à d'autres la responsabilité de ce qu'on considère comme une certaine régression ou un certain obscurantisme, cela ne me va pas du tout. Je ne partage pas toutes les idées de Bové, mais je dis ce que je pense. Moi, j'aime les débats intellectuels scientifiquement honnêtes, car la question qu'il faut se poser est la suivante : pourquoi, actuellement, il y a un José Bové ? Pour moi, c'est la vraie question, et je remercie les deux intervenants suivants d'avoir un peu modéré certaines ambitions intellectuelles peut-être un peu trop prométhéennes.

Je vais livrer au débat un article paru le 26 juillet dernier, dans un journal qui s'appelle « La Dépêche du Midi », et concernant la maladie de Creutzfeld-Jakob. Titre : « Revue de détail pour l'École vétérinaire de Toulouse ». Je vais me permettre de le commenter assez brièvement. Du point de vue formel, cet article est fait d'une juxtaposition de discours indirects et de discours rapportés, c'est-à-dire qu'il est censé rapporter les paroles d'un professeur éminent de l'école vétérinaire de Toulouse. Je commence : « L'inquiétante progression des cas de maladies Creutzfeld-Jakob en Grande Bretagne repose la question des verrous de surveillance placés, de plus en plus, le plus en amont possible de la filière viande. Deux cas ont été déclarés en France contre 75 en Grande-Bretagne. Pour le professeur Schelcher, « le risque actuel de transmission à l'homme est nul ou minime », mais, s'empresse-t-il de corriger, prudence scientifique oblige : « Le risque nul en biologie n'existe pas ». L'article renvoie alors à un encart qui est dans la partie supérieure droite de la page. Au-dessus, figure une rubrique qui s'appelle « En manger les yeux fermés » : « Ce qui est devenu une évidence, c'est la transmission par l'alimentation des bovins (...) la maladie se déclare chez la vache dans sa prime jeunesse, dans les 6 premières années de sa vie. Depuis 1996, explique le vétérinaire, on comprend mieux comment s'opère la transmission à l'homme, on connaît mieux la dissémination de l'agent infectieux au sein de l'organisme infecté. D'après le professeur Schelcher, on peut consommer de la viande d'un animal né, élevé et abattu en France, "les yeux fermés". »

Alors moi, j'interroge les collègues philosophes qui sont ici, et je voudrais qu'ils m'éclaircent sur le type de démarche qui, intellectuellement, sous-tend une affaire pareille. C'est un

article qui me plonge dans la plus grande perplexité, et j'ai le regret de dire : voilà ce qui est livré, voilà comment se fait l'information des gens de notre pays. C'est absolument scandaleux.

J.-P. Zalta

C'est un exemple type d'opinion et non pas d'analyse scientifique.

Un intervenant

Alors, à ce moment-là, on ne devrait pas utiliser le nom de ce professeur de l'École Vétérinaire.

Pierrette Charrier

Je voudrais m'adresser à Claude Fischler. J'ai été un peu choquée lorsqu'il a dit qu'il y avait des peuples primitifs lorsqu'il parlait de religiosité. Je voulais lui faire constater qu'ici, dans le Gers, mais aussi dans les départements voisins, il y a des milliers de personnes qui vont à Lourdes faire des ablutions. Alors est-ce que nous sommes des primitifs ? Ou est-ce qu'il y a simplement un échange culturel ? Et est-ce que nous faisons partie d'une autre culture ? Il a employé certains mots qui m'ont choqué.

Deuxièmement, concernant les interventions de cet après-midi, je suis très terre à terre. Je pense que les nouveaux scientifiques et les nouvelles philosophies ne sont pas du tout ceux dont on a parlé. Actuellement les scientifiques et les techniciens, c'est Monsanto, Coca-Cola et toutes les autres multinationales. Je regrette qu'on n'ait pas parlé de tout ça, c'est dommage.

Claude Fischler

Je veux remercier Madame d'avoir répété en ses propres termes exactement ce que j'ai dit. A savoir qu'il n'y a pas de populations primitives, il n'y a que des populations soi-disant primitives. Et j'ai expliqué en faisant très attention aux mots, en prenant beaucoup de temps, que ce qu'on appelle aujourd'hui la pensée magique, contrairement à ce qu'on disait au XIX^e siècle, ne concerne pas seulement les populations dites à tort « sauvages », mais aussi nous-mêmes. Et j'ai donné des tas d'exemples analogues à celui qu'elle vient de donner sur les eaux de Lourdes, pour montrer que nous sommes aussi des êtres dont une partie est magique et qu'on ne peut pas disqualifier comme magiques des croyances, en les attribuant à des peuples primitifs. Mais cela illustre simplement la difficulté qu'il peut y avoir à écouter un orateur, et peut-être aussi à se faire le porteur de certains slogans.

Christiane Orliac

En ce qui concerne le débat de ce matin, j'avais noté quand même que l'on parlait tous des pays riches, et que les pays en voie de développement, qui constituent quand même l'essentiel de l'humanité, ne se posaient pas tant de problèmes sur la qualité de l'alimentation. Ils n'ont même pas de quoi se nourrir.

D'autre part, je ne suis pas partie prenante de ce qui a été dit

sur le retour à la terre, les marchés, le pays. C'est le manque de repères qui nous fait nous retourner vers les sources, vers la terre, vers la régionalisation, avec les excès que cela peut comporter, d'ailleurs.

Quant à cet après-midi, j'ai noté que Descartes, qui nous a tous bercé dans nos études, c'est quand même la bourgeoisie, qu'on le veuille ou non. Je ne suis pas sûre qu'ici, tous les milieux sociaux soient représentés. Ce n'est pas évident, la démocratie. Est-elle vraiment réelle sans être marxiste ? Il y a eu quand même deux siècles de scientisme où l'homme s'est un peu pris pour Dieu. Il a remplacé Dieu par la science. Les scientifiques n'ont pas été raisonnables. Ils n'ont pas expliqué. Et peut être que les Bové et autres sont la contrepartie de cela. On le ressent tous. Nous voyons aussi, et c'est tant mieux, le succès des cafés philo partout en France, y compris auprès de gens qui n'ont jamais fait de philosophie. Cela prouve que les gens veulent comprendre, savoir. C'est peut-être cela la vraie démocratie. Ces personnes ont besoin que les scientifiques expliquent, mais pas forcément qu'ils disent savoir, sûr et certain. Autrefois, les savants, les Platon et autres, étaient à la fois des philosophes et des scientifiques. Peut-être nous faudra-t-il revenir à quelque chose comme cela.

Un intervenant

Il y a des problèmes extrêmement délicats. Je pose la question à l'intervenant qui a cité l'article de la Dépêche : vous avez parlé de déontologie, et pour moi la déontologie est une vertu cardinale. Mais j'ai l'impression que sur le problème de l'Encéphalite Spongiforme Bovine (ESB), on est un peu dans les nuages, comme pour le sida dans les années 80. D'autre part, que pensez-vous, en termes scientifiques, de la position de certains syndicats agricoles qui sont hostiles à l'abattage systématique des troupeaux lorsqu'un cas de vache folle se déclare ?

M. Ravier

J'ai fait référence à un article, dont la forme sinon le contenu n'était peut-être pas des plus opportuns, à un moment où il y a dans les tréfonds de la société une inquiétude fondamentale. C'est un fait. Cette inquiétude existe. Qu'elle soit fondée ou non, c'est un autre problème. On en a suffisamment parlé ce matin. Mais le journaliste, me semble-t-il, comme le professeur sur un autre plan, a quand même un certain nombre d'obligations éthiques. Mélanger des propos soi-disant prononcés et de la narration, risque de vous piéger. Car on ne sait pas vraiment ce qui s'est dit. En tout cas, si la pensée de notre collègue Schelcher a été réellement rapportée, et s'il a conclu qu'en France, il n'y a rien à craindre après les prémisses dont il s'est réclamé, il y a une faille quelque part dans son raisonnement. Et je pense que mon collègue Zalta est de cet avis : il y a quelque chose qui cloche là-dedans et ce dysfonctionnement ne fait qu'aggraver l'inquiétude des gens.

Quant à l'abattage total du troupeau, je ne sais que penser pour le moment. Je me demande si, actuellement, on peut

se passer de l'application stricte du principe de précaution. Ne serait-ce pas prématuré ? Là-dessus, j'attends que les gens bien mieux informés que moi-même m'éclaircent.

LE LAPIN, LE CHERCHEUR ET LA MYXOMATOSE...

Marc Borel, Confédération Paysanne

Est-ce qu'il y a, actuellement, une démocratie appliquée par le pouvoir politique à l'égard des organismes de recherche ? Je rejoins les deux derniers intervenants : à mon avis il n'y a pas de démocratie. On est effectivement confronté à une avance technologique très rapide et au niveau déontologique et législatif, il y a toujours un train de retard, et peut-être même deux trains en ce qui concerne les Ogm. En maîtrisant le vivant, le chercheur commence à se prendre pour Dieu. En face, quels contrôles existent ? Pratiquement aucun, parce que les politiques ont complètement démissionné. Le seul pouvoir en face, c'est celui de sociétés multinationales tentaculaires, avec des pouvoirs financiers énormes, et qui prennent les citoyens pour des cobayes. Car beaucoup de scientifiques l'ont dit : certains types d'Ogm qui sont utilisés actuellement dans le monde agricole, sont des prototypes. Ces multinationales se « tirent la bourre » depuis dix ans, elles veulent valoriser leurs recherches qui coûtent des milliards de dollars, et elles mettent sur les marchés à peu près n'importe quoi, sans avoir pris la précaution préalable de s'assurer de l'innocuité des produits. Alors, il est bien certain que bon nombre d'entre eux n'entraîneront pas, on peut l'espérer, d'effets désastreux. Il y a de bons Ogm aussi. malheureusement, ils sont trop peu nombreux.

Mais on a déjà connu des apprentis sorciers. Il y a eu un docteur « Folamour » qui nous a créé le lapin atteint de la myxomatose. C'était, jusqu'à preuve du contraire, un organisme génétiquement modifié. Et il a quand même balancé cela en Australie pour tuer les lapins australiens.

Il ne reste que le pouvoir citoyen pour lutter contre tout cela. Il y a une absence dramatique de prise de position des politiques. Alors, vous allez nous donner des éclaircissements sur le lapin et la myxomatose...

Jean-Pierre Zalta

D'abord, vous ne trouverez aucun scientifique conscient qui ne considère pas que le pouvoir citoyen est de première importance. Ensuite, les myxomatoses sont très anciennes. C'est le virus existant en Europe qui a été implanté pour tuer les lapins en Australie. C'est de la virologie mal appliquée, dangereuse, mais cela n'a rien à voir avec un Ogm. Il y a quelque chose qu'il faut que vous compreniez. Dans certains cas, y compris pour les plantes transgéniques, les Ogm sont moins dangereux que certaines plantes sélectionnées par les méthodes antérieures classiques. Alors, faisons la part du feu, ne jetons pas l'opprobre systématique sur tous les Ogm. Ou, dans ce cas, jetons l'opprobre sur tous les progrès scientifiques. Mais le problème qui se pose, effectivement,

c'est celui du contrôle. Il y a trente ans, aux États-Unis, des Américains avaient produit, par des systèmes de croisement et de sélection classiques, un céleri qui avait des propriétés de conservation et autres. Ils avaient oublié que le céleri contient, à l'état de traces, une substance toxique. Et par leur système de simples croisements, ils ont exalté l'expression de certains gènes. Je peux vous faire un cours sur la toxicité des plantes... Ayez la sagesse de ne pas mettre en cause systématiquement les Ogm en tant que tels. Ils posent des problèmes d'éthique, c'est vrai. Je veux bien discuter du problème de la manipulation du génome, mais ne mettez pas tout dans le même panier. En particulier, n'allez pas raconter l'histoire de la myxomatose telle que vous l'avez fait.

« COMMUNIQUER, CE N'EST PAS NOTRE MÉTIER »

Georges Bories

Je souhaitais aller dans le sens de monsieur Ravier qui portait un regard sur un journal régional bien connu. Effectivement, c'est une situation très délicate : on demande actuellement aux chercheurs de communiquer. D'une part, ils ne sont pas préparés généralement à cet exercice, qui leur est relativement nouveau et extrêmement difficile, parce qu'il y a un intermédiaire : le journaliste. Dans ce couple, il se passe un certain nombre de choses. Il y a des gens qui sont sincères, des gens qui le sont moins, des gens qui savent exprimer les choses, d'autres moins bien. Et on sait que les propos ne sont jamais rapportés in extenso, des coupures sont faites, il y a une sélection des propos des personnes. Je ne prends pas la défense de ce professeur que je ne connais pas personnellement, mais je dis qu'il faut être prudent. Il ne faut peut-être pas juger trop vite.

Je crois qu'on est au fondement même des problèmes de nos rapports avec les médias et des rapports avec la société par l'intermédiaire des médias. Souvent, cela se passe bien. Quelquefois, cela se passe beaucoup moins bien. Et je vous comprends, monsieur. Mais j'accorde un crédit à mon collègue. Je pense que des propos découpés en petits morceaux perdent toute cohérence. Il vaut mieux se référer à des articles plus complets, plus spécialisés. C'est à partir de la confrontation de ces lectures et de débats tels que celui d'aujourd'hui, que nous pouvons donner des clés de compréhension à chacun d'entre nous. Car nous sommes un peu tous des ignares. Il y a quelques points que nous connaissons mieux les uns que les autres, mais il n'y a pas d'un côté ceux qui savent, et de l'autre ceux qui ne savent pas. Il y a ceux qui savent un tout petit peu dans des domaines très spécialisés. Donc, nous sommes ici pour essayer mutuellement de nous avertir des dangers que peuvent comporter nos interprétations, des chausse-trappes qui existent.

Quant aux problèmes d'évaluation des risques, je pense qu'on vit actuellement un certain tournant dans la biologie. Celle-ci a connu des progrès fantastiques au cours des vingt dernières années, qu'elle a un peu de difficulté à digérer.

Dans le regard qu'elle porte sur elle-même, la science peut pratiquer une autocensure, une auto-évaluation de ses progrès dans certains domaines comme la toxicologie. On peut alors dire, et c'est une réalité dont tout le monde se plaint, que ce sont des domaines qui n'ont pas reçu le support financier suffisant. Je ne vais pas, ici, faire une plaidoirie pour avoir un peu plus d'argent. Mais on se plaint, en Europe, du manque d'efforts pour développer des domaines de la science qui portent un regard sur les propres actions de cette science. Il faut les accentuer.

Je pense également que dans ce tournant, les progrès considérables des connaissances génèrent des objets tout à fait nouveaux, qui portent en eux-mêmes de nouveaux problèmes. Eh bien, ces progrès considérables sont aussi à verser dans les domaines qui regardent les conséquences de ces progrès et qui en bénéficient eux-mêmes. Car c'est grâce à ces progrès, je pense notamment à l'éco-toxicologie, que l'on a pu éviter jusqu'à présent un maximum de catastrophes. Donc, il y a des nouveaux espaces conceptuels à développer, de nouvelles méthodologies à acquérir. Le modèle du médicament qui a servi de base à l'évaluation des conséquences de la chimie se trouve, en effet, remis un peu en question par des problèmes d'une autre nature, beaucoup plus vastes et plus complexes. Lors de la Conversation de Marciac, qui se déroulait hier, nous nous plaignions que durant ces trois dernières années, il ne se soit pas passé grand chose à l'égard des Ogm. C'est logique : on ne fait pas une révolution en trois ans. Il faut du temps pour remettre en question un certain nombre de choses et aborder de nouvelles réflexions, de nouveaux concepts. Tout le monde y travaille, y compris la recherche à laquelle j'appartiens et tous ceux qui sont ici. Que cela soit dans les domaines des sciences biologiques, de la philosophie ou de la sociologie, nous contribuons tous à ces réflexions nouvelles que nous suggère ce nouveau développement de la science.

Jean Boyazoglu

Je suis professeur agrégé à l'Université de Thessalonique, vice-président de la Fédération européenne de zootechnie, et président du Comité des appellations d'origine des dénominations géographiques et des produits de qualité, à Bruxelles. Excusez mon français et mon accent presque bourguignon...

Il y a quatre points qui me gênent et me choquent depuis ce matin. Premièrement : il faut se rappeler que ce ne sont pas les scientifiques anglais qui ont donné carte blanche à l'abaissement de température des farines animales en Angleterre. C'était une décision politique pure et simple d'une dame Premier ministre pour faire plaisir à ces industries spécifiques. Donc, on ne mélange pas les patates et les pommes de terre. Les unes sont douces et les autres le sont bien moins. Il faut également se rappeler qu'au même moment, une chose très grave a eu lieu en Angleterre : la privatisation, en trois mois, des services vétérinaires anglais, parmi les plus importants et les précis du monde. Voilà l'origine du problème. Qu'on soit clair !

Deuxième chose : mon arrière-grand-père, mon grand-père et le vôtre connaissaient la tremblante ovine. On a vécu avec, au moins pendant 500 ans. Et je me souviens avoir vu, à la ferme de mon grand-père, une bufflesse qui se baladait difficilement et mon grand-père disant : « Ho tu sais, elle tremble, la pauvre, elle va mourir. » Alors, vous comprenez, quand on découvre maintenant la vache folle et que le journaliste court avec, je trouve tout cela assez rigolo ! Je ne dis pas que ce n'est pas grave, qu'on se comprenne bien. Je dis que ce problème a toujours existé. Il y a trois cents ans, quand des troupeaux contenaient des animaux malades, on abattait les animaux et ce n'était pas un problème politique, mais un problème d'autocontrôle.

Je voulais également évoquer autre chose, en soutenant la position de Georges Bories. Oui, vous nous demandez, vous philosophes, vous écrivains, vous journalistes, à nous pauvres scientifiques, de devenir communicateurs. Mais ce n'est pas notre boulot, ce n'est pas notre travail. On essaye quelquefois, certains de nous sont plus forts que d'autres, mais c'est le hasard. Notre boulot est de dire : un et un font deux, ils ne font ni deux et demi, ni un et demi. Tout le reste, c'est votre affaire, pas la nôtre. Nous, on est là pour faire de la recherche qui pourrait permettre le contrôle et le « monitoring » comme disent nos cousins d'Outre-Atlantique. Mais certainement pas pour écrire des articles qui doivent être lus par la masse des lecteurs.

Une troisième chose : je suis auditing chief du « Livestock production science » et du « Small ruminant research », les deux plus gros journaux européens en production animale. Je n'écris plus depuis quatre ans, parce que je trouve que ce n'est pas décent de le faire alors que j'ai la responsabilité d'évaluer mes pairs. Vous me permettrez de revenir sur un point qui a été soulevé ce matin : beaucoup d'entre nous n'ont pas de problèmes avec les Ogm. Ne prenez pas les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages, comme disait le Général. Ou, comme disait Pompidou, « Allez à quatre pattes par terre et non pas dans les nuages ». Ce n'est pas que nous sommes contre, mais nous voulons qu'on nous explique à quoi cela sert. Moi qui ai été président pendant douze ans du Comité viti-vinicole économique international et du premier Comité des appellations d'origine viti-vinicole de l'Office International du Vin, je dis : je ne veux pas de vignobles croisés dans mes vins d'appellation. Je ne dis pas que c'est bon ou mauvais, je dis : je n'en veux pas. Ceux qui veulent boire 300 hectolitres à l'hectare peuvent le faire. Moi, ce sont les 30 ou 50 hectolitres à l'hectare qui m'intéressent. Les Ogm sont dans le même esprit. Ils sont faits pour introduire certaines choses à l'intérieur. Ma femme est végétarienne, et elle me dit : « Je veux absolument être sûre, quand cette tomate arrive sur ma table, de savoir ce qu'il y a dedans. » Faites attention, vous allez casser le marché. Si on continue, demain, 20 % de la population sera végétarienne, 25 % sera « verte », ce qui fera 45 % du total qui vous dira : « Expliquez-nous ce que vous avez mis là-dedans ». Ce n'est pas un problème psychosomatique, c'est un problème d'éthique et un problème commercial : les autres veulent

nous vendre leurs pommes de terre. Pouvons-nous accepter ces pommes de terre dont notre marché ne voudra pas demain et après demain ?

Jean-Claude Flamant

Je voulais intervenir sur la question de la communication et de l'expression des scientifiques. Ce qui s'est raconté là-dessus tout à l'heure est vraiment intéressant. Et cela m'évoquait des débats que nous avons, il y a dix ans, avec Jean-Marie Guilloux, qui commençait à rentrer dans notre monde scientifique agronomique et qui me disait : « Je suis frappé de voir combien vous débattiez ». C'était une réalité, nous discussions beaucoup entre nous des questions dont on parle aujourd'hui. Cinq ans après, cela a commencé à devenir chaud au niveau médiatique et certains journalistes nous interpellent : « Mais qu'est-ce que vous êtes en train de faire ? » Nous leur répondons : « Mais voilà nos éléments de raisonnement, voilà ce que nous faisons, voilà les questions que nous nous posons depuis longtemps ». Ils nous disent alors : « Pourquoi vous ne nous en avez jamais parlé ? » Et je leur rétorque : « Nous sommes venus vous proposer d'en parler et vous nous avez dit que cela ne vous intéressait pas, et que cela n'intéressait pas le public ». Alors, ce matin, j'ai entendu Claude Fischler qui a dit la chose suivante : « Les questions sanitaires, les questions des Ogm et autres sont devenues un enjeu politique. » Du coup, les grands médias en parlent. Le Monde, Libération, etc., vont s'emparer de ces questions, non pas pour en faire une analyse scientifique mais pour savoir si le travail gouvernemental est bien fait, si Jean Glavany travaille mieux que Marylise Lebranchu ou que Dominique Voynet, quels sont leurs rapports entre eux, quels sont leurs arguments...

Certes, il faut aussi expliquer les enjeux scientifiques, et là, on fait appel à nous.

Mais il reste un problème d'incompréhension. Certes, il y a des revues scientifiques, mais même quand c'est écrit en français, cela n'a pas du tout le même statut qu'un article pour Le Figaro ou Le Monde, dans lesquels il y a, je le souligne au passage, de très bons chroniqueurs scientifiques. Les articles de Catherine Vincent, par exemple, dans Le Monde, sont quasiment toujours fiables et très bien informés.

J'en viens à l'article de la Dépêche. On ne va pas demander à la Dépêche de faire un article scientifique. Excusez-moi, mais il ne faut pas le lire comme étant un rapport de ce qui se fait à l'École Vétérinaire. C'est un article écrit pour dire : « A l'École Vétérinaire, on s'occupe de cette question », et c'est tout. Après, dans le détail, nous, scientifiques, allons être scandalisés. Mais peu importe, car ce n'était pas le sujet de l'article et c'est cela qui doit nous troubler.

L'objectif de notre équipe, la Mission d'animation des Agrobiosciences, ce n'est pas de communiquer, ce n'est pas de faire savoir. C'est de mettre en débat. C'est cela, la clé, pour nous. Mettre en débat, pour que se confrontent des vérités partielles, des angles d'attaque différents, télescopés, erronés... Car c'est par ce débat que, peu à peu, nous aurons les uns et les autres une meilleure conscience des enjeux

scientifiques, économiques, politiques, médiatiques... Tout simplement, une plus grande lucidité.

« NOUS AVONS BESOIN DE MÉDIATEURS »

Jacques Mathez

Je ne suis pas scientifique. Je travaille plutôt sur les problèmes de développement local. Ce qui m'importe beaucoup, c'est de savoir comment, dans une région et au niveau des territoires, on peut prétendre à une vulgarisation au plus près des découvertes scientifiques, pour pouvoir s'en saisir. Le reproche que je ferais aux scientifiques est le suivant : on ne sait jamais quand ils ont tort, parce qu'ils ne le disent jamais. C'est un peu comme les hommes politiques : quand ils se trompent, ils ne le disent pas non plus et c'est à nous de le découvrir.

Selon moi, il y a des problèmes économiques internationaux. Le Canada est en train de nous attaquer au niveau de l'OMC pour que nous, Français et Européens, nous ache-

Tout cela plaide pour un travail transdisciplinaire. Ce n'est pas facile. Car dans sa propre discipline, on est content ! Moi je suis savant dans ma discipline, les autres ne viennent pas me contredire. Si je travaille avec d'autres disciplines, il faut utiliser un autre dialogue et puis il faut me remettre en question, et puis, je ne suis pas le plus savant. Pourtant, il faut en passer par là, notamment dans l'alimentation, dans les domaines de la complexité. Et là, Edgar Morin et Claude Fischler nous apprennent pas mal de choses : comment introduire les champs de l'imaginaire et du symbolique, la pensée magique, l'irrationnel, dans la connaissance et le savoir ?

tions de l'agneau.

Reprenons aussi la stratégie électronucléaire de la France, justifiée par le besoin d'électricité, et regardez les projections faites à l'époque pour l'an 2000 et 2030 en matière de consommation d'électricité. On s'aperçoit aujourd'hui que ces chiffres étaient surestimés. Quant au véritable coût de l'énergie nucléaire, on ne le connaît pas vraiment. On ne sait pas s'il est réellement moins cher que d'autres énergies. Sans oublier le problème des déchets nucléaires qui persiste. Je crois que sur des enjeux pareils, il y a un débat à développer, afin que les usagers, les scientifiques et les politiques déterminent ensemble les choix ou les orientations. Parce qu'effectivement, si on m'explique les enjeux, je me sens compétent comme citoyen pour donner mon point de vue. Et au jour d'aujourd'hui, je ne fais pas confiance d'emblée à l'élu pour s'exprimer en mon nom.

Guy Caro

Je viens de Bretagne. Je suis médecin et psychiatre, ce qui aggrave mon cas, si je puis dire, et j'anime un organisme qui

s'appelle « Le Banquet », qui travaille sur l'articulation entre des champs souvent séparés : gastronomie et breuvage, santé, culture et éthique.

Je partirai de la sagesse populaire, notamment d'un dicton : « N'écoute pas ton médecin. Comme lui, fume la pipe et bois du vin ». On pourrait adapter cette formule : « N'écoute pas les scientifiques, n'écoute pas les savants... » et puis après, on brode.

Je voudrais aborder trois choses : les enjeux politiques du pouvoir, la rationalité et la transdisciplinarité et pour finir, le besoin de médiateur.

Premier point : Claude Fischler a raison au sujet des enjeux politiques. Mais ce ne sont pas seulement les enjeux dont a parlé Jean-Claude Flamant – entre les élus et le gouvernement, entre tel et tel ministre qui a fait son travail ou non. Ce sont aussi des enjeux de pouvoir du complexe médico-scientifique, de la part d'experts qui disent : « Moi, je sais, je suis un savant, fermez vos g..., vous ne savez pas et je vous dis ce qu'il faut faire ». Quant aux médias, ceux-ci ne sont pas seulement des chambres d'enregistrement. C'est aussi un lieu de pouvoir important, qui peut faire ou défaire des politiques, des experts... A l'origine, le gouvernement avait la

trouille des médias, parce que dans ces derniers, les experts l'accusaient d'être lié aux viticulteurs, aux intérêts économiques du Midi, etc. Dans le Midi, vous vous battiez et vous vous êtes fait « rouler » dans la farine par des experts parisiens alliés à un grand pouvoir des lobbies puritains. Fermons la parenthèse, c'était juste pour dire qu'il y a un cléralisme médical ou scientifique. C'est-à-dire un certain nombre de médecins et de scientifiques qui prennent le pouvoir, laissé un peu vacant, de moraliser la vie quotidienne des gens au nom d'une science ou pseudo-science.

Deuxième point, la rationalité de l'irrationnel. On n'a pas parlé de Freud et de Lacan. Quand même ! Descartes, c'est important d'accord, mais au XX^e siècle, il y a aussi eu Freud et Lacan. Ils nous aident à comprendre le magique, l'imaginaire et le symbolique.

Aujourd'hui, Descartes ne dirait probablement plus la même chose. L'irrationnel, la rationalité, c'est intéressant mais ce n'est qu'une partie des méthodes pour comprendre la complexité de la vie humaine et de la vie du monde. Il y a aussi l'inconscient du consommateur, le vôtre, le mien, qui joue un rôle dans le fait que nous disons « j'ai envie de manger ça » ou « je n'ai pas envie de manger ça ». Ils peuvent dire ce qu'ils veulent, je n'en ai rien à faire. Parce que dans mon histoire personnelle, consciente et inconsciente, il y a autre chose qui joue. Et j'y résiste. En plus, je considère que j'ai bien raison de résister parce que quelquefois, ils disent des c...

Tout cela plaide pour un travail transdisciplinaire. Ce n'est pas facile. Car dans sa propre discipline, on est content ! Moi je suis savant dans ma discipline, les autres ne viennent pas me contredire. Si je travaille avec d'autres disciplines, il faut utiliser un autre dialogue et puis il faut me remettre en question, et puis, je ne suis pas le plus savant. Pourtant, il faut en passer par là, notamment dans l'alimentation, dans les do-

maines de la complexité. Et là, Edgar Morin et Claude Fischler nous apprennent pas mal de choses : comment introduire les champs de l'imaginaire et du symbolique, la pensée magique, l'irrationnel, dans la connaissance et le savoir ?

Dernier point : le contexte social et culturel. Là aussi, il y a de quoi rigoler, notamment sur certains développements de la connaissance scientifique d'aujourd'hui, concernant le boire et le manger. Relisez Hippocrate (460-377 av. JC), Galien (médecin grec, 131-201), Epicure (philosophe grec, 341-270 av. JC) et Avicenne (philosophe et médecin arabe, 980-1037), vous y trouverez plein de choses encore valables. Ce sont des gens qui ont écrit il y a 1 000 ou 2 500 ans. Et ils nous disent : attention, la philosophie, c'est-à-dire la recherche de la sagesse, c'est important dans tout cela.

Dans le contexte social et culturel actuel, comment articuler le développement des connaissances scientifiques avec la sagesse antique, la philosophie, « le bon sens populaire ». Il y a des gens qui disent : « pas de bon sens populaire, il a une pensée magique, il est retardataire, rétrograde ». Et non ! Il y a un bon sens populaire qui résiste à tout ce qu'on veut lui faire avaler.

En conclusion, je vous livre une piste en forme de proposition, qui rejoint la critique de la science et les enjeux démocratiques. Il y a de plus en plus besoin d'initiatives comme celle que vous menez ici, avec cette Université d'Été, qui est, je trouve, passionnante. Et surtout, il y a un besoin de médiation entre les discours scientifiques, les vrais et les faux - Jean-Pierre Zalta a parlé du « délit d'opinion » des scientifiques - et les questions « d'experts », c'est-à-dire de scientifiques confrontés à d'autres disciplines et surtout confrontés aux politiques et aux médias. Il faut inventer des lieux et des méthodes de dialogues et d'échanges. Ce n'est pas facile. Par exemple, il faudrait un dialogue entre la Confédération Paysanne, des scientifiques, des grands chefs de la gastronomie. On n'aura pas toutes les réponses, mais, peut-être dira-t-on et fera-t-on moins de conneries...

« LE PARTAGE DU SAVOIR »

Isabelle Boulanger, ATTAC

Ce que j'ai entendu tout à l'heure, c'est qu'il nous arrive de temps en temps de faire des boulettes en disant quelques inexactitudes. C'est vrai. Mais j'en ai entendu d'autres aussi, aujourd'hui. Par exemple, j'ai entendu : « Les farines animales, c'était un échec. Les Ogm, c'est une réussite ». On ne peut pas parler de réussite à propos de quelque chose qui est en état d'expérience ! Tant qu'il n'y a pas de problèmes, cela peut passer pour une réussite. Mais pour l'instant, on ne peut pas savoir.

Ce que me dérange depuis ce matin, c'est que la seule chose dont on ne parle pas, ce sont les enjeux économiques énormes qui sont derrière toutes ces nouvelles technologies. Et il me semble qu'à cause de ces enjeux économiques, la possibilité de coordonner science et démocratie est for-

tement compromise.

J.-M. Lévy-Leblond

D'abord une première remarque sur ce qu'a dit Guy Caro. Il souhaitait qu'on réintroduise l'imaginaire et le magique dans la pensée scientifique. Il y est. Il suffirait de le reconnaître et que les scientifiques commencent par le reconnaître.

Je vous rappelle, pour ceux qui ne le sauraient pas, que les œuvres complètes de Newton n'ont jamais été publiées. Pourquoi ? Parce qu'un tiers relève de la physique, un tiers de la théologie et un tiers de l'infini. Et il y a un rapport étroit entre tout ça. Et quand vous prenez le même Newton qui décrit l'Arc-en-ciel avec 7 couleurs, je défie qui que ce soit de voir les 7 couleurs de l'arc-en-ciel... Vous n'avez sûrement jamais vu l'indigo dans l'arc-en-ciel, pourtant il y en a dans nos représentations mentales depuis Newton. Parce qu'en bon lecteur de la Bible puritaine qu'il est, il faut qu'il y ait 7 couleurs de l'arc-en-ciel, comme il y a 7 jours de la semaine. Une grande partie de nos connaissances scientifiques actuelles, à travers leurs vocabulaires, leurs argumentations, sont fortement liées à nos mythes, à nos représentations imaginaires. Cela ne détruit en rien leur éventuelle valeur de validité. Au contraire, cela l'enrichit. Encore faudrait-il le reconnaître.

Deuxième point, sur la question de la communication, par rapport à ce que disait notre collègue Boyazoglu, et sur lequel je vais exprimer un désaccord profond. C'est notre métier, non pas de communiquer - je n'aime pas trop le mot -, mais de dire ce que nous faisons. Pourquoi ? Mais parce qu'il n'y a pas de science si elle ne se transmet pas. Vous ne faites pas de la recherche pour vous, dans votre coin. Vous la faites parce que ce savoir est, par essence, destiné à devenir un savoir collectif. Donc, de toute façon, il faut que vous commenciez par parler de ce que vous trouvez ou de ce que vous faites, à votre voisin, votre collègue. A partir de là, il n'y a aucune raison de s'arrêter. Le vrai travail du scientifique, ce n'est pas seulement de produire le savoir, c'est de le partager. Je ne vois pas au nom de quoi on tracerait une frontière entre le partage du savoir que le chercheur opère à l'intérieur du laboratoire avec ses collègues, ses étudiants, et celui qu'il doit faire avec tout un chacun. Cela fait partie de la production même du savoir que de l'énoncer.

Encore faut-il, effectivement, que cette tâche soit reconnue. Or elle l'est de moins en moins. Et l'apparition, dans les dernières décennies, de la figure du chercheur scientifique qui n'est plus nécessairement un enseignant, a des effets extraordinairement pervers sur la maîtrise de ce savoir. L'organisation même de la recherche, qui tend à privilégier actuellement la spécialisation et la spécification des travaux au détriment des autres tâches, me paraît avoir des effets extraordinairement négatifs aujourd'hui.

Deux conditions sont nécessaires pour que le scientifique participe au partage du savoir. La première, c'est que ce savoir doit être partagé sous une forme contradictoire, débattu en permanence. Et de ce point de vue-là, le comité

scientifique est très en deçà de ses responsabilités. Sur toutes les questions dont on parle aujourd'hui, y compris celle des Ogm, il y a beaucoup plus de conflits à l'intérieur de nos organismes qu'il ne s'en exprime à l'extérieur. Voilà ce qu'on peut demander aux scientifiques aujourd'hui : que les minoritaires s'expriment beaucoup plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent. Il commence à y avoir réalisations en ce sens : monsieur Zalta a rappelé tout à l'heure le livre de Bertrand Jordan, très bon généticien qui a eu le courage d'écrire ce livre, « Les imposteurs de la génétique ». Il faut que ces exemples se multiplient.

Deuxième condition : partager le savoir, c'est une bonne chose, mais ne basculons pas dans l'illusion de croire que ça va suffire à régler nos problèmes. Si vous, scientifiques, devez expliquer tout ce que vous savez, alors cela y est, on saura tout et on pourra décider, en toute connaissance de cause. Je l'ai déjà dit et je le répète, il n'y aura jamais « toute connaissance de cause » ; au contraire, ce à quoi nous nous exposons, me semble-t-il, et il faut en mesurer les conséquences, c'est que plus ce partage du savoir se fera, plus l'incertitude se généralisera. Et donc il va devenir, non pas plus facile, mais plus difficile de décider.

« NOUS N'AVONS PAS LES MEMES CONCEPTIONS DE LA DÉMOCRATIE »

Philippe Aladenise

Je suis agriculteur dans le Gers. Je voudrais reposer la question des rapports entre la recherche et les techniques, en particulier dans le domaine agricole. Une des réponses à cette question est écrite sur les murs de cette enceinte. Quand je vois inscrit Vivadour, AGPM (Assemblée générale des producteurs de maïs), je me dis qu'il y a là une orientation qui est donnée à un certain mode de production. Et pour parler également des rapports entre la science, la technique et la démocratie, je voudrais rappeler qu'il y a quand même eu des dispersions d'Ogm, soi-disant par inadvertance ou par erreur. Or quand des citoyens vont faucher des champs de colza Ogm ils passent en procès à Foix. Pourtant, quelques mois plus tard, une décision du gouvernement dit qu'il faut effectivement détruire ces parcelles.

Je pourrais rappeler également ce que disait la dame tout à l'heure : dans cette enceinte, je vois très peu de gens de la « base ». Certes, on peut imaginer qu'ils sont représentés par le Conseil Général du Gers et par le Conseil Régional Midi-Pyrénées. Mais je me demande si c'est bien le cas, et si les élus représentent réellement les électeurs.

Hervé Ossard, président du Centre Inra de Toulouse

Je voulais rebondir sur les propos de la dame d'ATTAC. Je suis convaincu que nous sommes nombreux à accepter d'organiser un débat sur les enjeux économiques et les nouvelles technologies, dans le respect mutuel de chacun. Mais on ne peut pas, dans tout débat, parler de tout. J'ai l'impression

qu'on n'est pas vraiment d'accord là-dessus.

De plus, professionnellement, je suis économiste. Et je crois qu'une des lettres de votre organisation désigne le grand économiste contemporain Tobin, pour lequel j'ai le plus grand respect. Cela dit, je n'ai pas besoin de partager ses idées ni éventuellement toutes les vôtres pour vous respecter. Je pense que vous soulevez des questions très importantes. Encore une fois, il n'y a pas de problème de principe pour organiser un débat sur cette question.

Deuxième remarque : je voudrais revenir sur l'article de la Dépêche. Il se trouve que le professeur Schelcher dirige une unité mixte de recherche Inra-Ecole Vétérinaire, et cela m'est donc difficile, vous le comprenez bien, de laisser passer ce qui s'est dit. Je n'ai pas vu François Schelcher depuis que l'article est paru. Mais je vais simplement vous livrer une expérience. Ce n'est pas parce qu'un chercheur est cité, y compris dans un organe de grande presse, qu'il a pu relire ce qu'on lui a fait dire. C'est tout bête. On m'a fait dire dans un journal de grande presse, il n'y a pas très longtemps, que l'Inra en Midi-Pyrénées travaillait avec l'Inserm (Institut de recherche médicale) sur des questions d'aménagement du territoire. Je n'ai pas fait de démenti. Mon nom était cité, ainsi que celui de ma collègue, responsable de l'Inserm en Midi-Pyrénées. Sauf que l'Inserm n'y connaît rien en aménagement du territoire... Nous n'en avons pas fait un problème, parce qu'il n'y a pas de problème social ou d'enjeu délicat en arrière-fond, contrairement à la vache folle.

D'autre part, concernant ce qui vient d'être dit sur la parcelle de colza Ogm, je m'excuse, mais le gouvernement n'a jamais demandé de la détruire. Il ne faut pas dire des choses erronées. A moins que vous ne parliez pas des mêmes parcelles (Ndlr : effectivement, l'intervenant précédent n'évoquait pas les mêmes parcelles). Car il s'agit en l'occurrence d'une parcelle expérimentale visant à en savoir plus sur les Ogm. Or un certain nombre de citoyens se donnent le droit, c'est votre conception de la démocratie, d'interdire des expérimentations. Il n'est pas vrai que nous, Inra ou d'autres organismes de recherche publique, faisons des expérimentations sans contrôle, sans réglementation. Nous sommes soumis à une foule de contrôle. Nos expérimentations et nos programmes de recherche sont publics – je reconnais qu'ils sont compliqués à comprendre. En revanche, nous n'avons pas les mêmes conceptions de la démocratie quand certains estiment que, de leur propre chef, ils ont le droit d'empêcher un certain nombre de choses autorisées par les pouvoirs publics et par les élus. Les élus ont probablement beaucoup de défauts, ce n'est pas à moi de les défendre, mais il y a un problème de conception même de la démocratie et nous sommes là au cœur d'un des sujets d'aujourd'hui.

« A L'EPOQUE, LES OGM N'INTERESSAIENT PERSONNE »

Christophe Terrain

Je travaille pour Vivadour et l'AGPM. Je suis aussi parfois agriculteur de « base » – ce matin, j'étais dans mon champ de maïs. Au début de ce débat, je m'étais donné comme règle de ne pas intervenir parce que, justement, nous accompagnons cette Université d'Été depuis son origine. Je rappelle qu'il y a six ans déjà, nous étions partenaires de la démarche de l'Inra et que nous avons accueilli dans des silos, dirais-je, les premiers débats.

Je regrette d'avoir raté l'intervention de Claude Fischler, ce matin, parce que je suis arrivé en retard. J'étais en présence de 500 ruraux du canton de Lagors, à côté de Morins dans le Béarn. Ceux-ci sont venus dans ma coopérative et, en quelques mots, je leur ai fait part du souci que j'avais en tant que responsable professionnel. En premier lieu, le dossier de l'eau et la maîtrise de cette ressource, l'équilibre de ses usages. En deuxième lieu, le problème que nous rencontrons vis-à-vis de la communication, à travers la notion de peur alimentaire. Moi, j'ai fait le constat aujourd'hui que de plus en plus de gens utilisent la peur alimentaire comme vecteur de communication. A la fois pour porter une entreprise, porter des idées, porter des structures, voire des hommes. Et je suis sûr que dans quelques années, on analysera ce qui se passe en disant qu'il y a eu une forme de communication basée uniquement sur la peur, et pas seulement sur la peur alimentaire, sur l'ensemble des peurs qui peuvent être générées chez nos concitoyens. Mon propos devant ces agriculteurs et ces ruraux correspondait un peu, je crois, avec ce que j'ai entendu quand je suis arrivé ce matin.

Je vais donc témoigner pour dire qu'on est quand même perturbé, malgré tout, par cette façon de gérer et de fonctionner. Du coup, dans mon esprit, les débats ne sont pas équilibrés.

Le dossier qui nous rassemble aujourd'hui, tourne notamment autour des Ogm. Il y a six ou sept ans, je participais à un débat à Barcelonne-du-Gers sur ce sujet. Axel Kahn était présent et il disait exactement ce qu'a dit Jean-Claude Flamant. A savoir que lorsqu'on a voulu parler à la presse de ce dossier, cela n'a intéressé personne. A l'époque, je me suis forgé une opinion sur le sujet des biotechnologies. Et je n'ai jamais tout mélangé, j'ai toujours analysé les biotechnologies espèce par espèce, événement par événement, en mesurant bien, à chaque fois, ce que ça pouvait apporter. Bien sûr, de façon égoïste, j'ai toujours réagi dans un premier temps d'un point de vue agronomique. J'ai compris plus tard qu'il fallait aussi, bien sûr, prendre en compte les problématiques des autres et notamment celles des consommateurs.

Mais je crois qu'il ne faut pas, tout d'un coup, s'emballer et s'engouffrer dans cette exploitation de la peur. Il faut continuer de débattre comme on le fait en ce moment et à évoluer dans ce sens là.

Je suis président de l'Agpm et nous avons été, bien sûr, longuement interpellé à l'occasion de cette dissémination d'Ogm dans le Sud-Ouest. Nous avons passé notre temps à expliquer à la presse, quelle qu'elle soit, ce qu'on connaissait du

dossier. Je peux vous dire que quand vous expliquez ce que vous connaissez du dossier, cela n'intéresse plus les médias. Ils cherchent l'élément qui fait un peu scoop et ils ne reprennent donc pas vos propos. Nous, nous ne sommes pas médiatiques. Nous sommes des agriculteurs, et il n'y a pas de marché aujourd'hui par rapport à du maïs Ogm. Il y en avait 2 000 hectares il y a deux ans, 82 hectares l'année dernière, il y en a 11 cette année. En revanche, il y en avait 35 000 l'année dernière en Espagne, car cela répond à un problème agronomique important de ces agriculteurs là. S'ils n'avaient pas ces techniques, c'est à coup d'hélicoptères diffusant des produits de traitement qu'ils régleraient leurs problèmes. Tout ça rentre dans la balance et dans les enjeux. Mais je suis d'accord pour continuer à en discuter. Aujourd'hui, le consommateur français ne veut pas de maïs Ogm et nous, producteurs français, sommes là pour gérer cette demande.

Mario Borillo, Institut de recherches en Informatique de Toulouse

Je travaille dans les biotechnologies et les sciences du vivant. Trois choses qui me paraissent importantes. La première: il est impensable pour un chercheur scientifique ou pour quelqu'un qui travaille dans le monde du développement technologique, de ne pas se préoccuper de communication sociale. Il est évident que nos travaux sont en train de changer la face de la planète et que ne pas prendre le souci d'essayer de communiquer avec le corps social dans sa totalité est inconcevable. Ne pas parler de la portée de nos travaux serait tout simplement, non pas seulement criminel, mais suicidaire. C'est-à-dire qu'on n'aura pas le choix. Ce n'est plus une question de bonne conscience, ce sera une question de survie corporative.

Deuxième point, sur la nécessité et les pièges de la médiation. Je travaille dans l'informatique, et il y a désormais des outils qui concernent le développement des régions rurales, et des moyens techniques pour que vous et nous, si nous y mettons du nôtre et si nous avons des occasions concrètes comme celles-ci de nous rencontrer, nous puissions établir des contacts un peu moins médiatisés que ceux qui sont établis par les journalistes.

Il me semble qu'il faut considérer cette Université d'Été comme une sorte d'éprouvette dans laquelle, tous ensemble, venant des champs, des labos, du monde associatif, nous nous rencontrerions plus souvent pour échanger des informations ou confronter nos jugements.

Car comme l'a dit J-M Lévy-Leblond, il est évident que plus on en saura, moins on sera facilement à même de prendre des décisions. La complexité de la décision sera de plus en plus grande, mais elle échappera, en grande partie, aux seules ressources de la science et de la technologie. Nous n'avons pas le choix, nous sommes embarqués dans une expérience qu'il faut poursuivre.

« EN TANT QU'ELU,

JE NE DÉMISSIONNE PAS ! »

**Elysé Brugayrolas, Conseiller régional
Midi-Pyrénées**

J'ai entendu des gens dire que les politiques démissionnent. Je ne démissionne pas, et je suis prêt à parler de ces problèmes-là. Je ne vais pas me dédouaner de nos choix parce que je crois qu'ils sont bons, en région Midi-Pyrénées.

Je voudrais expliquer les problématiques auxquelles nous sommes confrontés. La recherche, en Midi-Pyrénées, est financée par le Conseil Régional dans le cadre du développement économique. Cela dit, nous avons souhaité le faire en recherchant une réponse sociétale. C'est un choix. Nous souhaitons que la recherche ait des retombées sociétales.

Car nous connaissons effectivement une pression de la société, c'est ainsi que nous le ressentons : il faut que la recherche soit utile à la société en général et pas qu'au monde économique. Nous souhaitons y impliquer les entreprises, bien sûr, mais aussi des acteurs sociaux, pour monter des programmes de recherche dans la durée. Cela dit, ce n'est pas si facile à mettre en place.

Il faut également relativiser le poids de l'investissement « recherche » de la région Midi-Pyrénées. Il faut savoir que ce secteur, dans notre région, reçoit 2 milliards de l'État et reçoit 100 millions de la Région, soit moins de 1 % de la dotation de l'État. Cela signifie que nous ne jouons qu'à la marge, en incitant les acteurs à se fédérer.

Je suis aussi un élu des « Verts », j'ai participé à de nombreux débats, dont ceux du Café des Sciences, ainsi qu'aux discussions que nous avons, dans mon parti, sur les Ogm. Je ne suis pas un disciple de Jonas, je ne pense pas que les pays de l'Est vivent mieux que nos sociétés, je ne suis pas un austère, je suis plutôt jouisseur à l'égard de la vie, et je ne suis pas un anti-Ogm primaire, je sais faire des choix. Cela dit, il faut tenir compte des interrogations de la société. Je suis adhérent à ATTAC et je pense qu'il y a là une remise en question beaucoup plus globale sur l'économie.

La difficulté, c'est que sur les problèmes qui concernent la nutrition, les Ogm et autres, la réponse n'est pas binaire et nous ressentons une certaine frustration parce que nous n'avons pas encore trouvé les moyens de formuler cette réponse. Il y a les comités d'éthique, il y a la conférence de consensus, il y a un certain nombre de lieux de débats et de décisions... mais n'est-on pas également confronté à un problème d'autonomie du chercheur ? Le chercheur est-il autonome ? Moi, je pense que la science a des droits, elle peut les revendiquer mais reste ensuite le problème d'application. Nous sommes un peu à la charnière de cette application. Or, il est vrai que je ne sais pas quels mécanismes mettre en place pour arriver à réguler ce problème de l'implication de la science dans la société. Je n'ai pas la réponse, mais je ne démissionne pas pour autant.

**Francis Daguzan, président de la Charte
Intercommunale du Pays de Marciac**

Je voudrais, moi aussi, intervenir par rapport à la démission

des élus. Je voudrais juste resituer le débat et dire ce que je représente ici. Ce sont les communes adhérent à la Charte Intercommunale qui ont permis en partie ce débat, puisque nous co-présidons son organisation avec l'Inra de Toulouse. Et au titre de Conseiller Général, j'ajoute que si cette instance finance également cette opération, c'est pour permettre un débat démocratique qui va nous permettre, à nous, élus, de vérifier la validité ou la pertinence de ce que nous mettons en œuvre.

Je crois qu'on a fait l'amalgame, tout à l'heure entre l'AGPM, Vivadour, le Conseil régional et le Conseil général. Je ne crois pas que ce soit tellement différent d'ailleurs dans le raisonnement, parce que l'AGPM se pose aussi des questions sur des sujets qui inquiètent les élus, les citoyens, les consommateurs. Mais pour ce qui me concerne, nous n'allons pas comparer les intérêts que pourraient avoir Monsanto, par exemple, avec ceux de notre présence, ici, que l'on soit élu, représentant professionnel d'une coopérative ou de l'AGPM.

**« ON EST EN DROIT DE SE POSER
QUELQUES QUESTIONS ! »**

Marc Borel, Confédération Paysanne

Je voudrais réagir aux propos de Hervé Ossard, de l'Inra. On a un peu l'impression qu'à chaque fois, dans ces débats, vous bottez en touche. Vous dites que vous êtes extrêmement contrôlés par les politiques, ou par telle instance. Mais c'est bien cela, le problème. C'est qu'actuellement, il n'y a plus de contrôle. Ici, vous proposez le dialogue et de continuer le dialogue, mais pendant qu'on est en train de dialoguer, il y a des espèces de terroristes qui mettent des Ogm dans tous les coins. Et moi, je n'appelle pas cela dialoguer. On abat un mec et on dit : on va dialoguer, on ne l'abattra pas. C'est la technique terroriste.

D'autre part, l'attitude de monsieur Zalta, tout à l'heure, était révélatrice de celle du scientifique en général. J'ai dit une connerie, j'ai parlé du lapin et de la myxomatose. Mais sa réponse a été du genre : « Toi, tais-toi, tu ne connais rien ! Et dégage ». Or il y a des labos de par le monde où les scientifiques font des recherches qui n'utilisent peut-être pas les techniques actuelles des Ogm, mais qui, depuis très longtemps, manipulent génétiquement des microbes et des virus pour des guerres bactériologiques. Il faut donc élargir le problème, et ne pas s'attacher uniquement aux OGM, au sens strict du terme. Il y a des tas de manières de manipuler génétiquement les souches.

Alors le dialogue, d'accord, mais il faudrait quand même qu'il y ait des prises de décisions effectives et qu'on ne mette pas des Ogm partout, en se disant que cela permettra d'apprendre peu à peu à s'y habituer. C'est à peu près ce qui se passe, à mon avis et c'est le sentiment de beaucoup de gens. Regardez les 900 hectares de maïs Ogm qui commencent à essaimer un peu partout. Si ces gens, qui sont extrêmement puissants et pointus au niveau technologique et au niveau scientifique, ne sont pas capables de contrôler leurs semences

et de ne pas mettre la « merde » un peu partout, eh bien je dis : où est le pouvoir scientifique, où est le savoir scientifique ? Excusez-moi, mais on est en droit de se poser quand même quelques questions. C'est peut-être un peu passionné, mais il faudrait que le débat s'élargisse parce qu'il est par moments un peu académique.

Jeanne-Marie Cordet, étudiante en horticulture

Je suis venue ici, à titre personnel, pour me former. J'attendais de la communication entre deux milieux, le milieu scientifique et le milieu rural, le milieu réel, les personnes qui travaillent, la technologie, les nouvelles semences, tout ce qui peut être mis au point. Mais j'ai plutôt l'impression d'être face à des personnes qui se confortent dans leur situation. Des scientifiques qui expliquent ce qu'ils sont et qui ne nous ont pas vraiment fait part de leurs désirs, ni même de leurs conseils. Il y a réellement un manque de communication.

Je viens des Alpes de Haute-Provence et je suis très déçue d'avoir fait tant de kilomètres pour assister à des règlements de comptes. Voilà, c'est tout.

CONCLUSION

« La théorie de la main cachée »

Dominique DESJEUX,
SOCIOLOGUE

Je crois que l'exercice que je vais faire à présent est un exercice de haute volée. J'ai appris à le faire, bien ou mal, en mai 68, et quelque part cette référence n'est pas entièrement gratuite...

La dernière question qui a été posée est importante. Personnellement, j'aime bien les conflits, les tensions, les ambiances un peu « chaudes », mais pas quand cela va un peu dans tous les sens, et qu'il y a de l'agressivité, voire de la méchanceté.

Aujourd'hui, le mot plus « raide » que j'ai entendu, c'est peut-être celui de « terrorisme », qui a été prononcé à la fin. C'est un mot relativement « faible » par rapport à tout ce qu'on pouvait se raconter en mai 68.

« Communiquer, c'est sentir de l'émotion ensemble »

Qu'est-ce que je veux dire dans ce petit préambule ? J'aimerais tenter de répondre, en tant que sociologue et non pas en tant qu'expert, à l'étudiante qui a dépensé une somme d'argent pour venir jusqu'ici, apparemment pour rien : ce que nous faisons là, c'est justement de la communication. Il ne faut pas trop rêver. Car, au fond, quels sont les traits de la communication ? Communiquer, c'est sentir de l'émotion ensemble, se passionner.

C'est même avoir honte parfois de se passionner, c'est dire à l'autre qu'on va dialoguer et en fait on ne le fait pas du tout. C'est classique, de dire : « Vous me faites chier avec votre dialogue, en fait vous ne nous écoutez pas ». Tout cela rentre tout à fait dans la communication, dans les mécanismes de base sociaux, normaux de la vie de tous les jours. Quelque part, nous avons ici tous les ingrédients de la communication. De mon point de vue, d'une façon un peu exceptionnelle, nous avons mis ensemble des gens pas très habitués à être ensemble...

Au passage, j'ai noté un truc marrant, dans les propos de E. Brugayrolas : le « Vert jouissif », ce n'est pas mal comme couleur. Je trouve qu'il faut la retenir. Moi, je veux bien être un anthropologue jouissif. Et puis j'ai noté d'autres éléments que je trouve intéressants.

Le premier, c'est d'avoir discuté de la question de la rationalité. Il y a, derrière cela, un problème de fond qui est celui, en gros, du communisme et du nazisme. Je ne fais pas de lien mécanique entre les deux, mais, historiquement, la question de la rationalité s'est posée à partir de ces deux régimes politiques.

« On choisit d'autant mieux qu'on ne sait pas »

Deuxième question extrêmement importante à mes yeux – mon résumé est subjectif – : il a été dit que la communauté scientifique ne fonctionne pas sur un mode démocratique. Le processus de connaissance scientifique n'est pas un processus de la vie démocratique. Cela pose donc la question du lien entre le travail des scientifiques, leur fonctionnement et la démocratie. Je n'ai pas de solution, mais il me paraît important de l'avoir rappelé.

Troisième point, sur lequel j'ai tout à fait retrouvé ce que je constate en tant que sociologue, quand je travaille sur les décisions : la démocratie comme moyen de choisir en mauvaise connaissance de cause. C'est exactement cela. Je travaille sur des décisions au niveau du développement local, des ministères, des grandes entreprises. Et aussi rationnelles qu'elles paraissent, je suis frappé de voir qu'à un moment donné, on choisit d'autant mieux qu'on ne sait pas ce qu'il y a devant soi. C'est ce qu'on appelle en anglais « la théorie de la main cachée ». Et il est important de rappeler qu'il n'y a pas de lien mécanique non plus entre l'information pertinente et la décision. On croit toujours que, parce qu'il y a une bonne information ou une information transparente, la décision sera satisfaisante. Mais c'est quoi la bonne information ? Nous ne sommes pas d'accord entre nous. C'est quoi l'information transparente ? On ne sait pas très bien ce que c'est non plus. Au quotidien, on choisit toujours en non-connaissance de cause.

Pour l'illustrer, je fais une parenthèse qui m'amuse : j'ai quatre enfants et on me demande parfois pourquoi j'en ai fait quatre. Je réponds que c'est nerveux (rires). Encore le quatrième, j'y ai réfléchi, mais comment voulez-vous qu'à mon époque, j'ai négocié les trois premiers enfants ? Dans mon milieu, on faisait trois enfants, c'était normal. Moi, je venais d'une tribu de sept enfants. Si on me demande, sur ce sujet, en quoi je suis rationnel ou irrationnel, je n'en sais rien. J'ai certes un peu discuté le jour, savoir s'il fallait faire cela à tel mois plutôt qu'à tel autre, si cela pouvait se combiner avec des vacances. Mais le nombre d'enfants, non, c'est un peu nerveux, je le reconnais volontiers. Tout cela pour dire que connaissance de cause et décision ne sont pas forcément liés... Parce si j'avais su que la petite graine chausserait un jour du 44, comme disait Guy Bedos, je ne suis pas sûr que j'aurais fait quatre enfants. J'en aurais peut-être fait dix du reste, pour es-

Un de mes frères aînés, qui vit en Afrique, m'avait dit : « Soit tu réponds aux journalistes mais tu ne t'occupes pas de ce qu'ils écrivent. Soit tu ne réponds pas ». Je réponds par gentillesse, je ne m'occupe pas de ce qui est écrit. Le journaliste fait un autre métier que le mien. Parfois il est con, parfois il ne l'est pas. Comme nous, chercheurs, il y a des jours où on est cons, et des jours où on ne l'est pas.

sayer de compenser les problèmes.

« Je ne m'occupe pas de ce qui est écrit »

J'ai noté un autre point important : c'est le problème des délits d'opinion des scientifiques. Sur ce sujet, je suis très prudent, je ne peux me positionner que comme individu qui a, par ailleurs, c'est vrai, une expérience de chercheur. J'ai enseigné pendant quinze ans dans des écoles d'ingénieurs en Agriculture, il doit certes y avoir une rémanence dans mon mode de raisonnement mais pas plus que cela. Quelque part, on fait souvent des délits d'opinion. Ou on est en passe

de le faire. Je fais une belle dénégation comme tout le monde, je ne voudrais pas passer plus de temps sur l'article de la Dépêche qui a été mentionné, mais quelques mots toutefois. Un de mes frères aînés, qui vit en Afrique, m'avait dit : « Soit tu réponds aux journalistes mais tu ne t'occupes pas de ce qu'ils écrivent. Soit tu ne réponds pas ». Je réponds par gentillesse, je ne m'occupe pas de ce qui est écrit. Le journaliste fait un autre métier que le mien. Parfois il est con, parfois il ne l'est pas. Comme nous, chercheurs, il y a des jours où on est cons, et des jours où on ne l'est pas. Moi, cela m'ennuie de dire non à un journaliste, parce qu'ils vivent de cela aussi. Il faut qu'ils se débrouillent, je trouve qu'il y en a vraiment d'excellents, d'autres qui sont vraiment nuls, qui ne comprennent rien.

Un jour, je faisais un colloque sur l'édition en sciences humaines qui est un de mes dadas. Je suis intervenu, et un autre intervenant a dit absolument l'inverse de ce que j'avais dit. Or ce sont ses propos qui ont été cités dans l'article, avec mon nom. On me faisait donc dire le contraire de ce que je voulais dire. Classique. C'est la seule fois en trente ans que j'ai écrit une lettre au journaliste pour dire : attention, ne vous trompez pas de nom. J'ai râlé. Alors, les propos du vétérinaire de Toulouse, c'est « emmerdant » comme affaire : on est ici dans un lieu où tout le monde se connaît et, tout d'un coup, il va être pointé du doigt. Dès qu'il y a un enjeu dans un milieu professionnel, cela devient autre chose. Que ce soit réellement vos propos ou non, cela n'a plus aucune importance, on te dit : « ha on t'a vu dans Le Monde ou dans Le Figaro – c'est rare – ou dans Libé... »

« On n'est pas raisonnable quand on se sent menacé »

Après cette discussion, on est passé à Monsanto, Coca Cola, José Bové, ATTAC...

Avant, le maïs était jaune, vous vous souvenez tous de cela. Quand, dans les années cinquante, on a introduit le maïs hybride blanc, qu'est-ce qu'on n'a pas entendu... C'est devenu un must en sociologie, et cela a été évoqué notamment par Henri Mendras, dans un livre qui s'appelle « La fin des paysans » (Actes Sud, 1991) qui décrit le passage du « vrai » maïs béarnais au maïs hybride. Mais, je me suis toujours posé une question de fond, à la fois comme chercheur, comme ancien militant, etc. : comment peut-on se faire reconnaître sans foutre la merde ?

On dit aux gens : « il faut être raisonnable ». Comment peut-on l'être quand on se sent menacé ? Quand vous mangez à votre faim, on vous dit : « Forcez-vous mon brave ». Mais

si quelqu'un vous vous dit « J'ai faim », et qu'on lui répond : « Forcez-vous mon brave », ce n'est pas exactement la bonne réponse... Françoise Dolto, qui était une fine psychologue, disait comment il fallait communiquer... Elle expliquait : « Quand votre enfant, le matin, ne veut pas aller en classe, qu'est-ce que vous lui dites ? Vous répondez : je comprends bien que tu ne veuilles pas aller en classe, pourtant il faut que tu y ailles ». Qu'est-ce que cela veut dire ? C'est très important en terme de communication. Car on ne peut répondre cela à l'enfant que si on est en bonne forme, si on a bien mangé et qu'on est en position de sécurité. Sinon, on lui dit : « tu me fais chier, fous le camp et vas en classe ». Et c'est normal. Pour communiquer et dialoguer, il faut quand même commencer par dire à l'autre : « Attends, ce que tu racontes n'est peut-être pas si con ». Mais souvent, je me sens agressé par ce qu'il dit, c'est classique. En l'occurrence, je pense à l'histoire sur la myxomatose, qui s'est répandue en France en moins d'un an. Comment je me souviens de cela ? C'est que mon grand-père qui était médecin de campagne en Sologne, haut lieu de chasse, est mort à cette époque-là en prononçant ces mots : « Les lapins, les lapins » ou « la myxomatose, la myxomatose ». On n'a jamais bien su ses derniers mots, mais c'était au moins un des deux. Et effectivement, les lapins crevaient partout, à cette époque-là. Mais, le professeur de Lille, qui a lancé la myxomatose, a eu une légion d'honneur. Pourquoi ? Parce qu'il a débarrassé les agriculteurs des lapins qui bouffaient tout. Et il y a eu soudain une montée du reboisement et un développement de certaines cultures qui étaient impossibles auparavant à cause du lapin.

de la pensée molle.

« Concept dur, pensée molle »

J'ai trouvé intéressante la remarque de Lévy-Leblond sur le fait qu'il y avait une accélération très forte du passage de la science vers la technologie, que j'observe aussi en sociologie. Je travaille beaucoup comme consultant, et une grande partie de mes recherches scientifiques plus fondamentales sont en fait nourries par mes contrats, de manière beaucoup plus importante que par ce que je peux apprendre à la Sorbonne – de toute façon, on n'apprend pas grand chose à la Sorbonne puisque si on y est admis, c'est qu'on est les meilleurs, donc on a fini notre vie intellectuelle. Si on veut apprendre, il faut faire autre chose. Et c'est vrai que dans les contrats que j'obtiens, on me pose des problèmes concrets qui nourrissent mes recherches fondamentales. C'est la même chose que l'histoire de la machine à vapeur, qui n'est pas le fruit d'un problème scientifique. Un auteur allemand, Schibelbuch, a écrit en anglais une histoire de l'arrivée des voitures à cheval. Dans ce livre, il évoque un monsieur du XVII^e siècle qui avait dit : « L'arrivée des diligences va ramollir le pays et la nation, parce qu'au lieu de marcher, de monter à cheval comme on le faisait avant, ce qui rendait les hommes virils, on va se laisser porter par les diligences ». Vous pouvez remplacer « diligence » par « chemin de fer », « télégraphe », ou « Ogm », c'est la même chose. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de problèmes, mais qu'on a toujours un rapport compliqué aux nouvelles technologies. C'est normal. Du coup, on se bagarre. Car si on n'a pas de concept dur, on fait

10 AOUT 2000

« ETRE DE SON TEMPS A LA CAMPAGNE »

Jean-Claude FLAMANT,
MISSION D'ANIMATION DES AGROBIOSCIENCES

INTRODUCTION AU THEME DE LA JOURNEE

L'an passé, nous avons décidé que l'Université d'été durerait désormais deux jours ; la première journée étant consacrée aux rapports entre biotechnologie et société – c'était le cas d'hier – thématique qui s'appuie sur un séminaire de travail d'une trentaine de personnes, qui s'est réuni auparavant, à la mairie de Troncens, grâce à l'hospitalité de Francis Daguzan. Ce séminaire, que nous avons intitulé « La Conversation de Marciac », a incontestablement un effet très positif pour la conduite d'une journée de débat telle que vous l'avez vécue hier.

La deuxième journée est traditionnellement consacrée à la question des terroirs et de l'innovation rurale. Cette année, elle se déroule sous le titre : « Etre de son temps à la campagne ». L'idée consiste à instruire les questions du rapport entre tradition et modernité. Ceci est dans le droit fil du sujet abordé l'an passé, sur la capacité d'attraction des campagnes, pour les individus et pour les entreprises. Cette attractivité représente de nouvelles potentialités des territoires ruraux, dans un contexte où les mobilités s'accroissent. Mais notre souci aujourd'hui n'est pas uniquement de faire le constat de cette capacité d'attraction. Il s'agit d'analyser comment se transforment et se renouvellent ces territoires ruraux. Quel diagnostic porter sur ces nouveaux territoires ruraux à travers le comportement des différents types d'acteurs ? Dans ce cadre, nous avons prévu une conférence de Josée De Félice. Pour des raisons de santé, elle ne peut être présente aujourd'hui et m'a priée de l'excuser auprès de vous. Le titre de la conférence que nous avons choisi avec elle, était le suivant : « Les territoires ruraux, lieux d'expérimentation pour vivre ensemble ». En nous envoyant toutefois un document, elle exprime tout l'intérêt qu'elle prenait à participer à une telle opération. Je veux l'en remercier et formuler mes vœux de rétablissement en votre nom à tous.

Nous avons choisi d'illustrer ces questions de la modernité et de la tradition à travers deux sujets, deux « marqueurs » en quelque sorte : l'habitat – « Habiter de nouveau dans les

campagnes » – et la cuisine, c'est-à-dire la question des savoir-faire et des traditions – « Vivre les traditions culinaires ». En quoi l'habitat et les traditions culinaires sont-ils des éléments constitutifs de ces capacités d'attraction des campagnes ? Et, au regard de la conférence de Claude Fischler, hier, en quoi pouvons-nous nous « réapproprier l'alimentation » en l'inscrivant dans un territoire ?

En complément de ces deux thèmes, nous avons voulu porter un éclairage particulier sur le rôle déterminant que jouent certaines personnes dans l'évolution de la conception de la modernité des campagnes par rapport aux villes. Et en l'occurrence, nous avons mis l'accent sur le rôle des femmes – « Les femmes, ferment de la modernité dans les campagnes ».

SEANCE DU MATIN

CONFERENCE

Jean-Pierre ESTRAMPES,
ARCHITECTE

« Un regard critique sur la modernité des villes »

Merci, Jean-Claude. Comme dans tout bon concert, il y a effectivement des défections, en l'occurrence celle de Josée De Felice. Et puis il y a des gens qui remplacent les solistes au dernier moment. C'est mon cas, et vous demande donc toute votre indulgence.

Sur le rapport entre villes et campagnes, je vais essayer de vous donner à la fois un éclairage historique et une interprétation personnelle de la mutation en cours. Surtout, je voudrais montrer l'ambiguïté de ces rapports.

D'emblée, un constat : régulièrement, vous entendez à la télévision ou à la radio, et ce depuis de nombreuses années, que 95 % de la population mondiale sera bientôt urbaine. Ce ne sont pas des hypothèses. On ne vous dit pas « peut être que... », ou « suivant l'évolution... ». Non ! On vous déclare, d'une manière péremptoire, je dirais même scien-

Le fantasme des métapoles... car il y a quand même beaucoup de campagne, et personnellement, je me demande de quoi on parle quand on évoque cette fameuse « conurbation », dont on me dit qu'elle est en train de se faire !

tifique - ce sont des géographes, des démographes, des urbanistes -, que 95 % de la population mondiale va vivre dans les villes. Cette population de 6, 8 ou 10 milliards de personnes, va générer des villes gigantesques... Elles y sont déjà. On nous parle de « mégapoles », de « conurbations », mais nous sommes déjà habitués à ce genre de propos. Dernièrement, un chercheur, François Asher qui écrivait dans le Monde, a même évoqué les « métapoles ». Rendez-vous compte ! Les « métapoles », c'est comme les hypermarchés par rapport aux supermarchés : il y a encore une gradation supérieure.

Donc d'une part, on vous décrit le phénomène en cours, avec notamment cette grande conurbation qui va de Milan à Barcelone, englobant toute la côte méditerranéenne, en passant par Toulouse et Montpellier. C'est en train de se faire, c'est en devenir, et on cite l'exemple de ce qui est déjà réalisé : les grandes conurbations de l'Amérique du Nord, telle celle de la Côte Est, avec une continuité de bâti sur toute la façade de l'Atlantique, de Baltimore à Boston et incluant New York. Vous avez un symétrique sur la côte Ouest où, de San Diego à Seattle, il n'y a plus quasiment qu'une seule et même ville. Enfin, il y a aussi la conurbation des Grands Lacs, avec Chicago et Detroit. Donc, il est évident que ce genre de choses est appuyé sur des cartes, où vous voyez de grands trucs noirs qui sont comme des moisissures sur le

monde. Cela fait d'ailleurs partie des signaux d'alarme que tirent les mouvements écologistes actuellement : il y a une peur de ces grandes agglomérations qui avancent très rapidement, comme la marée au mont Saint-Michel.

Cela dit, que se passe-t-il si on prend l'avion pour aller à Paris ? Vous quittez Toulouse, vous la voyez rapidement disparaître pour survoler le Massif Central, avec juste un petit point : Clermont-Ferrand. Puis, on vous dit que vous survolez le Château de Versailles et vous arrivez à Paris. Si vous prenez l'autoroute de Toulouse à Montpellier, même phénomène : après l'échangeur de Ramonville, vous ne voyez pas du tout la continuité urbaine entre les deux métropoles. Même si on prend la nationale, les villages se succèdent, on voit défiler toute l'histoire du catharisme, des clochers qui n'ont pas beaucoup changé et bien sûr, de temps à autres, quelques lotissements. Mais enfin, il y a quand même beaucoup de campagne, et personnellement, je me demande de quoi on parle quand on évoque cette fameuse « conurbation », dont on me dit qu'elle est en train de se faire !

Même chose aux Etats-Unis. Si vous les parcourez en diagonale, vous voyez des immensités à perte de vue, dans lesquelles vous ne traversez aucune ville pendant des heures. J'ai fait récemment le voyage entre Boston et New York à bord d'un avion. Passée Boston, cela s'arrête très vite, avec d'un côté l'Atlantique, de l'autre des forêts. Puis, viennent Baltimore et New York. Mais en fin de compte, il y a de la nature à perte de vue.

Tout cela est très paradoxal : plus la connaissance augmente, dans notre manière de voir le monde, et plus on a l'impression d'être dans le fantasme. J'évoquais tout à l'heure ces fameuses cartes qui dessinent les conurbations. Comment sont-elles faites ? J'ai posé la question et on m'a répondu : « Vous comprenez, pour qu'elles soient lisibles, on prend chaque point bâti et on l'augmente d'un kilomètre carré ». Voilà la technique qui explique que vous avez effectivement des conurbations. En d'autres termes, les pissotières des autoroutes sont des villes. Un km², c'est la Bastide de Marcillac. Avec ce système-là, tous les pigeonniers du Lauragais et la moindre bâtisse forment une continuité urbaine ! C'est la méthode scientifique des géographes.

Je pense qu'on est toujours dans cette vision du catastrophisme, dont on parlait hier. Pourquoi ne parle-t-on que des choses négatives ? Pourquoi ne parle-t-on pas des trains qui arrivent à l'heure, des avions qui ne s'écrasent pas ? Je ne

pense pas que les géographes, les urbanistes, les démographes soient des imbéciles, mais il y a un fonds de commerce, un catastrophisme qui est géré par des gens qui publient des articles, qui donnent des cours, qui ont des titres au Collège de France et autres. Ils gèrent cette espèce de dramatisation d'événements qui ne le sont pas.

J'ai posé ces éléments en introduction et ce n'est pas innocent, parce que cela a des conséquences directes sur le rapport à la ruralité. Car on vous parle également de l'exode rural, un terme qui est passé dans le langage commun, où l'exode n'est pas loin de la déportation. Au sens propre, c'est un déplacement massif forcé, ce sont ces colonnes de gens qui fuient la guerre, par exemple. A-t-on vu des hordes de paysans chassés des campagnes, poussés vers les villes? Je crois qu'il y a dans la fabrication des mots, dans la construction des images, un rapport au réel qui est vraiment très lointain. Un autre exemple : dernièrement, j'ai appris que se créait une association de défense de la ville, dans laquelle on voit de beaux esprits tels que Paul Chemetov, l'architecte de la Méridienne et du Ministère des Finances, Roland Castro, gauchiste repenté, actuellement au parti communiste, mais aussi Sollers, Debré et autres, qui se sont regroupés pour défendre la ville, qui se trouve probablement attaquée par des hordes paysannes, des jacqueries qui la mettent en danger... Evidemment, comme vous le savez, en France, la Ville c'est Paris. C'est même le petit Paris, c'est-à-dire le sixième arrondissement (rires). Cet exemple nous montre que nous sommes dans un rapport entre villes et campagnes assez étrange. On vient de voir l'aspect scientifique et l'aspect culturel.

Vous, ruraux, dans votre village de cent habitants, vous n'êtes pas dans la civilisation

Quant au volet politique, il est également présent avec la loi Gaysot qui se propose d'établir une sorte de système de quota urbain idéal pour que la ville existe dans ce difficile équilibre qui crée la civilisation. Car j'ai oublié de dire que les textes fondateurs de l'association en question disent, avec une sorte de naïveté, que la civilisation s'est toujours créée historiquement dans les villes, et que, pour que la civilisation demeure, elle doit continuer d'être urbaine. Cela veut dire que vous, par exemple, ruraux, dans votre village de cent habitants, vous n'êtes pas dans la civilisation. Vous êtes hors civilisation. Moi, je suis né dans une bastide de la dimension de Marciac, j'ai vécu vingt ans dans un village et donc, comme vous, je suis exclu de cette civilisation. Je ne suis qu'un fils de paysan et un rural. Même chose pour les autres civilisations, celles qui ne sont dans cette urbanité de l'Occident des villes, telles que le monde africain ou l'Asie : elles ne peuvent pas non plus accéder au titre de civilisation. Ce seraient des sociétés primitives, un monde d'avant la civilisation.

Tout cela n'est donc pas neutre, même si on le traite avec humour. Des constructions mentales et idéologiques sont établies à partir de cette règle. Ainsi, Toutes les histoires de l'urbanisme se déroulent de la manière suivante : d'abord, il

y a les hommes préhistoriques qui sont dans des tentes, des chasseurs proches de l'animalité. Puis, deuxième stade de l'évolution, ils deviennent un peu agriculteurs, c'est déjà mieux. Troisième stade, ils vivent dans des villages. On disait que cela commençait avec la Grèce. Bien évidemment, il ne peut y avoir que la Grèce qui commence à créer des villes!... Et dans cette grande courbe de l'évolution de l'homme, nous arrivons jusqu'à notre siècle où on fait des villes. Alors, si vous voulez revenir à la ruralité, vous êtes en déclin par rapport à la civilisation. Si vous refusez cette logique des 95 % urbanisés, vous êtes des rétrogrades. Pour revenir à cette montée asymptotique de la civilisation par rapport à des formes non urbaines, ces mêmes manuels d'histoire de l'urbanisme vous montrent la forme du cercle, qui est celle de la hutte.

Et en tant qu'architecte, cela veut dire que le cercle est venu

La forme tribale est un rond et puis l'homme a inventé le carré et a fait des villages en carré. Les habitants de Marciac peuvent donc être rassurés, parce que la ville est construite en damier. Quelque part, vous êtes tout de même un peu civilisés

avant le carré. Donc la forme tribale est un rond et puis l'homme a inventé le carré. Comme si on voulait inventer le carré! Enfin, bon, il a inventé le carré et puis il a fait des villages en carré. Les habitants de Marciac peuvent donc être rassurés, parce que la ville est construite en damier. Donc, quelque part, vous êtes tout de même un peu civilisés. Mais il est évident que cela s'arrête au XIII^e siècle, parce qu'après cette période, les maisons bâties autour ne respectent pas cette structure. Donc vous êtes en décadence. Ne parlons pas évidemment des villages, comme Troncens...

Nous avons vu le volet scientifique et culturel, s'y ajoute le volet politique, présent avec la loi Gaysot qui se propose d'établir une sorte de système de quota urbain idéal pour que la ville existe dans ce difficile équilibre qui crée la civilisation. Cela me paraît inquiétant et dangereux. Car cette loi fixe des quotas d'établissement de communautés urbaines, fixés à partir de critères qui sont forcément des a priori. En effet, cela suppose quelque chose qui va être le cœur du propos, c'est qu'on ait des formes figées. L'auteur de la loi, M. Gaysot, est un ministre communiste du gouvernement de la gauche plurielle.

Je le rappelle non pas pour faire de l'anticommunisme primaire, mais pour rappeler les origines mentales de certaines formes de pensée, qui imaginent que la société peut être stabilisée et stable, c'est-à-dire qu'on peut établir un quota de pauvres, de riches, de Maghrébins, de non Maghrébins... C'est une chose étonnante qui va justement à l'envers de la mobilité dont on a parlé tout à l'heure. Y compris de la mobilité sociale. Car si vous établissez un quota de HLM, eh bien, il ne faut pas que les gens changent de position sociale. Car chaque fois qu'ils le font, ils sont obligés de déménager avec femme et enfants d'un quartier à un autre. En fait, on

suppose que les pauvres restent les pauvres, que les Maghrébins ne peuvent pas se marier avec les autres. C'est une manière de figer le monde et de figer la société dans ce modèle unique.

Il est évident que le phénomène auquel on assiste actuellement, est inverse. C'est celui de la mobilité, de choix très diversifiés, où les gens ne travaillent pas forcément là où ils habitent, notamment dans les campagnes. Ce phénomène d'extrême mobilité au cours de la vie est amorcé depuis longtemps aux USA. Les gens ne sont pas forcément dans un rapport métro-boulot-dodo, ou dans un rapport de banlieue dortoir. Regardons Toulouse, par exemple : vous avez des gens qui travaillent à l'INRA, qui habitent à Castanet et qui n'ont pas de rapport avec la ville-centre.

Le schéma de l'agrandissement de Toulouse est en fait une fiction

Le rapport entre ces villes-centres et les extensions urbaines est d'ailleurs très intéressant. Toute la machine urbanistico-démographique entérine ce fait : les villes doivent grossir. Et que fait-on pour faire grossir les villes ? On repousse les frontières. Avant, Toulouse, c'était Toulouse. Après, cela a été une expansion qui allait jusqu'à Colomiers, Ramonville ; et aujourd'hui, on repousse encore les frontières et on englobe Muret ou Balma. Toutes ces villes sont dissoutes dans Toulouse. Du moins, dans l'idéologie dominante. On dit à ces villes qui existaient avant, avec des clochers, des places, des activités, des habitants, qui ne sont pas des villes dortoirs mais qui vivent d'elles-mêmes : « Vous n'êtes qu'une succursale de la ville-centre ». D'ailleurs, les chiffres de l'INSEE montrent, d'une manière générale en France, qu'il y a une baisse de la population des villes-centres, comme Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux. Elles ont perdu des habitants. Ce que tout le monde constate d'ailleurs. Parce que les gens sont mobiles, qu'ils font des choix beaucoup plus libres et que les activités ne sont plus seulement dans la ville-centre, mais dispersées sur des secteurs beaucoup plus larges. Nous sommes dans une société d'échanges et de mobilités, dans laquelle les villes « périphériques » sont de plus en plus autonomes. Elles ont des cinémas, des commerces, des activités culturelles différentes... Et leur rapport à la ville-centre est de plus en plus ténu.

Le schéma de l'agrandissement de Toulouse est en fait une fiction. Evidemment, on peut toujours reporter les frontières de Toulouse jusqu'à Saint-Gaudens ou Tarbes. Pourquoi pas ? C'est sans fin. Mais la réalité de cette conurbation n'existe pas, parce qu'il y a la campagne. Celle-ci existe en tant que territoire et fait que ces villes ne se touchent pas.

Contre théorie, en toute humilité

A présent, je vais tenter de vous livrer une contre théorie par rapport à la vision évolutionniste de l'histoire des villes, communément admise. A partir de quel moment peut-on dater l'apparition des hommes ? Des signes de civilisations anciennes ont disparu, sans qu'on n'en ait forcément des

traces, par exemple en Afrique, car les matériaux étaient périssables. On retrouve quelques éléments, par hasard, dans des grottes rupestres du sud de la France et du nord de l'Espagne, parce qu'ils sont en ivoire, comme la Vénus de Lespugue, ou à base de défenses de morse, comme les objets fabriqués par les Inuits qu'étudiait Lévi-Strauss.

Ces quelques traces reflètent des civilisations extrêmement productives sur le plan artistique, des sociétés très complexes. Je pense qu'on doit d'abord avoir une humilité par rapport à ces connaissances-là. Très certainement, il y a eu des civilisations qui connaissaient des structures de villes, des fondations du type de Marciac. On a trouvé, il n'y a pas très longtemps, en Anatolie, une ville qui s'appelle Çatal Hüyük, qui a 9 000 ou 11 000 ans... Cela met en défaut cet aspect évolutionniste de la ville. Çatal Hüyük comprend à peu près mille maisons construites en damier, avec des systèmes de maisons à terrasse, de récupérations des eaux usées, de filtrage des eaux avec des bacs à sable, des maisons en pierre avec des fresques... En fait, une civilisation urbaine.

Le darwinisme social est une imposture. L'homme est toujours le même

La thèse que j'émetts donc, c'est qu'il y a toujours eu deux formes possibles. Une forme qui serait du type cercle, labyrinthe, peut-être plus rurale, posée sur le territoire pour un certain type d'activités et de rapports sociaux et humains recouvre une grande partie de l'Afrique. Mais l'Afrique a eu aussi des villes, parfois en damier, à des époques très anciennes. Nous avons certaines preuves ténues d'une préhistoire africaine, dans lesquelles il y avait des villes organisées sur des plans en damier.

Mais le monde n'est pas fait d'une courbe évolutionniste et le darwinisme social est une imposture scientifique. L'homme est toujours le même. On le sait maintenant d'une manière irréfutable par l'ADN : il y a une seule espèce, indépendamment des caractères physiques secondaires. Et qui dit une seule espèce, dit aussi des civilisations qui, sous des formes différentes, entre le cercle et le carré, évoluent d'une manière aléatoire et non déterminée, comme toutes les productions humaines. Vous allez me dire : qu'est ce qu'il nous raconte et quel est le rapport avec le sujet qui nous occupe aujourd'hui ? J'y viens.

Cercle, carré, damier... rupture

Dans ces alternances, pour ne pas dire ces cycles, vous avez par exemple, pour parler de l'histoire de nos pays – mais la même chose s'est passée en Asie, en Afrique, en Amérique – des civilisations de forme tribale, dans la Grèce d'avant Périclès (Ndlr : homme d'état athénien, du ^{ve} siècle avant J. C) et d'avant l'âge classique. C'est à partir de cette époque qu'est adoptée ensuite la forme urbaine, qui continue avec Rome. Mais à la fin du ^{VI}e siècle, on a des preuves dans nos campagnes, à Montmaurin (villa gallo-romaine, en Haute-Garonne) et ailleurs, que cette organisation s'est renversée, sous l'influence d'autres populations venues du nord, qui connaissaient des formes beaucoup plus souples et mobiles.

Ce n'est pas une société romaine en déclin, c'est une autre forme de société, même si elle est moins spectaculaire au regard des productions pérennes. La forme en damier réapparaît au moment du Moyen Age, époque où se créent les bastides dans notre Sud-Ouest, dont Marciac est un exemple parfait. Un très grand nombre de cités sont fondées sur la même origine du damier. Cette forme va se pérenniser jusqu'au XIX^e siècle, avec son chant du cygne dû à Haussman, à Paris. Celui-ci met la ville labyrinthique médiévale au cordeau, avec une rénovation brutale et très radicale. Même chose à Barcelone, faite par Cerda à la fin du siècle dernier. Toutes ces villes, Marciac comprises, ont les mêmes formes que certaines villes antiques. Et après, que se passe-t-il? Hé bien, justement, c'est le grand moment du xx^e siècle. Un siècle en rupture. Cette ville-là s'arrête. On ne construit plus de villes denses en damier avec des cours intérieures. On construit d'autres formes.

D'un coup, ce qu'on appelle le primitivisme – en tout cas un art qui a la force, la déconstruction et l'expressionnisme de la sculpture africaine porté par Picasso, Vlaminck, Derain ou Matisse – devient lisible parce que la société du xx^e siècle change et adopte une forme qui a préexisté, notamment en Afrique avec une grande complexité. Il faut le voir, non pas comme un déclin, ni comme un passé perdu auquel il faut se raccrocher, ce qui a été le discours de nombre d'idéologies, mais comme une mutation de forme fondamentale.

Donc en ce début du xx^e siècle, des choses très surprenantes arrivent. Picasso peint les Demoiselles d'Avignon, un tableau qui en est rupture totale avec toute la codification de l'art occidental qui existait jusqu'alors. Mais il y a aussi Freud qui, en 1900, écrit « L'interprétation des rêves : le retour du mythe de la parole ». Tout cela n'est pas un hasard. Même chose du côté de la musique, avec le jazz, qui vient du fond de l'Afrique, amené par les soldats américains noirs lors de la première guerre mondiale. Cette musique préexistait, mais elle devient intelligible, comme préexistait l'art africain. Comme l'a dit Carl Einstein, c'est le cubisme qui rend visible l'art africain. Le jazz est la forme centrale de la musique - je ne le dis pas seulement parce que nous sommes à Marciac ! - qui illustre bien, sur un plan métaphorique et littéral, la liberté et le mouvement. C'est le contraire de la symphonie qui se déroule en forme définie et carré. Il est amusant, au passage, de constater que ce jazz libre et mouvant se superpose à la ville de Marciac, parfaitement quadrillée en damier...

Comme la ville d'aujourd'hui, cette musique qu'est le jazz incorpore tous les styles, elle n'a pas de début et de fin. Et je crois que cette notion de non-finitude est la caractéristique de l'art du vingtième siècle. Nous ne sommes plus dans l'espace clos, refermé, de l'espace occidental, avec ses murs et ses portes qui entouraient la cité. A présent, c'est le réseau qui prédomine sur la forme bâtie. C'est un peu dur de dire cela quand on est architecte, car cela signifie que l'architecture n'est plus au centre de tout... C'est donc une

auto psychanalyse de dire qu'elle n'est plus au centre de notre société. Elle a perdu cette à la fin du XIX^e siècle. Elle fait partie du décor en tant qu'élément posé sur le territoire, et c'est le territoire qui devient visible. C'est ce qui explique d'une certaine manière ce retour de l'écologie, de la nature. Car en fin de compte, c'est la ville qui devient elle-même territoire, comme sont territoires les villes ou les villages africains dans lesquels les maisons sont posées, sous des formes différentes, sans que cela soit organisé. C'est ce

Comme la ville d'aujourd'hui, cette musique qu'est le jazz incorpore tous les styles, elle n'a pas de début et de fin. Cette notion de non-finitude est la caractéristique de l'art du xx^e siècle. Nous ne sommes plus dans l'espace clos, refermé, de l'espace occidental, avec ses murs et ses portes qui entouraient la cité. A présent, c'est le réseau qui prédomine sur la forme bâtie

qui est en train de se passer. Avant, la ville était la négation du territoire.

Avant, il y avait la nature et la ville, sèche

A Marciac, par exemple, il n'y a pas un arbre, car les arbres sont plantés sur les limites, souvent pour remplacer les anciennes fortifications. Il y avait la nature et il y avait la ville, sèche, dénuée de plantes, sauf peut-être dans les jardins, mais enfin, c'était la négation de la nature. A l'inverse, actuellement, nous avons ce rapport ambigu de la « ville territoire », dans laquelle prédominent les réseaux physiques et virtuels. Les réseaux virtuels sont probablement ceux qui ont toujours existé d'ailleurs, par la parole, les signes, l'émission de sons, des tambours et des nuages de fumée.

L'histoire n'est jamais la même, la société n'est pas la même

En fait, nous ne sommes ni dans un déclin, ni dans une forme aventureuse de société que personne n'a jamais vue. Nous sommes la même société qu'avant. Le propre de l'humain est qu'il ne vit pas dans une société animale faite de répétitions. Les ruches et les sociétés de fourmis sont probablement toujours les mêmes qu'il y a un million d'années. Il y a peu de chance que ça change. Tandis que le temps, avec notamment les progrès cumulatifs de la science, les conditions de l'humain ne sont jamais les mêmes. L'histoire n'est jamais la même et c'est toute la richesse de l'imprédictible de l'humain : le mystère de ce qui ne peut pas être prévisible. En revanche, il est important que nous comprenions que nous sommes dans une nouvelle forme de société.

Nous avons eu à ce propos un débat, avant-hier, sur la science et la morale. Je voudrais y ajouter le débat sur l'art et la morale. Entre esthétique et éthique, il n'y a aucun lien. L'art est porteur de ce que la société humaine veut lui donner. Il n'y a pas un système inné. La justice et la démocratie, le côté ensoleillé de l'humain est toujours un combat à

mener contre le côté noir. C'est une tension entre l'ordre et le désordre, entre la violence et la paix. Aussi, je ne crois pas que les formes sont porteuses de morale. En d'autres termes, je ne crois pas que la forme urbaine dense soit porteuse de civilisations.

Il n'y a pas de peur à avoir de l'urbanisation galopante. Je ne crois pas qu'il s'agit d'une invasion du modèle américain

Elle l'a été, elle peut l'être, mais tout comme la forme dite en réseau, dans laquelle des rues, des autoroutes ou des voies ou des chemins de fer vont connecter des villes entre elles. Il y a superposition des réseaux, et ils ne sont pas antinomiques. Nous ne sommes pas dans des guerres de formes. Je pense qu'on peut dresser un parallèle entre toutes ces grandes peurs qui ont été magistralement démontrées hier

C'est à la gestion politique, par la démocratie électorale, d'assurer la résolution des problèmes tels que les banlieues ou l'implantation des grandes surfaces. Toutes choses qui ne sont pas en elles-mêmes du mal ou du bien, mais qui seront simplement ce que nous-mêmes et notre propre liberté feront

par Claude Fischler sur l'alimentaire, et ce qui se passe pour les villes. Il n'y a pas de peur à avoir de l'urbanisation galopante. On a notamment, par rapport aux Etats-Unis, un rapport de haine-passion. On dit à la fois : « Aux Etats-Unis, c'est comme ça, donc c'est bien ». Et : « Les Etats-Unis, il faut être contre, il faut se défendre. Ils essaient de bouffer notre culture et nos traditions, que nous devons maintenir avec notre drapeau ».

L'une des grandes chances de l'époque, c'est justement cette extraordinaire diversité culturelle que nous avons à notre disposition, et dans laquelle on peut faire notre marché. Je ne crois pas qu'il s'agit d'une invasion du modèle américain, d'une colonisation à la manière des Romains. L'Amérique est un peuple fait de migrants, qui sont nos cousins, à l'origine en tout cas. C'est donc notre propre culture qui a essaimé, mais dans une forme beaucoup moins figée. La mobilité y est inscrite dans sa formation historique, pour le meilleur et pour le pire. Le problème n'est pas de choisir pour la ville américaine ou la ville française : les villes seront démocratiques indépendamment de la forme qu'elles adoptent. C'est le rôle du politique de gérer cela. Et il est peut-être temps que les différentes corporations, scientifiques, urbanistes et architectes, ne se sentent plus obligés de définir un modèle idéal. Cela n'existe pas. C'est à la gestion politique, par la démocratie électorale, d'assurer la résolution des problèmes tels que les banlieues ou l'implantation des grandes surfaces. Toutes choses qui ne sont pas en elles-mêmes du mal ou du bien, mais qui seront simplement ce que nous-mêmes et notre propre liberté feront.

FORUM

« Habiter de nouveau dans les campagnes »

Animé par :

Jacques ABADIE,

SOCIOLOGUE - ENSEIGNANT-CHERCHEUR À L'ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE AGRONOMIQUE DE TOULOUSE

Nous allons commencer par donner la parole à deux témoins : d'une part à Alain Fillola, maire de Balma, une commune située entre le milieu rural et la proximité dévorante de Toulouse qu'évoquait à l'instant Jean-Pierre Estrampes.

D'autre part, Gérard Tiné, plasticien, qui nous donnera une vision plus esthétique de cet environnement. Dans un deuxième temps, témoigneront trois acteurs représentatifs de l'espace rural aujourd'hui : un étudiant qui va porter un regard sur le petit patrimoine local. Un responsable économique, par ailleurs élu municipal. Et, enfin, un spécialiste de la valorisation et de la transmission du savoir-faire.

Alain FILLOLA,

MAIRE DE BALMA (HAUTE GARONNE)

ENTRE VILLE ET CAMPAGNE, FAUT-IL PARLER DE RURALITÉ ?

Je suis maire d'une ville de 13 000 habitants dans la grande agglomération de Toulouse, et je ne suis pas venu ici avec un sentiment de culpabilité, ni animé par je ne sais quel besoin de faire acte de contrition. Je suis d'accord avec toi, Jean-Pierre Estrampes, j'aime la ville, j'y suis bien, et il n'est pas question que Balma se laisse dévorer par la ville-centre. En même temps, comme la plupart d'entre nous, je suis né dans un gros bourg. Dans mon cas, il s'agit de l'Ariège profonde, Saint-Girons, au cœur du Couserans qui, comme tous les gros bourgs de notre région, a vu sa population décroître au fil des ans, notamment depuis le début de l'industrialisation jusqu'à aujourd'hui. Je rappellerai au passage que le développement économique est la cause d'un certain nombre de choses, notamment de l'exode ou de la désertification rurale – je suis désolé des termes mais il faut bien lui donner un nom.

Je m'excuse de revenir à des choses simples. L'exposé de Jean-Pierre Estrampes était magistral et englobait tous les aspects de la problématique. Pour ma part, je reviens sur des choses très locales et très directes. Entre la ville et la campagne, faut-il parler de rivalité ? Bien évidemment, non. Ce n'est pas un problème de rivalité. Y a-t-il des ambiguïtés dans cette problématique ? Je ne crois pas. Les zones ru-

rales se sont désertifiées au fil des ans parce que les lois de l'économie font que les concentrations économiques se sont faites autour des grandes agglomérations. Et les concentrations intellectuelles, c'est-à-dire les universités, se sont fixées à proximité. Quand j'étais jeune, lorsqu'il s'est agi d'aller faire des études supérieures, je suis venu à Toulouse, parce qu'il n'y avait pas l'équivalent en Ariège... Et ayant fait mes études à Toulouse, j'y ai trouvé du travail, j'y suis resté et j'y ai vécu. Aujourd'hui, je vis à Balma.

Je crois qu'il faut dire « halte aux inquiétudes » et « halte aux fantasmes »

Je voudrais dire un mot à propos de l'intercommunalité. N'écartons pas du débat cette notion, qui figure dans la loi Chevènement de 1999, car il me semble que c'est un élément fondamental dans la discussion que nous avons aujourd'hui sur les grandes villes par rapport aux zones rurales. Comme Jean-Pierre Estrampes, je crois qu'il faut dire « halte aux inquiétudes » et « halte aux fantasmes ». Je ne crois pas qu'il faille vivre comme une sorte de contrainte et de catastrophe le fait qu'il y ait des concentrations urbaines, qui se fait d'ailleurs par un développement des communes de première et deuxième couronne, et peut-être un jour de troisième couronne. Le rôle des politiques sera de le gérer et de l'organiser. D'où la notion d'intercommunalité et des règles que l'on se fixe pour cela.

En ce qui concerne les zones rurales, c'est aussi la responsabilité des politiques que d'organiser les moyens de stabiliser ces zones, si on le veut et si on le peut, de freiner ces mutations des populations des zones rurales vers les zones urbaines. J'ai eu la chance de faire une campagne électorale importante qui était celle des Européennes. L'an dernier, j'ai donc circulé dans toute la région Midi-Pyrénées et j'ai rencontré un certain nombre d'élus, notamment le Maire de Castres, mais aussi des élus de l'Ariège qui me parlaient de la mort de l'industrie textile dans leurs régions et de ce qu'ils pensaient devoir être fait pour pouvoir maintenir une activité économique viable dans ces communes, de telle façon que les populations n'aillent pas ailleurs, notamment dans la grande capitale toulousaine. Ils évoquaient surtout le problème des routes, des axes de communication modernes à mettre en œuvre, dont les nouvelles technologies de communication, pour rendre accessibles ces territoires. Le Président du Conseil régional de Midi-Pyrénées est très sensibilisé à ce sujet.

Il n'est pas question d'affirmer qu'il faut vivre à la campagne à tout prix

Cela dit, s'il faut stabiliser ces migrations de populations, c'est en ayant conscience que chacun va où il veut, là où il considère que doit être sa vie. Comme beaucoup, j'ai gardé des attaches importantes avec mon Ariège natale et j'y ai une résidence secondaire, dans laquelle je serai dès demain matin pour retrouver un plaisir de vivre dans la moyenne montagne ariégeoise. Mais je vis à la ville. Ce n'est pas dans je ne sais quelle retraite que nous nous découvrons, avait écrit Jean-Paul Sartre après un voyage à New York, mais « Dans la ville, sur les routes, homme parmi les hommes, et chose parmi les choses ». Autre remarque : je suis Maire d'une ville qui refuse de se laisser absorber par la grande métropole toulousaine. Nous avons donc un rapport de force avec le Maire de Toulouse. Je suis Vice-Président de la Communauté d'agglomération du grand Toulouse. Ensemble, nous élus, avons décidé, de mettre en commun un certain nombre de compétences en matière

d'infrastructures, de moyens de communication, de logement, en particulier le logement social, mais aussi en termes de politique de la ville, de développement économique, de taxes professionnelles, pour éviter la chasse aux entreprises et harmoniser les implantations économiques sur l'ensemble de la grande agglomération de Toulouse.

Nous vivons dans notre commune sans aucun complexe ni par rapport à la ville-centre, ni par rapport au rural

En même temps, dans ma ville, nous avons essayé de développer une relation de proximité. Si je regarde d'autres communes, comme Saint-Girons, ma ville n'a guère de charme. Elle n'a pas d'histoire. Balma était un petit bourg qui, à la fin du XIX^e siècle, était la Résidence d'été des archevêques de Toulouse. Il y avait deux églises, quelques fermes autour, deux maréchaux-ferrants... Elle comptait 1 000 habitants à la Libération, 5 000 habitants en 1950, et elle représente aujourd'hui 13 000 habitants. Ce développement s'est non seulement opéré rapidement, mais à travers une stratégie urbanistique imbécile, qui était celle des élus qui m'ont précédé, qui ont laissé se développer des conglomerats de lotissements. Et la responsabilité des architectes est également majeure. Notre rôle, aujourd'hui, consiste à essayer de recréer des entités, une vie économique, culturelle, associative. Balma compte 90 associations, fréquentées par près de 7 à 8 000 personnes... C'est une ville qui a une vie culturelle, intellectuelle et qui n'a pas besoin d'aller la chercher à Toulouse si elle n'en a pas envie. Nous vivons dans notre commune sans aucun complexe ni par rapport à la ville-centre, ni par rapport au rural. Je suis bien quand j'y vais, mais j'ai plaisir à me retrouver dans Balma et dans la grande agglomération.

Gérard TINE,
PLASTICIEN

L'EFFET DUCHAMP AUX CHAMPS...

Je ne sais pas si je vais réagir directement à l'exposé précédent. Il fut si brillant et si long qu'il est difficile de revenir sur le linéament de la réflexion. Je serais assez d'accord avec J.-P. Estrampes pour dire qu'il n'y a pas une liaison intrinsèque

entre l'esthétique et l'éthique. Disons qu'elles s'interrogent réciproquement, mais il n'y a pas de forme qui du point de vue esthétique serait plus juste ou plus vraie qu'une autre. Cependant derrière des jugements esthétiques se cachent souvent, de manières conscientes ou inconscientes, des positions de pouvoir qui indexent ce qu'il convient de faire ou de ne pas faire et qui du coup, là, font intervenir des comportements qui relèvent de l'éthique.

J'en viens à la question des rapports entre la ville et la campagne qui est aussi une façon d'aborder la question « patrimoine et modernité ». L'aborder sous l'angle du regard. A notre époque contemporaine, il y a, effectivement, un croisement ou un partage des regards que l'on porte sur le monde qui sont chargés d'intentions, de dialogues ou de conflits.

Les moulins à vent n'ont pas été créés pour « faire beau » dans le paysage

C'est-à-dire dire que le citadin qui fréquente la campagne attend de cette dernière certaines satisfactions esthétiques qui puissent être conformes à l'idée d'un bien être rural. Ou autrement dit, la capacité du regard citadin à transformer le monde rural en « paysage ».

Peut-être qu'alors, les ruraux, ces personnes qu'on appelle les « paysans » et qui produisent le territoire rural, sont pris au piège de donner à voir une étendue de ce territoire qui puisse répondre aux attentes esthétiques de leurs contemporains citadins.

Conflit de regards, conflit d'intérêts. Ces regards croisés se nourrissent de frustrations. Ainsi, il est probable que, lorsqu'un citadin arrive sur un territoire rural et qu'il rencontre des installations d'équipements d'élevage en stabulation libre ou des hangars qui répondent à des modes de production agricole industriels, il se sente frustré. Il est même parfois indigné que « le paysan » puisse s'autoriser à « planter », en plein milieu du vallon qui était si beau, cette « espèce de verrue »... C'est ce qu'on appelle la défiguration du paysage ou de nos campagnes, qui nourrit pas mal de conflits.

Perversité des situations où l'agriculteur doit préserver une campagne qui devrait correspondre à l'idéal citadin et touristique d'un « paysage » harmonieux, où la « nature rurale » doit conserver et prendre toute sa place. Surtout ne point être défigurée dans le même temps où ce territoire est en charge d'une production agricole qui transforme les aspects du paysage par le travail.

Mais je voudrais surtout montrer, pour essayer d'éclairer ce rapport entre éthique et esthétique, en quoi le regard que nous portons les uns et les autres sur le monde est un regard cultivé et qui évolue. C'est un regard construit au fil des ans et qui intègre sur un mode paradoxal un certain nombre de formes dans l'ordre de l'esthétique.

En d'autres termes, il y a des formes qui n'avaient pas été conçues pour répondre selon les catégories esthétiques nobles et qui, cependant, progressivement, rentrent dans le champ d'une possible appréhension esthétique. Par exemple, les moulins à vent ou à eau, les fermes, n'étaient pas spécia-

lement construits pour « faire beau » dans le paysage. Au moment de leur activité, leur valeur formelle était essentiellement fonctionnelle instrumentale et technique. Même chose pour les halles au grain, ou pour un certain nombre d'édifices agencés sur leur parcelle en bâtiments d'habitations et d'exploitation. La clôture, le hangar, la cours étaient disposés de manière à répondre avec une certaine économie au confort des usages, et à l'organisation de la production.

Il se trouve, qu'actuellement ces choses-là ont valeur de qualité esthétique pour le citadin, qui retourne à la campagne. Bien sûr, ces modes de production du XVIII^e ou du XIX^e siècle ont disparu, mais ce sont les témoignages architecturaux de leur vestige que pour une grande part, les citadins aiment bien retrouver.

Il se trouve qu'à présent, d'autres modes de production exigent d'autres formules d'instrumentation de l'exploitation agricole et de l'organisation des bâtiments. C'est là que ça fait « verrue ». Et c'est là l'objet d'un conflit mais aussi de débats dans nos communes et sur nos territoires.

Paradoxe des situations où le citadin n'hésite pas à esthétiser des objets issus des modes de production ancien qui pourtant n'ont jamais été conçus sur des préalables esthétiques « pour faire beau dans le paysage », mais rejette assez violemment ceux qui proviennent des modes de production contemporains alors que, dans les deux cas, ils répondent des modalités techniques du travail agricole.

Toujours dans ce partage des regards sur le territoire, de leur évolution, et sur la question de la défiguration, je pense à d'autres types de réactions. Par exemple, lorsqu'on dit que les lignes à haute tension, ou les autoroutes, vont défigurer le paysage, et que des associations se créent pour s'y opposer.

Il me semble qu'à un moment donné, ces regards évolueront, peut-être de la même façon – c'est une hypothèse – que pour le Canal du Midi. Je suppose que cet ouvrage, créé au xvii^e siècle, a été perçu à l'époque comme faisant irruption dans la plaine du Lauragais, avec une violence formelle importante, peut-être analogue à celle de nos modernes autoroutes. Il se peut que, dans le monde rural du xvii^e siècle, on n'ait pas eu le loisir de se demander si c'était beau ou pas. Mais quelques citadins privilégiés de l'époque, dotés, eux, de loisirs et, peut-être, d'un regard contemplatif sur la campagne ont-ils été heurtés par la violence de cette première grande forme territoriale de transport qu'était le canal du Midi au xvii^e siècle.

Il s'avère, qu'aujourd'hui, celui-ci est « passé dans le regard » : il est presque devenu une forme de nature. C'est assez paradoxal ! Cette forme bâtie, artificielle, pour laquelle on a considérablement modifié le sol, est presque devenue une forme qui « va de soi », « naturelle », porteuse d'une beauté étrange et à ce titre fortement fréquentée par nos citadins. Il est actuellement perçu comme un élément splendide voire sublime de la plaine lauragaise, comme un véritable morceau de nature que notre regard érudit et esthétisant érige en paysage.

Conflits de regards, conflit d'intérêts

Je ne vais pas multiplier les exemples, je pense que tout le monde a compris l'orientation de mon propos. Conflit de regards, conflit d'intérêts ; le paysage comme construction cultivée et érudite qui esthétise l'étendue de nos territoires campagnards sous le regard.

Il y aurait une autre façon d'aborder cette question, c'est celle du désœuvrement. Ou autrement dit, le paysage serait une construction esthétique qui relèverait d'une attitude « désœuvrée » si on admet que la notion de paysage est une notion citadine, picturale, militaire mais aussi touristique.

A l'inverse un territoire rural se façonne, se construit, se forme par des modes de production qui sont largement liés au travail de la terre. Le paysan, l'agriculteur a moins un rapport au paysage qu'un rapport au pays car confronté à la mise en « œuvre » d'un travail avec la nature, avec les saisons, avec la géographie, avec la terre, avec des dispositifs d'élevage et de mise en culture qui architecturent le territoire selon des critères essentiellement instrumentaux et techniques

Par contre, percevoir le pays comme un paysage implique qu'on soit libéré du travail de la terre pour être à distance, pour que le regard accède à des points de vue qui permettent le temps de la contemplation ou de l'analyse... et que ce même territoire œuvré par les exigences de la production agricole se mute en paysage selon des critères qui relèvent de l'esthétique : le cadre et le hors-cadre, le proche et le lointain, le clair et l'obscur, le caché et le montré, les couleurs et les textures... tout un ensemble de considérations qui relèvent de la construction de l'image, du film, de la photo, de la peinture etc.

Donc d'une culture de l'image que certes, à l'heure actuelle, tout le monde partage avec plus ou moins d'intensité. On peut penser que le monde rural est actuellement tout aussi sollicité que le monde urbain par le monde des images. Cependant il éprouve une certaine difficulté à considérer l'objet de son labeur comme relevant d'une imagerie paysagère ou devant sacrifier à son esthétique pour le bon plaisir des citadins « désœuvrés »

Ces glissements et retournements esthétiques sont curieux et rappellent que les relations entre l'art et l'esthétique sont complexes. Je ferais un rapport un peu osé entre ce qu'opère le citadin à l'égard du monde rural et l'acte qu'a commis un artiste au début du XX^e siècle (parce qu'il pensait ne pas pouvoir dépasser le travail pictural de Picasso). Il s'agit de Marcel Duchamp et son fameux « ready-made » qui opèrent une sorte de rupture épistémologique dans le monde de l'art. Duchamp choisit un objet de quincaillerie qui appartient à la classe des outils ou des objets domestiques fabriqués industriellement et sans plus de travail le propose comme œuvre d'art pouvant être exposé dans une galerie, voire, au Musée : un urinoir intitulé « Fountain » et signé comme il se doit par l'artiste, mais aussi une roue de bicyclette, mais aussi une pelle à neige, mais aussi une tête de porte manteau...

Il s'agissait, de la part de Duchamp, d'une provocation re-

lativement offensive.

Ce qui était attaqué, ce qui était mis en question, c'était la chose suivante : qu'est-ce qui relève de l'art ? à quelles conditions y a-t-il de l'art ? Certainement pas à celles qui feraient appel, en premier lieu, à des qualités esthétiques car pour réaliser un « ready-made » il s'agissait de choisir un objet ordinaire, banal selon un comportement des plus désinvolte, basé, d'après les recommandations de Duchamp, sur le « principe d'indifférence » à toutes qualités formelles. Encore moins à celles faisant appel aux compétences du travail de l'artistes puisque aussi bien, l'objet était exposé, sans transformation, tel qu'il avait été fabriqué industriellement.

C'est, on le voit, une remise en cause radicale de la notion d'œuvre d'art et de celle du travail d'exécution par l'artiste telle que notre histoire l'avait conçu jusqu'à ce jour.

L'enjeu critique étant de signifier que la valeur d'art attribuée à certains objets à l'exclusion d'autres relève, avant tout, d'une indexation opérée par l'artiste et la société, par conséquent, d'une position éthique qui consiste à pointer du doigt : « ceci est de l'art ».

Curieusement, cet acte de déplacement de l'objet allait provoquer un effet secondaire inattendu ; celui de son esthétisation. Sorti du contexte instrumental pour lequel il avait été conçu et réalisé, et, placé dans ce nouveau contexte culturel qu'est le musée ou la galerie d'art, l'objet industriel est mis à distance de son usage instrumental par ce déplacement même. Il acquiert, alors, pour le regard, une présence formelle et plastique qui manifeste, plus puissamment, la visibilité de sa configuration, de sa matière, de sa texture, de sa couleur.

Peut être qu'il se passe d'une certaine façon la même chose avec les édifices et les villages qui témoignent des us et coutumes des modes de production anciens. Sauf que là, ce ne serait pas le déplacement qui provoquerait la décontextualisation des objets mais l'anachronisme que produit leur pérennité en les rendant présent à notre monde contemporain. Reste que la conscience paysagère du regard citadin l'indexe comme valeur esthétique au service d'une éthique du bien être, du loisir et du tourisme.

Le pays du paysan : « ready-made » affecté aux paysages du citadin nomade.

Voilà ce que je voulais éclairer à propos des enjeux, des conflits et/ou des accords qui peuvent résulter des regards croisés entre citadins et ruraux.

Steve BARREAU,

ELEVE AU LYCEE AGRICOLE D'AUCH (GERS)

LE PATRIMOINE DE LA VIE COURANTE...

Je suis dans un BTS expérimental, intitulé « Services en espace ». Je viens de Charente-Maritime et j'ai fait mes études à Auch, dans le Gers, un département riche d'histoire et de

patrimoine que j'ai découvert. Le monde rural, je l'ai vécu. J'allais sur ma Mobylette, sur la place de mon village et j'ai bien vu qu'il y avait rien d'autre à faire que de tourner en rond. A présent, avec ce BTS, j'ai pris conscience qu'il fallait se battre et mener les choses à bien si on voulait faire quelque chose de sa campagne. Je pense que cette formation a vocation à créer un certain dynamisme en nous si on veut vivre à la campagne en l'an 2000.

Cette dynamique peut s'exprimer en tentant, par exemple, de redonner vie à des monuments qui paraissent figés mais qui sont chargés d'histoire.

Or il ne faut pas oublier ce passé, qui est très important quand on vit à la campagne et pour les citadins qui recherchent cette notion d'authenticité. C'est ce que nous avons essayé de développer à travers le recensement du petit

Marcel Duchamp et son fameux « ready-made » opèrent une sorte de rupture épistémologique dans le monde de l'art. Duchamp choisit un objet de quincaillerie fabriqués industriellement et sans plus de travail le propose comme œuvre d'art pouvant être exposé dans une galerie, voire, au Musée.

patrimoine bâti. Cette notion n'est pas très bien définie et, en fait, personne ne s'occupe vraiment de ce type de patrimoine. Aucun travail n'avait été mené en la matière au niveau du département. Donc le petit patrimoine bâti comprend tout ce qui n'est pas patrimoine monumental. C'est-à-dire des objets de la vie courante, sur lequel les habitants ne portaient pas de regard esthétique, et qui étaient là depuis des années. Ils ne voyaient pas pourquoi il fallait mettre en valeur le hangar, qui était là pour garer le tracteur et ils n'en demandaient pas plus. De même, ils n'avaient pas conscience que les pigeonniers avaient une valeur architecturale certaine.

Ce petit patrimoine rural peut se classer en trois parties :

(1) le patrimoine religieux, avec les croix, les calvaires, les oratoires.

J'allais sur ma Mobylette, sur la place de mon village et j'ai bien vu qu'il y avait rien d'autre à faire que de tourner en rond.

(2) les vieux métiers, avec du bâti et du matériel agricole : les hangars, les pigeonniers, les moulins, les fours de boulangers.

(3) le thème de l'eau, avec les lavoirs, les fontaines, les puits. Voilà les trois grands axes de classification que nous avons adoptés pour mettre en place le recensement, puis revaloriser la qualité de cet environnement. Nous avons alors mené une démarche de sensibilisation auprès de la population pour laquelle, souvent, tout cela n'était qu'un amas de pierre qui ne représente pas grand chose. Pour un agriculteur, la ronde des pigeonniers que parcourt les randonneurs, cela n'a jamais existé. Le pigeonnier servait juste à récupérer le guano pour fertiliser la terre. Nous avons donc cherché à appuyer

la dimension historique de tous ces éléments patrimoniaux, pour qu'ils ne disparaissent pas car ils constituent une part importante du monde rural. Moi, je voudrais le montrer à mes enfants, plus tard. Peut-être leur ferai-je voir une étable de stabulation du XX^e siècle, mais j'aimerais aussi leur montrer des choses du passé.

En revanche, je ne crois absolument pas qu'aujourd'hui, il faille faire absolument de l'esthétique. Aujourd'hui, il paraît qu'il faut faire du « propre sur soi ». Par exemple, on va réhabiliter un moulin, mais pour qu'il soit confortable, on va rajouter par-là un peu de ciment, un peu de béton pour que ce soit propre. Moi, je ne suis pas du tout pour cela. Je suis pour des choses authentiques, qui conservent un certain charme. On a remarqué une grande spéculation immobilière ou foncière : tous les pigeonniers rénovés du département appartiennent non pas à des agriculteurs ou des Gersois, mais à des personnes étrangères, venues en résidence secondaire. Les agriculteurs, eux, n'ont pas les moyens financiers de rénover.

Jacques LAMOTHE,
MAIRE DE SAINT-PAUL-DE-BORN

DES CENTAINES D'EMPLOIS CREEES DANS UN PAYS QU'ON CROYAIT MORT

Je suis un peu complexé, car mon collègue de Balma compte 13 000 habitants dans sa commune, moi je n'en ai que 600, et je fais partie de la communauté de communes de Mimizan qui atteint à peine 10 000 habitants en période hivernale, mais 100 000 pendant l'été.

Je voulais simplement vous faire part des expériences que j'ai menées au cours de ma vie de maire, mais aussi dans ma vie familiale et dans celle de vice-président de la communauté de communes de Mimizan. Au chômage en 1977, j'ai été amené à regagner mes Landes natales, ce qui ne me déplaisait pas, et à y créer une exploitation agricole spécialisée dans la pisciculture.

Dans le même temps, j'ai été élu maire de la commune de Saint-Paul-de-Born. Et je me suis retrouvé très vite confronté aux énormes problèmes que rencontre le massif forestier landais, qui connaît une grande désertification. Certains cantons, comme ceux de Sore et de Luxey, ont à peine 4 habitants au km². C'est un véritable drame pour ce pays, qui a vu disparaître des pans entiers de son patrimoine, et ses résiniers, ces gens qui gemmaient les pins et qui transformaient la résine en essence de térébenthine et en colophane. Il a également vu disparaître tous ses bûcherons, avec l'arrivée des tronçonneuses électriques et à moteur, et puis le pastoralisme, qui a fondu comme une neige au soleil. Devant cet état de fait, comme vous le disiez très justement tout à l'heure, des politiques ont essayé de relever le défi. Ils se sont retroussés les manches et n'ont pas voulu s'avouer vaincus. Et je rejoins ce qu'a dit le jeune Steve Barreau : il faut

avoir de la dynamique en soi pour pouvoir redresser les choses.

J'ai rencontré, à l'occasion d'une réunion de maires, un député qui s'appelle Roger Duroure qui a monté « l'association de l'Aïrial ». Il cherchait désespérément des gens qui pourraient avoir des idées pour l'aider à arrêter la désertification des Landes et à réintroduire une certaine population dans ce massif forestier. Il se trouvait que moi, qui ai créé ma pisciculture près de Saint-Paul-de-Born, en pleine forêt landaise, je me trouvais également très isolé, loin de toutes les grandes agglomérations. Comment développer ma propre affaire ? J'ai alors soumis à Roger Duroure l'idée suivante : je suis prêt à prendre en charge le développement de la pisciculture dans les départements landais, parce qu'il y a des rivières qui s'y prêtent et un potentiel aquatique énorme. Mais tout cela ne pourra marcher que si tout le monde accepte de travailler ensemble. Pour moi, il n'était pas question d'initier un tel projet, en disant : « Venez monter vos piscicultures et ensuite, commercialisez votre production comme vous pouvez » Je savais très bien qu'on ne pourrait pas arriver tout seul à transformer et commercialiser son produit. J'ai donc immédiatement proposé la création d'une coopérative piscicole, « les Aquaculteurs landais », que nous avons créée en 1981. Roger Duroure m'a fait rencontrer à l'époque Claude Neuchwander qui avait été chargé d'une étude sur le devenir de la Haute Lande. Ce monsieur est connu : il s'agit de l'ancien secrétaire général de la FNAC, qui a été également P.D.G. de Lip à un certain moment, avant d'ouvrir un bureau d'études.

Il est venu me voir. On s'est assis sur des bidons d'huile de 200 litres et là, on a écrit les premières lignes des « Aquaculteurs Landais ». Il me disait : « La seule solution pour développer un territoire, c'est de ne pas chercher midi à 14 heures. Midi vous l'avez chez vous. Cherchez et vous trouverez. La pisciculture en est un exemple. Vous avez un patrimoine énorme qui est l'eau, vous voulez le développer, eh bien foncez et vous réussirez ». Il m'a été d'un encouragement énorme pour énoncer ce que nous voulions faire. Après, commencent les difficultés. D'abord pour trouver des gens qui voulaient bien mettre quelques kopecks dans l'affaire. Oh j'en avais. Certes, ils n'étaient pas très fortunés, mais il y en avait beaucoup qui avait aussi flairé le bon coup et qui ont voulu y apporter tous leurs moyens.

Je citerais en autres le groupe Guyomar. Je ne veux pas en dire de mal. Mais il est arrivé avec toute sa puissance, en me disant : « Bon, moi, je suis tout à fait d'accord avec ce que vous voulez faire ; je vous apporte les moyens pour pouvoir le réaliser ».

Le premier choix à effectuer a été le suivant :

Devions-nous plonger dans les énormes moyens financiers de ce groupe ou rester des pionniers voulant développer notre territoire ? Nous avons choisi. Nous étions 7 et nous sommes restés 7, sans un sou, mais refusant la facilité que nous apportait l'argent des groupes. Un autre groupe nous a en effet approché : les « Pêcheries Lointaines ». Il voulait vendre leurs bateaux de Terre-Neuve pour investir dans la

pisciculture du coin. Nous avons refusé et nous sommes partis à l'aventure, avec 300 000 F sur la table, ce qui n'était pas grand chose.

Là aussi, les difficultés se sont bien sûr accumulées, parce que 300 000 F, aux yeux du Crédit Agricole et des banquiers, c'était peanuts. Et quand ils ont su qu'on avait refusé l'argent de Guyomar ou des « Pêcheries Lointaines », inutile de vous dire qu'ils nous ont refusé pratiquement toute aide. En fait, heureusement, ce sont les politiques qui ont pris le relais, notamment Roger Duroure. Avec l'aide du Préfet et du Conseil Général de l'époque, ils ont fait plier les banquiers pour les orienter de nouveau sur ce type de projets. C'est comme cela que nous avons pu démarrer le groupe « Aqualand », qui est né en 1980, et qui a regroupé très rapidement 25 pisciculteurs. Nous sommes aujourd'hui le premier producteur de truites en France. Et, ironie du sort, nous avons créé une unité de transformation dans une ancienne usine de distillation de la résine, dont mon père, en tant que Président de cette coopérative, avait dû faire fermer les portes 15 ans auparavant. Donc un juste retour des choses.

Notre groupe s'est très rapidement développé. Des 300 000 F initiaux que nous avions, nous sommes arrivés, dix ans après, à 15 millions de fonds propres. La coopérative fait 200 millions de chiffre d'affaires et emploie plus de 250 personnes. Elle est l'une des premières coopératives à transformer de la truite et à commercialiser de la truite fumée sous la marque de « Landvita ». Nous nous sommes également beaucoup diversifiés vers les poissons de mer, notamment avec notre élevage de turbots, du côté d'Anglet, et un élevage de bars vers la côte du Languedoc.

Je crois que la coopérative est en bonne voie. Je me suis retiré, je n'en suis plus le Président et je suis heureux d'avoir pris ma retraite, mais aussi d'avoir pu initier, dans un pays que l'on disait mort, quelque chose qui a pu créer des emplois.

Dans le même temps, lorsque j'ai créé la coopérative « Aqualand », il y avait un autre projet que je tiens à souligner, « Bioland », axé sur la valorisation de la forêt landaise, plus exactement sur la transformation en huiles essentielles. Ce projet a démarré en même temps que le mien, avec Dominique Coutière. Eh bien, c'est devenu une usine remarquable qui est à 50 % dans les mains de « Chanel », avec plusieurs unités en France et qui transforme beaucoup d'aiguilles de pins mais aussi de cistes en Espagne, de roses au Maroc, etc. Ces deux affaires, « Aqualand » et « Bioland », représentent plus de 600 créations d'emplois dans le massif forestier landais.

J'ai connu une deuxième expérience au moment de ma retraite. Je suis devenu alors maire à 100 % de la commune de Saint-Paul-de-Born et vice-Président de La Communauté de Communes de Mimizan. Dans ce canton qui a une très grosse papeterie, qui occupait plus de 1500 personnes (à Tartas), qui compte sur son territoire le grand Centre d'Essai des Landes, entre Biscarosse et Mimizan, commençait la grande révolution dite industrielle, dans les années 80 : on a commencé à transformer les usines, à compresser le per-

sonnel et nous nous sommes retrouvés face à la perte d'un millier d'emplois sur le canton de Mimizan. Que fallait-il faire? Certains industriels nous disaient: « Rien. Ce n'est pas votre problème, c'est le nôtre. Vous n'avez qu'à essayer de créer des golfs, des villas pour recevoir les futurs cadres de nos entreprises. Mais le développement industriel, c'est notre problème, pas le vôtre ». Nous étions deux ou trois maires à ne pas accepter cette façon de concevoir les choses. Et nous avons initié le développement de la Communauté de communes de Mimizan, qui fut d'abord un district, en restant toujours dans notre rôle: une fois que nous pouvons passer le relais à des industriels, à des gens qui ont la compé-

L'ancien PDG de Lip est venu me voir. On s'est assis sur des bidons d'huile de 200 litres et là, on a écrit les premières lignes des "Aquaculteurs Landais"

tence, nous le faisons.

Quel était le projet? Transformer notre territoire. Nous avons un peu pris à contre-pied tout ce qui était dit: « Mimizan, il y a une papeterie, cela sent mauvais, on ne peut rien faire ». Ou encore: « A Mimizan, il n'y a que des pins, c'est vraiment emm... de vivre là-bas. Personne n'y viendra ». Eh bien, nous avons dit le contraire: « Oui, nous avons la chance d'avoir une papeterie qui pue; oui nous avons la chance d'avoir un immense territoire qui est très peu occupé; oui, nous avons la chance d'avoir beaucoup de choses que les autres n'ont pas et que nous devons montrer ». Et les quelques élus que nous étions à l'époque, en 1990, avons fait le pari de développer à partir de notre « misère », et d'en faire le premier territoire porteur d'avenir dans le massif forestier landais. Nous avons d'abord fait percevoir à la population, qui ne croyait pas beaucoup en tout cela, que nous avions, dans un tout petit territoire, tout ce qui est remarquable dans la représentation du massif forestier landais.

Il n'y a pas de fatalité pour les campagnes. Il faut retrousser les manches, se battre et y croire

Nous avons l'océan, la dune, la forêt qui protège les dunes, l'immense territoire de la forêt landaise, un lac et des rivières... Et nous avons également la grande chance d'avoir des industries comme les Papeteries de Gascogne, des industriels du bois fort compétents comme la maison Plantier, des grands sylviculteurs possédant plusieurs milliers d'hectares. Nous pouvions devenir le premier territoire en matière de pins maritimes.... Nous avons commencé par créer, grâce à des jeunes que nous avons embauchés, un site sur Internet, « Média Forest », qui est devenu le site numéro un au monde du pin maritime. Ce site référence tous les industriels travaillant sur cette thématique et lance en permanence des forums. Tant et si bien que lorsque la tempête a frappé nos côtes et nos forêts, nous avons pu initier, sur le territoire de la communauté de Mimizan, la plus grande plate forme de stockage qui existera au monde: 300 000 m³

de pins maritimes, qui sera conservé uniquement par aspersion.

Parallèlement, nous avons également mis en place du tourisme industriel, avec le même cabinet d'étude que celui « l'Aérospatiale », à Toulouse. De même, nous avons attiré et nous attirons de plus en plus de jeunes entrepreneurs spécialisés dans les nouvelles technologies. Une pépinière d'entreprises vient de se créer et nous y installons sept ou huit sociétés. Sachant qu'une dizaine d'autres sont en vue pour venir sur notre territoire.

Il n'y a donc pas de fatalité pour les campagnes. Il faut se retrousser les manches, se battre, être dynamique et y croire.

C'est à ce prix là qu'on réussira à attirer de nouveau les gens de la ville vers nos campagnes.

Jacques Abadie

Merci, Monsieur Lamothe. Le dernier témoin de la matinée Christophe Sadok, qui travaille au sein du cabinet « Mnémosyne » et qui va nous présenter une action particulière dans le Couserans.

Christophe SADOK,

SOCIETE MNEMOSYNE

« UN SAVOIR-FAIRE TRADITIONNEL, QUI NE REPOND PLUS QU'A UN SOUCI ESTHETISANT, A-T-IL UN SENS ? »

La société Mnémosyne intervient en tant que soutien auprès des collectivités locales pour les projets de développement ayant trait à la culture et au patrimoine. Plus spécifiquement, je vais vous présenter une opération qui se déroule actuellement dans le pays de monsieur le maire de Balma, le Couserans. C'est un pays de moyennes montagnes qui se situe entre le Comminges (Haute-Garonne) et le pays de Foix (Ariège), en passant par Saint-Girons. Le projet s'appelle « Ardoise en Couserans », son objectif étant de réhabiliter le patrimoine architectural rural de cette région, qui est très riche, notamment dans le Castillonnais où l'on trouve des fermes avec de très belles loggias en bois et des toitures ardoisées. En même temps, c'est un territoire qui connaît une forte déprise agricole et qui a donc le souci de maintenir les jeunes sur place.

Un certain nombre d'éléments combinés ont abouti à cette opération. Tout d'abord, l'existence d'un savoir-faire traditionnel concernant la couverture ardoise, avec dix entreprises locales spécialisées, mais aussi des jeunes en formation qui peuvent avoir ainsi un emploi de couvreur. Dans cet esprit, un chantier école est conduit par l'AFPA à partir de septembre prochain. Quand nous sommes arrivés, un certain nombre d'études avaient été faites précédemment par l'Architecte des Bâtiments de France et par le C.A.U.E de l'Ariège.

« Malgré leur excellent travail, les architectes ont eu une approche trop esthétisante du problème »

Or, on s'est rendu compte très rapidement qu'en apportant des subventions aux entreprises pour les couvertures traditionnelles, on arrivait à des résultats relativement décevants. Et là, je rejoins tout à fait le propos de Gérard Tiné : malgré leur excellent travail, très méritoire, les architectes ont eu une approche un peu trop esthétique, ou trop esthétisante du problème. Cela s'est traduit par un conflit avec les couvreurs. Pour ces derniers, un beau toit, c'est un toit tiré au cordeau avec des ardoises calibrées. Et pour un architecte, ou pour les personnes des Bâtiments de France c'est un toit « pureau dégressif ». C'est-à-dire avec des ardoises taillées dans la masse, qui ne sont pas calibrées. Tout le savoir-faire du couvreur consiste alors à les disposer de manière à ce que les petites ardoises soient en haut et les grosses en bas.

« C'est en fait une survivance, et c'est devenu un art sans conscience »

Il s'agit d'un savoir faire traditionnel, d'un vestige témoignant d'une société agro-sylvo-pastorale en train de disparaître. C'est en fait une survivance, et c'est devenu un art sans conscience. Car il y avait une raison au pureau dégressif et au non calibrage des ardoises : les ardoisières locales débitaient au tout-venant et suivaient le filon. Ce qui fait qu'il était impossible d'avoir des ardoises calibrées : on taillait dans la masse. L'effet esthétique n'est qu'une conséquence d'une utilisation rationnelle et empirique des moyens qui sont sur place.

Aussi, le travail que nous menons parallèlement au chantier-école de l'AFPA consiste à assurer, en partenariat avec les architectes et le CAUE, des études historiques pour essayer de retrouver le pourquoi de toutes les techniques mobilisées par le cahier des charges, concernant les couvertures ardoises traditionnelles. Car même si les couvreurs sont les dépositaires de ce savoir-faire, la modernité arrive dans l'Ariège, et ils ont plutôt tendance à utiliser des matériaux calibrés. Ne parlons pas des agriculteurs, qui ont des préoccupations financières et pour lesquels il est beaucoup plus simple de placer un peu de tôles ondulées plutôt de s'embêter à faire mettre du pureau dégressif à plus de 1 000 F le m².

Donc voilà le conflit que nous avons rencontré. Le débat est ouvert et la question est de savoir si maintenir un savoir-faire traditionnel, qui ne répond plus qu'à un souci esthétisant, a un sens ? Est-ce simplement pour faire joli ? Il est évident qu'il y a aussi une retombée économique. Pour les couvreurs, d'abord, cela permet de maintenir un savoir-faire, parce qu'il est plus cher au m². C'est une plus-value. Y a-t-il de la place pour dix artisans qui font tous du pureau dégressif dans le Couserans ? A mon avis, non. En revanche, un certain nombre pourrait se spécialiser dans la réhabilitation de monuments classés, bien au-delà du territoire Couserans. En fait, l'avenir de ce type d'opération est conditionné par tout cela.

Sans oublier le développement du tourisme. Vous parlez tout à l'heure de personnes qui venaient de l'extérieur et qui avaient les moyens de réparer les pigeonniers. On peut imaginer que dans le couserannais, il y aura des personnes qui auront les moyens de réparer la grange familiale, et de financer un toit au pureau dégressif.

Oui, nous avons la chance d'avoir une papeterie qui pue ; oui nous avons la chance d'avoir un immense territoire très peu occupé ; oui, nous avons la chance d'avoir beaucoup de choses que les autres n'ont pas et que nous devons montrer. Nous avons fait le pari de développer à partir de notre « misère », et d'en faire le premier territoire porteur d'avenir dans le massif forestier landais

Jacques Abadie

Puisqu'il s'agit d'un forum, je vais donner la parole à la salle pour une dizaine de minutes et je demanderai ensuite à Dominique Desjeux de clore cette matinée.

FORUM

François-Gilles Le Theule,
directeur de l'AGPM

Je voulais juste dire combien j'ai vibré à tout ce qui été dit ce matin, et soumettre en pâture à l'assemblée deux projets anciens que nous avons, pour lesquels nous avons certainement besoin d'aides et de conseils de toute nature.

Le premier projet pourrait s'appeler « Adour Vert » et consisterait à couvrir de bandes enherbées le val de l'Adour, dans les régions Midi-Pyrénées et Aquitaine. C'est un projet très ambitieux qui n'a pas, pour l'instant, d'équivalent en Europe, et qui doit faire appel à beaucoup de disciplines : politique, sociologie rurale, esthétique... Ceux qui sont intéressés peuvent éventuellement m'en parler pendant le déjeuner ou au Président Christophe Terrain, qui vient d'arriver.

Deuxième sujet de préoccupation : notre site de plates-formes expérimentales à Montardon, près de Pau, et que nous partageons avec le lycée agricole. Il y a là plusieurs dizaines de bâtiments d'élevage qui ont été assemblés au fil des années, sans aucun souci esthétique. Or il est vrai que pour nous, qui prétendons être la vitrine européenne du maïs, au cœur d'une certaine forme d'agriculture du Sud-Ouest, c'est un peu frustrant. Nous sommes un institut technique et cette dimension esthétique du paysage est très importante. Surtout dans la relation avec la ville, car les urbains ne connaissent en fait des grandes cultures que le maïs. Je crois que nous avons une responsabilité particulière. Je ne sais comment les agriculteurs et le conseil d'administration réagiront. A mon avis, ils vont mal réagir, en disant : « Ce n'est pas le problème de l'AGPM de faire de la plastique ou de l'esthétique ». Mais n'y a-t-il pas un sujet à travailler avec les administrateurs, les agriculteurs, les professionnels, les gens des villes, les architectes, les plasticiens, pour essayer de faire une opération exemplaire, quelque chose qu'on visitera dans trois siècles, en disant : « Regardez ce qu'ils faisaient, au début du XXI^e siècle, les gars de l'agriculture ».

Pour l'instant, je ne pense pas qu'on soit en mesure de faire cela. Voilà un petit appel à l'aide. J'ai encore plein d'autres projets.

Yvette Lesoin,
responsable du développement rural
au Sicoval

Je travaille pour le Sicoval, cette communauté de villes qui compte 34 communes du sud-est toulousain, dont 28 communes rurales. La plus petite a 60 habitants. Nous vivons donc en plein dans le dialogue urbain-rural. Je vous donnerai simplement une anecdote pour vous montrer que ce n'est pas toujours très simple. Nous avons décidé avec les organisations agricoles, la Chambre d'Agriculture en particulier, de faire un travail sur l'ouverture des chemins de randonnée, qui correspondent à une attente très forte des urbains de notre secteur.

Mais, par ailleurs, c'est un territoire céréalier, où les agricul-

teurs subissent des contraintes, notamment une circulation très importante. Pour eux, le chemin est un outil de travail. Et un jour, nous nous sommes retrouvés à définir la largeur d'ouverture du chemin. Nous avons d'un côté, les associations de randonneurs qui disaient très fort qu'il fallait ne pas dépasser 1,50 m. Et de l'autre côté, les agriculteurs qui disaient : « Et nos moissonneuses-batteuses, comment vont-elles passer ? »... Ceci pour dire qu'il est très important de pouvoir trouver des lieux de débats, de dialogue, de rencontre, pour que chacun découvre les contraintes et la réalité des autres.

Deuxième point : il faut partager ce territoire. Nous sommes dans un secteur proche de Toulouse, avec une pression urbaine très forte, et il s'agit de faire halte aux fantasmes. Et les élus des collectivités locales doivent prendre des décisions courageuses au moment où il faut. En particulier, au Sicoval, quand sont arrivées les communes rurales, il a été décidé de préserver 60 % du territoire, non constructible. Car si on veut parler d'agriculture ou de rural, il faut bien, à un moment donné, donner les moyens aux agriculteurs de pouvoir rester. Et le partage du territoire, c'est quand même la première des choses, surtout dans le secteur périurbain.

Dernier point, Jean-Pierre Estrampes a parlé du problème des quotas. Moi, je pense que si on n'adopte pas de quotas, tels que les 60 % du territoire que je viens d'évoquer, on n'aura plus d'agriculteurs dans notre secteur. Autre remarque sur cette question des quotas : je suis également maire-adjoint de la commune de Castanet, tout près de Toulouse. Concernant les HLM, dont je m'occupe, les 20 % minimum qui ont été fixés aux communes sont une nécessité. On ne peut pas faire autrement, ce sont des sujets trop difficiles et il y a des solidarités intercommunales à avoir.

Gérard Oriac,
ancien secrétaire général du District
du Grand Rodez

Toutes les problématiques de développement local qui sont évoquées ce matin, me semblent avoir une réponse dans la transversalité, la coopération de différents acteurs.

La loi Voynet a instauré les « Pays » et des conseils de développement. Il me semble que s'ils sont bien conçus et suffisamment démocratiques, associant à la fois les acteurs de développement local et les citoyens, on doit pouvoir avancer en termes de complémentarité entre campagnes et villes.

Anne-Marie Granié,
sociologue, maître de conférence à l'Enfa
(Ecole nationale de formation agronomique)

Je voudrais réagir aux deux premiers exposés de ce matin. Tout d'abord, j'ai cru comprendre qu'on assimilait beaucoup le rural à l'agricole. Il me semble qu'aujourd'hui, on ne peut plus le faire. Bien entendu, il y a encore des agriculteurs et c'est très bien. Quoiqu'il en soit, aujourd'hui, bien des sociologues nous l'ont montré, le milieu rural est de plus en plus habité par d'autres professions.

Ensuite, je voudrais aborder l'habitat et les manières d'habiter en milieu rural. Le rapport au lieu me paraît essentiel. L'habiter – être de quelque part, de ce village, ce quartier ou bien de cette maison – est fondamental dans la construction identitaire. Je ne suis pas en train de mettre en opposition le rural et l'urbain. Simplement, j'ai le sentiment qu'un certain nombre d'acteurs sociaux dont les élus, réfléchissent sur le type d'habitat, pour quelles manières d'habiter. Car au fond, les manières d'habiter la campagne vont faire qu'elle sera dynamique ou non.

Jean-Pierre Estrampes

Pour répondre à Mme Lesoin, je dirais qu'effectivement, on peut introduire des notions de discrimination positive comme cela était fait aux USA, à une période donnée, pour équilibrer les choses. En revanche, le problème du logement est à part. Le quota est une mauvaise solution à ce problème. Car on touche à quelque chose qui est fondamental : la liberté d'habiter dans les endroits qu'on choisit. C'est également complètement contradictoire avec la mobilité de la société. On ne peut pas à la fois vouloir une société mobile et imposer des choses figées.

Concernant le logement social, il y a eu récemment, dans *Le Monde*, un article de Patrick Simon, qui est un spécialiste de la démographie et qui a souligné un aspect trop souvent oublié : c'est que pour faire une discrimination positive par rapport au logement, il faut faire un inventaire ethnologique des origines des gens. Ce qui est quand même assez grave. Vous voyez où cela peut conduire. On ne peut à la fois vouloir cela, en disant qu'on va le mettre en œuvre de manière positive, et dénoncer l'office HLM de Metz ou de Toulouse qui « placent » les gens dans des quartiers selon leur origine : les Turcs dans un coin au Mirail, les Maghrébins ailleurs, etc.

Cela me paraît d'autant plus aberrant, que dans le logement, il faut une aide à la personne. Cela veut dire qu'il faut que les gens puissent habiter dans des endroits qui ne sont justement pas des « ghettos » – ce mot n'est pas adapté, car il est aussi dramatique que le mot « exode » – disons des quartiers discriminants, contrairement à ce qu'il se passe actuellement. Pour moi, le logement est une aide à la personne. Pourquoi dit-on « logement social » ? Qu'est-ce que c'est ? Expliquez-moi !... En tant qu'architecte, je peux vous dire que les offices HLM construisent actuellement plus cher que le logement du marché libre. Donc je ne vois pas très bien pourquoi on va avoir du logement marqué « social » pour certaines catégories professionnelles. Ce marquage va à l'envers de ce qu'on veut faire. L'intention de Gayssot est peut-être bonne, je ne fais aucun procès par rapport à cela. Mais les bonnes intentions peuvent se retourner quand on touche à des choses aussi fondamentales que la liberté des gens d'habiter quelque part. Cela peut conduire à la discrimination ethnique, ce qui est le cas de Molisevic, par exemple, qui voudrait que les Serbes soient là et pas ailleurs. Staline, lui, avait fait l'inverse : il avait déporté les gens pour assurer une mixité ethnique, en mélangeant les populations des républiques so-

viétiques pour assurer une unité et empêcher qu'on vienne l'embêter. Je pense qu'on peut arriver à des actes, certes moindres, mais de même nature, avec les meilleurs sentiments du monde. Une collègue de Montpellier, Anne Cistelle, prend l'exemple de Castelnaud, une commune assez aisée près de Montpellier, où on a construit un HLM. Résultat, les gens sont loin des lignes de transport, or ils n'ont pas de voiture, et les enfants sont à côté d'autres enfants qui ont des piscines dans les villas d'à côté. D'un côté, ce n'est pas idéal pour les familles démunies, de l'autre, il y a dévalorisation des villas autour. Moi, j'ai vécu, dans un village, une enfance très modeste et très heureuse. Et je ne pense pas que le fait d'avoir été confronté avec des bourgeois à côté aurait amélioré ma vie. Cela aurait même été le contraire. La justice sociale ne consiste pas à juxtaposer les populations, mais à permettre la mobilité sociale, la possibilité de changer de classe. Avec le système des quotas, quand quelqu'un gagne plus d'argent, qu'est-ce qu'on en fait ? On va le changer de quartier ? Mais c'est monstrueux ! Vous allez dire : « Ah non, maintenant, finis les HLM de Balma, il n'y a que des logements de riches et tu vas habiter dans un logement intermédiaire.

Christiane Auriac, historienne

Quand vous avez parlé tout à l'heure des hordes du Massif central, Monsieur Estrampes, cela m'a rappelé mes maîtres, Monsieur Le Roy-Ladurie et le géographe Dugrand. Dans les hordes du Massif Central, certains sont partis à Montpellier, d'autres à Toulouse ou à Paris. Ceux qui sont partis à Paris reviennent dans l'Aveyron en souhaitant bien qu'il n'y ait pas trop d'activités... Combien d'activités nous ont-ils fait perdre parce qu'ils veulent la paix, la tranquillité, pas de fumée d'usine, pas d'ouvriers, pas de contestation... C'est un premier problème.

Deuxième problème : je suis moins optimiste que vous, parce que je pense quand même que le déterminisme a du mal à s'implanter. Marciac est un exemple a contrario : je ne suis pas sûre qu'on sera capable partout de franchir ce pas. Enfin, quand on parle d'habiter où on veut, je crois qu'il faut aussi considérer le prix du mètre carré. Moi, j'adore Balma, même si ce n'est pas un vieux village, mais j'avoue que le prix y est cher, de même que le centre de Toulouse... On habite souvent où on peut, et pas forcément où on veut.

Alain Fillola

On a beaucoup cité Balma, j'en suis ravi ! Malgré tout, je voudrais réagir sur deux points. Tout à l'heure, j'ai entendu parler de la relation avec l'habitat, et j'ai senti comme une sorte de nostalgie de cette notion d'enracinement dans un lieu. Moi, j'ai trois garçons. Et je leur dis : « Apprenez des langues étrangères, vous ferez plusieurs métiers et vous exercerez peut-être dans plusieurs pays ». Nous entrons en effet dans une culture de la mobilité géographique, de la mobilité fonctionnelle. Dans ce contexte, mon rôle d'élu consiste à faire en sorte que dans ma commune, les gens qui viennent, que ce soit pour rester un an, trois ans ou toute leur vie, puissent trouver des conditions d'enracinement momen-

tané ou pérenne.

Par ailleurs, je précise que je ne suis pas comptable du prix du m² dans ma commune, même si on essaye de freiner la spéculation. Mais vous savez comme moi que dans la première couronne toulousaine, comme dans toutes les agglomérations, la spéculation sur le foncier est considérable. Ensuite, par rapport au logement dit « social »... Il n'y a rien qui m'insupporte autant que ce faux débat sur le logement social. Ce dernier renvoie tout de suite aux immigrés, aux pauvres. Nous, nous avons lancé du logement dit « social ». Nous avons du logement HLM mal fait, réalisé il y a 30 ans. Et nous avons opté pour une autre logique, qui consiste à faire de petites opérations, du logement individuel, pavillonnaire, de qualité, « ouvert ». Je ne sais pas à qui il est ouvert ; il sera ouvert à ceux qui sont intéressés et qui répondent aux critères de recevabilité. A Balma, il y a 80 logements de ce type en cours. Et nous avons 350 demandes sur la commune dont 80 % concernent des jeunes dont les parents habitent là, qui n'ont pas pu y rester parce que c'était trop cher. Ils sont donc allés plus loin ou bien ils ont sous-loué à Toulouse et ils veulent revenir sur la commune. C'est cela le logement social. Alors, bien sûr, il faut traiter des cas particuliers qui sont liés aux conditions sociales, à la situation des immigrés, des problèmes de détresse, mais c'est marginal. Le problème du logement social, c'est celui de l'accès au logement pour des personnes à revenu modeste qui ont tout à fait le droit de vivre dans une commune comme la nôtre. Moi, je suis d'accord avec le quota de logement social. Il faut en faire, mais de manière équilibrée, intelligente. Il ne faut pas que cela perturbe l'environnement. Je me fiche que cela soit à côté des piscines des riches. Ce qu'il faut, c'est qu'ils soient à proximité des transports, des écoles et des commerces.

Jean-Pierre Estrampes

Sauf que ce logement social, même s'il est géré par des sociétés HLM, est exactement le même, sur le plan de la construction, que celui du promoteur !

Alain Fillola

C'est vrai. Mais, pourquoi devrait-il être différent ? Pourquoi devrait-il se caractériser d'une façon ou d'une autre ? C'est du logement de qualité ouvert à des gens à revenu modeste.

Jean-Pierre Estrampes

Dans ce cas, faisons de l'aide à la personne sur des logements en général ! Et pas du logement marqué « social ».

Alain Fillola

Peut-être. Mais ce n'est pas moi qui ai fait la loi Gayssot. Avant, la loi Besson instituait un certain nombre de logements, assimilés à du logement social et qui étaient du locatif, par le biais des aides à la construction.

Jacques Abadie

Bien, je crois que nous pourrions poursuivre ce débat à table.

Dans l'immédiat, je vais demander à Dominique Desjeux de conclure.

CONCLUSION

Dominique DESJEUX,
ANTHROPOLOGUE, GRAND TEMOIN DES DEBATS

« Comme par hasard, on me fait parler au moment où cela chauffe ! »

Comme par hasard, on me fait parler au moment où cela chauffe ! Moi, j'ai noté simplement deux ou trois pistes qui ont été données.

La première concerne les questions sur le développement. Comment esthétiser le maïs ? Apparemment, c'est une question importante. Je crois que cela pose un problème. J'ai compris que pour esthétiser, d'après ce qu'a montré Duchamp, il faut déplacer. Donc il faut arracher le maïs et le mettre ailleurs. A ce moment là, il prend un nouveau sens...

J'ai noté aussi que, « Election sans quota n'est que ruine de la démocratie »... Effectivement, la discrimination positive est un problème extrêmement complexe dans tous les pays. Je pense que la solution des quotas doit être provisoire. Il y a des moments où il faut donner un coup de pouce, parce que je ne crois pas beaucoup à la loi naturelle. Il me paraît normal, par exemple, qu'en politique, on mette parfois un quota, notamment pour les femmes. Si en plus, on est une femme pauvre, malade et noire, là, on a le maximum ! (rires). Donc, on peut essayer cela.

Par ailleurs, concernant les chemins de randonnée, je me demande quelle taille ils ont aujourd'hui ? Finalement, quel choix avez-vous fait ? Vous avez tranché ou pas, pour les moissonneuses-batteuses ? Les chemins font 4 mètres ou 1,50 mètre ?... Vous avez fait des chemins parallèles ? Des chemins de randonnée à deux voies ? (rires). C'est une très belle solution. A mon avis, il y avait quelqu'un de la DDE là-dedans ! Vous voyez ce qu'il faut gérer quand même...

De même qu'il faut gérer l'histoire des ardoises. Les ardoises au carré ou les ardoises petites, grosses et moyennes... et on se bat là-dessus ! Et on reconstruit un « authentique » naturel à partir de cela... C'est tout à fait extraordinaire ! Comment voulez-vous trancher ? Est-ce qu'il faut des ardoises carrées ou est-ce qu'il faut des rondes ?

Et qu'est-ce qu'on a posé comme problème, finalement ? C'est exactement celui que nous nous posons sur la science : où est la rationalité ? On découvre qu'il n'y a pas une rationalité mais, en fait, une multitude de rationalités qu'il faut arbitrer. Il y a donc des rapports de pouvoirs. Et la capacité d'un bon politique, qu'on va immédiatement accuser d'opportuniste, consiste à gérer toutes ces rationalités - Edgar Faure, quand on le traitait de girouette, disait : « Ce n'est pas moi qui tourne, c'est le vent ». C'est exact, il avait raison. Le vent passe son temps à tourner. C'est quoi le vent ? Ce sont

toutes ces rationalités. Et, je défie quelqu'un de trouver l'absolu de la rationalité. Entre la moissonneuse-batteuse, et le vélo ou le bâton du randonneur, qui a raison ? Les deux. Eh bien ! Il faut trouver les nouvelles solutions. Et c'est pour cela qu'il faut défendre les hommes politiques. Ils sont comme nous. Il faut les aider, je trouve, même s'ils sont parfois emmerdants, comme on l'est tous par ailleurs... »

SEANCE DE L'APRES-MIDI

TABLE RONDE

« Vivre les traditions culinaires »

INTRODUCTION

Christiane PIETERS,
CHAMBRE D'AGRICULTURE DU GERS

Dans le programme initial, cette table ronde était prévue à 11 heures. Honnêtement, nous n'avons pas voulu prendre un certain risque : vus nos intervenants et le thème, nous n'aurions pas tenu jusqu'à l'heure du repas. Dans leur grande sagesse, Jean-Claude Flamant et son équipe ont pensé qu'il était préférable de vous parler de cuisine après le déjeuner.

Comment valoriser les nouvelles capacités d'attraction des territoires ruraux, en alliant à la fois tradition et modernité ? Sur ce thème, nous vous proposons le sujet suivant : « Vivre les traditions culinaires ». Hier, nous avons parlé d'alimentation, d'Objet Comestible Non Identifié (OCNI), selon l'expression de Claude Fischler, et d'identification à ce que nous mangeons. Mais l'alimentation est également un élément de notoriété des territoires ruraux. Et il est vrai que dans le Gers, on nous dit que les touristes viennent dans notre département pour la culture. Or, la culture comprend la musique, les arts, mais aussi l'assiette. Les anthropologues ont souligné l'importance des traditions culinaires dans les cultures locales. Et l'objet de ce débat consistera, en partie, à faire un peu la part des choses entre les aliments eux-mêmes, la cuisine et les pratiques alimentaires. Vous verrez d'ailleurs que chacun des intervenants correspond à l'un de ces volets.

Au cours de ce Forum, nous évoquerons d'abord en quoi les traditions culinaires participent aux capacités d'attraction des campagnes. Le deuxième point analysera comment combiner tradition et modernité. Enfin, nous chercherons à savoir si les producteurs qui sont à l'origine des aliments se sentent concernés par toutes ces transformations et quelle est leur responsabilité.

Pour animer ce débat, trois personnes : Bernard Ramouneda, le « local de l'étape », qui est restaurateur à Castéra-Verdun, l'une des meilleures tables du département. C'est un fervent adepte de la tradition. Ensuite, Jean-Pierre Poma, d'une rondeur rassurante, prospecteur opiniâtre du savoir-faire traditionnel au sein du Critt agro-alimentaire d'Auch et au Centre Technique de la Viande de Rodez. Et puis, Jean Boyazoglu qui préside, à Bruxelles, le comité scientifique sur les Appellations d'origine protégée (AOP) et les Indications de provenance géographique (IGP). Nous allons commencer par Bernard Ramouneda.

Bernard RAMOUNEDA,
RESTAURATEUR

Je tiens à te remercier, Christiane, parce que j'ai l'impression que je t'ai donné cent francs pour faire ma publicité. Ce n'est pas vrai. C'est surtout l'amitié qui nous lie, et le même combat du terroir.

Ce matin, j'ai entendu qu'être longiligne, c'est mieux que les rondeurs. Les rondeurs, ce sont les Castelnaudins, donc c'est une défense. Eh bien, au contraire, nous, les ronds, sommes très heureux. On aime manger et cela se voit.

Dans ce monde qu'on nous dit global, je ne désespère pas

Je n'ai pas un passé scolaire extraordinaire. J'ai encore mes diplômes chez l'encadreur. Disons que j'ai fait la faculté du « cul des vaches ». Alors, il m'est quelquefois pénible de suivre les conversations et les débats. Mais comme je suis têtue, j'essaie de comprendre. Et je comprends que vous phosphorez. Moi, je suis plus basique, au ras du terroir, et le terroir, je connais. En la matière, je peux vous dire qu'il faut se défendre. J'ai l'impression que je suis « d'appellation d'origine » et que le terroir est une belle chose. Dans ce monde que l'on nous dit « global », où l'on nous dit qu'il n'y aura plus qu'une certaine bouffe américaine et que, ma foi, nous n'aurons plus rien à faire, moi je ne désespère pas. Je veux être, avec quelques autres, le dernier des Mohicans.

Tout est affaire d'amour en définitive. Le cuisinier n'est jamais que l'interprétation de ce que veut faire une femme

A table, ce midi, nous avons parlé de beaucoup de choses, dont l'ordinateur. Moi, j'en ai une peur bleue. Alors, c'est vrai, je suis un passéiste, quelqu'un du passé, voire bientôt du participe passé. Une transmission des traditions s'opérait et peut-être ne se fera plus. Il y avait une cellule familiale importante et le repas était inscrit dans une durée. Cette disparition de la transmission orale est ce que je regrette le plus. Peut-être faudra-t-il que nos brillants universitaires essayent de nous trouver quelque chose pour pouvoir dire comment une recette s'inscrit et se développe, comment on l'aime. Car tout est affaire d'amour en définitive. Le cuisinier n'est jamais que l'interprétation de ce que veut faire une femme. Si ce n'est que le cuisinier dépasse la cellule familiale. L'amour est important, l'amour de son terroir, des choses bien faites, et l'amour charnel bien sûr. En Gascogne, cela ne s'oublie jamais.

Cela dit, il ne faut pas être un passéiste, à regretter tout ce qui se passe. On a reconstruit les choses, et je ne voudrais pas passer pour un dinosaure. Il faut évoluer avec le temps, savoir s'adapter. Par exemple, dans la cuisine, il faut garder le feu, le gaz, le charbon, l'électricité, le micro-ondes, le congélateur. Et les utiliser selon ce qu'on veut manger, à un certain moment, sans toujours vouloir offrir les mêmes plats.

Nous devons aider les agriculteurs à développer leur production dans le qualitatif et pas dans le quantitatif

Tout à l'heure je parlais de l'éducation des goûts. Chacun a en mémoire la grand-mère qui nous préparait le chocolat gratté sur un pain. C'était délicieux. Pourquoi ? Parce que c'était la grand-mère qui l'avait préparé. Il est peut-être aussi délicieux maintenant, quoiqu'on ne mette plus de lait, et qu'il y a moins de cacao dans le chocolat, d'après les dernières directives européennes. De même, on frottait le pain avec l'ail, parce que quand on avait des vers, on n'allait pas voir le pharmacien ou le médecin. On vous donnait un morceau de pain aillé, on vous faisait asseoir sur les toilettes avec de l'eau chaude pour pouvoir faire sortir le ver solitaire. C'était simple, on l'avait appris de l'arrière-grand-mère. C'est cette histoire-là qui est importante. Et puis, je crois que la cuisine de terroir est une cuisine d'authenticité.

Le seul mot barbare qui me blesse un peu maintenant, c'est le mot « traçabilité »

Le seul mot barbare qui me blesse un peu maintenant, c'est le mot « traçabilité ». On l'emploie à toutes les sauces et cela commence un peu à m'énerver. Quand nous sommes dans une position un peu « tribale », comme on peut l'être ici, qu'on connaît le chef de tribu qui fait les canards gras et qu'on sait comment il les élève, on n'a pas besoin d'avoir une traçabilité. De son côté, cet éleveur suit le maïs et ainsi de suite. La chaîne n'est jamais rompue. La Gascogne a la chance d'avoir eu des paysans - le mot n'est pas péjoratif - qui ont su au fil des ans magnifier des produits. C'est cela aussi, l'image du Gers. Tout de suite, les gens vous disent : « Qu'est-ce qu'on y mange bien ! » Même si on n'y a jamais mis les pieds, c'est une image. Il est de notre devoir de la conserver. Je reprendrais le mot d'André Daguin, qui dit que « le cuisinier, c'est un agriculteur de fin de chaîne ». C'est-à-dire que nous devons aider les agriculteurs à développer leur production dans le qualitatif et pas dans le quantitatif. C'est le vœu de chacun.

Le Gascon a besoin de vivre et de travailler, mais il a surtout besoin de rêver

Mais, parfois, je me demande qui nous succédera dans le Gers, dans 15 ou 20 ans, qui maintiendra le sens du produit qualitatif ? Beaucoup de Gersois sont partis et reviennent, après avoir fait de grandes écoles. Mais je voudrais que les agriculteurs, comme les acteurs économiques, ne perdent pas le bon sens paysan, qu'il ne le remplace pas par un concept global lyophilisé et aseptisé. Chez nous, un plat reste un plat, tel qu'il est conçu dans le Gers et non ailleurs. Le Gascon a besoin de vivre et de travailler, mais il a surtout besoin de rêver pour voir magnifier des produits qu'il crée. Je crois que c'est cela, le fin mot de l'histoire.

Jean-pierre POMA,

CRITT AGRO-ALIMENTAIRE D'AUCH, CENTRE TECHNIQUE DE LA VIANDE DE RODEZ

Je travaille au sein de ce Critt dont j'assurais la direction jusqu'à sa reprise par le Centre Technique de la Conservation des Produits Agricoles (CTCPA), il y a un an et demi. J'assure également l'animation de la direction d'une petite cellule d'appui technique pour les agriculteurs, transformateurs et PME dans le nord-est de la région, au sud du Massif Central : c'est le Centre Technique de la Viande, à Rodez. Moi, je suis originaire d'Astaffort. Ce n'est pas très loin du Gers, dans le Lot-et-Garonne. Mes parents étaient agriculteurs, donc ils faisaient de la charcuterie, du foie gras, du fromage, des confitures, du vin et ils avaient quelques vaches noires et blanches, qu'on n'appelait pas des Holsteins, à l'époque.

Les propriétaires de la ferme n'ont plus d'animaux, peut-être un chien de garde

Et puis, aujourd'hui, plus personne n'habite cette ferme. Les propriétaires ne font plus aucune transformation, ils n'ont plus d'animaux, peut-être un chien de garde, c'est tout ce qui reste. Donc, en 50 ans, il y a eu une évolution très forte de la vie des agriculteurs qui ont abandonné tout le métier de transformation de leur produit, ce qui leur permettait de différer la consommation dans le temps - la charcuterie, le fromage -, au profit d'une agriculture beaucoup plus intensive. Ce constat a été le point de départ de l'idée de créer un

conservatoire du savoir-faire : le monde agricole a perdu beaucoup de ces pratiques, mais pas de la même manière suivant les hommes. Quand on regarde l'inventaire des produits du terroir de Midi-Pyrénées, réalisé il y a 4 ans par le Conservatoire National des Arts Culinaires, on s'aperçoit que des départements comme l'Aveyron sont encore très riches en produits traditionnels. D'autres départements,

Nous, les ronds, sommes très heureux. On aime manger et cela se voit.

comme le Tarn-et-Garonne, ont des zones beaucoup plus ouvertes, beaucoup plus faciles au niveau agricole, et ils ont pratiquement perdu leurs produits. Et comme je me retrouvais à travailler avec beaucoup de plaisir en Aveyron, qui a conservé énormément de pratiques traditionnelles en zones rurales – et pas uniquement à la ferme – on s'est dit qu'il fallait essayer de caractériser techniquement les pratiques de transformation à la ferme pour l'autoconsommation. Cela peut être aussi bien des fromages que du pain ou de la charcuterie. Et il s'agissait de les caractériser techniquement de telle manière à pouvoir s'en servir du point de vue économique. Ce n'était donc absolument pas dans une optique passéiste. Nous voulions utiliser ces savoir-faire, ces produits, ces procédés comme base du développement économique.

Prenons la charcuterie. Parmi ces produits, certains sont largement utilisés et fabriqués au niveau industriel : la production de saucisse sèche représente quelques 15 ou 20 000 tonnes par an en France. Mais, à travers l'analyse des pratiques à la ferme, on retrouve des savoir-faire qui peuvent être des retours aux sources pour certaines entreprises. Une entreprise telle que « Bongrain », qui a la marque « Chevalier » ou celle de « Souchon » d'Auvergne en saucisson, s'intéresse énormément à ce que l'on fait pour re-typer leurs produits industriels, leur redonner des spécificités. Mais il y a également des produits qui ne sont pas du tout commercialisés – je pense à la « sanquette », par exemple – et qui peuvent donner lieu à des développements de produits.

La transformation du porc dans deux vallées parallèles, la vallée du Lot et la vallée du Tarn

Concernant ce conservatoire du savoir-faire traditionnel de Midi-Pyrénées, quelques éléments, des résultats économiques et les projets. Je vais parler de la transformation du porc dans deux vallées parallèles, la vallée du Lot et la vallée du Tarn. Trois départements sont concernés : la Lozère, l'Aveyron et le Tarn. Nous avons enquêté auprès de 80 personnes, des familles qui transformaient déjà du porc il y a 50 ans. Ce ne sont donc pas des « néo », mais soit des « maseillers » (des tueurs de porcs), soit des fermes qui tuaient traditionnellement le cochon. Or on s'aperçoit que s'il y a certes une évolution des produits fabriqués depuis 50 ans, les produits clés restent toutefois les mêmes : jambons secs, saucisses sèches fritons, pâtés. Et ce qui a régressé, ce sont essentiellement les produits extrêmement gras, le lard salé, le petit salé,

à cause du congélateur. Grâce à la congélation, la saucisse fraîche et la viande fraîche ont pris le relais. Deuxième point : entre la vallée du Tarn et la vallée du Lot, il existe des différences extrêmement intéressantes en matière de valorisation des sous-produits ou des petites pièces de découpe. Moi, j'aime le porc, « dans le cochon tout est bon », mais il y a des choses qui sont quand même meilleures que d'autres.

Faire du jambon, de la saucisse, c'est très bien, mais que va-t-on faire du foie, de certains autres abats, des poumons, des couennes, des petites viandes ? Et là, chaque vallée a développé des valorisations différentes, qui sont des bases de la gastronomie locale. Un exemple : dans la vallée du Tarn, on va associer au porc du pain et des œufs : cela donne le « melsat » qui associe des petites viandes, un peu de gras, du pain trempé dans du lait et des œufs, le tout mis sous boyau, cuit à l'eau et consommé en bouillon. Il y a aussi la « bougnette », qui comporte à peu près la même farce mais qui est coupée en tranche et frite à la poêle, dans de l'huile. Vous n'allez pas du tout retrouver ces produits-là dans la vallée du Lot. Dans cette dernière, on valorise le foie du porc : il est incorporé dans le pâté de foie et dans le fricandeau mais nulle part ailleurs. En revanche, la Vallée du Tarn, a développé deux produits vraiment spécifiques au foie : le « fetge », du foie salé, séché, que l'on consomme frit avec des radis noirs – c'est très spécial... J'en ai mangé une fois, j'ai promis, juré que je ne réessayerais pas – et la saucisse de foie.

Quant au poumon, dans le sud Aveyron et dans le Tarn, on va le mettre surtout dans le fricandeau millavois. Dans la vallée du Lot, on va l'intégrer dans la « saucisse des cousins ». Il est alors cuit, haché et introduit dans une saucisse de petite viande. Nous leur avons demandé pourquoi ils l'appelaient « saucisse des cousins » ? En fait, cela répond au principe du présent. Les présents étaient une excellente manière de faire que les gens mangent de la viande fraîche, des produits frais, pendant tout l'hiver sans tuer le cochon. Ils tuaient le cochon, ils donnaient aux voisins. Et quand le voisin tuait à son tour le cochon, il vous en donnait etc. Mais, il y a les voisins proches, le curé ou l'instituteur suivant les chapelles, et puis après, il y a les plus lointains, les plus éloignés des cousins. Pour eux, le présent, c'était cette saucisse qui était de deuxième qualité.

Autre anecdote sur le cochon : dans la vallée du Lot, deux plats entament traditionnellement le repas de la tuerie du porc : c'est « lou bouillit », l'échine de porc découpée à chaud et cuite en pot-au-feu. Et ensuite, on va servir la « sanquette », le sang récupéré frais avec une persillade et du pain en lanières, le tout à la poêle. Après, on sert le poulet de la ferme, le fromage et une pâtisserie aux fruits.

Il y a des valorisations différentes. On les a analysées, on les a traduites sous forme de fiches : pour les produits non industrialisés, l'aspect « retour au source », le procédé, le savoir-faire... Par exemple, un des savoir-faire qui donne une caractéristique à la saucisse sèche d'Aveyron, c'est la coupe à deux couteaux : on travaille la viande chaude des porcs âgés, et cette coupe fait appel à une technique très particu-

lière, que l'on peut reproduire industriellement. Elle respecte parfaitement les fibres de viande, et donc elle va donner une texture particulière à la saucisse.

Concernant la valorisation, deux exemples : il y a trois ans, un petit charcutier d'Aveyron qui fabriquait 50 kg de saucisses fraîches par semaine nous a demandé d'adapter ses techniques de fabrication en reproduisant ce qu'il faisait traditionnellement. Aujourd'hui, il produit 3 tonnes par semaine et, ma foi, il ne se développe pas trop mal : il a un atelier du côté de Baraqueville, et un magasin dans la banlieue de Rodez. Le deuxième exemple concerne deux éleveurs de porcs aveyronnais et trois charcutiers tarnais, sur le développement d'une gamme de produits spécifiques de cette zone. Il s'agit de bâtir une démarche collective, qui est train d'aboutir d'une manière très satisfaisante.

Enfin, concernant nos projets, je rejoins Monsieur Ramouneda sur la question de la transmission. C'est dans cet esprit que le lycée agricole de la Roque à Rodez va s'agrandir dès cet automne, avec la création d'un local reproduisant, de manière maîtrisée, les conditions de séchage et de léger fumage qu'on trouvait dans les vieilles cuisines à la ferme, en tuerie de porc. Par ailleurs, nous menons une réflexion avec Jean-Claude Sopena et quelques tueurs de porcs du coin, des jeunes qui veulent continuer à transmettre ce savoir-faire. Notre idée consiste à insérer, dans le BTS agro-alimentaire en cours, un module sur la tuerie traditionnelle du porc.

Jean BOYAZOGLU,

PRESIDENT DU COMITE SCIENTIFIQUE AOP, IGP ET ATTESTATIONS SPECIFIQUES DE L'UNION EUROPEENNE. VICE-PRESIDENT EXECUTIF DE LA FEDERATION EUROPEENNE DE ZOOTECHNIE ⁽¹⁾

Jean-Claude Flamant, avec lequel j'ai fait une longue route, vous dira que je me disais Européen quand d'autres avaient peur et honte de le dire. J'ai deux grands-pères grecs, une grand-mère française et une grand-mère bavaroise. Mettez les trois ensemble et vous trouverez un mélange assez utile ! Aujourd'hui nous sommes dans un bâtiment blanc. Je ne sais pas si Jean-Claude a mis du jaune et du bleu pour me faire plaisir, ainsi que le rouge et le jaune de la croix de Midi-Pyrénées pour me rappeler que je suis marié à une parpillote. Ou peut-être a-t-il voulu tout simplement me montrer qu'il n'y a plus de « bleu, blanc, rouge » ?

Que faut-il raconter quand on est responsable, non volontaire et non payé, d'une foule de législations qui doivent orienter le produit de qualité dans le monde de demain ? On m'a fait rentrer en 1992 dans ce Comité de Bruxelles. Je ne savais pas pourquoi, peut-être parce que je m'intéressais aux Appellations – on a commencé à Roquefort avec Jean-Claude et avec le père Poly –, peut-être est-ce mon intérêt pour les vins... Je ne sais pas. Puis, je me suis retrouvé Président et quand j'ai demandé : « Pourquoi moi ? On est sept... » Ils m'ont répondu : « Tu es le seul des sept qui ne

prend pas d'ordre d'un ministre quelconque ». J'ai dit : « Merci messieurs, vous m'honorez ». Je n'ai jamais pris d'ordre de ministres et je n'en prendrai jamais. Sinon, je rentre chez moi. Chez moi ! Je ne sais pas où c'est. De préférence vers le sud-est de la France, excusez-moi. Bref, que faut-il raconter ? Les produits dont vous venez d'entendre parler, il faut les légiférer, sans faire de bêtises. Ce que je raconte ne peut être que le résultat d'une collection d'idées que j'ai ramassées depuis 40 ans : Millau, Roquefort, Saint-Affrique, La Fage, La Cavalerie. Dans mon cas, c'est là où tout a commencé.

Que voulez-vous qu'on raconte dans un système globalisé, soi-disant, sur les « Appellations d'Origine », les « Dénominations Géographiques » et les « produits de qualité » ? Déjà, ce sont trois choses bien différentes les unes des autres. Et beaucoup d'entre nous essayent de les légiférer, autant qu'on peut, dans ce monde qui devient de plus en plus

En 50 ans, il y a eu une évolution très forte de la vie des agriculteurs qui ont abandonné tout le métier de transformation de leur produit – la charcuterie, le fromage – au profit d'une agriculture beaucoup plus intensive

différent, pour permettre à ces produits difficiles de rentrer dans un contexte dans lequel ils ne survivront pas, s'ils ne suivent pas une forme de législation. Je sais que ce n'est pas sérieux ! Mes amis Italiens diraient : « Tu es en train de parler à une réunion de carbonari ⁽¹⁾ ». Cette expression remonte à 1820-1830, c'est une réunion des « derniers » de ceux qui restent. Le premier jour, vous en avez 200, le lendemain matin 150, puis vous finissez à 50, c'est la réunion des carbonari. Mais c'est utile, parce que c'est par là qu'on passe.

Vous avez un produit de qualité. Eh bien, vous devez essayer de le mettre dans un carcan de Bruxelles. Parce que s'il ne rentre pas dans ce carcan de Bruxelles, il va se casser la « gueule ». Dans le monde occidental, quand on parle « d'Appellation d'Origine », tout le monde en sait quelque chose, parce qu'on est tous propriétaires. Et, bien ce n'est pas aussi simple que cela. Et on est obligé de reconnaître la législation si on veut survivre. Si on ne la reconnaît pas et si on n'essaye pas de l'appliquer, on est mal parti... Vous avez un produit de qualité. Eh bien, vous devez essayer de le mettre dans un carcan de Bruxelles. Parce que s'il ne rentre pas dans ce carcan de Bruxelles, il va se casser la « gueule ».

Hier, on a dit également : « Ah, vous savez, les Dénominations et les Appellations d'Origine, c'est une découverte française ». Non, mes amis ! Sur les vieilles plaques égyptiennes, on trouve le vin de l'Éthiopie, il y a 3 000 ou 4 000 ans. Si vous trouvez des amphores qui étaient pleines de vin ou d'huile d'olive, fermées et tamponnées avec le sceau du Gouverneur de Rhodes et qui remontent à 500 ou 600 ans avant Jésus-Christ, c'est bien que les Appellations ne sont pas une création française, contrairement à ce que beau-

coup de gens pensent. C'est une création du bassin méditerranéen pour défendre ses produits.

Roger Dion écrivait en 1959, qu'il y a 500 ans, un marchand avait essayé de faire passer 60 tonneaux de vin de Tournus pour du Pommard. Il a fini en taule. Plus près de nous, entre 1989 et 1993, un cher Monsieur a produit 750 000 bouteilles de vin courant qu'il a vendu comme du Chablis et du Pommard. 15 mois de prison et 750 000 francs d'amende, sur décision du tribunal de Lyon. Je me rappelle d'un sacré personnage, un grand Ambassadeur de France, qui s'appelait le baron de Luze. Problème, son régisseur a mis 2 % d'autres vins dans le Bordeaux. Le Baron de Luze a fait six mois de taule, et même Giscard n'est pas arrivé à le faire sortir. C'est cela, la réponse. Comme n'a pas peur de le dire Madame Couracou, l'ancienne Présidente de l'Office du Vin: « La seule chose qui peut couper court à l'envie de frauder et d'usurper, c'est de mettre les gens en prison ». Je sais que c'est choquant, mais c'est absolument nécessaire. Dans un contexte Européen difficile, emmerdant – excusez-moi de la terminologie, le Français n'étant pas ma première langue, j'ai le droit d'utiliser un langage que j'ai appris à l'Inra il y a très longtemps (rires) – la protection des indications d'origine ne peut être loyale, locale et constante. Il faut savoir légiférer. Et légiférer comme les autres le veulent. Parce que si on légifère comme nous, on le veut, on est fichu aussi. Ils vont nous bouffer. Et, l'auteur écrivait récemment: « Les pillards d'un côté, les victimes du pillage de l'autre ». Evidemment, c'est excessif. Mais est-ce faux? Je ne sais pas. Mes collègues du Comité me disent: « Tu es passionné ». Je dis: « Oui. Ce n'est pas là où je gagne mon pain. Donc, je suis passionné. Si cela ne vous convient pas, foutez-moi à la porte et trouvez quelqu'un d'autre ».

Protéger les producteurs dont le produit a acquis une grande notoriété, mais protéger surtout les consommateurs contre les fausses indications et les tromperies

« Appellation d'Origine » (AO), « Indication Géographique de Provenance » (IGP): beaucoup d'entre nous ne comprennent pas la différence. On a tendance à mélanger les pommes de terre et les patates. Elles sont très différentes. Comme le sont les tomates historiques venues du Sud de l'Amérique et celles dans lesquelles il y a des gènes baladeurs pour les rendre plus dures.

Deux perspectives différentes animent le système des AO et des IGP: protéger les producteurs dont le produit a acquis une grande notoriété, mais protéger surtout les consommateurs contre les fausses indications et les tromperies. La nécessité d'une qualification juridique de l'appellation d'origine apparaît lorsqu'on s'interroge sur son environnement conceptuel et sur les objectifs poursuivis. L'appellation d'origine se distingue techniquement de l'indication géographique de Provenance qui est plus un renseignement qualitatif sur le lieu de production. Parce qu'elles se réfèrent à une dénomination géographique, l'AO et l'IGP se distinguent aussi de la marque de fabrication (commerciale) au moins pour l'es-

sentiel, car malheureusement, des noms géographiques sont parfois utilisés comme marques et la publicité tend à accréditer l'idée d'une garantie de qualité par la marque. A tout le moins, le nom géographique utilisé à titre de marque ne doit pas prêter à confusion avec une appellation d'origine ou une indication de provenance géographique.

Le problème, c'est que les gens ne connaissent pas la législation, ils n'en tirent pas profit
Le problème, c'est que les gens ne connaissent pas la législation, ils n'en tirent pas profit.

Or, il faut en tirer profit. Pourquoi les autres le font et pas nous? Elle sépare clairement les choses. La législation européenne, créée d'une certaine manière par les Français, est même en fait plus dure que celle des Français. L'INAO (Institut national des appellations d'origine), c'est de la rigolade en comparaison avec ce qu'on trouve à Bruxelles. Nous ne voyons arriver que les dossiers difficiles qui nous tombent sur la tête, que je suis obligé de lire en Danois, en Allemand, en Français, en Anglais ou en Hollandais, pour leur dire au final: « La traduction que vous m'avez passée est mauvaise. Refaites votre boulot ». Raison pour laquelle, peut-être, on m'a fait président. Mais cela me fait beaucoup de boulot, le soir surtout, ce qui ne fait pas plaisir à ma femme.

Excusez-moi mes amis, mais c'est comme cela. Le label n'existe pas!

Il y a une chose, cela dit, qui est française, c'est le label: la plus grosse bêtise que le monde occidental a faite dans le contexte français. Excusez-moi mes amis, mais c'est comme cela. Le label n'existe pas! C'est un « truc », développé pour des régions locales, particulières, précises et spécifiques. Alors, on m'envoie un dossier et on me dit: « C'est un label ». Je réponds: « Ah bon. Est-ce que cela peut passer en appellation? » Je lis le dossier et je trouve neuf, dix, voire douze variétés du produit en question. Je dis: « Ce n'est pas possible ». « Pourquoi ce n'est pas possible? » S'indigne-t-on. « Eh bien, je ne peux pas te l'expliquer, vas lire la législation. Ce n'est pas mon problème, cela ne passe pas ». Mais il y a des labels qui peuvent passer dans le contexte d'appellation. Tout est une question de raisonnement logique, de lecture et de compréhension. Faute de quoi, il ne sert à rien d'essayer de vendre des pommes de terre pour des patates.

Usages locaux, loyaux et constants, et traçabilité

Quand on parle d'Appellation d'Origine, on raconte beaucoup de choses, mais quels sont les critères à retenir?

– Le caractère historique et traditionnel du produit.

(1). Egalement membre de l'Académie d'Agriculture de France, de l'Académie Internationale du Vin (Genève), de l'Académie Royale des Sciences Vétérinaires d'Espagne, de l'Académie des Sciences et des Arts de l'Afrique du Sud et de l'Académie des Sciences Agricoles et Forestières «Gheorghe Ionescu-Sistesi» de Roumanie.

- L’ancienneté d’existence du produit.
- La spécificité de l’environnement et du terroir.
- Le matériel génétique, de préférence local ou adapté au milieu local spécifique que vous utilisez.
- L’aire de production délimitée. Un grand vin n’a pas besoin de faire plus de 25 hectares, et certainement pas plus de 25 ou 30 hectolitres à l’hectare. Le Corton-Charlemagne ne fait qu’un hectare et demi. La Romanée-Conti ne fait que 3/4 d’hectare. Alors pourquoi raconte-t-on des bêtises ? Au-delà de l’aire délimitée, on ne fait pas de l’appellation. Il ne faut pas mélanger les choses. « Ah oui », entend-on parfois, « Mais c’est que juste à côté, mon cousin le faisait ». Non, il faut être rigide. On peut expliquer, discuter, mais il faut se rappeler que Descartes était quand même français, à l’origine.
- Usages locaux, loyaux et constants et traçabilité, même si vous n’aimez pas ce terme. C’est très important, la traçabilité, vis-à-vis des Américains. Ils nous en ont assez rebattu les oreilles en nous disant : « Sur les bouteilles d’appellation d’origine, vous mettez tout ce qu’il y a dans le vin ». Maintenant, le vent a changé, c’est de l’autre côté. Si les Américains nous ont obligé à le faire, pourquoi ne devons-nous pas les obliger aussi ? C’est de bonne guerre.
- Une bonne définition, une claire différenciation du produit par rapport aux autres produits qui font semblant d’être la même chose. Prenons le cas spécifique des produits d’origine animale : l’alimentation doit être quand même assez locale et localisée. Si vous importez du maïs américain pour faire du jambon localisé, excusez-moi, il y a un pépin quelque part. Il ne faut pas m’envoyer le dossier à Bruxelles, il ne passera pas.

S’y ajoutent quelques critères supplémentaires si vous voulez vous faire plaisir :

- La distinction des arrêts de tribunal qui peuvent exister depuis trente ou vingt ans. Il faut aller les chercher à la bibliothèque.
- L’usage non contesté du terme. Est-ce qu’il existe un registre administratif, donc un cadastre ? En France, on est privilégié, Napoléon est passé par ici avant d’aller ailleurs et on a le cadastre, ce qui résout beaucoup de problèmes. Il faut aussi chercher la bibliographie, les actes notariaux, vérifier si l’usage du nom est continu ou non. Parce que si le nom a existé pendant vingt ans puis a disparu, que quelqu’un le trouve à la bibliothèque et décide de le prendre pour désigner un autre truc, c’est de l’usurpation.
- Les fiches économique-socio-historiques, pour faire plaisir à tous ceux d’hier : débit de production, norme de vente, contrôle de fraude, tout le reste. Mais quand vous allez certifier, qu’est-ce que vous allez faire ? Parce que c’est là le pépin. Vous devez avoir une définition claire de la délimitation de la zone géographique et on doit être clair avec soi-même.

(1) Membre d’une secte secrète.

- La traçabilité du produit : il faut qu’on sache clairement d’où cela vient, où cela a été produit, comment il a fini sur la table.
- La méthodologie et le travail de l’homme.
- Les éléments qui garantissent le lien entre l’homme et le milieu géographique, le « terroir » surtout, un terme intraduisible, qui n’existe qu’en France.
- Les caractéristiques chimico – physiques, microbiologiques et sensoriels du produit.
- Les éléments relatifs à l’étiquetage, et éventuellement la marque ou le label.
- Les systèmes d’autocontrôle.

Les Appellations, c’est une création du bassin méditerranéen pour défendre ses produits

Au final, tout cela donne la carte de différence. Dès lors qu’on a perdu cette différenciation, on a perdu le marché. On ne peut pas entrer en compétition avec les groupes. On ne peut pas faire du maïs à la masse, comme les Américains, les Australiens, les Sud-Africains. Sinon, nous sommes fichus dans notre propre système. Faire des produits de qualité, oui, c’est autre chose. Mais on va me dire que tout cela ne représente que votre propre consommation. Et encore, ce n’est la consommation que d’une partie de la population. Eh bien, je m’en fiche, cela marche quand même. Parce que si 5 % de la population mange cela, je n’ai pas de problèmes : dans le compte bancaire des agriculteurs français, l’argent va rentrer, c’est tout. C’est ainsi qu’il faut voir la chose.

Je ne vois pas très bien pourquoi je dois accepter des choses alors qu’on ne m’a pas bien expliqué à quoi elles servent

Evidemment, on me dit : « Tu as quelque chose contre les OGM. » Non. Ou bien : « Tu as quelque chose contre les changements rapides. » Non plus, mais je ne vois pas très bien pourquoi je dois accepter des choses alors qu’on ne m’a pas bien expliqué à quoi elles servent. Faire de la recherche simplement parce que mon cousin américain la fait, non, cela ne me convient pas. C’est illogique, immoral et c’est engraisant pour ceux que cela intéresse. Si j’ai bien compris nos socio-économistes d’hier, le consommateur paye, donc il est maître. Alors, il faut le suivre, s’il est maître.

Vous me permettez de finir sur un épilogue qui m’a marqué au début de ma carrière. Jacques Poly m’avait donné un livre qui s’appelait « L’aventure de Roquefort », d’un homme étonnant, Henri Pourrat, qui écrivait :

« Aux forces inconnues du sol, de l’air, des eaux,
 Au paysan, au berger, à l’éleveur
 Qui, siècle après siècle,
 Par vent, par neige, par soleil,
 Peine sur les plateaux solitaires ;
 Aux artisans dont le souci fut et demeure
 La perfection d’un produit de la terre ... »

Aux bâtisseurs
Qui, de génération en génération,
Ont conjugué leurs efforts
Pour édifier, coordonner, animer
Une industrie,
Honneur et vie de toute une province.

Aux consuls de jadis,
Aux magistrats municipaux,
Aux juristes de notre temps,
Tous gardiens du Droit
Qui veillèrent au respect des lois naturelles
Et qui firent la loi humaine,
A tous ceux qui, ainsi, conscients et consciencieux,
N'ont cessé de défendre un splendide élément
Du patrimoine national ».

A vous de suivre ou ne pas suivre. Je vous remercie bien ».

FORUM

Un intervenant

Ce qui m'étonne le plus, c'est que vous avez parlé de produits traditionnels, mais, finalement, quand on parle du Gers à un parisien par exemple, il va vous parler du magret. Or moi, je suis né dans une ferme du Sud-Ouest, et je n'ai jamais mangé un magret. Ce n'était pas un produit traditionnel.

Comment gérez-vous cela ?

LE CANARD CONFIT DES AILES A LA CUISSE

Bernard Ramounéda

C'est une très bonne question. Concernant le magret, on peut dire merci à André Daguin. Je me rappelle qu'on mangeait le canard confit des ailes à la cuisse, puis, l'alicuit avec des abats. Voilà ce qui était la tradition. André Daguin est revenu dans le Gers au début des années 60 et s'est intéressé tout de suite à cette chose-là, pour développer le magret. Au départ, je ne vous dis pas les cris que l'on entendait. Cela râlait dur dans les fermes. Aujourd'hui, pourtant, c'est inimaginable ce qu'on mange comme quantité de magrets. Le seul regret que j'ai, c'est que cela a été capté par d'autres producteurs, hors du Sud-Ouest. On n'a pas su prendre en marche certaines choses, mais on s'est rattrapé depuis. Par exemple, on valorise à l'heure actuelle, d'autres morceaux du canard, comme des persillés, qui sont les cuisses retravaillées, un peu désossées, très filandreuses, mais qui donnent un genre de terrine excellente. Il ne suffit pas de dire : « On va faire telle production ». Il faut aussi prévoir l'évolution du produit et la façon de le magnifier. Et je peux vous dire que le confit de canard est détrôné au détriment du magret et que c'est une bonne chose, parce que manger du confit au mois d'août, ce n'est pas l'idéal. En plus, cela a servi l'image du Gers.

Un regret, cependant : traditionnellement, c'est l'oie qui était dans le Gers. Sauf que là où un canard se coupe en quatre, une oie, l'oie est difficile à diviser en plusieurs morceaux. Mais je crois qu'il y avait un combat à mener sur cette production. Le cuisinier, comme l'agriculteur, doit relever des défis, et en nous y mettant tous, nous arriverons peut-être à re-magnifier l'oie, qui était le palmipède traditionnel du Gers.

Jean Boyazoglu

Vous avez là un exemple type de ce qui peut passer pour les produits spécifiques de qualité, dans la législation actuelle communautaire. Vous pouviez parfaitement enregistrer « l'oie fermière », dans le contexte du Gers. De même pour le magret d'oie, ou le magret de canard dans d'autres contextes. Je ne parle pas d'appellation, ni de dénomination, je parle de « produit spécifique ».

L'OIE DE TOULOUSE, QUI ETAIT L'OIE DE TOUT LE SUD-OUEST, N'A RIEN A VOIR AVEC L'OIE DU CAPITOLE, CONTRAIREMENT A CE QU'ON PENSE

Jean-Claude Flamant

Cela m'évoque le Conservatoire du patrimoine biologique de la région Midi-Pyrénées, qui conduit des actions avec l'appui du Conseil régional et une coordination de l'INRA : au sein de ce conservatoire, se trouve la promotion de l'oie de Toulouse. Et certains de mes collègues qui travaillent sur la base du matériel génétique que nous avons contribué collectivement à sauver puis à consolider, disent : « Attention, cette viande a des qualités très spécifiques qui ne sont pas valorisées parce que méconnues. Elle mériterait d'être le support d'un développement économique également spécifique ». Donc, l'oie de Toulouse, qui était l'oie de tout le Sud-Ouest – et qui n'a rien à voir avec l'oie du Capitole, contrairement à ce qu'on pense – par sa grande taille, ses qualités de gras, présente un intérêt qu'il faudrait parvenir à valoriser. Sur le plan génétique, un travail est en cours pour identifier la caractéristique particulière de cette race d'oies, comme nous l'avons fait sur le porc noir gascon, vis à vis des autres races de porc.

Jean-Pierre Poma

Le porc noir gascon a effectivement des qualités organoleptiques intrinsèques. Pour le réintroduire, il a fallu réapprendre les méthodes d'élevage. C'était le plus dur. Mais aujourd'hui, on voit émerger une filière structurée dans les Hautes-Pyrénées, avec la SAPY (Salaisons Pyrénéennes) que préside Valérie Bonomelli. D'autres initiatives ont lieu dans le Gers, par exemple avec Croq' Panier, qui fait sa transformation au Critt d'Auch. Dans le Lot, il y a également une très bonne approche, celle de M. Duler, qui a une démarche intégrée en porc noir gascon et salaisons associées. Nous allons donc voir se développer des activités économiques sur un produit extrêmement bien typé.

Jean-Claude Flamant

Je le conçois, mais en quoi adapte-t-on des assemblages culinaires spécifiques à cette particularité génétique, qui ne sont pas forcément ce que l'on va faire avec de la viande de Large White à Lacaune ?

Jean-Pierre Poma

Des filières se mettent en place. Il est vrai que les techniques de fabrication et les produits, comme le jambon sec et la saucisse, ne sont guère différents. En revanche, les profils sensoriels de ces produits sont très particuliers. Mais il y a eu une adaptation parce qu'on ne travaille pas de la même façon des types génétiques mixtes intégrant du large white, qui donnent des produits très maigres, qu'un porc noir gascon qui va avoir 5 à 6 % de gras intramusculaire, et presque autant de gras de bardières que de maigre. Mais de la même manière

qu'on est obligé de reprendre les techniques d'élevage, et en particulier de naissance, sur les truies du porc Gascon, on a été obligé de reprendre les techniques d'élaboration des charcuteries en tenant compte du gras intramusculaire et de la proportion de gras et de maigre.

JE SUIS UN FANA DE JAMBON

Un intervenant

Je suis un fana de jambon... Vous avez dit que c'était du porc âgé. Or, à mon avis, ce qui faisait en grande partie le goût du cochon, c'était l'âge auquel on le tuait. Alors, comment gérez-vous le fait d'élever un cochon pendant un an, au lieu de trois mois ? Du point de vue du prix, est-ce que vous ne « tapez » pas dans le très haut de gamme et le jambon à 200 ou 300 F le kilo ?

Jean-Pierre Poma

Je ne parlais pas du porc gascon. Mais il est évident que sur les deux opérations que j'évoquais, concernant les charcutiers tarnais et les salaisons de l'Aveyronnais, on utilise des porcs qui sont beaucoup plus âgés, donc qui coûtent plus cher. En clair, le prix moyen payé en plus au kilo est de l'ordre de 2 F ou 2,50 F. Mais le porc qui a 7 mois et demi, au lieu d'à peine 6 mois, a une carcasse de 110 à 120 kg. Donc un équilibre s'opère. Car il est vrai qu'on n'arriverait plus à valoriser économiquement un porc de 200 kg de carcasse, à l'exception de micro-niches.

JE SUIS UN PEU PERPLEXE A PROPOS DE L'USAGE QUE VOUS FAITES DU TERME DE « TRADITION »

Alain Trousson. Professeur de philosophie

Je suis un peu perplexe à propos de l'usage que vous faites du terme de « tradition », quand vous évoquez la cuisine traditionnelle, l'élevage traditionnel, etc. Cela ne me paraît pas nécessairement en accord avec la notion d'appellations d'origine, que nous a présenté J. Boyazoglu, avec une telle « checklist » que l'on se sent effectivement cernés par la législation, les tribunaux, etc. Mais, en ce qui concerne l'usage que vous faites de la tradition, j'avoue que cela me paraît un peu flou. Cela me pose problème. Prenons l'exemple du magret : à quelle tradition vous référez-vous ? A partir de quand la fixez-vous ? Cette tradition date du xv^e siècle ? Du xix^e siècle ? D'avant la guerre de 1914 ?

De même, la référence au terroir me paraît tout aussi floue. Elle est certes encadrée par des paramètres géographiques, climatologiques et autres, mais on a l'impression que les animaux d'élevage ou les légumes, les sols, n'auraient pas été sélectionnés, transformés... Alors, de quoi s'agit-il réellement ?

Bernard Ramouneda

J. Boyazoglu vous a parlé tout à l'heure de la tomate. Eh bien,

la tomate cultivée à Marmande vient du Pérou. Il faut savoir qu'elle a été introduite au Portugal et en Espagne, qu'elle a fait un parcours méditerranéen, et que c'est seulement lors de la Convention de 1790 que les Parisiens ont découvert ce légume qu'ils mangeaient à l'époque comme un fruit. Le haricot, le maïs, c'est Christophe Colomb qui les a ramenés. Après, il y a le cuisinier et les habitudes alimentaires qui accommodent ces aliments de manière spécifique. Tout l'art des cuisiniers de cette époque a consisté à capter, rassembler, magnifier toutes ces choses-là pour pouvoir donner naissance à un plaisir. Mais je comprends votre question. Qu'est-ce que le territoire? C'est là où habitent les hommes, la terre où ils produisent. Le maïs qui est cultivé ici, d'où vient-il au départ? D'Amérique Latine. Nous l'avons récupéré et transposé ici.

Alain Trousson

Mais il me semble qu'un restaurateur comme André Daguin vous dégomme une tradition et en instaure une autre...

Jean-Pierre Poma

Je pense que la réponse a été donnée avant... Mon cher collègue a dit: « Il faut évoluer à petits pas ». La tradition, c'est quelque chose qui évolue à petits pas. C'est vrai que le magret a été une rupture, ce n'est pas encore un produit traditionnel, c'est trop récent. Mais tous nos produits sont amenés à évoluer, y compris le roquefort...

LES HOMMES DU MOYEN AGE AVAIENT UNE GUEULE, ILS DECHIRAIENT. BIENTOT, ON MANGERA PEUT-ETRE AVEC UNE PAILLE

Bernard Ramounéda

Regardez les hommes du Moyen Age, ils avaient une gueule, ils déchiraient. Puis la Renaissance a apporté la fourchette, le couteau. Et la physionomie de l'homme a changé par rapport au Moyen Age, il n'avait plus besoin de déchiqueter. Qu'est-ce que cela sera dans 500 ou 600 ans? Aujourd'hui, on enlève les arêtes et l'os. Bientôt, on mangera peut-être avec une paille et il y aura éventuellement une modification à nouveau de notre physiologie.

Jean Boyazoglu

Moi j'ai tendance à poser cette question: « Vous êtes chrétien, musulmans ou juifs? » C'est de la tradition...

Alain Trousson

Vous avez compris ma question? Donc, essayez d'y répondre!

Jean Boyazoglu

Moi, je n'aime pas le terme « tradition ». Il faut dire « historique ».

Alain Trousson

Ce n'est pas la même chose.

Jean Boyazoglu

Si, c'est la même chose. L'historique, c'est mesurable. Le traditionnel, ce n'est pas mesurable dans le temps, mais c'est mesurable à un moment précis. C'est une tradition si notre grand-père le faisait plus ou moins ainsi. La tradition est une évolution, pas l'histoire. L'histoire, ce sont des faits, pas la tradition... Je crois qu'on utilise le terme « tradition » pour se faciliter la vie.

L'HISTOIRE DE LA CUISINE EST FAITE DE RUPTURES ET D'INNOVATIONS

Alain Trousson

Je ne veux pas monopoliser la parole, mais je veux préciser la chose suivante: ce qui me fait problème, c'est que nous vivons dans un monde historique, au sens de l'accélération, l'innovation, la rupture, etc. Du coup, la référence exclusive et hyper valorisante à la Tradition, avec un T majuscule, au Terroir, à l'enracinement, me gêne. Si on analysait cela, je pense qu'il y aurait certainement de multiples définitions de la tradition. C'est cela qui rend les choses floues et qui me rend perplexe. La cuisine est un excellent exemple, parce qu'il y a une histoire de la cuisine, et cette histoire, vous le savez mieux que moi, est faite de ruptures et d'innovations.

Bernard Ramounéda

Il a toujours fallu s'adapter. Rappelez-vous: en 1830, Appert a découvert la conservation des produits par la boîte de conserve. Cela été une rupture. Entre temps, il y a eu le scorbut quand même, il a fallu l'assimiler et ainsi de suite. Ensuite, il y a eu le réfrigérateur, la congélation et la surgélation. Il a fallu qu'on suive la technique d'un point de vue culinaire pour pouvoir garder les bases et les écrits d'une cuisine. Parce que c'est écrit, il y a une « traçabilité », un mot que je n'aime pas. La cuisine est codifiée, mais elle évolue avec le temps et avec la technique. Ma grand-mère faisait des conserves de foie en trois heures, moi je fais une terrine de foie cuit à 100° pendant 60 minutes et tout le monde le mange mi-cuit. Il y a trente ans, tout le monde vous aurait sauté dessus en disant que c'est de la folie de faire du mi-cuit. Il faut s'adapter au goût des gens. Je vous ai dit que les gens ne veulent plus manger un poisson avec des arêtes. Eh bien, il faut enlever les arêtes. Imaginez quand il s'agit d'une alose ou d'un petit rouget, comment on fait? On s'emm... En revanche, le coût du plat est augmenté.

Quant à la question du terroir, je crois qu'un homme posé quelque part défend son territoire. Vous, vous défendez votre territoire. Les Parisiens vont défendre Paris, et ils ont raison. Moi, je vais défendre le Gers et j'ai raison aussi.

Jean Boyazoglu

Il faut que vous reteniez quand même qu'un terroir, c'est

quelque chose de précis. Mais quand vous parlez de la tradition, c'est un terme que nous trois comprenons, parce que c'est tout simplement la même utilisation du même terme, qui n'est pas précis, qui est variable. C'est la courbe de Gauss. Ce n'est pas un bout de la courbe de Gauss, c'est toute la courbe de Gauss, qui va d'un extrême à l'autre.

Christiane Pieters

Je crois que cela fera l'objet d'un prochain débat, et je remercie Jean-Pierre Poma, Bernard Ramounéda et Jean Boyazoglu.

Pour conclure, je dirais que pour être de son temps, il faut avoir aussi le sens du passé.

TEMOIGNAGES

« Les femmes, ferments de la modernité dans les campagnes »

Anne-Marie GRANIE,

SOCIOLOGUE, MAITRE DE CONFERENCE A L'ENFA

Il nous a semblé pertinent, dans le cadre de notre thématique générale, d'illustrer le rôle des femmes dans les campagnes, à travers les témoignages de trois locutrices que je vais vous présenter dans un instant, pour mieux comprendre et définir la catégorie du féminin. Non pas le féminin contre le masculin, mais le féminin complémentaire du masculin, et vice versa. Et nous nous sommes interrogées sur la différenciation éventuelle homme – femme, dans la manière de mettre en scène la ruralité.

En effet, les développements des territoires, on le sait, vont reposer sur la compétence que mettent en œuvre les habitants pour donner vie aux lieux. A partir de là, quels projets seront portés par les femmes dans les dynamiques locales? Comment ces projets sont-ils construits? On observe qu'il y a une dynamique de reconquête identitaire des territoires ruraux. Après avoir été longtemps méprisé, voilà que le rural est doté de valeurs primordiales que la ville aurait perdues: la beauté du paysage, le calme, la qualité de vie...

Alors oui, c'est toujours la ville qui a défini la campagne, tout d'un coup, la campagne a envie de se définir elle-même. On constate ainsi une appropriation de ces valeurs par les ruraux, mais aussi une création de nouveaux indicateurs. Quand je dis les ruraux, ce ne sont pas seulement les agriculteurs, ni les autochtones, mais aussi de nouveaux arrivants dans les campagnes. Tous ceux-ci nous donnent à voir et à comprendre les dynamiques qu'ils mettent en œuvre dans leur territoire, non pas contre la ville, mais en relation avec elle. Ce sont là de nouvelles constructions, inter-territoriales.

Quel rôle jouent les femmes dans ce contexte? Occupent-elles une place particulière dans le relationnel, dans le continuum, dans la créativité? Ont-elles un rapport particulier au territoire, au lieu, qui pourrait expliquer leur engagement dans le local? Médiatrices entre hier et aujourd'hui – je viens d'éviter le piège de la « tradition » –, les femmes sont détentrices de savoir et de savoir-faire particuliers. A quoi doit-on cela? Peut-être que leur point d'honneur, leur courage, leur esprit débrouillard, inventif, a à voir avec la division du monde social et plus précisément avec les rapports sociaux de domination et d'exploitation, qui sont institués entre les sexes et dans les cerveaux. Je fais référence ici à Pierre Bourdieu.

Nos trois invitées, Marie-Thérèse Lacombe, Martine Dubos et Alice Monnier vont témoigner de projets qui sont portés par les femmes, qui ont contribué hier et aujourd'hui à la vie

des campagnes.

Marie-Thérèse LACOMBE,
AGRICULTRICE AVEYRONNAISE

LES FEMMES : HISTOIRE D'UNE REVOLUTION SILENCIEUSE

J'ai été agricultrice en Aveyron – notre fils continue sur l'exploitation –, mais j'ai aussi participé, avec beaucoup d'autres, à faire évoluer le milieu rural aveyronnais. Mais pour que vous puissiez comprendre, je dois vous situer un peu quelle était la situation des femmes dans les années 60.

Il faut savoir que les femmes n'ont le droit de vote que depuis 15 ans, ce n'est pas vieux, et que dans les années 60, on ne parlait pas de contraception, en particulier dans le milieu rural. Ces deux points-là pèsent lourdement sur la situation des femmes de l'époque.

Quels étaient alors les problèmes principaux ? Le régime de la cohabitation de plusieurs générations sous le même toit. La jeune fille qui se mariait avec un agriculteur, devenait automatiquement agricultrice et arrivait dans une maison où elle n'avait pas le droit de parole

Moi, je suis arrivée en Aveyron en 1959. Quels y étaient alors les problèmes principaux ? Le régime de la cohabitation – non pas celle dont on parle aujourd'hui en politique, mais celle de plusieurs générations sous le même toit.

C'était peut-être très bien pour certains, mais c'était aussi un grave problème pour les femmes. Parce que la jeune fille qui se mariait avec un agriculteur – et qui devenait d'ailleurs automatiquement agricultrice, on n'avait pas le choix de son métier – arrivait dans une maison où elle n'avait pas le droit de parole. C'était un régime très patriarcal. On arrivait là avec ses bras pour travailler et c'était souvent le grand-père qui vous disait ce que vous deviez faire. Il n'y avait pas d'intimité de couple. Ce n'est pas si vieux, puisque je l'ai vécu. Alors, évidemment, les femmes allaient beaucoup travailler à l'extérieur. Elles se devaient de suivre leur mari tous les jours de l'année pour faire tous les travaux qu'il y avait à faire.

Elle avait le devoir de mettre des enfants au monde, mais pas de les élever

Bien sûr, elle mettait au monde les enfants, c'était son devoir, mais ce n'était pas elle qui les élevait : c'était sa mère ou sa belle-mère. Elle n'avait le droit d'élever ses enfants que quand survenait de nouveau une jeune femme à la maison. Imaginez ce que cela pouvait être pour les couples... Voilà donc la situation. La femme en tant que main-d'œuvre de tous les jours, de tous les instants, et sans qualification.

Il faut aussi se rappeler ce qu'était l'habitat... Très désuet, sans confort. Les villages étaient sales. Il y avait des tas de fumier partout, des tas de bois, des volailles, du bétail etc. C'est un tableau un peu sombre. Mais il fallait accepter cela ou partir. Et j'entendais bien des mères dire à leur fille : « Va

t-en, je ne veux pas que tu vives ce que j'ai vécu ». Cela a compté pour beaucoup dans l'exode rural.

Nous avons décidé de ne pas subir cette situation

A cette époque, nous étions quelques-unes issues de la JACF, un mouvement de jeunesse très important, et nous avions décidé de ne pas subir cette situation. Nous avons appris à réfléchir et à changer ce qui ne convenait pas dans notre vie. Arrivées dans notre vie d'épouse, de mère de famille, nous avons voulu mettre cette volonté de changement en route. On ne voulait pas rester sous le coup de la routine mais prendre véritablement notre vie en main. Nous nous sommes donc réunies à quelques-unes, et nous nous sommes demandées quels étaient les problèmes importants. Il y avait très peu de conseillères. Certaines se mettaient en place grâce au financement de la MSA, de la Chambre d'Agriculture, du Conseil Général. Mais l'action qui s'est mise en route n'a pas été décidée par les organisations agricoles. Ce sont nous, les femmes, qui avons décidé de nous regrouper.

On essayait de remonter le moral des femmes par rapport à un beau-père qui était souvent très dur à vivre, nous avons mis en œuvre une action d'habitat ou de séparation dans les maisons, pour que le couple ait son intérieur

Il y avait toutes sortes de façons d'être actives. Par exemple, pour vous illustrer l'action qu'on a menée par rapport à la cohabitation – parce qu'on essayait de remonter le moral des femmes par rapport à un beau-père qui était souvent très dur à vivre – nous avons mis en œuvre une action d'habitat ou de séparation dans les maisons, pour que le couple ait son intérieur. C'étaient des dossiers explosifs... Juste une anecdote pour l'illustrer : il se trouve qu'à l'époque, je rédigeais un article dans un journal, « le Rouergat », et je m'étendais sur les problèmes des femmes, dont la cohabitation. Mais comme c'était quelque chose dont on ne pouvait pas parler sous peine de jeter la révolution dans sa famille, je sais que des jeunes femmes découpaient les articles, les affichaient dans le cadre de la fenêtre - le seul endroit dans la maison où il faisait clair -, ainsi tout le monde pouvait lire ce qu'on disait sur ce mal qu'il fallait enrayer. Les choses se passaient dans le silence.

Il s'agissait d'abord de rompre l'isolement, d'oser dire que la cohabitation entre générations ne devait pas durer, de trouver des nouvelles façons de faire moins fatigantes, de partir une journée en voyage pour voir ailleurs ce qui se passait ailleurs

Quel a été donc le bénéfice de toutes ces rencontres entre femmes, qui se passaient dans le stade du village, puis avec des déléguées et des responsables locales au niveau de la petite région ou du département ? Il s'agissait d'abord de rompre l'isolement. Mais aussi d'oser dire que la cohabitation entre générations ne devait pas durer. De regarder sa vie, ses travaux, et de trouver des nouvelles façons de faire moins fatigantes. D'aménager la maison. De partir une journée en voyage pour voir ailleurs ce qui se passait. Imaginez ce que

c'était, pour ces femmes, de pouvoir partir une journée et de parler entre elles. Dans ces réunions, nous avons également beaucoup parlé d'organisation du travail.

En 1966, on a installé des congélateur collectifs, où on louait chacun un petit casier

Ah, c'était notre hantise ! Nous ne voulions plus travailler dans la routine. Nous avons beaucoup parlé de l'utilisation des appareils ménagers, de la congélation, de ces nouvelles techniques. Vous savez, c'était une évolution considérable. Dans ma commune, c'est en 1966 qu'on a installé des congélateurs... collectifs, s'il vous plaît. C'est-à-dire de grandes armoires où l'on louait chacun un petit casier. Quand je vous entendais parler du porc, tout à l'heure, j'imaginai comment nous aurions pu en parler, à l'époque : « Pouah, le jour du cochon, quelle horreur, mettons cela dehors ! » Pour nous, les femmes, c'était la catastrophe des catastrophes. Une journée infernale où l'on travaillait dans des conditions absolument épouvantables, dans l'étable, derrière les vaches, sans eau chaude. Il fallait la faire chauffer, nettoyer les boyaux... Nous n'avons pas voulu, cependant, mettre en air les vieilles habitudes. On a conservé, mais en essayant de voir comment choisir le meilleur porc, le tuer dans les meilleures conditions, les meilleures installations. Et c'est ainsi que peut-être on a contribué à ce qu'aujourd'hui, il y ait de bonnes choses qui restent.

On aurait pu tout envoyer balader

Parce qu'on aurait pu tout envoyer balader ! Il y avait une telle volonté de ne plus vivre comme avant qu'on aurait pu gâcher ces bonnes choses.

Même chose au niveau de l'habitat. Il y avait des maisons très anciennes et les femmes avaient la hantise du parpaing et du formica. On aurait pu tout transformer et ne rien garder des choses traditionnelles. On a essayé de faire en sorte que les aménagements soient confortables, beaux, mais sans tout casser.

Autre aspect : les femmes n'avaient pas d'argent. Nous avons alors réfléchi au revenu supplémentaire qu'elles feraient elles-mêmes. Certaines ont étendu certains ateliers, en commençant par la basse-cour. On était très organisées, d'ailleurs. On se disait : « A quoi bon avoir tous des poules, des canards, des pintades ? Donc toi, tu feras les poulets, moi je ferai les canards et une troisième fera les pintades. » Et puis, comme il fallait non seulement s'entraider mais aussi faire un peu d'argent, les ateliers se sont développés. De là, date l'essor du canard. Beaucoup de femmes ont étoffé leur élevage, de même qu'avec les porcs, les veaux, les agneaux... En même temps, on essayait d'acquérir une compétence pour conduire ces élevages dans de bonnes conditions et avec des méthodes nouvelles qui émergeaient.

Les femmes ont fait naître le tourisme à la ferme

Nous avons également beaucoup parlé de l'accueil des touristes. Nous avions un pays formidable et nous avons eu envie de le faire connaître à ces gens de la ville. C'est chez nous qu'a commencé le camping à la ferme, où l'accueil était fait par les femmes, puis ce qu'on appelle aujourd'hui les chambres d'hôtes : nous avons initié cela dans le Saint-Affricain, au presbytère de Monteuil. C'est comme cela que

le tourisme à la ferme est né. On en fait maintenant beaucoup de bruit, mais ce sont les femmes qui l'ont mis en place. Comme ce sont les femmes qui ont créé la diversification dans les exploitations.

En même temps qu'on travaillait l'habitat, le confort des maisons, nous avons élargi au pourtour des maisons. Il n'était pas possible que nos cours de fermes soient dans un désordre pareil, où l'on pataugeait toute l'année. Cela a été tout un travail d'organiser le parcours, de changer le poulailler ou le tas de bois de place. Cela ne semble rien du tout mais c'étaient des évolutions énormes. Ce n'était pas le tout de planter des fleurs, il fallait nettoyer, il fallait modifier le parcours des animaux, assécher la mare qui était là depuis toujours...

Et il ne s'agissait pas seulement de dire, il fallait faire

Toutes ces choses, ce sont les femmes qui les ont demandées. Elles commençaient, elles, par changer les cailloux et les tas

Quels étaient alors les problèmes principaux ? Le régime de la cohabitation de plusieurs générations sous le même toit. La jeune fille qui se mariait avec un agriculteur, devenait automatiquement agricultrice et arrivait dans une maison où elle n'avait pas le droit de parole

de bois, et puis en les voyant, le mari venait aider. C'est vrai que l'Aveyron avait quand même un peu une tradition de laisser-aller. Il a fallu aussi que le village entier soit propre. Et c'est ainsi qu'on a mené une action auprès des Maires et des Conseils Municipaux. Des maisons ont été démolies, des chemins supprimés, d'autres mis à de meilleurs endroits. Pour nous, les maîtres mots étaient : vivre autrement en réfléchissant. Et il ne s'agissait pas seulement de dire, il fallait faire.

La troisième chose : il fallait conduire sa vie de femme. On ne voulait plus être sous la coupe du beau-père ou du mari, nous voulions prendre une certaine indépendance et devenir majeures. Faire le travail qu'on désirait et affirmer sa personnalité.

Quatrièmement, nous voulions être partie prenante dans les exploitations. Nous n'avions été jusque-là que des manœuvres et nous voulions donc avoir une responsabilité précise, être consultée dans les décisions. Jusque là, tout le progrès s'installait à partir des hommes : on achetait un tracteur, des outils. Bon, il fallait bien sûr que tout le monde contribue à le payer mais on ne demandait pas avis aux femmes. C'est d'ailleurs pour cela que les problèmes d'ha-

bitat ont été très longs à résoudre : parce qu'on a commencé à moderniser les fermes, à acheter les tracteurs et tout le matériel, et la modernisation de l'habitat n'est venue qu'après. Nous étions des « sans profession ». Pourtant, Dieu sait si nous en exerçons, des professions ! Il a fallu se bagarrer. La mutualité sociale vient juste de reconnaître le titre de « collaborateur ». Vous vous rendez compte ! 40 ans après !

Et le dernier maître mot, qui a été très long à venir, c'était que nous voulions avoir un titre en tant qu'exploitante agricole. Nous étions, jusqu'il n'y a pas longtemps, des « sans profession ». Pourtant, Dieu sait si nous en exerçons, des professions ! Et là, il a fallu se bagarrer. La mutualité sociale vient juste de reconnaître le titre de « collaborateur ». Vous vous rendez compte ! 40 ans après !

Voilà, je vous ai raconté plein de choses, vous pourrez poser les questions à Raymond pour savoir ce qu'il en pensait... Tout cela me conduit à quelques remarques sur la situation actuelle. Souvent, j'entends mes enfants ou les jeunes dire : « Oh, que la vie est difficile ! » Eh bien, sapristi, il y a 40 ans, vous savez, la vie n'était pas facile non plus. Et on n'avait pas beaucoup de moyens. Seulement on n'a pas attendu qu'il y ait les mesures de Bruxelles ou du Gouvernement pour faire des choses concrètes. Je le dis souvent à mes enfants : n'attendez pas que cela vous vienne. Je sais bien qu'il y a des contraintes plus importantes aujourd'hui. Mais quand même, prenez-vous par la main, regroupez-vous à quelques uns et réfléchissez, proposez. N'attendez pas que les subventions.

On essayait de remonter le moral des femmes par rapport à un beau-père qui était souvent très dur à vivre, nous avons mis en œuvre une action d'habitat ou de séparation dans les maisons, pour que le couple ait son intérieur

Fait important : c'était un travail d'équipe, un travail collectif dans tous les villages du département. On n'allait pas voir des leaders. C'est pour cette raison que cela a tant marqué. On n'en a peu parlé, mais c'était une révolution silencieuse.

Martine DUBOS,
AGRICULTRICE GERMOISE

LES FEMMES ONT LA PLACE QU'ELLES ONT BIEN VOULU PRENDRE

Je suis agricultrice dans un petit village situé à 30 kilomètres d'ici, La Barthe, dans le canton de Riscle, où l'on produit du Côte de Saint-Mont, le vin qui est servi à « Jazz in Marcillac ». Je suis fille d'agriculteur et j'étais étudiante en 1975. A l'époque, j'avais dit que jamais, je ne me marierai avec un agriculteur, parce qu'on passait tous nos étés à travailler dans les vignes. Donc j'en avais « ras-le-bol ». Et puis, je suis venue castrer les maïs en 1974 et je me suis mariée avec le patron ! Depuis je suis agricultrice à temps plein... Je ne connaissais

pas grand-chose à l'agriculture, à part le travail de la vigne. Je ne savais pas du tout ce qu'on pouvait gagner. J'ai quand même eu beaucoup de soutien, grâce à d'autres agricultrices et grâce au Groupe de Développement Agricole (GDA), dont le fondateur ici présent est Raymond Dubos, un homonyme mais pas un parent. Ce qu'a fait le groupe de Marie-Thérèse Lacombe s'accomplissait aussi dans le Gers. Comme il n'était pas question que j'aie dans une école d'agriculture, j'ai suivi un stage 200 heures de comptabilité et de gestion, destiné à apprendre aux agricultrices à tenir leur comptabilité - d'abord manuellement avec les grands cahiers à colonnes et puis on s'est mis à l'ordinateur, en 1982 - à tenir également la gestion, et à s'occuper de l'administratif. Et Dieu sait qu'il y en a des papiers à faire...

Les 200 heures féminines

Christiane Pieters, qui était également agricultrice a été parmi les premières à organiser ces « 200 heures féminines », comme on les appelait. Cela nous permettait de nous rencontrer, d'échanger et d'évoluer dans nos objectifs. Au niveau du GDA, nous faisons même des réunions techniques de travail agricole, en section féminine. Nous comparions les résultats. Nous avons plusieurs stages de formation... En fait, par rapport à la vie qu'évoquait Thérèse Lacombe, nous bénéficions déjà d'une certaine avancée des choses.

Les jeunes femmes qui arrivent n'épousent plus l'agriculteur. Elles n'épousent plus l'agriculture, la belle-famille, et les vaches. Elles épousent un homme.

Nous faisons également beaucoup de sorties et de voyages pour voir comment cela se passait ailleurs, nous le faisons toujours d'ailleurs. Nous réfléchissons à l'aménagement de la ferme et on parlait encore des cohabitations. Il y a 20 ans, les agricultrices se disaient bouche-trou. Aujourd'hui, j'ai le sentiment que les femmes ont la place qu'elles ont bien voulu prendre. Elles sont nombreuses à être associées à l'exploitation, car de plus en plus de sociétés se sont créées et on reconnaît leur travail sur l'exploitation. Les jeunes femmes qui arrivent n'épousent plus l'agriculteur. Elles n'épousent plus l'agriculture, la belle-famille, et les vaches. Elles épousent un homme. Cela a quand même bien évolué, une ouverture d'esprit s'est opérée et il y a davantage d'osmose entre les différentes professions du milieu rural. Autrefois, les paysans allaient à la « foire aux célibataires ». A présent, ils n'en ont plus besoin. Il est accepté que l'épouse puisse être infirmière, institutrice ou boulangère.

Ces femmes participent à l'animation du milieu rural, agricultrices ou non agricultrices. Elles sont dans les foyers ruraux, elles proposent des dégustations de vins comme à Marcillac, avec le tablier de vigneron. Et comme dans l'Aveyron, elles se sont beaucoup impliquées dans le tourisme, l'accueil à la ferme, les chambres et les tables d'hôte. A présent, ce sont les hommes qui gavent et qui s'occupent de la volaille. Cela a beaucoup évolué de ce côté-là aussi. Depuis j'ai eu d'autres responsabilités, car dans le milieu rural, il n'y a pas beaucoup de volontaires pour participer à

des réunions. Je l'ai beaucoup fait pour remplacer mon mari. Et puis, il y a un an et demi, j'ai été élue Présidente du Syndicat des Producteurs de Semences de Maïs. Je suis la première femme à faire cela en France. Ce n'est pas évident, mais j'arrive à trouver ma place.

Alice MONIER,
AGRICULTRICE AVEYRONNAISE

**LA FEMME GESTIONNAIRE, DRH,
FORMATRICE, ANIMATRICE
SOCIALE... QUI INSCRIT DANS
LA DUREE**

Je suis actuellement animatrice de la Fédération départementale des CIVAM de l'Aveyron. J'habite sur le plateau du Larzac et j'ai été pendant plusieurs années agricultrice. Je ne souhaite pas tellement faire un témoignage professionnel, mais un témoignage sur le rôle des femmes, tel que je le constate sur le plateau du Larzac, en développant en particulier l'exemple de la Jasse du Larzac.

Dans un cadre plus général, je dois dire que j'avais été assez marquée par une recherche qu'avait conduite Anne-Marie Granié sur les femmes de Lomagne, et qui réfléchissait, à une époque de féminisme assez virulent, sur la continuité de la tradition. Cela m'avait fait beaucoup réfléchir sur ce que doit être une libération des femmes dans le milieu rural, avec peut-être la recherche d'une troisième voie, entre d'un côté, chercher à être semblable aux hommes, ou d'un autre côté, comme l'a subi la génération de Thérèse Lacombe, rester soumise au père ou au beau-père.

Ce sont les femmes qui font la comptabilité et la gestion. Et très souvent, elles s'occupent également de la vente, de la promotion et, dans le GAEC, de l'organisation du travail. Elles y sont en quelque sorte directrices des ressources humaines. Première chose que je constate : le développement du rôle économique des femmes. Je n'y reviendrai pas tellement parce que Martine Dubos en a déjà parlé. Mais c'est vrai qu'actuellement, dans presque toutes les exploitations autour de chez nous, ce sont les femmes qui font la comptabilité et la gestion. Et très souvent, elles s'occupent également de la vente, de la promotion et, dans le GAEC, de l'organisation du travail. Elles y sont en quelque sorte directrices des ressources humaines. En fait, sans elles, il n'y aurait pas de réunions régulières. Elles aident beaucoup à la rationalité du travail, par exemple en imposant qu'il y ait un bureau du GAEC. Souvent, les hommes trouvent que ce n'est pas la peine. Quant à la vie sociale, nous restons quand même très marqués par la séparation des genres, sur le Larzac comme ailleurs. Les femmes seront plutôt aux réunions des parents d'élèves et les hommes aux réunions de CUMA. C'est regrettable. J'ai envie de dire que cela n'a pas évolué depuis 20 ans, mais qu'y faire ? Je ne sais pas. Je le constate, je trouve

que cela ne bouge pas beaucoup. Un peu méchamment, j'aurais tendance à dire que les femmes ont du mal parfois à travailler avec les hommes parce que, dans les réunions, ils ne prennent pas de notes, ils ne sont pas organisés, cela dure trois heures quand cela pourrait durer une heure et demie... (rises).

Dans la vie sociale et l'entraide, là aussi, il y a des rôles très

On se disait : « A quoi bon avoir tous des poules, des canards, des pintades ? Toi, tu feras les poulets, moi les canards et une troisième les pintades. » Et puis, comme il fallait non seulement s'entraider mais aussi faire un peu d'argent, les ateliers se sont développés.

différenciés entre homme et femme. Tout ce qui concerne l'aide individuelle, tout ce qui participe au soutien moral, continue d'être majoritairement exercé par les femmes. Par exemple, les visites aux malades, le ménage d'une maison parce que quelqu'un a été hospitalisé, les coups de fils aux gens qui ne vont pas trop bien, les invitations de personnes isolées... Cela reste encore beaucoup du domaine des femmes. En contrepartie, j'en suis bien consciente, les hommes font des choses beaucoup plus matérielles : ils vont rentrer le bois pour quelqu'un qui ne le peut pas, lui faire du bricolage, aller chercher quelqu'un qui est malade en voiture, etc. Les femmes sont beaucoup plus présentes par la parole, parce que je crois que les hommes sont plus timides.

Les femmes sont très engagées dans ce qui est profond, dans ce qui s'inscrit dans la durée

Autre aspect de la vie rurale : le domaine religieux. Je ne donnerai qu'un exemple, au moment de la mort. Ce sont les femmes qui sont sollicitées pour tout ce qui a trait à l'organisation spirituelle, notamment les veillées de prières. Dans mon coin, nous sommes trois femmes, et même si ce n'est écrit nulle part, on fait appel à nous, parce qu'on sait le faire ou qu'on est à l'aise pour le faire. Les hommes, eux, participent à l'aide très concrète. Il y a également un « rituel » toujours vivant, c'est le fait que les femmes prennent en charge l'organisation de la collation, du repas qui suit l'enterrement.

Nous étions des « sans profession ». Pourtant, Dieu sait si nous en exerçons, des professions ! Il a fallu se bagarrer. La mutualité sociale vient juste de reconnaître le titre de « collaborateur ». Vous vous rendez compte ! 40 ans après !

Cela m'amène à dire que les femmes sont très engagées dans ce qui est profond, dans ce qui s'inscrit dans la durée. Par exemple, tout ce qui touche à la formation. Ainsi, chez nous, beaucoup de gens sont engagés dans l'Association pour la Formation Collective à la Comptabilité et à la Gestion, mais le Conseil d'Administration est uniquement composé de femmes. Car pour les hommes, il me semble que ce qui est dans la durée est un peu casse-pieds, ce n'est pas enthousiasmant.

siasmant, les résultats ou les effets sont peu visibles, il faut attendre 10 ans pour les voir... En revanche, il existe un domaine beaucoup plus fermé aux femmes, c'est la vie politique et syndicale. Les femmes ne peuvent pas y faire leur place, quelle que soit la tendance syndicale, FDSEA ou Confédération Paysanne. Ces syndicats sont trop marqués par les hommes. Une femme peut difficilement s'y sentir à l'aise, sauf si elle a une personnalité très affirmée. Je crois que la priorité est trop donnée aux actions fortes. Il y a aussi un certain plaisir à l'affrontement, que les femmes ont moins de facilité à aborder. Et s'il n'y a pas de grands bouleversements, notamment un quota imposé, cela ne bougera pas. Car je constate qu'il n'y a pas plus de femmes aujourd'hui dans les syndicats agricoles qu'il y a 20 ans.

Il existe un domaine beaucoup plus fermé aux femmes, c'est la vie politique et syndicale. Elles ne peuvent pas y faire leur place, quelle que soit la tendance syndicale, FDSEA ou Confédération Paysanne.

Ce phénomène est accentué par le fait que les médias interrogent toujours des hommes, jamais des femmes. Et quand des journalistes posent des questions à une épouse d'agriculteur, ils ne lui demandent jamais sa profession. Pour eux, il est évident qu'elle est femme au foyer ou agricultrice ! Je n'ai rien contre le fait d'être agricultrice, mais la question ne se pose pas. Ils n'imaginent même pas qu'elle puisse faire autre chose. Voilà pour le contexte général.

J'aimerais maintenant vous présenter l'exemple de la Jasse du Larzac. C'est un lieu qui a été créé en 1983, au bord de la nationale 9, et qui remplit quatre fonctions : c'est un lieu d'information, de témoignage et de mémoire, de promotion et de vente de produits fermiers et d'artisanat d'art, avec également un restaurant et des animations. Ce lieu est ouvert pendant trois mois l'été et nous avons un projet d'ouverture sur l'ensemble de l'année. Actuellement, quatre personnes y travaillent en saison sur la restauration, et trois personnes sur la vente. Il y a également un bénévolat très important, notamment pour tout ce qui concerne l'organisation générale précédant l'ouverture.

Les femmes sont le ferment du milieu rural. Leur rôle, très discret, pas médiatique, doit être reconnu. Sans les femmes, il n'y aurait pas de milieu rural.

Au départ, ce lieu a été ouvert par la volonté du Conseil d'administration de l'Association pour l'Aménagement du Larzac. Et au fil du temps, cela a été géré uniquement par des femmes. Il faut dire que ce n'est pas toujours drôle : il faut commander des livres, il faut faire plein de trucs fastidieux.

c'est encore une découverte. Et puis, ce sont les femmes qui assurent à présent toutes les relations avec les institutions, les mairies, le Parc naturel, la DDE, etc. Donc à partir d'une situation qui n'a pas été choisie, cela devient quelque chose dont les femmes sont très fières. Ce lieu marche, cet été nous aurons un chiffre d'affaires de 500 000 francs, et en plus c'est un endroit beau et sympa. J'ai beaucoup travaillé sur ce projet, en tant que salariée.

Je crois que les femmes sont vraiment le ferment du milieu rural, car elles sont souvent beaucoup plus sérieuses dans la continuité. Je crois aussi beaucoup à cet esprit de service qu'elles ont. C'est un tort de vouloir le tuer sous prétexte de libération. Je pense qu'il faudrait plutôt amener les hommes à avoir aussi cet esprit de service. Disons que ce qui a pu être, à un moment donné, un asservissement, peut devenir une ouverture et même un modèle à suivre. Surtout, je voudrais que le rôle des femmes soit beaucoup plus reconnu car je crois que, comme le disait Marie-Thérèse Lacombe, c'est un rôle très discret, qui ne se voit pas, qui n'est pas médiatique. Mais je continue à penser que sans femmes, il n'y aurait pas de milieu rural.

Les jeunes femmes qui arrivent n'épousent plus l'agriculteur. Elles n'épousent plus l'agriculture, la belle-famille, et les vaches. Elles épousent un homme

Le côté positif, c'est qu'à travers cette action, des femmes se sont formées à tout ce qui est comptabilité, gestion et fiscalité, ou encore aux stocks, aux achats et aux approvisionnements. Actuellement, nous établissons un bail commercial,

FORUM

Monique Freirich, administrateur au sein de Vivadour

Moi je voudrais dire quelque chose à Madame Dubos. Je vous félicite d'être Présidente, car j'avoue que ce n'est pas facile du tout. En revanche, au niveau des responsabilités, on a parlé des syndicats, mais au niveau professionnel, il y en a très peu. C'est dommage, mais je crois qu'il suffit de le demander, il ne faut pas attendre qu'on vienne vous chercher.

Martine Dubos

C'est vrai. Cela dit, mon sentiment est que les hommes aiment participer à beaucoup de choses, mais moi, je préfère me donner à fond sur la première demande qu'on m'a faite. Peut-être participerai-je un jour à d'autres Conseils d'Administration. Mais c'est quand même une charge assez importante et je veux garder ma vie de famille, avec mes enfants, mes petits-enfants. Donc je ne vais pas demander d'autres responsabilités.

Monique Freirich

Je ne parlais pas seulement pour vous, mais sur le fait, en général, qu'il n'y a pas de femmes au niveau professionnel.

Martine Dubos

Au niveau politique, il paraît qu'il va y en avoir... On verra.

Une intervenante

Vous savez, on dit qu'il n'y en a pas beaucoup, mais il y en a par-ci, par-là, quand même. Evidemment, comme l'a dit Alice Monier, les projecteurs ne sont pas sur elles, mais il y en a quelques-unes qui assurent des responsabilités dans les organismes professionnels. Quant aux réunions des CUMA, bon il suffit d'y aller. Ils ne vous mettront pas dehors, ces messieurs.

LA FRANCE AURAIENT-ELLES HONTE DES FEMMES PAYSANNES ? DES FEMMES RETRAITEES ?

Un intervenant

Je suis agriculteur à la retraite. Je vis dans les coteaux, à quelques kilomètres d'ici. Je me suis recyclé, je fais quelques reportages, j'étais à Millau notamment. Je voudrais dire qu'il est vrai que les femmes ne se sont pas assez impliquées. Cela dit, ce n'est pas de votre faute. C'est parce que nous sommes passés souvent devant et on ne vous a même pas demandé de venir. Mais il faut dire aussi que vous êtes beaucoup impliquées dans le ménage et autres tâches, et que vous avez moins de temps peut-être que nous. Je peux me tromper. Ce qui s'est passé également, c'est qu'au cours des siècles, on a vu des femmes sur la brèche, on les a vues à

Versailles, mais c'est vrai aussi que vous êtes trop souvent restées dans l'ombre. C'est que j'ai rappelé à Monsieur le Ministre: je lui ai écrit après que les femmes retraitées du Gers sont allées le rencontrer, il y a de cela quelques mois, pour demander de meilleures retraites. Car vraiment, les retraites sont minables et il n'y a pas d'autres mots. On nous l'a reproché, on nous a dit qu'on n'avait pas cotisé. Nous avons cotisé ce qu'on nous a demandé! On nous aurait demandé plus, on l'aurait fait, parce que c'était obligatoire... A condition d'avoir les moyens de cotiser plus. Pour moi c'est fondamental. Ce que j'ai voulu dire à Monsieur le Ministre Jean Glavany, c'est que les femmes ne sont pas prises en considération comme elles devraient l'être. Et notamment au sujet des retraites. A une époque reculée, tous ceux qui avaient une tare, physique ou mentale, étaient mis de côté. On avait honte. Et je lui ai demandé si la France avait honte des femmes paysannes, des femmes retraitées?

POURQUOI LES FEMMES ONT-ELLES PEUR ?

Christiane Mania, professeur au lycée agricole, Maire d'une petite commune du Canton de Mielan

Je suis la seule femme maire du canton de Marciac – Monsieur Daguzan me regarde en riant – mais j'espère que cela viendra. Mesdames, vous avez évoqué tous les problèmes de la campagne, du milieu rural... Je l'ai vécu un

Ce sont les femmes qui font la comptabilité et la gestion. Et très souvent, elles s'occupent également de la vente, de la promotion et, dans le GAEC, de l'organisation du travail. Elles y sont en quelque sorte directrices des ressources humaines

peu dans mon enfance, parce que je suis issue de ce milieu. Ma mère qui est née en 1910, a vécu cette cohabitation, et a voulu essayer de sortir par elle-même pour avoir de l'argent de poche. Les temps ont évolué, elle avait quand même un permis de conduire, elle l'avait passé à l'époque et c'était beaucoup. Mais c'est vrai que dans le milieu rural, il est difficile de faire bouger les choses. Les femmes essayent de faire mieux. Elles le font timidement. Pourquoi ont-elles peur? Est-ce qu'elles n'osent pas? Est-ce qu'elles ne sont pas encouragées? Est-ce qu'elles n'ont pas le temps? Il y a peut-être un peu de tout cela.

Je trouve dommage que la parité ait été imposée. Elle aurait dû avoir lieu sans avoir besoin de loi. D'autre part, la parité s'arrête aux communes de 3500 habitants et plus, mais il y a beaucoup de villages qui sont en dessous de ce seuil...

Jean-Jacques Barrère, Curé à Maubourguet

Je suis aumônier d'un mouvement qui s'appelle « Chrétien en monde rural », où se retrouvent pas mal d'anciens et

d'anciennes de la JAC, JACF. Ces deux dernières années, nous avons fait une enquête auprès des ruraux, sur les Hautes-Pyrénées, dans la tranche des 25-40 ans. Nous avons rencontré 1 500 personnes, dont 55 % de femmes, et pas uniquement des agricultrices. Notre objectif était d'analyser comment des solidarités peuvent se créer à partir de leurs aspirations. Nous avons constaté que, dans le couple, surtout quand il y a des enfants, les hommes consacrent certes leurs loisirs au sport mais ce qui ressort massivement de l'en-

Il existe un domaine beaucoup plus fermé aux femmes, c'est la vie politique et syndicale. Elles ne peuvent pas y faire leur place, quelle que soit la tendance syndicale, FDSEA ou Confédération Paysanne

quête, c'est qu'ils sont beaucoup plus présents à la maison. Ils s'occupent du bricolage, de l'enclos, de la maison et de son environnement. En revanche, les femmes sont beaucoup plus présentes à l'extérieur de la maison ou de l'enclos, en particulier à travers la vie associative, les repas de village et autres fêtes. De même, elles sont très présentes sur les questions relatives aux enfants et à la santé.

Les hommes passent 30 % de leurs loisirs à l'extérieur et les femmes 70 %. Les proportions sont inversées. C'est assez impressionnant.

JE POURSUIVRAI TANT QUE JE POURRAI

Jeanne Ricordet

Je suis issue de deux parents qui sont très urbains - ma mère est urbaniste et mon père paysagiste - tous deux issus de familles plus ou moins rurales. Et je vous remercie beaucoup parce que vous m'avez permis de comprendre l'attitude de ma mère qui, depuis plusieurs années, s'oppose à ce que je

Les femmes sont le ferment du milieu rural. Leur rôle, très discret, pas médiatique, doit être reconnu. Sans les femmes, il n'y aurait pas de milieu rural.

rentre dans le monde rural et que je fasse des choses pour soutenir des pays qui ne sont pas les miens, ou des actions agricoles et de développement local qui me tiennent à cœur. Je poursuivrai tant que je pourrai, même si je pense que je croiserai beaucoup d'opposition, y compris à l'époque qui est la nôtre. Je vous remercie encore.

LA QUETE DU LIEN SOCIAL

Anne-Marie Granié

On s'interrogeait au début du forum pour savoir s'il y avait des nouvelles catégories de femmes dans le monde rural. A

travers les trois témoignages que l'on a entendus, on se rend compte qu'un certain nombre de choses perdurent. Il y a des éléments de notre environnement, des lieux que l'on investit, qui sont soit du côté du masculin, soit du côté du féminin. Il y a là des formes de continuum. Je suis assez d'accord avec nos locutrices : je ne suis pas sûre qu'il y ait eu de gros changements.

En revanche, effectivement, les femmes font un travail absolument considérable dans le lien social. Or, on sait bien que la quête du lien social est quelque chose d'extrêmement important aujourd'hui, que ce soit d'ailleurs en ville ou en campagne.

Et, au-delà du lien social, je trouve que les femmes jouent un rôle fondamental dans les liaisons villes - campagnes. Je prendrai juste l'exemple des chambres ou des tables d'hôtes. Je suis actuellement en chambre d'hôte à Galiac et, je peux vous dire que la conversation que j'ai eu avec la dame qui nous accueille était extraordinaire : elle nous raconte des choses d'ici, de sa terre, de ces lieux qu'elle traverse, qu'elle parcourt et qu'elle vit. C'est une dame qui sort beaucoup et qui n'est pas enfermée dans sa maison. Tout à l'heure, par hasard, elle m'a dit : « Est-ce que Patrick Legrand est là » ? J'ai dit oui. « Ah ! Vous savez, il était venu chez moi, il y a deux ans, il est formidable, etc. ». Et cette dame maintient des liens avec pleins de gens ! Nous avons effectivement des nouveaux indicateurs qui sont liés à la modernité, même si on reste sur des champs encore très marqués masculin/féminin. Cela me paraissait important à souligner.

Un intervenant

Ce que vous dites est très vrai, à propos de cette relation avec les citadins. J'aimerais que vous me disiez comment vous faites quand vous accueillez des citadins qui arrivent, et qui veulent vous faire raconter le bon vieux temps de la vie à la campagne, quand tout allait bien, que tout était magnifique... Comment vous réagissez face au citadin typique qui arrive en disant : « Oh là, là, la vie à la campagne, c'est fabuleux ! »

Marie-Thérèse Lacombe

Je crois que les gens ont une attitude très majeure. Ils savent dire les très bonnes choses. Mais ils savent aussi remettre les pendules à l'heure sur le travail, sur les contraintes. Quand on est dans une ferme laitière, on sait leur expliquer qu'il faut traire les 365 jours de l'année, deux fois par jour. On sait leur dire qu'ils veulent des bons produits sains, mais que cela coûte cher. Cela ne vient pas comme cela... C'est bénéfique. Et les gens n'ont pas de complexe. Nous sommes là pour accueillir, c'est notre mission maintenant. Y compris d'accueillir des gens qui ont des difficultés, bien qu'il ne faut pas non plus qu'on soit l'exutoire de la ville. Mais, il faut aussi savoir dire toutes les difficultés que nous rencontrons, parce que lorsque j'écoute la radio ou que je regarde la télé, j'entends parfois des énormités. A commencer par la géographie, que pourraient apprendre les

journalistes. J'ai entendu, hier matin, le chroniqueur de France-Inter qui parlait de « Micropolis », près de Cahors ! (Ndlr : Micropolis se situe dans le nord-est de l'Aveyron et Cahors est dans le Lot). Nous, on ne se permettrait pas de dire des horreurs pareilles. On aurait honte.

Simone Caillet, Inra

Je voulais simplement demander à ces femmes qui travaillent à la campagne quel regard elles portent sur les urbaines ? Vous sentez-vous différentes ? Vous sentez-vous proches d'elles ? Et inversement, quel regard portent les femmes des villes sur vous ? Je suis mal placée pour vous répondre parce que je suis citadine, mais je suis fille d'agriculteur et j'ai été Maire d'une petite commune dans le canton de Carbonne (Haute-Garonne), pendant six ans. Et je travaille à l'Inra, par-dessus le marché.

Martine Dubos

Moi, je crois qu'on a une qualité de vie qu'elles peuvent nous envier. On vit au grand air et pour l'éducation de nos enfants, c'est plus facile qu'en ville.

IL EST FORMIDABLE D'ETRE FEMME D'AGRICULTEUR !

Marie-Thérèse Lacombe

Je vais exprimer la même chose sur la qualité de la vie. Je trouve qu'il est dommage que l'on n'ait pas assez expliqué aux gens de la ville, parce qu'on n'a pas su le dire, combien il était formidable d'être femme d'agriculteur. C'était avoir pleinement un métier et, en même temps, quand même, pouvoir vivre sa vie de famille, quand on voulait, comme on voulait et cela c'est une chose formidable. Personne ne l'a dit. C'est dommage. On aurait dû vanter ce privilège que nous avons mais on ne le fait pas.

Simone Caillet

Oui, mais quand j'entends ma mère parler, elle se sentait très loin des femmes de la ville et très différente. Donc, j'imagine que cette différence, c'est peut-être vous, Marie-Thérèse Lacombe, qui en êtes à l'origine, et il y en a d'autres certainement en France, dans d'autres campagnes heureusement..... Tant mieux et merci...

EN CONTACT AVEC LA BEAUTE

Martine Dubos

Moi je fais partie des néo, je n'y suis que depuis 25 ans. Mais je crois que les femmes de la campagne ont beaucoup d'autonomie actuellement, beaucoup d'autorité sur leurs décisions de vie. Et nous sommes toujours en contact avec la beauté. Pour moi, c'est ce qui est le plus important.

Dominique DESJEUX,
ANTHROPOLOGUE. GRAND TEMOIN

« On n'a pas le même plaisir que les hommes à nous battre »

Il se trouve que je vais éditer un bouquin écrit par un historien qui travaille sur l'image des femmes en France, notamment dans les manuels scolaires d'école primaire depuis 100 ans. Son livre s'appelle « Histoire des femmes publiques racontée aux enfants ». Ce n'est pas une histoire des prostituées, c'est une histoire des femmes qui s'engagent dans la vie politique. Ce livre sort justement au moment des municipales et pose le problème de l'engagement des femmes dans la vie politique. Il rappelle plusieurs choses. D'abord que le suffrage universel date de 1848, mais que les femmes n'ont eu le droit de vote qu'en 1945, grâce au Général de Gaulle. C'est complètement oublié dans les manuels. Ce n'est pas forcément tragique en soi, mais c'est quand même grave.

L'auteur montre également que lorsqu'on présente les femmes dans la vie publique en France, elles sont soit des saintes, soit des putes. Mais jamais au milieu. Et je crois que cela explique en partie la difficulté des femmes à se lancer dans la vie publique. Elles se font quand même régulièrement agresser en termes sexuels. Ce n'est pas sain. Cela montre que les rapports hommes-femmes sont aussi compliqués que les rapports ruraux-urbains, ce qui est une bonne conclusion à cette Université d'Eté.

Les rapports hommes-femmes sont aussi compliqués que les rapports ruraux-urbains, ce qui est une bonne conclusion à cette Université d'Eté.

Depuis deux jours, nous sommes constamment en train d'évoquer et de vivre des formes à la fois de collaboration et de tension avec les catégories qui ne sont pas les nôtres. Or il est important de revenir à l'une des catégories premières de toute vie sociale, celle du féminin et du masculin, que l'on soit en Afrique ou en France. Quand Marie-Thérèse Lacombe racontait ce qu'elle a vécu, j'ai retrouvé des choses que je connaissais dans le milieu ouvrier, à la même période. Ce n'étaient pas les mêmes conditions de vie, mais les femmes connaissaient exactement les mêmes problèmes par rapport à l'argent, à la décoration de la maison, à l'autonomie, à la cohabitation.

J'ai été également frappé par la ressemblance entre les témoignages que j'ai entendus cet après-midi et les enquêtes que nous menons, sur le fait que depuis 20 ou 30 ans, il n'y a pas tellement d'évolution dans les rapports hommes-femmes. Tout se passe comme s'il y avait eu une grande rupture et depuis, pas grand chose. Certaines ruptures ont été très visibles : Vatican II par rapport à la religion, mai 1968 par rapport à l'Autorité, les formes très spectaculaires du féminisme ou des formes plus discrètes, comme celles qui ont été décrites aujourd'hui... Sans oublier les problèmes

d'avortement et de contraception, extrêmement importants. A ce propos, c'est la seule critique que je fais à Bourdieu : cela me fait chier de voir quelqu'un qui n'a pas bougé en 1968, ni sur le féminisme, ni sur les jeunes, ni sur l'autorité. Il a vendu ses bouquins et 40 ans après, il nous fait la leçon... Je trouve qu'il fait un peu de populisme. Moi, je me suis bougé en 1968, j'ai été militant. En même temps, je suis très « bourdieusien », j'aime beaucoup ce qu'il fait en tant que sociologue.

L'électricité, l'électroménager, le formica, cde grands symboles de la libération de la femme

Autre point intéressant qui a été abordé aujourd'hui : le thème de l'électricité, de l'électroménager, de la maison et de la consommation. Il se trouve qu'un de mes domaines de recherche concerne justement la consommation et que j'ai pas mal travaillé sur l'électroménager. Peut-être certains d'entre vous ont vu le film « Farrebique ». Si vous vous souvenez du conflit qui est décrit, il est en ces termes : « Est-ce qu'on va acheter un tracteur ou est-ce qu'on installe l'électricité qui va permettre d'électrifier l'étable ? ». C'est très symbolique d'un conflit à la fois en milieu rural et en milieu urbain. L'électricité, l'électroménager, le formica, ce sont de grands symboles de la libération de la femme. Je viens de lire un livre sur le « tupperware », un terme inventé par Monsieur Tupper. En anglais, « ware » désigne tout ce qui touche aux ustensiles de cuisine et de ménage. Avec son plastique, Monsieur Tupper qui, par ailleurs, était assez conservateur et pas vraiment féministe, a simplifié une partie des tâches féminines. Et la vente du tupperware s'est faite, du reste, grâce à une femme qui a inventé les fameuses réunions de vente directe.

Il y a une espèce de mépris, complètement inconscient et implicite, par rapport à une activité réservée de fait aux femmes, depuis très longtemps.

Pour revenir à la France, il est très clair que chez nous, le terme de consommation est souvent négatif, associé fréquemment à la passivité. En travaillant sur l'histoire de la consommation depuis 200 ans, qu'est-ce que je constate, au hasard ? Que ce sont les femmes qui sont chargées de l'univers de la consommation. Donc, quelque part, je me dis que toutes ces critiques de la consommation, dont une partie est parfaitement légitime, renferment une ambiguïté. Il y a une espèce de mépris, complètement inconscient et implicite, par rapport à une activité réservée de fait aux femmes, depuis très longtemps.

Troisième élément qui m'a frappé, et qui est un sujet plus dramatique, parce qu'il nous touche tous de près ou de loin. Dans les propos des femmes aujourd'hui, comme dans nos enquêtes, vous dites : « On n'a pas le même plaisir que les hommes à nous battre ». J'ai retrouvé récemment cette même idée dans une thèse rédigée par un chercheur, à la Poste. Je prends exprès la Poste, qui est en milieu rural et urbain. Dans cette étude, les hommes expliquaient que depuis la féminisation des centres de tris, ils avaient en partie perdu une forme d'identité, une forme de sens à la vie, parce qu'ils ne pouvaient plus exprimer la même façon de lutter, du fait

que les femmes ne comprenaient pas cet aspect qu'elles perçoivent comme une violence. Je trouve très intéressant de montrer que, dans notre culture, les hommes et les femmes n'ont pas la même façon de lutter. On sait très bien que les femmes savent lutter, le féminisme des années 60 le prouve.

Qu'est-ce qui choque les femmes dans la façon dont les hommes luttent ?

Mais qu'est-ce qui choque les femmes dans la façon dont les hommes luttent ? C'est une réflexion à poursuivre. Visiblement, notre façon d'être compétitif les choque. Mon ex-femme me disait qu'on faisait des concours de quéquettes. Je trouvais le concept un peu abstrait, mais pas mauvais... Qu'est-ce qui fait que nous, on a des formes de lutte, d'engagement, de compétition qui posent problème aux femmes ? Pour conclure, je voulais juste dire que, comme tout le monde, j'ai été non seulement extrêmement intéressé, mais aussi et surtout remué par les témoignages qui ont été apportés cet après-midi.

Je trouve cela très émouvant, moi-même ayant dû m'occuper seul des enfants, je connais le poids du quotidien.

Jean-Claude Flamant

Nous approchons la fin de cette Sixième Université et la fin de la journée. Je voulais juste ajouter quelques mots à propos du dernier thème que nous avons discuté. J'ai été très sensible à la chose suivante : Ce que nous venons d'évoquer, ce sont en quelque sorte des « signaux faibles » qui ne s'exprimaient pas jusqu'alors. Et je vais vous donner une petite anecdote professionnelle en termes de « signaux faibles ». C'était il y a 35 ans, j'étais tout jeune chercheur et j'accompagnais l'un de mes collègues dans les élevages de chèvres du Poitou. Cette race Poitevine répondait mal à nos schémas de sélection, des problèmes d'organisation se posaient et nous pensions que si on n'arrivait pas à développer suffisamment le contrôle laitier et le contrôle de la descendance des boucs, on ne parviendrait pas à maintenir cette race. A la suite de ces visites, mon collègue et moi-même avons proposé un schéma pour permettre à cette petite race de continuer à vivre et à se développer face à la « concurrence » de l'Alpine Chamoisée et de la Saanen. Ce schéma a été pris en charge par un ingénieur de l'Union Nationale des Livres Généalogiques. Un ou deux ans après, je l'ai revu et je lui ai demandé comment cela se passait pour la race Poitevine. Il m'a répondu : « Cela ne va pas. Le schéma que tu nous as proposé ne marche pas. On ne parvient pas, notamment, à faire circuler les boucs d'un élevage à l'autre ». Car pour éviter le développement d'une consanguinité dans cette petite population animale, le schéma consistait à faire tourner régulièrement les boucs d'un élevage à l'autre. Je lui dit alors : « Au lieu d'aller voir les éleveurs, vas

TABLE RONDE FINALE

Jean-Claude FLAMANT

A présent, je voudrais demander à Sylvie Le Calvez, qui est directrice de « Village Magazine », de nous faire part de son expérience et de quelle manière son journal peut contribuer à ces nouvelles dynamiques de territoires ruraux que nous avons évoqués aujourd'hui.

Sylvie LE CALVEZ,
DIRECTRICE DE « VILLAGE MAGAZINE »

Les rapports hommes-femmes sont aussi compliqués que les rapports ruraux-urbains, ce qui est une bonne conclusion à cette Université d'Été

voir leur femme ». « Pourquoi leur femme ? », m'a-t-il demandé. Parce que lorsque j'avais visité ces élevages, je me souviens qu'à chaque fois que mon collègue posait des questions sur les performances laitières, sur les boucs et autres renseignements, l'éleveur faisait appel à sa femme, qui apportait alors un cahier sur lequel se trouvaient marquées les résultats du contrôle laitier, les saillies des boucs, les descendance, etc.

Deux ans après, de nouveau, je rencontre notre ingénieur. Je lui demande : « Et alors, où ça en est les poitevines ? ». Il m'a dit que maintenant, le schéma fonctionnait. Sur mes conseils, il était allé voir les femmes des éleveurs et depuis, les boucs circulent d'un élevage à l'autre.

Depuis 20 ou 30 ans, il n'y a pas tellement d'évolution dans les rapports hommes-femmes. Tout se passe comme s'il y avait eu une grande rupture et depuis, pas grand chose.

L'ERREUR VIENT DES DEUX COTES :
DE L'URBAIN QUI EST PARTI MAL
INFORME ET DU RURAL QUI N'A PAS
SU RECEVOIR

Tous les propos qui ont été tenus durant ces deux jours sont en effet au cœur des sujets que nous abordons au quotidien. D'abord, curieusement, l'équipe de « Village Magazine » n'est composée que de femmes. Je dis « curieusement », car on ne s'est absolument pas posé cette question. On ne s'est pas dit : « Tiens, on va faire quelque chose entre femmes ». Cela s'est fait inconsciemment.

Je suis fille d'agriculteur, et ayant fait des études agricoles puis de lettres modernes, j'ai travaillé ensuite comme journaliste à Ouest-France. Rien ne me prédisposait à créer un magazine sur le monde rural. D'autant que ce type d'initiative est réservé aux hommes des grands groupes de presse. Surtout pas à une femme, en milieu rural qui plus est, et sans moyens financiers ! Et effectivement, je crois qu'on ne peut pas créer une aventure comme cela, toute seule.

Je suis partie de l'idée qu'il y en avait marre de ce milieu agricole qui ne s'ouvrait sur rien. En fait, il y a 15 ans, je suis partie un peu de l'idée qu'il y en avait marre de ce milieu agricole qui ne s'ouvrait sur rien. Il y avait plein de filières directes à valoriser, plein d'initiatives et d'idées qui dépassaient le milieu agricole, mais on ne le savait pas. Car ce qui est mis à jour, dans les médias, c'est le milieu economico-économique : l'industrie, la société de consommation, la télévision, les animaux de compagnie, les voitures, mais rien sur la vie à la campagne. Dès qu'on commençait à parler de la vie à la campagne, c'était forcément ringard, rétrograde, passéiste.

Ce n'était pas porteur de faire un magazine sur ce thème-là !

Ce n'était vraiment pas porteur de faire un magazine sur ce thème-là ! J'en ai parlé d'abord à des agences parisiennes qui ont trouvé cela plutôt saugrenu, mais en disant : « Pourquoi pas ? ». Sauf que je ne me sentais pas vraiment de taille à monter un magazine national là-dessus. J'ai donc essayé de trouver des gens capables de faire cela. Je n'en ai pas trouvé. En revanche, d'anciens collègues de Ouest-France m'ont dit : « Mais fais-le, toi ». Alors, j'y ai travaillé pendant deux ou trois ans, en faisant à côté d'autres choses, pour « manger ».

Au fil de mes expériences professionnelles, j'ai rencontré Claire, qui est aujourd'hui rédactrice en chef de la revue, et qui travaillait dans le même organisme que moi de conseil à la création d'entreprises, avec une maîtrise en développement local. Nous avons démissionné toutes les deux pour monter ce projet ensemble. Cela a été un coup de pouce magistral, même si nous n'avions que 2000 francs ! Nous avons créé une SARL de presse avec ce « capital ». Comme chaque numéro d'un magazine national coûte environ 350 000 francs, nous avons fait appel à l'épargne amicale ou familiale. Puis, nous avons essayé d'avoir des lecteurs d'avance sur le concept. Nous avons pris notre bâton de pèlerin, pour vendre ce magazine potentiel, pendant deux ans. Et nous avons réuni ainsi la moitié du financement du premier numéro. Nous l'avons donc lancé, puis le deuxième, puis le troisième, en ayant de plus en plus de difficultés financières, sans que nous baissions la qualité. C'était un challenge. C'est à ce prix qu'on peut avoir une autre image de cette campagne. On a déménagé pour nous installer dans un ancien corps de ferme du XVIII^e, dans un hameau de l'Orne. Nous avons campé pendant 8 mois pour faire les travaux, aménager les bâtiments pièce par pièce. Aujourd'hui, la rédaction y est installée et nous faisons tout en télétravail. Il y a 8 ans, le télétravail, ce n'était pas les outils d'aujourd'hui. On passait notre temps sur la route, pour porter les disquettes... Mais nous voulions montrer qu'on pouvait associer tradition et modernité.

Aller faire « Village Magazine » à Paris, on n'en voyait l'intérêt.

Aller faire « Village Magazine » à Paris, on n'en voyait pas du tout l'intérêt. Ce n'était pas le choix de vie qu'on s'était donné. Ce n'était pas ce qu'on avait envie de faire et de prouver. Au bout de deux ans, nous avons eu la chance de trouver un associé qui nous a permis de passer en kiosque. Nous lui devons un grand merci. Deux années après, nous sommes parvenus à l'équilibre financier. Aujourd'hui, le magazine fonctionne normalement, même si nous faisons des activités annexes, telles que des animations de débat ou des synthèses de colloques, d'ouvrages.

Ce magazine a été fait initialement pour des ruraux. Finalement, 51 % de ses lecteurs sont

urbains

Ce magazine est consacré à la création d'activités et à la vie en milieu rural. Il avait été fait initialement pour des ruraux et, finalement, 51 % de ses lecteurs sont urbains. C'est énorme. D'après une étude de Josée De Felice (Université Paris VII), ces urbains qui nous lisent ont une aspiration à vivre en milieu rural. Celle-ci est peu prise en compte car les pouvoirs publics n'y croient pas. Ce n'est pas le symbole du progrès, ce n'est pas la mégalopole dont on parlait ce matin, ce n'est pas dans le courant dominant. Disons que ces citadins qui arrivent à la campagne commencent à déranger. Malgré tout, les choses évoluent parce qu'on connaît de mieux en mieux qui sont ceux qui partent, ce qui leur manque pour arriver sur les territoires ruraux. Et puis ces territoires commencent à s'interroger : des élus, des associations mettent en place des véritables stratégies d'accueil de ces urbains qui cherchent à partir.

Il y a une espèce de mépris, complètement inconscient et implicite, par rapport à une activité réservée de fait aux femmes, depuis très longtemps.

Ce que veulent ceux qui s'installent dans le milieu rural, c'est retrouver un sens à leur vie. Je lisais avec beaucoup d'étonnement, presque en souriant, le thème de la table ronde de ce matin. Car on y parlait d'habiter de nouveau dans les campagnes, dans les bourgs ou dans les lotissements... J'étais interloquée car, franchement, ceux qui lisent « Villages » veulent tout sauf le bourg ou le lotissement. Si vous faites des lotissements et que vous passez une annonce dans « Village » pour essayer de trouver des habitants, il n'y en aura pas. Ce que veulent ceux qui s'installent dans le milieu rural, c'est retrouver un sens à leur vie, associer vie professionnelle et vie personnelle. Au-delà de ce point commun, leur profil est très hétérogène, que ce soit en termes de revenus, d'âge, de nombre d'enfants. Cela dit, beaucoup d'entre eux ont de jeunes enfants et ne veulent plus leur faire subir la garderie, la pollution, etc. C'est leur première demande de motivation pour quitter la ville. Ou bien ils ont de grands enfants qui sont partis, qui ont fini leurs écoles universitaires et ils se disent : « Tiens, je suis encore jeune, j'ai 50 ans, je pourrais encore mettre mes compétences à profit et redonner un nouveau sens à ma vie ».

Dans le meilleur des cas, l'urbain trouve une maison dans une agence ou chez un notaire, et il y va en pensant mener un projet de tourisme vert. C'est le cas où il y a le plus d'échec et de déception

Tous veulent une campagne où il y ait une qualité d'environnement, une qualité architecturale et de la terre. Quand ils nous appellent sur le service SVP lecteurs, c'est ce qu'ils demandent. Quant à ce qu'ils veulent faire en milieu rural, la réponse a beaucoup évolué. Il y a 6 ans, c'était du tourisme vert, ou éventuellement le multiservices du coin. Il s'agissait de cadres de France Télécom ou d'informaticiens. Mais ils ne mettaient à aucun moment à profit leur compétences actuelles pour aller les exercer dans le milieu rural, par une trop grande méconnaissance de la campagne : comment cela fonctionne, quels sont les pouvoirs en place, les struc-

tures existantes, les types de métiers, etc. ? On parlait de l'ardoise ce matin. Ce n'est pas lisible pour quelqu'un qui habite à la ville. En fait, il va dans le rural en vacances. Dans le meilleur des cas, il trouve une maison dans une agence ou chez un notaire, et il y va en pensant mener un projet de tourisme vert. C'est le cas où il y a le plus d'échec et de déception. Cela rapporte peu, il n'a pas trouvé l'accueil qu'il souhaitait car il était mal informé en amont... Mais l'erreur vient des deux côtés. De l'urbain qui est parti mal informé et du rural qui n'a pas su recevoir. Le but du magazine consiste donc également à jeter un pont entre ces deux milieux, d'être un élément du réseau de ces habitants pour arriver à faire se rencontrer des gens qui partagent un projet d'installation à la campagne, en lien avec des personnes sur un territoire qui les aideront à affiner leur projet en fonction de leurs propres compétences.

Denis-René VALVERDE,
VICE-PRESIDENT DE LA FEDERATION NATIONALE DES
FOYERS RURAUX

UN BENEVOLE QUI OFFRE DES SOURIRES ET DU CŒUR À TOUT LE MONDE

Tanguy Prigent, qui a été ministre du Général De Gaulle et créateur de la Fédération des foyers ruraux doit être satisfait de voir une initiative telle que l'Université d'Été de l'Innovation Rurale.

Le siège des Foyers Ruraux se situe dans le 15^e arrondissement. Il n'y a pas de Foyers Ruraux dans la région parisienne, en revanche, il y en a 3 250 sur le territoire national et 300 000 adhérents. Cette fonction associative correspond parfaitement avec tout ce qu'on a entendu durant ces deux journées. Tous ces bénévoles, qu'ils soient syndicalistes ou chercheurs, participent un peu à la rénovation du milieu rural. C'est une force incommensurable sur laquelle il faut compter et s'appuyer. Car les territoires, les pays, se font aussi grâce à toutes ces personnes qui vivent sur un territoire et qui apportent leur conception, et non pas seulement sur décision des politiques et de Paris. Je crois que ces centres de vie, de décision appartiennent quand même à tout ceux qui y vivent. Et je clame à tous ces fervents de l'éducation populaire telle qu'on la conçoit, qu'il y a un toujours un bénévole qui est là, où que l'on soit, même parmi vous. Un bénévole qui offre des sourires et du cœur à tout le monde, pour le bien de la citoyenneté retrouvée et de la planète.

Jean-Claude Flamant

Au cours des différentes années de cette Université d'été, nous avons souhaité que la fonction de l'enseignement agricole s'exprime. Au début de cette année, le Ministre de l'Agriculture a lancé une grande réflexion nationale, « PROSPEA : Projet pour l'Enseignement Agricole », dont l'un des

thèmes débattus et travaillés concernait « l'établissement d'enseignement agricole dans son territoire », dont Alain Marcoux va nous parler à présent.

Alain MARCOUX,
INSPECTEUR GENERAL DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

IL N'Y PAS UN HIATUS IMPORTANT ENTRE LES ETABLISSEMENTS LOCAUX DE FORMATION ET LES THEMATIQUES QUI SONT EVOQUEES ICI

Pour la place que l'enseignement agricole peut occuper par rapport aux problématiques évoquées lors de ces deux journées, je dois dire d'abord que le législateur s'est intéressé dès 1848 à l'enseignement agricole. Il l'a créé à cette date, puis l'a redynamisé en 1960, et s'y est encore intéressé dans la dernière Loi d'orientation agricole. Il a défini ses missions, fort larges, qui associent à la formation initiale la participation au développement, à l'animation du milieu rural, à la coopération internationale, et depuis peu, une mission d'insertion professionnelle et sociale des gens qui sont accueillis, en formation initiale ou en formation continue. Et pour mettre en œuvre ces missions, à la suite des lois de décentralisation, ces établissements sont devenus des établissements publics locaux : dans le même établissement, sont associés des centres qui permettent d'assurer, les uns la dispense des formations initiales, les autres la formation par apprentissage, les formations professionnelles continues aux adultes, ainsi qu'un hall technologique. Tout à l'heure, on a entendu le témoignage d'un établissement (Lycée Agricole de Rodez) qui, dans le cadre de ce hall technologique, se préoccupe des procédures de production, en accord avec des réflexions sur des produits spécifiques du territoire. On a aussi entendu parler d'un module particulier de formation qui prendrait en compte ces spécificités pour former les jeunes à des actions professionnelles (Lycée Agricole d'Auch) adaptées aux exigences du territoire. Les équipes pédagogiques de ces établissements s'impliquent dans ces missions. Le responsable dans leur Conseil d'Administration n'est pas le Directeur fonctionnaire de l'établissement, mais un élu des milieux professionnels ou des collectivités territoriales. Des établissements qui vont pouvoir décider d'une grande partie du choix des formations qu'ils demanderont de pouvoir ouvrir en terme de structure, mais aussi du choix des supports, de manière à adapter leurs activités de formation pour que le projet local de l'établissement soit en adéquation aux besoins du territoire. Bien sûr, je ne vais pas faire de l'angélisme. Il y a des possibilités qui sont ouvertes par les textes législatifs et réglementaires et puis il y a la pratique, qui est extrêmement diverse. Mais les témoignages d'étudiants et d'acteurs qui ont fait référence à l'enseignement agricole le montrent bien, il n'y pas un hiatus important entre les établissements locaux de formation et les thématiques qui

sont évoquées ici. Merci.

Jean-Claude Flamant

Nous allons entendre à présent Christophe Terrain, à la fois Président de Vivadour et de l'AGPM, tous deux organismes partenaires de l'Université d'Été, qui se préoccupent également du territoire et de ses dynamiques.

Christophe TERRAIN,

PRESIDENT DE L'AGPM, PRESIDENT DE VIVADOUR

ON DOIT POUVOIR ARRIVER ET EVOLUER DANS LE SENS D'UNE PLUS GRANDE TOLERANCE MUTUELLE

De ces deux journées, j'ai retenu quelques idées qui me paraissent essentielles. D'abord, le rôle des femmes dans l'agriculture. Nous avons dans ce département un exemple assez frappant de l'apport des agricultrices dans l'activité économique. Il existe aujourd'hui une agriculture de qualité dans le Gers, qui est souvent venue d'initiatives et d'activités féminines. Tous ceux qui ont lancé la production agricole dans ce département vous le diront : le jour où ces productions ont constitué un volet économique très important, les hommes ont emboîté le pas. Aujourd'hui, ce sont des activités très fortes du département. On a évoqué également le déséquilibre entre le rôle des femmes et leur place dans les organisations agricoles. Il y a une grande évolution au cours de ces dernières années. Et j'ai retrouvé dans les témoignages des femmes, aujourd'hui, un écho de la vie de ma mère et de mes sœurs aînées. La femme, qui est aussi bien souvent une mère, a souvent plusieurs priorités à assumer dans la journée, contrairement à un homme, d'où les difficultés qu'elle rencontre parfois en termes d'organisation de son temps. Cela dit, les choses évoluent, notamment en termes d'image et de communication. Regardez la Fédération des Produits Laitiers : elle a su utiliser, de manière très positives, le portrait de 8 femmes et je crois que cette expérience-là en amènera d'autres. Il faut savoir s'appuyer sur les vertus de l'agricultrice en termes de communication.

Je voulais également revenir sur l'ambiance générale de l'Université d'Été depuis 6 ans. Durant ces années, j'ai appris une grande chose : la tolérance. Apprendre à comprendre et accepter qu'il y ait des visions différentes. Car je crois que j'étais dans un milieu assez corporatiste : on échangeait nos idées entre nous, pas avec l'extérieur, ce qui nous coûte parfois cher. Mais malgré tout, nous nous sentions fort, parce qu'on avait tous vécu la révolution de la modernité. Aujourd'hui, nous sommes à la veille d'une autre mutation, dans notre façon de fonctionner avec de nouveaux interlocuteurs, ceux qu'on appelle nos concitoyens, la société civile. Je côtoie bien sûr d'autres milieux mais les débats que nous avons ici sont essentiels pour cet apprentissage de la tolérance.

Cela dit, dans ces rencontres de Marciac, faisons très attention à garder un équilibre entre les gens qui nous viennent de l'extérieur pour apporter leur point de vue et le monde agricole et rural du département. Je suis toujours très inquiet de voir que le monde agricole est souvent peu représenté. Et il me semble qu'on a manqué, dans ces deux jours, des points de vue du monde agricole sur les droits de ses actifs. Nous avons évoqué les droits des ruraux, notamment l'aspiration de ceux qui veulent vivre à la campagne. Mais il ne faut pas oublier que les agriculteurs sont là, qu'ils ont besoin de gagner leur croûte, qu'ils ont une activité économique, et que bien souvent, le droit des ruraux devient une contrainte pour ces gens. Nous avons, dans le monde agricole, beaucoup d'exemples de non tolérance des gens de l'extérieur vis-à-vis de nos activités. Ainsi, il est parfois très compliqué d'implanter un bâtiment d'élevage. Pour peu qu'il ne sente pas très bon, c'est encore plus difficile. Même chose sur le tracteur qui fait tourner l'arrosage la nuit : pour certains, ce n'est pas tolérable. Je crois qu'il y a donc un nouvel équilibre à trouver dans le milieu rural et je crois qu'à travers des débats comme ceux-là, on doit pouvoir arriver à les faire évoluer dans le sens d'une plus grande tolérance mutuelle.

Jean-Claude Flamant

Merci, Christophe Terrain, nous tiendrons compte de toutes ces remarques pour les orientations à venir de l'Université d'Été. Je m'adresse maintenant à Francis Daguzan, l'un de nos partenaires privilégiés, et en tant qu' élu, porteur des préoccupations des territoires ruraux. Au cours de nos débats, les responsables politiques ont souvent été interpellés. Quel regard portez-vous sur ces préoccupations ?

Francis DAGUZAN,

MAIRE, PRESIDENT DE LA CHARTE INTERCOMMUNALE
DU PAYS DE MARCIAC, CONSEILLER GENERAL

COMMENT NOUS OCCUPER UN PEU MOINS DE L'AGRICULTURE ET BEAUCOUP PLUS DE LA RURALITE

Juste quelques réactions. Tout d'abord, vous évoquez le cadre du développement local. Aujourd'hui, pour évoquer le souci majeur des élus de ce territoire, il faut rappeler un peu l'histoire. En 1985, avec l'ensemble des Maires du Canton, nous avons constitué une Charte Intercommunale pour le développement du Pays de Marciac. Cela faisait suite à plusieurs choses : mon élection récente au Conseil général du Gers, une pression forte du développement agricole dans notre région, et un dynamisme qui émanait du GDA local, qui a été exprimé tout à l'heure par Madame Dubos. Nous avons cherché comment nous occuper un peu moins de l'agriculture et beaucoup plus de la ruralité. Car s'il y a moins d'agriculteurs, il y a presque autant de ruraux qu'avant. Et si nous faisons encore des efforts, nous en aurons encore plus. Donc il s'agit de travailler sur l'occupation du territoire. Les procédures se sont mises en place à Marciac, notamment en termes de « Contrats de terroir » et de « Contrats de sites majeurs », grâce à l'événement de « Jazz in Marciac », ainsi que dans le cadre des programmes « Leader 2 » de l'Union Européenne : il s'agit là d'une collaboration beaucoup plus large, avec treize cantons, qui couvrent quatre départements et deux régions administratives. C'est un pari que nous avons fait avec des élus voisins, tels que Jean Glavany, qui n'était pas encore ministre de l'Agriculture et Claude Miqueu. Ce programme « Leader » avait pour thème l'eau, un secteur sensible dans cette région.

A cette époque, nous avons dit également : « Pourquoi ne pas adhérer au nouveau projet de loi de Madame Voynet, sur le Contrat de Pays ? ». La décision a été prise à l'unanimité, pour continuer à travailler ensemble et prolonger l'action du programme « Leader 2 » dans le cadre d'un « Pays ». Nous n'avons pas fait cela tout seuls, entre élus, mais de la manière la plus concertée possible, ce qui n'est pas évident. Nous avons envoyé 23 000 lettres, dans chaque foyer du périmètre que nous avons choisi et qui s'est agrandi depuis. Nous avons reçu 12 % de réponses. Quand on sait qu'à partir de 6 %, on peut être satisfait d'une consultation, c'était déjà pas mal. Les gens se sont impliqués dans les réponses qu'ils ont faites et nous les avons analysées. En même temps, sur les marchés du futur « Pays », nous avons mené plus de 200 entretiens et nous avons reçu 2000 appels téléphoniques. Tout cela nous a permis d'élaborer une « Charte de Pays ». L'ensemble des communes gersoises ont délibéré et la majorité d'entre elles ont adhéré. Aujourd'hui, ce Pays n'attend plus que la validation de son périmètre par le Préfet et il sera concrétisé lorsque nos ministres voudront bien signer les décrets d'application. En attendant, nous sommes prêts.

Pour que nous puissions continuer à vivre sur un territoire, il faut absolument se serrer les coudes, avoir la volonté d'avancer, de dialoguer. Malheureusement, avec trop peu de femmes

Ce matin, en parallèle, nous avons baptisé la Communauté de Communes de la région de Marciac : « Marciac et Vallons ». Là aussi, c'est une longue histoire. Et là, je rebondis sur le témoignage de ces dames, qui m'a beaucoup ému parce que je l'ai aussi vécu, même si je suis un homme. Je crois que ce n'est pas par hasard si les élus et les autres acteurs socio-économiques travaillent sur un territoire. Ce que vous avez évoqué, Mme Lacombe, sur les années 60, je l'ai vécu dans ma jeunesse. Chez moi, cela a même occasionné un divorce. Et je souhaite que cela n'arrive plus. Pour que nous puissions continuer à vivre sur un territoire, il faut absolument se serrer les coudes, avoir la volonté d'avancer, de dialoguer. C'est dans cet esprit que nous travaillons. Malheureusement, avec trop peu de femmes. Cela m'a été dit tout à l'heure par notre amie Madame Mania. Et je suis désolé que vous ne soyez pas dans la communauté de communes que je viens d'évoquer, parce que vous auriez pu en être la future Présidente ! Je le pense très fortement, notamment quand on voit les difficultés que nous rencontrons pour renouveler un conseil municipal « macho » et trouver des femmes qui acceptent de postuler. Je le souhaiterais pourtant avec beaucoup de ferveur. Cela dit, dans le Gers, nous avons une Directrice à EDF, une Directrice à la Chambre de Commerce, une Directrice à la Chambre d'Agriculture, une Directrice à la Chambre des Métiers, une Directrice Générale Adjoint des Services au Conseil général et nous avons eu une femme Préfet et une femme Sous-Préfet !

Jean-Claude Flamant

Francis Daguzan, merci pour votre aide. En vous écoutant, je voulais ajouter que si l'Université d'Été de l'Innovation Rurale peut jouer un rôle positif dans le développement local, nous en serons très heureux. Et maintenant, carte blanche à Jean-Louis Chauzy, Président du Conseil Economique et Social Régional de Midi-Pyrénées, qui est pour nous un soutien important, à la fois moral, matériel et intellectuel. Merci Jean-Louis, d'être de nouveau avec nous cette année, comme les années antérieures.

Jean-Louis CHAUZY,

PRESIDENT DU CESR MIDI-PYRENEES

SAVOIR VIVRE ENSEMBLE DANS LA REPUBLIQUE, LE PRINCIPAL DEFI DU MILLENAIRE

Par malchance, je n'ai pas pu être présent au tout début de

l'Université de cette année. J'ai donc pris la partie en route, en fin de matinée, et je m'appête donc à un exercice particulièrement périlleux. Car cette Université, dont Jean-Claude Flamant est la cheville ouvrière, est toujours riche d'une accumulation de matière grise et de parcours humains d'une très grande qualité. Quand il faut intervenir en fin de parcours, on ne peut qu'être humble et tenter de tracer quelques pistes. Je commencerai par dire des choses qui sont à contre-courant de ce qui a été dit ici. Concernant le débat sur les enjeux du millénaire et l'attractivité de notre territoire français, les décideurs pensent majoritairement que la voie unique est celle de la métropolisation et que la puissance publique doit mettre les moyens financiers en œuvre pour conforter, accompagner cette métropolisation. Dans ce cadre, ceux qui agissent, ici ou ailleurs, pour inverser cette tendance lourde, qui est la pensée unique en la matière, font figure d'iconoclastes.

Je voudrais raconter une anecdote, que certains d'entre vous connaissent. Il m'arrive régulièrement, depuis que je préside le CESR en Midi-Pyrénées, de me faire apostropher à Toulouse: « On ne comprend pas comment un homme comme vous – sous-entendu, vous n'êtes pas complètement idiot – qui défend la France de Colbert – autrement dit, vous êtes entre autres un ami de Raymond Lacombe –, peut défendre une conception de la région et de l'aménagement du territoire ». Etre assimilé à Colbert, c'est plutôt pour moi une référence, mais je suis stupéfait qu'on puisse me tenir ce discours en région. Et il faut savoir que tous ceux qui ont réfléchi à l'aménagement aujourd'hui, au plan national et au-delà, sont sur des concepts à contre-courant de ceux que l'on développe ici ou en d'autres endroits.

Nous avons à travailler à une lecture fine des données fournies par le dernier recensement, qui montre certes une métropolisation accrue, des gains considérables pour l'agglomération toulousaine, qui s'est accrue de 90 000 habitants, c'est-à-dire l'équivalent des villes de Tarbes et de Cahors réunies.

Que les élus et l'ensemble des acteurs économiques aient une autre approche du territoire, moins morcelée

Mais il nous faut aussi comprendre, par une lecture beaucoup plus fine, que les choses changent, que les zones rurales également ont un avenir. A condition que les élus et l'ensemble des acteurs économiques, aient une autre approche du territoire, moins morcelée, et qu'ils agissent au quotidien sur des choses très opérationnelles, des complémentarités entre des fonctions de la ville et des fonctions du monde rural. La région Midi-Pyrénées, comme toutes les régions du sud de la Loire ou du Sud-Ouest Français, doit réfléchir aujourd'hui sur les nouveaux fondements de l'attractivité des territoires, notamment pour les zones rurales. Car on s'aperçoit que certaines d'entre elles sont en proie à des crises profondes – la ville également, sauf qu'on en parle plus et que cela coûte beaucoup plus cher. Mais il y a aussi les zones rurales qui ont un regain d'activités et de population. Et il me semble

qu'à l'avenir, l'Université d'Eté de Marciac, comme d'autres travaux que l'on pourra conduire, doit porter non pas sur l'inventaire de nos handicaps, mais sur l'inventaire des nouveaux fondamentaux de l'attractivité de nos territoires.

50 milliards de francs par an, pendant 10 ans : le coût de la réparation des dégâts du « progrès » en milieu urbain

Il y a un peu plus de 15 jours, je suis allé un samedi dans un petit village, Roquelaure, à côté d'Auch, chez mon ami Michel Bellac, qui représente les jeunes agriculteurs au CESR. Je devais inaugurer la rue principale de ce village de 500 habitants. Et je lui ai dit: « Ce n'est pas un village, c'est une carte postale ». Mais tout le Gers est une belle carte postale. Donc nous avons à réfléchir à cela parce qu'il y a aujourd'hui un retour pour un mode de vie différent. Car si la grande ville a offert beaucoup de choses, elle génère aussi beaucoup de mal vivre, d'exclusion. Je vous renvoie au rapport de 800 pages fait par le Maire d'Orléans, Jean-Pierre Sueur, à la demande de Martine Aubry, sur les voies et les moyens financiers de régler la fracture en milieu urbain: il évalue à 50 milliards de francs par an, pendant 10 ans, le coût de la réparation des dégâts du « progrès » en milieu urbain.

Donc la question que nous nous posons au CES et ailleurs, avec Jean-Claude Flamant et bien d'autres, est la suivante: comment repenser l'aménagement du territoire? Comment repenser les fonctions du monde rural, qui se concilient avec une activité économique liée à l'agriculture? Quelles sont les conditions de la nouvelle attractivité et les ingrédients à réunir pour mettre en œuvre une formule qui peut sembler d'un autre siècle: « Vivre ensemble dans la République ». Et comment vivre ensemble dans la République en acceptant le droit à la différence, sans pour autant avoir une législation pour la Gascogne, une autre pour le Béarn et une troisième pour le Bigourdan. Il nous faut simplement reconnaître qu'il peut y avoir des modes d'administration différents des territoires, en fonction des problèmes qu'on y rencontre. Après tout, nous avons bien accepté, depuis quelques années, d'avoir des discriminations positives dans la législation. Avant même la loi Pasqua, en 1995. Pour corriger le handicap, il y a toujours des politiques différenciées selon les territoires où l'on vit.

On ne vivra pas ensemble dans la République si la société n'a pas son mot à dire

Mais on ne vivra pas ensemble dans la République si la société n'a pas son mot à dire. J'ai écouté, comme vous, avec émotion, les témoignages des agricultrices, et je n'étais pas ignorant de ces choses-là, pour les avoir lues ou entendues ailleurs. Mais la démocratie n'est pas qu'élective, elle est participative. Il faut qu'elle s'appuie sur les acteurs de la société, pour tenter d'écrire ensemble un projet pour un territoire. C'est pour cela que nous faisons beaucoup la pédagogie des nouvelles lois Voynet ou Chevènement, pour créer les « Conseils de Développement » auprès des Pays et des Agglomérations, pour associer les populations et leurs re-

présentants à l'écriture d'un projet partagé pour un territoire. Cela ne peut pas se faire, selon la belle formule des Chinois, sans la moitié du ciel. Cette moitié du ciel, ce sont les femmes. Il faut que nous apprenions tous à utiliser les actrices de la société.

Savoir vivre ensemble dans la République, c'est sûrement le principal défi du millénaire, parce qu'on voit bien combien il est difficile à relever, ne serait-ce que dans son village, son quartier, sa région. Nous sommes dans un pays que beaucoup d'étrangers nous envient. Je vais vous faire une confidence. Jean-Pierre Chevènement concluait un colloque sur les 25 ans des CES, au mois de novembre dernier à Paris. Sa tête faisait la Une de toute la presse nationale, à cause du rapport parlementaire sur la Corse, et il nous a dit, à voix basse mais micro à la main : « Quand je me vois, je me déssole. Quand je me compare, je me console ». A savoir que dans nos problèmes, nos psychodrames franco-français, vus de l'extérieur, nous sommes considérés comme une grande et belle démocratie. Mais il faut la faire respirer, et elle ne peut pas respirer sans la société. Merci ».

Jean-Claude Flamant

REMERCIEMENTS, BILAN ET PARADOXES

Merci Jean-Louis pour tout ce que tu nous as dit spontanément à la fin de cette journée. Avant de nous désaltérer, quelques mots pour faire le lien entre les deux jours et clore définitivement cette Sixième Université d'Été de l'Innovation Rurale.

Il y a, en effet, des points communs à ces deux jours, alors que les sujets apparaissent pourtant très différents. Je veux les souligner ici. Nous avons évoqué, dans les deux cas, la pensée magique, tout en disant « halte aux fantasmes », à propos de notre alimentation ou comme à propos de l'habitat dans les campagnes. Et pourtant, cela ne va pas de soi, parce que nous nous sommes aussi posé cette question : « Qu'est-ce qu'un bon aliment ? Qu'est-ce qu'un beau toit ? Qu'est-ce qu'un bon chemin ? » Et là, on s'aperçoit que ce n'est plus un problème uniquement de « fantasme » ou de « pensée magique ». Tout ceci concerne les différents types d'acteurs et de fonctionnalités, et les référentiels sont extrêmement différents les uns des autres. Ce n'est pas d'aujourd'hui que date cette affaire. En écoutant tout cela, je songeais à un ouvrage tout à fait passionnant, dans le domaine de la zootechnie, qui s'appelle « Les chevaux du Royaume », écrit par un collègue universitaire, Jacques Mulliez, qui évoque la construction du système des haras nationaux par Colbert, aux XVII^e et XVIII^e siècles, pour produire les chevaux dont le Royaume avait besoin. Et l'auteur montre que, au fur et à mesure que l'on sélectionnait les races françaises – un travail considérable où la France était pionnière au niveau mondial – le Royaume continuait d'importer quantité de chevaux de toute l'Europe... pour faire la guerre. Car en fait, les chevaux que nous sélectionnions et que nous produisions n'étaient pas adaptés à la fonctionnalité du Royaume, qui était de faire la guerre. Alors, à quoi servaient ces chevaux si bien sélectionnés ? A la noblesse, pour faire la parade ! Or, en termes d'aplomb, de caractéristiques musculaires, de format, le « beau » cheval qui permet à la noblesse de parader et celui qui permet de faire la guerre n'ont rien à voir...

Ensuite, nous avons parlé des « grandes peurs ». Comment y répondre ? Deux réponses similaires ont été apportées. Claude Fischler nous a dit qu'il fallait chercher du côté d'une réappropriation de notre alimentation. Et Steve Barreau, étudiant au lycée agricole d'Auch, a dit : « se réapproprier nos territoires ruraux ». Exactement la même expression. Dans les deux cas, cela suppose des alliances, des confrontations entre différents points de vue, entre différents fantasmes. Cela suppose également d'évaluer les ressources - et pas forcément les handicaps comme vient de le souligner Jean-Louis Chauzy - pour agir de façon positive.

Petit bilan

Comment cette Université d'Été s'est-elle passée ? Au niveau

des chiffres, 150 personnes étaient inscrites hier, 130 personnes aujourd'hui : c'est un succès car il y a eu chaque jour une trentaine de personnes de plus que l'an passé. Cela correspond à notre objectif et à notre volonté de faire un saut quantitatif, mais aussi qualitatif, pour progresser encore dans les années qui viennent et parvenir à installer ici un lieu de débat public dont nous ressentons tous le besoin.

Cependant, le déroulement de cette Université d'Été n'est pas sans paradoxes pour nous, organisateurs. Premièrement, vous l'avez noté, les conférenciers ne traitent pas le sujet affiché ! Deuxièmement, nous avions annoncé que nous voulions faire une large place à l'expression croisée des participants, or les conférenciers ont longuement parlé, et donc le temps de débat était d'autant plus réduit. Mais comme c'était passionnant, comme c'étaient des concepts fantastiques qui nous parvenaient, mettant à notre disposition des éléments de discussion qui ne sont pas courants à Marciac, ni même dans nos milieux, nous avons accepté cela, alors que nous nous étions donnés d'autres règles. Nous avons aussi décidé de parler de la capacité d'attraction des campagnes... et nous avons surtout parlé des villes.

A Marciac, on combine en quelque sorte le cercle et le carré

Autre paradoxe, en termes symboliques : derrière moi, voilà une très belle tribune, avec la table, le micro, les chaises, tout est là. Et nous ne l'avons pas utilisé ! Comme le disait ce matin Jean-Pierre Estrampes, ici, à Marciac, on combine en quelque sorte le cercle et le carré. Nous avons de la musique qui n'a pas de commencement et pas de fin. Moi qui suis amateur de musique classique, je découvre la culture du jazz, où l'on applaudit au milieu du morceau. Cela ne se fait pas pour le classique. Quand on écoute une symphonie, on attend sagement que tout soit bien terminé et puis encore quelques secondes pour être bien sûr qu'on n'a pas oublié une dernière mesure de l'œuvre. Ici, ce n'est vraiment pas cela. Comme l'architecture de cette bastide de Marciac, nous avons un ordonnancement de conférence structuré - un carré - et nous avons fonctionné de façon improvisée pour parvenir à ce qui nous intéressait - le rond.

Pourquoi j'insiste sur ce paradoxe ? Parce que cela correspond bien aux recherches que nous menons sur ces lieux et ces formes de débat public. Nous pensons très fortement que l'intérêt de ces lieux repose à la fois sur la pertinence du sujet que nous voulons traiter - sujet qui nous a été donné par nos partenaires professionnels - et la qualité des intervenants, ainsi qu'une configuration particulière qui nous permet de débattre ensemble.

Pour préparer l'an prochain, vous avez maintenant votre rôle à jouer, puisque sur les feuilles d'évaluation qui sont à votre disposition, vous pouvez attribuer des notes à l'ensemble de l'organisation - ces notes sont des petites trompettes. Vous nous direz aussi quel sujet vous souhaiteriez entendre traiter dans le cadre de cette Université d'Été en 2001.

Merci à tous les intervenants, merci à toute l'équipe d'orga-

nisation, merci à notre ami qui a réalisé la sonorisation. Merci à tous nos partenaires institutionnels et économiques qui ont permis que cette Sixième Université d'Été soit un succès.

LISTE DES PARTICIPANTS

Mesdames, Messieurs,

Abadie Jacques, ENSAT
 Assens Philippe, FRCUMA
 Auriac Christiane, Historienne
 Barbace Christine, INRA Toulouse
 Barraud Steve, Lycéen
 Barrère J. Jacques, MRJC
 Beaufrère,
 Beigbeder Jean,
 Beneteau Alain, CR Midi-Pyrénées
 Berthier Sylvie, INRA Toulouse
 Biran Bernadette, Charte Interc. de Marciac
 Blin Hervé, Charte Interc. de Marciac
 Boistard Pierre, INRA Toulouse
 Bonhour,
 Borderies Daniel, Sicoval
 Bories Anita, Agromip
 Bories Georges, INRA Toulouse
 Borillo Andrée, Université Le Mirail
 Borillo Mario, IRIT
 Bouniols Andrée, INRA Toulouse
 Boyazoglu Jean, Pdt Com. Démonination
 d'Origine de l'union Européenne
 Brugayrolas Elysé,
 Buffo Pierre, Vivadour
 Caillet Simone, INRA Toulouse
 Caro Guy, Le Banquet
 Carrier Jean-Claude, Association TEST 31
 Cartier H. Bernard
 Castagnon René, Maire de Tourdun (32)
 Cattiau Gilles, INRA Toulouse
 Chaix, Pioneer SA
 Chapuis Jacques, CRAMP
 Chauvin Yves, Vivadour
 Chauzy J. Louis, Pdt CESR Midi-Pyrénées
 Claverie Claude, Vivadour
 Cortadas Monique, Fac Services
 Daguzan Francis, Conseil Cénéral du Gers
 Darréon Jean-Louis,
 Dartigues Guy, FRCA
 Dartigues Laurent,
 Dauriac Pierre,
 De Castelbajac Arnaud, Pioneer
 De Scoraille, CDJA Gers
 Desjeux Dominique, Sociologue
 Dop Marie-Claude,
 Dubos Martine, Agricultrice
 Dubos Raymond,
 Estrampes Jean-Pierre, Architecte
 Faure Gérard, Pioneer
 Fenech Jean,
 Fenech Maryvonne,

Fillola Alain, Maire de Balma
 Fischler Claude, Anthropologue EHES
 Flamant Jean-Claude, Inra Toulouse
 Frayret Max, Vivadour
 Frayret Monique, Vivadour
 Gallairand Marie, Inra Toulouse
 Gieules Stéphane, FRSEA
 Goma Gérard, INSA Toulouse
 Granié Anne-Marie, ENFA Toulouse
 Gravelle Thierry, ARCA « Le Rideau Vert »
 Guichanne Pierre, Vivadour
 Guilhaumon Jean-Louis, Maire de Marciac
 Guilloux Jean-Marie, INRA Toulouse
 Guittard Christian, CRAMP
 Hoffmann, AFPA
 Hotelier, CESR Midi-Pyrénées
 Hourcastagné Maryse, UPS Lourdes
 Lacombe Marie-Thérèse, Agricultrice
 Lacombe Raymond, Pdt Sol et Civilisation
 Laforet Christian, Vivadour
 Lagurgue Gaby, MRJC
 Lamothe Jacques, Maire St-Paul-en-Born
 Lannelongue Gérard, Vivadour
 Lapeze Daniel, Vivadour
 Lavignac Thierry, MRJC
 Le Calvez Sylvie, Dir. Village Magazine
 Le Quang Eve,
 Le Theule François-Gilles, AGPM
 Legaré Sylvie, Libraire
 Legrand Patrick, INRA Paris
 Leshier Monique,
 Lesoin Alain, CR Midi-Pyrénées
 Lesoin Yvette, Sicoval
 Levy-Leblond Jean-Marc, Physicien
 Lhoste Dominique, Ch. Agri. Auch
 Lhotelier Hervé, Sicoval
 Mader Olivier, Conseil Général du Gers
 Magnat Mr-Mme
 Mania Christiane, professeur Lycée Agricole
 Malvy Martin, Pdt Conseil Régional Midi-Pyrénées
 Marcant Olivier, UPS Lourdes
 Marcoux Alain, Inspecteur Général de
 l'Enseignement Agricole
 Mathez Mme
 Mathez Jacques, CESR Midi-Pyrénées
 Monier Alice, C. d'Initiatives Rurales du Larzac
 Monod Jean-Pierre,
 Monthier Nathalie, Psychologue
 Mouloungui Zéphirin, INRA Toulouse
 Orliac Gérard, Ancien Secrétaire Générale
 District du Grand Rodez
 Ossard Hervé, Pdt INRA Toulouse
 Pargade Gérard, Vivadour
 Péan Valérie, INRA Toulouse
 Pieters Christiane, Chambre Agri. Auch
 Poma Jean-Pierre, CRIT Auch

Ramouneda Bernard, Chef Cuisinier
Requier Luc, Vivadour
Richard Serge, Vivadour
Ricordet Jeanne
Rufflé Eugène, MRJC
Sadok Christophe, Mnemosyne
Surquain Jean-Louis,
Sylvander Bertil, INRA Le Mans
Terrain Christophe, Pdt AGPM
Tibere Laurence, CRITHA
Tiné Gérard, Platicien
Touzan Charles,
Trousson Alain, Philosophe
Valverde Cécile
Valverde Denis-René, Vice-Pdt FNFR
Verprat Marc, Eikonex SA
Wiss Bernard, Vivadour
Zalta Jean-Pierre, CNRS

